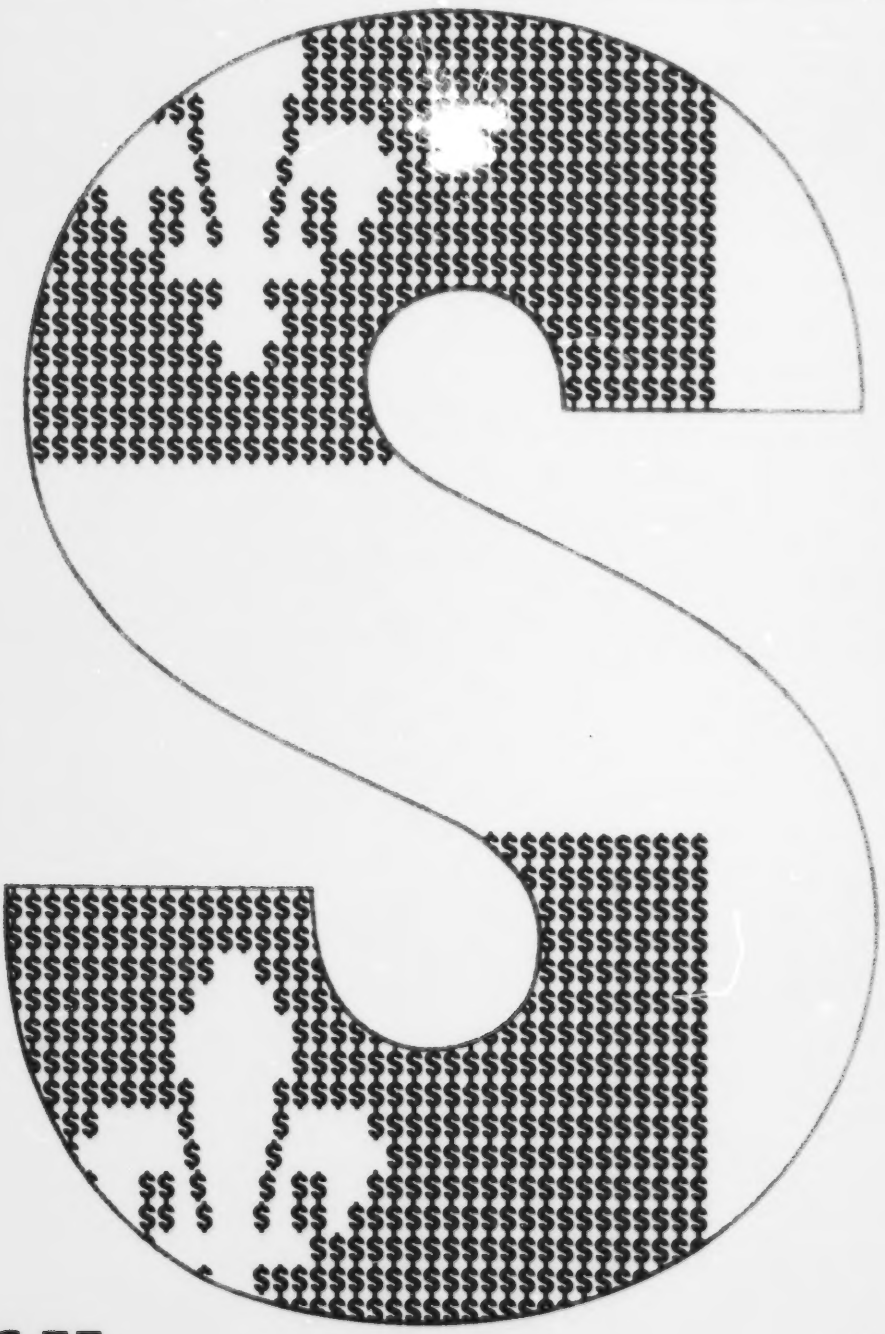
85-2041/

SITUATION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC, 1982



Québec

Signes conventionnels

Les signes suivants sont utilisés dans cette publication.

.. non disponibles
- néant ou zéro
-- nombre infime
... ne s'applique pas
* estimation
** prévision

Pour tout renseignement additionnel concernant cette publication, le lecteur peut communiquer à Québec avec M. Camille Courcheene (418) 643-1493

Bureau de la statistique du Québec

Pour tout renseignement concernant le BSQ et les données statistiques qui y sont disponibles, s'adresser au:
Centre d'information et de documentation
Bureau de la statistique du Québec
117, rue St-André
Québec (Québec)
G1K 3Y3
tél.: (418) 643-5116

On doit faire mention de la source pour toute utilisation ou reproduction.

Bibliothèque nationale du Québec
Dépôt légal 1er trimestre 1984
ISBN: 2-551-06041-9
ISSN: 0481-2816

Avant-propos

Chaque année, un bilan descriptif de l'état de l'économie du Québec au cours de l'année précédente est préparé par la Direction de l'analyse et de la prévision économique du ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme.

Se basant sur un large éventail d'informations statistiques pertinentes, le présent rapport sur la situation économique au Québec en 1982 décrit le comportement des principaux paramètres de l'économie durant cette période annuelle, en présentant le profil de leur évolution au cours des dernières années.

Après avoir rappelé les grands traits de la situation économique internationale et au Canada en 1982 et tracé le profil de la situation au Québec, on passe en revue successivement, de manière plus détaillée, les principales données sur la démographie et le marché du travail, les revenus et les dépenses des agents économiques, les finances privées et publiques, les investissements et l'industrie de la construction, les échanges extérieurs, ainsi que les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Ce bilan annuel constitue un document de référence destiné à un large public. Son but est en effet de regrouper un grand nombre de données issues de plusieurs sources et de présenter une analyse descriptive qui en facilite la compréhension. La diffusion de ce document se situe dans le cadre de la mission du **Bureau de la statistique du Québec** dont l'une des fonctions consiste à rendre accessible au public une information de base appropriée sur l'économie québécoise.

La directrice générale,

Nicole Gendreau

Nicole P. Gendreau

Table des matières

AVANT-PROPOS 3
LISTE DES TABLEAUX 4
LISTE DES GRAPHIQUES 6
ANNEXE — Liste des tableaux complémentaires selon l'ordre des chapitres 7
INTRODUCTION 9
- Situation économique internationale 10
- Situation économique au Canada 12
- Situation économique au Québec 16

CHAPITRE 1

Démographie et marché du travail 23

- Démographie 24
- Marché du travail 25
  - La population active et le taux d'activité 25
  - L'emploi et le chômage 26
    - L'emploi 26
    - Le travail à temps partiel 27
    - Le chômage 28
    - L'emploi par secteur d'activité 28
    - Chômage et famille 29
    - Le chômage par région administrative 29
  - Les relations de travail 30

CHAPITRE 2

Les revenus et dépenses des agents économiques 33

- Revenus et dépenses des particuliers 34
- Revenu personnel 34
- Les dépenses personnelles de consommation 36
- Les prix à la consommation 38
- Revenus et dépenses des administrations publiques 40

CHAPITRE 3

Les finances privées et finances publiques 43

- Le revenu personnel disponible 44
- Le financement de la demande des ménages 46
- Le financement des entreprises non financières 47
- Le financement du secteur public 48

CHAPITRE 4

Investissements et industrie de la construction 51

- Industrie de la construction 52
- Investissements 54
- La construction résidentielle 56
- Immobilisations non résidentielles 58

CHAPITRE 5

Les échanges extérieurs 61

- Évolution de l'ensemble de l'économie mondiale en 1982 62
  - Évolution globale du commerce mondial en 1982 62
  - Évolution du commerce mondial par zone 62
  - Évolution du commerce mondial par produit 62
  - Le renouvellement des ententes bilatérales de restriction dans le textile et le vêtement 63
- Le compte courant de la balance des paiements du Canada 64
- La destination des livraisons manufacturiers 65
- Les exportations internationales du Québec 67
- Les exportations de biens manufacturés à destination des États-Unis 70

CHAPITRE 6

Le secteur primaire 73

- L'agriculture 75
- La pêche 76
- L'exploitation forestière 77
- L'exploitation minière 78
- L'énergie électrique 79

CHAPITRE 7

Le secteur de la fabrication 83

- Les commandes, livraisons, stocks, bénéfices et prix 85
- Les immobilisations 91
- L'emploi, les fermetures, les arrêts de travail et les salaires 94
- La productivité relative dans l'industrie de la fabrication et les coûts unitaires de main-d'oeuvre 98

CHAPITRE 8

Le secteur tertiaire 101

- Les immobilisations 102
- L'emploi et les salaires 104
- Les relations de travail 106
- Importance relative du secteur tertiaire dans l'activité économique (PIB) 107

CONCLUSION 109

ANNEXE
Tableaux complémentaires 113

Liste des tableaux

INTRODUCTION 9

0,1 Indicateurs économiques principaux pays industrialisés 10
0,2 Indicateurs économiques États-Unis 12
0,3 Indicateurs économiques Canada 13
0,4 Sources d'augmentation des prix au Canada, taux d'accroissement annuel moyen en pourcentage 13
0,5 Demande intérieure et emplois du produit intérieur brut Canada 14
0,6 Indicateurs économiques Québec 16
0,7 Revenu intérieur net et produit intérieur brut Québec 17
0,8 Demande intérieure et emplois du produit intérieur brut Québec 18

CHAPITRE 1

Démographie et marché du travail 23

1,1 Démographie et marché du travail Québec 24
1,2 Population de 15 ans et plus, taux d'activité, population active, emploi et taux de chômage selon le sexe — Québec 25
1,3 Population de 15 ans et plus, taux d'activité, population active, emploi, chômage et taux de chômage par groupe d'âge et par sexe Québec 1982 25
1,4 Évolution de l'emploi par secteur d'activité Québec 1978-1982 29
1,5 Données sur la population active par région administrative Québec 1981-1982 29
1,6 Jours-personnes perdus en arrêts de travail par activité économique Québec 1978-1982 30

CHAPITRE 2

Les revenus et dépenses des agents économiques 33

2,1 Composantes du revenu personnel et revenu personnel disponible réel Québec 35
2,2 Indice des prix à la consommation à Montréal (1971-100) 38
2,3 Indice des prix à la consommation 1982/81 Canada et principales villes 39
2,4 Indice des prix à la consommation au Canada, classification en biens et services (1971-100) 39

2,5 Dépenses de toutes les administrations publiques au Québec en pourcentage du produit intérieur brut 40
2,6 Revenus de toutes les administrations publiques québécoises et ceux perçus au Québec par l'administration fédérale, en pourcentage du produit intérieur brut 40

CHAPITRE 3

Les finances privées et les finances publiques 43

3,1 Encours du crédit à la consommation consenti par les principaux prêteurs — Canada 45
3,2 Valeur des émissions brutes d'obligations du secteur public québécois
Répartition selon l'emprunteur et la monnaie
1978-1982 48

CHAPITRE 4

Investissements et industrie de la construction 51

4,1 Industrie de la construction, principales statistiques
Québec 52
4,2 Industrie de la construction, indicateurs régionaux — Québec 52
4,3 Valeur globale des travaux de construction exécutés, selon le genre de construction — Québec 53
4,4 Immobilisations des secteurs privé et public — Québec 55
4,5 Importance relative des immobilisations des secteurs privé et public, 1972-1982 — Québec 55
4,6 Logements mis en chantier, par trimestre, toutes les localités — Québec 56
4,7 Logements unifamiliaux mis en chantier, régions métropolitaines, centres urbains et autres localités
Québec 57
4,8 Logements multifamiliaux mis en chantier, régions métropolitaines, centres urbains et autres localités
Québec 57
4,9 Immobilisations par secteur et par catégorie de dépenses — Québec 59

CHAPITRE 5

Les échanges extérieurs 61

5,1 Commerce mondial par groupes de pays, 1981-1982 62
5,2 Variation annuelle moyenne du commerce mondial 63
5,3 Destination des livraisons manufacturières du Québec, 1970, 1976-1980 66
5,4 Destination des livraisons manufacturières du Québec, par industrie, 1980 66
5,5 Principaux pays de destination des exportations québécoises 67
5,6 Exportations internationales valeur, prix, volume 67
5,7 Rang et valeur des exportations internationales chargées au Québec, 25 principaux produits 69
5,8 Exportations du Québec (industries manufacturières), principaux marchés américains, 1981
Taux de croissance annuel moyen, 1975-1981 70

CHAPITRE 6

Le secteur primaire 73

6,1 Secteur primaire (Agriculture, Pêche, Forêts, Mines), principales statistiques
Québec 74
6,2 Agriculture, Principales statistiques — Québec 75
6,3 Pêche maritime et piégeage, Principales statistiques — Québec 76
6,4 Forêts (activité de l'abattage), Principales statistiques — Québec 77
6,5 Mines, Principales statistiques — Québec 78
6,6 Énergie électrique, Principales statistiques — Québec 79

CHAPITRE 7

Le secteur de la fabrication 83

7,1 Industries manufacturières, Indicateurs des activités manufacturières
Québec 84
7,2 Valeur des livraisons, Industries manufacturières — Québec 85
7,3 Immobilisations, Industries manufacturières — Québec 92
7,4 Employés salariés dans les industries manufacturières
Québec 94
7,5 Jours-personnes perdus en arrêts de travail, Industries manufacturières — Québec 95
7,6 Salaires et traitements hebdomadaires moyens, Industries manufacturières — Québec 97
7,7 La productivité manufacturière par 5 industrie
Québec 98

CHAPITRE 8

Le secteur tertiaire 101

8,1 Secteur tertiaire, Principales statistiques
Québec 102
8,2 Immobilisations, Secteur tertiaire
Québec 103
8,3 Emploi dans certains groupes du secteur tertiaire
Québec 105
8,4 Salaires et traitements hebdomadaires moyens dans certains groupes du scteur tertiaire
Québec 105
8,5 Jours-personnes perdus en arrêts de travail, secteur tertiaire
Québec 106
8,6 Importance relative du produit intérieur brut au coût des fcteurs, par activité économique
Québec, 1961, 1971, 1976-1982 107

Liste des graphiques

INTRODUCTION 9

0,1 Prix mondiaux des matières premières, 1975 = 100, données trimestrielles 11
0,2 Produit intérieur brut au prix du marché, Québec — Canada 16
0,3 Revenu personnel, Québec — Canada 17
0,4 Indice des prix à la consommation, 1971 = 100 Montréal — Canada 18
0,5 Rémunération des salariés (salaires, traitements et revenus complémentaires, soldes et indemnités militaires) Québec — Canada 19

CHAPITRE 1

Démographie et marché du travail 23

1,1 Évolution démographique, en milliers, Québec 24
1,2 Taux d'activité de la population de 15 ans et plus, Québec 26
1,3 Croissance de la population active, Québec 26
1,4 Population active et emploi, Québec 27
1,5 Création nette d'emplois, total, hommes et femmes, Québec 27
1,6 Taux de chômage femmes et hommes, Québec 28
1,7 Taux de chômage par groupe d'âge et par sexe, 1982, Québec 28
1,8 Emploi par secteur d'activité, Québec, 1982/1981 29

CHAPITRE 2

Les revenus et dépenses des agents économiques 33

2,1 Rémunération des salariés par activité économique Québec, 1982/1981 35
2,2 Salaires et traitements hebdomadaires moyens, variations annuelles Québec — Canada 35
2,3 Salaires et traitements hebdomadaires moyens, en dollars Québec — Canada 35
2,4 Ventes au détail, variations annuelles, Québec — Ontario — Canada 36
2,5 Ventes au détail par catégorie, 1982/1981, Québec 37
2,6 Indice des prix à la consommation, global Montréal — Canada 38
2,7 Indice des prix à la consommation, global sauf alimentation, Montréal — Canada 38
2,8 Indice des prix à la consommation par catégories de dépenses, 1982/1981, Montréal — Canada 39

CHAPITRE 3

Les finances privées et les finances publiques 43

3,1 Monnaie hors banques et dépôts dans les banques à charte, Canada 44
3,2 Encours du crédit à la consommation des principaux prêteurs, 1982/1981, Canada 45
3,3 Principales sources de financement des entreprises non financières du secteur privé, 1982 (variations par rapport à 1981) Canada 47
3,4 Emprunts contractés par le secteur public québécois 49

CHAPITRE 4

Investissements et industrie de la construction 51

4,1 Immobilisations totales, Québec — Ontario — Canada, variations annuelles 53
4,2 Immobilisations totales, (construction — machinerie et équipement) variations annuelles, Québec 54
4,3 Immobilisations totales, Québec/Canada 54
4,4 Immobilisation totales, Québec/Ontario 54
4,5 Taux d'investissement, Québec 55
4,6 Logements mis en chantier, par trimestre, taux annuel désaisonnalisé, Québec 56
4,7 Logements mis en chantier dans les centres urbains, types unifamilial et tendance cyclique multifamilial, Québec 56
4,8 Permis de bâtir, domiciliaire, tendance cyclique Québec 57
4,9 Immobilisations par secteur, 1982/1981, Québec 58
4,10 Permis de bâtir et adjudications, non domiciliaire, Québec, tendance cyclique 59

CHAPITRE 5

Les échanges extérieurs 61

5,1 Balance canadienne des paiements internationaux, solde du compte courant 65
5,2 Destination des livraisons manufacturières du Québec 66
5,3 Exportations chargées au Québec en pourcentage des exportations du Canada 67
5,4 Destination des exportations internationales du Québec, variations annuelles 68

CHAPITRE 6

Le secteur primaire 73

6,1 Immobilisations par activité, secteur primaire, Québec 74
6,2 Valeur brute de la production par activité, secteur primaire, variations annuelles, Québec 74

CHAPITRE 7

Le secteur de la fabrication 83

7,1 Livraisons manufacturières, Québec — Ontario — Canada 85
7,2 Livraisons manufacturières par industrie, Québec, variation par industrie et prix de vente industriels, Canada, 1982/1981 86
7,3 Immobilisations, fabrication, Québec 91
7,4 Immobilisations par industrie, fabrication, Québec, 1982/1981 91
7,5 Rémunération horaire, valeur ajoutée par heure-personne, par industrie, fabrication, Québec, 1982/1981 96
7,6 Rémunération horaire, valeur ajoutée par heure-personne, fabrication, Québec 1971 = 100 évolution annuelle 97

CHAPITRE 8

Le secteur tertiaire 101

8,1 Immobilisations, secteur tertiaire, Québec 103
8,2 Immobilisations par branche, secteur tertiaire, Québec, 1982/1981 104

CONCLUSION

9,1 Immobilisations par secteur, perspectives, Québec — Canada, 1983/1982 111

Liste des tableaux complémentaires selon l'ordre des chapitres

0,1 Revenu intérieur net et produit intérieur brut, Canada 114

1,1 Démographie et marché du travail, Ontario 114

1,2 Démographie et marché du travail, Canada 115

1,3 Jours personnes perdus en arrêts de travail, par activité économique, Québec/Canada 115

2,1 Rémunération des salariés, par activité économique, Québec 116

2,2 Indice des prix à la consommation au Canada (1971 = 100) 116

3,1 Loyer de l'argent, taux en cours et rendement de certains titres, 1982, Canada et États-Unis 116

4,1 Investissements (immobilisations et réparations) par secteur et par catégorie de dépenses, Québec 117

4,2 Logements mis en chantier dans les centres urbains, données désaisonnalisées à taux annuels, Québec — Canada 117

4,3 Valeur des permis de bâtir, données mensuelles désaisonnalisées, Québec 118

4,4 Valeur des permis de bâtir, données mensuelles désaisonnalisées, Canada 118

4,5 Logements mis en chantier, certains centres urbains du Québec 118

4,6 Investissements des ministères gouvernementaux — Québec, par gouvernement et par catégorie de dépenses 119

4,7 Heures travaillées dans la construction au Québec, selon la région de travail 119

5,1 Balance canadienne des paiements internationaux, solde du compte courant 120

5,2 Principaux pays de destination des exportations canadiennes, 1977-1982 120

6,1 Investissements, Secteur primaire, Québec 120

6,2 Recettes monétaires provenant des opérations agricoles, Québec 121

6,3 Dépenses d'exploitation, d'amortissement et de commercialisation du secteur agricole au Québec 121

6,4 Pêche maritime et piégeage, principales espèces capturées, Québec 122

6,5 Forêts (activité de l'abattage), production, Québec 122

6,6 Énergie électrique, production — Quantité et valeur brute selon l'utilisation, Québec 123

6,7 Industrie minière, valeur brute de la production au niveau de la transformation, Québec 123

6,8 Prix de quelques minéraux extraits au Québec 123

7,1 Valeur des livraisons, industries manufacturières, Canada 124

7,2 Immobilisations, industries manufacturières, Canada 124

7,3 Employés salariés dans les industries manufacturières, rapport de l'emploi sectoriel à l'emploi total, Québec 125

7,4 Jours-personnes perdus en arrêts de travail industries manufacturières, Québec/Canada 125

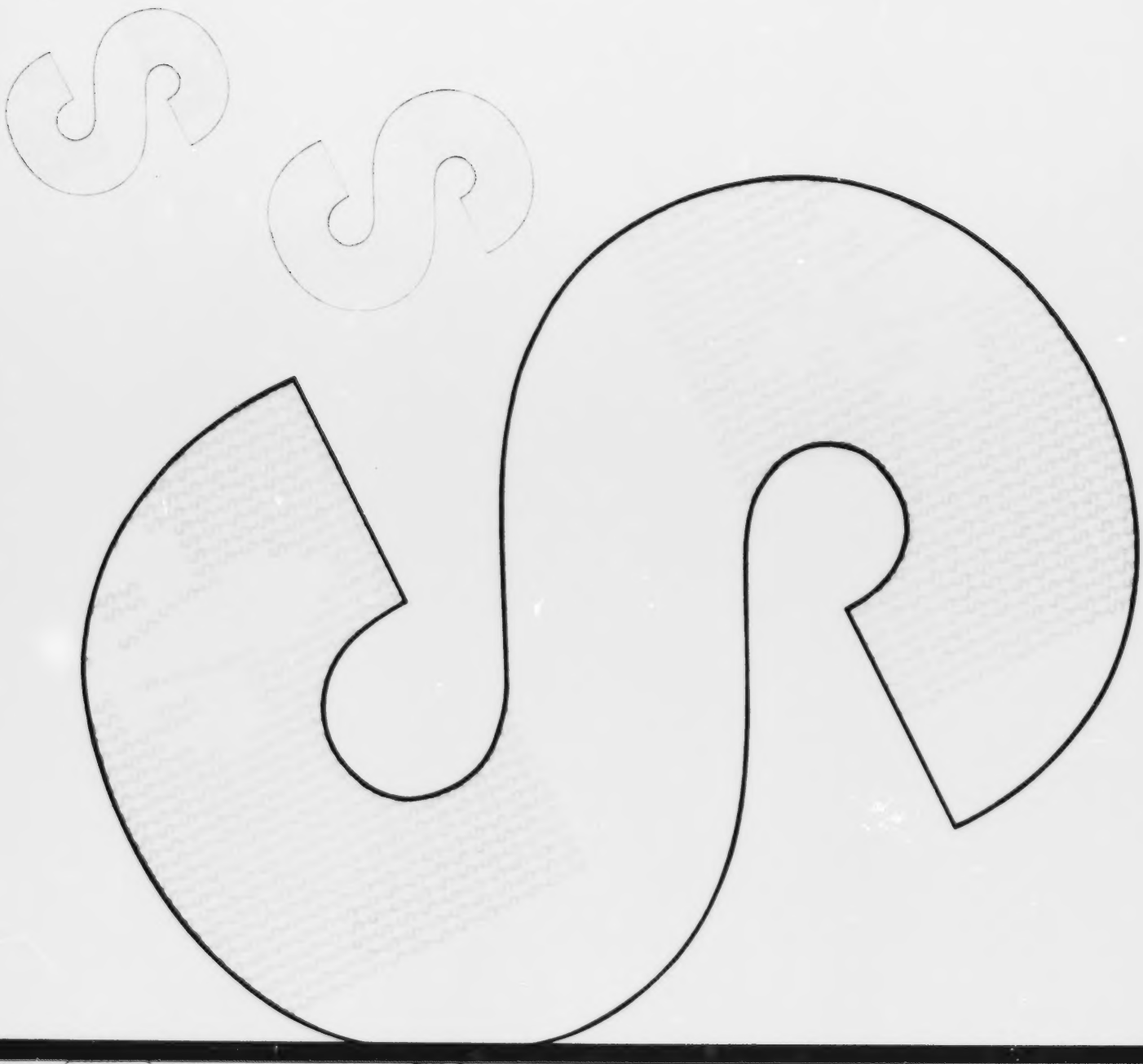
7,5 Salaires et traitements hebdomadaires moyens, industries manufacturières, Canada 126

7,6 Bénéfices de base, industries manufacturières, Canada 126

7,7 Principales exportations internationales du Québec, répartition sectorielle selon le pays de destination 127

7,8 Variations des principales exportations internationales du Québec, selon les pays de destination 127

8,1 Investissements, Secteur tertiaire, Québec 127



INTRODUCTION

Situation économique internationale

La production

L'évolution de la conjoncture économique en 1982 dans les pays de l'OCDE se caractérise principalement par la diminution de la production, la détérioration de la situation de l'emploi, le ralentissement marqué de l'inflation, les déséquilibres sensibles des comptes courants, les déficits importants du secteur public et les taux d'intérêt élevés en termes réels. L'accroissement des tensions sur les marchés internationaux des capitaux, le ralentissement des importations des pays non-membres de l'OCDE et la détérioration de la confiance des chefs d'entreprises et des consommateurs figurent au nombre des facteurs qui contribuent à généraliser le fléchissement de l'activité, particulièrement en Europe en fin d'année. Les entreprises se préoccupent de leur liquidité et se montrent prudentes en matière d'investissement, de stockage et d'emploi; sauf au Japon, les consommateurs adoptent une attitude plus réservée et augmentent leur taux d'épargne. Malgré une diminution du volume de ses exportations, qui explique le fléchissement de la croissance de son PNB réel, le Japon réalise, grâce à la forte augmentation des dépenses des consommateurs, la meilleure performance des sept pays les plus industrialisés avec une croissance de 2,5% de son PNB. Le Canada connaît la pire performance des sept avec une diminution de 4,8% de son PNB. Les vingt-quatre pays membres de l'OCDE voient leur PNB réel diminuer au même rythme que les sept pays les plus industrialisés, soit de 0,5%.

Les politiques budgétaire et monétaire

Un relâchement prudent de la politique monétaire, à mesure que l'inflation ralentit, et des mesures budgétaires visant à stimuler l'investissement et à atténuer le chômage indiquent un assouplissement des politiques restrictives suivies depuis plusieurs mois. La baisse des taux d'intérêt aux États-Unis au cours du second semestre amène une détente parallèle sur le marché du crédit dans les autres pays. Cependant, l'action sur la demande demeure prudente et déflationniste: la modération de la croissance des agrégats monétaires et la réduction des déficits budgétaires sont jugés nécessaires à la maîtrise des anticipations inflationnistes et à la diminution des taux d'intérêt. L'importance des emprunts publics et la tendance à l'accroissement de la dette publique expliquent que la réduction du déficit budgétaire soit l'objectif principal de la plupart des décisions de politique budgétaire. Malgré cela, les déficits budgétaires accusent une forte augmentation à caractère conjoncturel étant donné la gravité de la récession. La France tente une politique budgétaire expansionniste mais prend rapidement des mesures restrictives pour limiter le gonflement de son déficit. Partout les dépenses courantes augmentent rapidement au détriment des dépenses d'équipement; le gonflement des budgets de sécurité sociale pose un problème important pour la maîtrise des dépenses publiques. Les taux d'intérêt élevés et l'endettement accru font monter fortement le coût du service de la dette.

L'emploi et le chômage

Le fléchissement de la production entraîne une baisse de l'emploi de 0,5% en 1982 dans la zone de l'OCDE. La diminution est particulièrement marquée en Europe. Parmi les principaux pays, c'est le Canada qui connaît le plus fort recul de son niveau d'emploi, alors qu'au Japon, il y a progrès soutenu. On constate un maintien de la productivité du travail en Europe et une certaine reprise de la productivité dans les industries manufacturières japonaises; en Amérique du Nord, par contre, la productivité recule fortement. Le Royaume-Uni connaît le plus fort gain de productivité alors que le Canada se distingue par son recul. Les écarts de gains de production par personne empoyée reflètent des variations différentes des coûts de main-d'oeuvre et la diversité des formules d'ajustement des quantités de travail au fléchissement de la production: par exemple, le Japon et l'Italie ont l'habitude de s'adapter au tassement de la production en baissant le nombre moyen des heures travaillées plutôt qu'en réduisant l'emploi tandis que dans de nombreux autres pays, les employeurs effectuent des mises à pied pour essayer de rétablir leur situation financière.

La population active continue à augmenter dans la plupart des pays à un rythme voisin de 1% en moyenne. L'aggravation du chômage s'accélère et le taux global atteint 8,5% soit le taux le plus élevé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Aucun pays n'est épargné; même au Japon la rétention de la main-d'oeuvre est moins générale qu'antérieurement. Le Royaume-Uni paie d'un taux de chômage très élevé ses gains de productivité. Dans beaucoup de pays, l'augmentation particulièrement rapide du chômage des hommes dénote à la fois l'ampleur et la durée de la récession; en outre la part du chômage de longue durée dans le chômage total s'accroît fortement.

Les prix et les salaires

La décélération générale de l'inflation dans la zone de l'OCDE se poursuit à un rythme plus rapide que prévu; elle est marquée par la forte chute des prix des produits de base, par des réductions généralisées sur les prix de vente du pétrole fixés par l'OPEP, malgré une forte diminution de la production, et par une baisse régulière de la croissance des salaires nominaux.

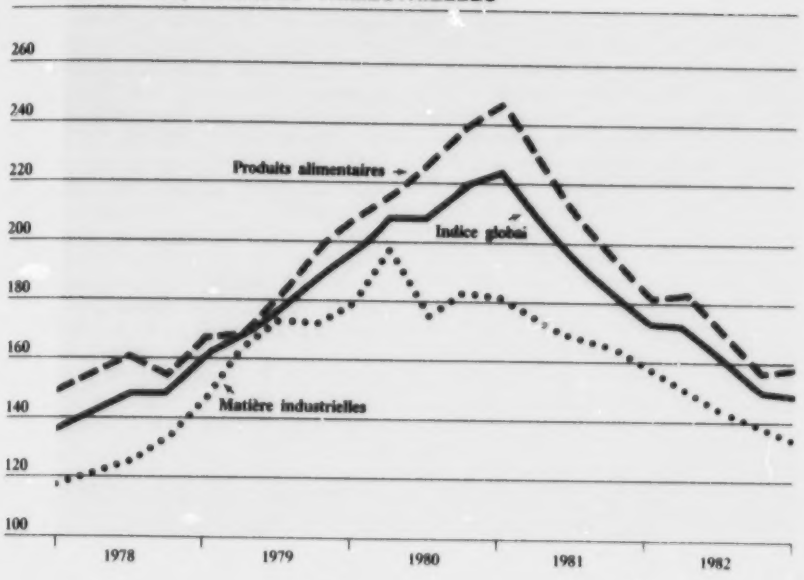
La dégradation des prix des produits de base, souvent inférieurs aux coûts de production, tient essentiellement à la nouvelle augmentation du taux de change effectif du dollar américain, à l'amélioration de l'offre alimentaire mondiale,

Tableau 0,1 Indicateurs économiques Principaux pays industrialisés

	PNB ou PIB réel		Emploi		Taux de chômage		Productivité		Prix de la consommation privée		Industrie manufacturières: Gains horaires		Industrie manufacturières: Coûts unitaires de main-d'oeuvres		Balance commerciale		Balance des opérations courantes	
	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982	1981	1982
	variation en % par rapport à l'année précédente														'000 000 000 $			
EP4tats-Unis	1,9	−1,8	1,1	−0,9	7,6	9,7	0,8	0,9	8,6	6,0	9,9	7,3	7,0	7,0	−27,9	−36,1	4,5	−8,8
Japon	3,0	2,5	0,8	1,0	2,2	2,3	2,1	1,5	4,5	2,8	5,6	5,3	3,5	3,8	20,0	18,8	4,8	6,5
Allemagne	−0,2	−1,3	−0,8	−1,8	4,8	7,0	0,6	0,5	6,0	5,0	5,2	4,0	4,2	1,5	17,8	26,0	−7,3	−0,3
France	0,3	1,5	−0,7	−0,8	7,3	8,5	1,0	2,0	12,5	11,5	14,5	15,0	11,4	14,3	−10,1	−15,5	−4,7	−11,5
Royaume-Uni	−2,2	0,5	−4,8	−3,0	10,6	12,3	2,7	3,5	10,9	8,5	13,2	11,5	8,5	4,8	6,1	0,8	12,1	4,5
Italie	−0,2	0,8	0,4	0,0	8,5	9,3	−0,6	1,0	19,0	16,5	23,7	17,3	21,0	17,5	−10,6	−7,8	−8,1	−5,5
Canada	3,1	−4,8	2,6	−3,3	7,6	11,0	0,5	−1,6	11,4	10,3	12,1	11,8	10,3	15,5	6,2	14,4	−4,5	2,2
Total des pays ci-dessus	1,3	−0,5	0,2	−0,8	6,5	8,0	1,2	0,5	8,9	6,8	..	..	7,5	7,3	1,5	0,8	−3,2	−12,9
TOTAL OCDE	1,2	−0,5	0,1	−0,5	7,1	8,5	1,2	0,3	9,4	7,5	10,3	8,8	..	..	−28,8	−26,8	−31,0	−38,5

SOURCES: Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1982, sauf États-Unis et Canada; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

0,1 PRIX MONDIAUX DES MATIÈRES PREMIÈRES, 1975 = 100, DONNÉES TRIMESTRIELLES



à la faiblesse de la demande et à l'incidence de la hausse des taux d'intérêt réels sur le niveau souhaité des stocks des consommateurs.

Les marchés internationaux du pétrole sont caractérisés par la faiblesse de la demande, la diminution des stocks des pays consommateurs et de forts escomptes sur les prix de vente officiels. Le tassement de la demande globale d'énergie se répercute largement sur la production des pays de l'OPEP qui tombe à moins de 19 millions de barils par jour. L'Arabie Saoudite baisse fortement sa production pétrolière pour maintenir le prix de référence de 34 dollars le baril malgré la généralisation des escomptes et le dépassement par certains pays des contingents d'exportations convenus au sein de l'OPEP.

Au total, l'indice implicite des prix de la consommation privée s'accroît de 7,5%, soit presque deux points de moins qu'en 1981. L'augmentation des prix pour les principaux pays industrialisés se situe entre celle du Japon, à seulement 2,8%, et celle de l'Italie à 16,5%; le Canada connaît une faible amélioration.

Avec la contraction du marché du travail dans presque tous les pays de l'OCDE, les accords salariaux de 1982 aboutissent à une croissance moyenne d'environ 8,75% des gains horaires dans le secteur manufacturier, ce qui est beaucoup moins qu'au cours de la décennie précédente. Un certain nombre de pays appliquent des blocages de salaires et de prix plus ou moins rigoureux ou s'efforcent de restreindre le jeu de l'indexation, afin de briser la spirale prix-salaires. Cinq des sept principaux pays bloquent la progression des rémunérations du secteur public. Les salaires réels progressent en moyenne d'environ 1,3%. Les coûts unitaires de main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier augmentent de 7,25% en 1982, soit sensiblement au même rythme qu'en 1981. L'Allemagne connaît un très net ralentissement de ses coûts de main-d'oeuvre par unité de production en 1982 tandis que le Canada les voit monter fortement par rapport à 1981.

La balance des opérations courantes

Le déficit courant des 24 pays de l'OCDE passe de 31 milliards de dollars en 1981 à 39 milliards en 1982. L'évolution peu soutenue, voire décroissante, des transactions entre pays de l'OCDE et la forte baisse des achats de plusieurs pays non-membres de l'OCDE qui se trouvent dans l'obligation de redresser leur position financière extérieure, expliquent la faiblesse des exportations de l'OCDE.

Les importantes différences dans les balances courantes des pays reflètent des positions concurrentielles et conjoncturelles très diverses. La forte détérioration de la balance courante des États-Unis tient à une nouvelle perte de compétitivité des prix, liée à la fermeté du dollar, au repli relativement moins marqué de sa demande intérieure et à la faiblesse des marchés d'exportation. La France voit son déficit courant s'élargir par suite du recul sensible de ses exportations, de la pression de la demande intérieure sur les importations en début d'année et de l'alourdissement des charges d'intérêt de l'endettement extérieur. L'Italie, l'Allemagne et le Japon améliorent leur position mais c'est surtout le Canada qui voit son déficit de 1981 faire place à un surplus de 2,2 milliards de dollars.

Les pays de l'OPEP voient disparaître en 1982 leur excédent courant de 65 milliards de dollars réalisé en 1981; les excédents des pays du Golfe Persique sont contrebalancés par les déficits des neuf autres pays membres. La faiblesse de la demande mondiale de pétrole diminue le pouvoir d'achat des pays exportateurs de pétrole, malgré la fermeté du dollar. La situation des pays producteurs de pétrole non-membres de l'OPEP, tels que le Mexique et l'Argentine, ressemble à celle des pays de l'OPEP les plus peuplés si ce n'est que leurs difficultés financières sont plus aiguës. La baisse des prix des produits de base détériore les termes de l'échange des pays en voie de développement non producteurs de pétrole; ceux-ci réussissent malgré tout à réduire quelque peu leur fort déficit courant par une réduction des importations. Les difficultés de certains pays à assurer le service de leur dette rendent problématique le refinancement des dettes existantes.

Les États-Unis

L'économie américaine traverse en 1982 la pire récession depuis « la grande dépression ». Commencée en juillet 1981, la récession suit de très près celle de 1980; particulièrement sévère au premier trimestre de 1982, elle frappe tous les agents économiques, principalement les manufacturiers de biens durables. Le PNB réel de 1982 est inférieur au niveau de 1979; la période d'activité ralentie et le tassement du volume de la production ont donc duré trois ans.

Les politiques économiques gouvernementales provoquent les changements les plus importants depuis le New Deal. Les coupures de dépenses touchent durement les régions et les gens les plus pauvres. Le problème du déficit du budget fédéral prend de l'ampleur. La Réserve fédérale maintient en 1982 sa politique anti-inflationiste tout en lâchant du lest en fin d'année pour aider l'économie à sortir d'une récession qui prend l'allure d'une dépression. Les risques de défauts sur les prêts et l'augmentation des faillites représentent de sérieuses menaces aux réseaux bancaires domestique et international. Les seuls points

positifs en 1982 sont le ralentissement de l'inflation, l'accroissement du pouvoir d'achat réel et l'augmentation de l'épargne. Le marché du travail se détériore fortement en 1982; l'emploi diminue de 0,9%, surtout dans le secteur manufacturier; le taux de chômage atteint 10,8% en décembre et une moyenne pour l'année de 9,7%.

En fin d'année, les taux d'intérêt diminuent sensiblement. Les baisses des taux hypothécaires provoquent une ruée sans précédent vers les institutions prêteuses pour des renouvellements de prêts et accroissent le pourcentage des ménages qui peuvent acheter une maison. Cependant les taux d'intérêt réels restent historiquement élevés, alors qu'au cours des deux dernières récessions, ils étaient devenus négatifs; en décourageant l'emprunt et en encourageant l'épargne, les taux d'intérêt réels retardent la reprise et, en gardant le dollar surévalué, ils découragent les exportations et encouragent les importations. Le déficit commercial augmente fortement à cause surtout de la fermeté du dollar et de la faiblesse de la demande internationale. Au total, le PNB réel des États-Unis diminue de 1,8% en 1982.

La situation économique au Canada

La croissance de la production intérieure

Le recul de l'activité économique au Canada, amorcé vers le milieu de 1981, se poursuit et même s'accélère en 1982. Influencé par la stagnation de la production dans plusieurs pays et plus particulièrement par la récession économique aux États-Unis, le Canada enregistre pour l'ensemble de 1982 une baisse de 4,2% de sa production intérieure réelle; ceci constitue la pire récession et la plus longue depuis la grande crise des années '30. Elle frappe toutes les provinces et la grande majorité des industries productrices de biens ainsi que le transport et le commerce.

La demande intérieure finale diminue de 4,2% en volume, alors que les consommateurs et les entreprises réduisent fortement leurs dépenses devant la faiblesse des revenus et les taux d'intérêt records. D'ailleurs, les baisses les plus fortes touchent les composantes les plus sensibles aux revenus et aux taux d'intérêt, notamment les achats de biens durables et de maisons par les consommateurs et les dépenses des entreprises en machines et matériel. On assiste à une forte liquidation des stocks qui, à elle seule, équivaut à plus de la moitié de la baisse du PNB. Par contre, le déficit historique du commerce de biens et services se transforme en un excédent. Ce renversement est toutefois attribuable, non pas à la vigueur des exportations, mais plutôt à une forte chute des importations qui provient de la détérioration de la situation économique au pays et en particulier de la diminution marquée des investissements, surtout des dépenses en machines, qui sont en majorité importées.

La chute de la production en 1982 s'accompagne d'un net recul de l'emploi et d'une forte aggravation du chômage. Le taux de chômage passe ainsi de 7,6% en 1981 à 11,0% en 1982. Cette baisse de l'emploi, combinée à un taux de croissance plus faible des salaires et traitements hebdomadaires moyens, se répercute au niveau de la rémunération des salariés dont la croissance ralentit de façon marquée. Les bénéfices des sociétés chutent du tiers pour retomber à des niveaux que l'on n'avait pas vus depuis 1977. Par contre, la forte augmentation des paiements de transfert des administrations aux particuliers, notamment au titre des programmes d'assurance-chômage et de bien-être social, contribue à limiter le ralentissement de la croissance du revenu personnel. On assiste, enfin, à une décélération de près de deux points du rythme de l'inflation.

L'emploi et le chômage

L'ensemble du Canada enregistre en 1982, pour la deuxième fois de son histoire (la première étant en 1958), une baisse du niveau de son emploi. La population employée s'établit à 10 574 000, soit une perte nette d'emplois de 359 000 ou de 3,3%. Avec une augmentation de la population active de 0,4% ou de 49 000 individus, il s'ensuit une très forte progression du taux de chômage, celui-ci passant de 7,6% en 1981 à 11,0% en 1982. Le nombre de chômeurs s'établit donc à 1 305 000, soit 407 000 de plus que l'an dernier.

Parmi les sept pays les plus industrialisés, le Canada, qui avait connu les plus fortes hausses de l'emploi au cours des années 1979 à 1981, enregistre en 1982 la plus forte baisse, suivi par le Royaume-Uni avec −3,0%, l'Allemagne avec −1,8%, les États-Unis −0,9% et la France −0,8%. L'Italie, par contre, a le même niveau d'emploi qu'en 1981 alors que le Japon voit le sien progresser de 1,0%. Les taux de chômage sont aussi les plus élevés au Royaume-Uni 12,3%, au Canada 11,0%, aux États-Unis 9,7%, en Italie 9,3%, en France 8,5% et en Allemagne 7,0%. Le Japon, avec un taux de chômage de 2,3% (2,2% en 1981), se distingue nettement de tous ses partenaires.

Les revenus

Le revenu personnel s'accroît de 9,7% en 1982, soit une hausse beaucoup plus faible qu'en 1981 (16,9%). Cette diminution de la croissance du revenu personnel résulte essentiellement de la faible hausse (6,9%) de sa principale composante, la rémunération des salariés par rapport à 1981 (13,9%). Les transferts courants des administrations publiques aux particuliers connaissent cependant

Tableau 0,2 Indicateurs économiques États-Unis

	Unité de mesure	1979	1980	1981	1982	1980/1979	1981/1980	1982/1981
						%		
Produit national brut au prix du marché	000 000 000 $	2 417.8	2 633.1	2 937.7	3 059.3	8.9	11.6	4.1
Indice implicite des prix du PIB	1972 = 100	163.42	178.64	195.51	207.15	9.3	9.4	6.0
Produit national brut en dollars 1972	000 000 000 $	1 479.4	1 474.0	1 502.6	1 476.9	0.4	1.9	−1.7
Consommation	000 000 000 $	1 507.2	1 667.2	1 843.2	1 971.1	10.6	10.6	6.9
Dépenses publiques en biens et services	000 000 000 $	474.4	538.4	596.9	647.4	13.5	10.9	8.5
Formation brute de capital fixe privé	000 000 000 $	423.0	402.3	471.5	420.3	−4.9	17.2	−10.9
Logements mis en chantier	'000	1 745.1	1 292.2	1 084.2	1 062.2	−26.0	−16.1	−2.0
Exportations nettes[1]	000 000 000 $	13.2	25.2	26.1	20.5	...	...	...
Profits des compagnies avant impôts	000 000 000 $	252.7	242.4	232.1	175.6	−4.1	−4.2	−24.3
Revenu personnel disponible	000 000 000 $	1 650.2	1 824.1	2 029.1	2 172.7	10.5	11.2	7.1
Emploi	'000	98 804	99 303	100 397	99 526	0.5	1.1	−0.9
Taux de chômage	%	5.8	7.1	7.6	9.7	...	...	...
Indice des prix à la consommation	1967 = 100	217.4	246.8	272.4	289.1	13.5	10.4	6.1
Indice de la production industrielle	1967 = 100	147.2	145.3	149.5	141.5	−1.3	2.9	−5.4
Productivité des entreprises privées[2]	1977 = 100	99.6	98.9	100.7	101.0	−0.7	1.8	0.3

1. Exportations moins importations de biens et services.
2. Production par heure travaillée.

SOURCES: Economic Indicators, U.S. mars 1983; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 0,3 Indicateurs économiques Canada

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981*
							%			
Produit intérieur brut aux prix du marché	000 000 $	236 439	268 904	299 827	342 762	362 566	13,7	11,5	14,3	5,8
Indice implicite des prix du PIB	1971 = 100	183,2	202,5	225,1	247,9	273,8	10,5	11,2	10,1	10,4
Produit intérieur brut en dollars constants de 1971	000 000 $	129 082	132 798	133 203	138 272	132 426	2,9	0,3	3,8	4,2
Revenu personnel	000 000 $	190 403	212 867	239 891	280 413	307 750	11,8	12,7	16,9	9,7
Revenu personnel par habitant	$	8 096	8 964	9 978	11 520	12 509	10,7	11,3	15,5	8,6
Salaires, traitements et revenus complémentaires	000 000 $	129 846	145 213	163 786	186 628	199 533	11,8	12,8	13,9	6,9
Logements mis en chantier	Unité	227 667	197 049	158 601	177 973	125 860	-13,4	-19,5	12,2	-29,3
Immobilisations totales	**000 000 $**	**50 360**	**58 354**	**66 193**	**79 504**	**75 079**	**15,9**	**13,4**	**20,3**	**-5,7**
- Secteur de la fabrication	000 000 $	6 178	7 444	9 747	12 739	11 123	20,5	30,9	30,7	-12,7
Valeur des livraisons, industries manufacturières	000 000 $	129 296	152 487	168 411	189 313	182 865	17,9	10,4	12,4	-3,4
Consommation des ménages	000 000 $	135 153	150 521	168 395	191 025	205 952	11,4	11,9	13,4	7,8
Indice des prix à la consommation	1971 = 100	175,2	191,2	210,6	236,9	262,5	9,1	10,1	12,5	10,8
Population (1er juin)	'000	23 517	23 747	24 042	24 342	24 603	1,0	1,2	1,2	1,1
Population active	'000	10 882	11 207	11 522	11 830	11 879	3,0	2,8	2,7	0,4
Emploi total	'000	**9 972**	**10 369**	**10 655**	**10 933**	**10 574**	**4,0**	**2,8**	**2,6**	**-3,3**
Taux de chômage	%	8,4	7,5	7,5	7,6	11,0	...	...	...	...

SOURCES: Investissements privés et publics au Canada (61-205); Industries manufacturières (31-203); Revue Statistique du Canada (11-003); Prix et indices des prix (62-010); La population active (71-001); S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

un taux de croissance record (22,9%) qui s'explique par le taux élevé de chômage et la chute de l'emploi (-3,3%) au cours de l'année 1982. Aussi, le salaire hebdomadaire moyen s'accroît moins rapidement (10,5%) qu'en 1981 (11,9%). De même, les intérêts et revenus divers de placement n'augmentent que de 17,1% (1981 : 20,3%), tandis que les bénéfices des sociétés avant impôts dégringolent de 31,0% après leur chute de 4,2% en 1981. La baisse des bénéfices des sociétés est attribuable avant tout à la chute de la demande pour leurs produits et à l'accroissement des coûts de financement, à cause des taux d'intérêt qui restent élevés pendant toute la durée de la récession.

Excluant les transferts entre administrations, les recettes publiques augmentent de 6,6% en 1982 comparativement à une hausse de 18,8% en 1981. Cette diminution de la croissance des recettes résulte essentiellement du ralentissement spectaculaire de la progression des impôts indirects. En effet, en 1981 ils augmentent de 27,1% alors qu'en 1982, ils diminuent de 5%.

La consommation

Les dépenses personnelles de consommation en biens et services connaissent un taux de croissance (7,8%) beaucoup plus faible en 1982 qu'en 1981 (13,4%). Il demeure en dessous de celui du revenu personnel disponible (9,3%). La récession économique, la détérioration de l'emploi, les anticipations de revenu plus faibles qui en découlent et, bien sûr, l'escalade des taux d'intérêt expliquent l'austérité des consommateurs au cours de l'année 1982. Ce sont surtout évidemment les ventes des biens durables exigeant le recours au crédit qui sont affectées par les taux d'intérêt élevés. Après une hausse de 10% en 1981, elles chutent de 3,1% en 1982. Les ventes des biens semi-durables et non durables augmentent de 1,3% et de 10,4% après des progressions de 10,6% et de 15,9% respectivement en 1981.

Les ventes au détail s'accroissent de 3,5% pour l'ensemble de l'année; en tenant compte de l'augmentation de l'indice des prix (10,8%) cela représente, en termes réels, une chute de 6,6% par rapport à l'an dernier. Ce sont évidemment les ventes des concessionnaires d'automobiles (-12,9%) des magasins de meubles (-11,4%), des téléviseurs, radios et accessoires (-6,0%) qui connaissent les chutes les plus spectaculaires. Par contre, les magasins d'appareils électroménagers augmentent les leurs de 3,3%. Parmi les biens semi-durables, les magasins de vêtements pour la famille (-6,7%) voient leurs ventes diminuer, tandis que celles des vêtements pour hommes augmentent de 3,8% et celles des magasins de chaussures ordinaires et spécialisées de 3,5% et 5,6%. Finalement, les ventes d'aliments progressent, mais moins rapidement que l'an dernier.

Les prix

L'indice global des prix à la consommation augmente de 10,8%. Il s'agit là d'un ralentissement notable par rapport à l'an dernier (12,5%). De plus, c'est la première fois, depuis 1976, qu'on enregistre une réduction de la hausse des prix à la consommation au Canada.

Le relâchement de la pression inflationniste qui se manifeste au Canada est le résultat de la politique monétaire très restrictive des autorités canadiennes et de la récession économique dont le Canada est frappé sévèrement en 1982. Directement, il provient sur le plan externe, du ralentissement des prix à l'importation et sur le plan interne, du fléchissement du rythme de la croissance des prix de la majorité des éléments composants de l'indice global.

Par contre, l'ensemble des prix administrés maintient une pression à la hausse qui freine cette décélération de l'inflation. La politique énergétique du gouvernement fédéral pousse à la hausse le prix de l'énergie en dépit du mouvement à la baisse enclenché au quatrième trimestre de 1982. L'énergie ne constitue pas en soi une composante de l'indice global, mais son coût influe considérablement sur la variation des prix des principaux éléments de l'indice global. Quoi qu'il en soit, malgré le ralentissement de la majorité des éléments de l'indice global, c'est essentiellement le fléchissement de la hausse des prix de l'alimentation (7,2%) et du transport (14,1%) qui exerce un effet de ralentissement déterminant sur la croissance de l'indice global des prix à la consomma-

Tableau 0,4 Sources d'augmentation des prix au Canada, taux d'accroissement annuel moyen en pourcentage

	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
	variation % par rapport à l'année précédente					contribution à la hausse totale en %[1]				
Coût salarial par unité de production	5,3	8,7	12,3	10,5	12,3	3,0	4,8	6,9	5,9	7,0
Bénéfices des sociétés par unité de production	18,3	28,5	6,9	-,2	-29,9	2,0	3,7	0,9	-1,3	-1,9
Impôts indirects moins subventions par unités de production	3,2	5,7	3,8	25,8	13,3	0,4	0,6	0,4	2,9	1,5
Autres revenus par unité de production	5,9	7,4	14,1	15,3	22,8	1,3	1,5	3,0	3,4	5,7
Variation totale des prix[2]	**6,5**	**10,2**	**11,1**	**10,1**	**10,6**	**6,7**	**10,8**	**11,2**	**10,9**	**12,3**

1. La somme de la contribution à la hausse totale des prix peut ne pas être égale à la variation totale des prix à cause de l'arrondissement des données.
2. Indice implicite des prix de la dépense.
SOURCE: Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 0,5 Demande intérieure et emplois du produit intérieur brut Canada

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982*/1981
	'000 000 $					variation en %			
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	135 153	150 521	168 395	191 025	205 952	11,4	11,9	13,4	7,8
Dépenses publiques en biens et services	47 811	52 301	58 538	66 749	75 748	9,4	11,9	14,0	13,5
Formation brute de capital fixe	52 261	60 654	68 905	80 402	76 393	16,1	13,6	17,3	−5,5
Demande intérieure finale	235 225	263 476	295 838	338 576	358 093	12,0	12,3	14,4	5,8
Valeur de la variation matérielle des stocks	494	3 711	−1 754	653	−8 692	...	...	...	...
Demande intérieure totale	235 719	267 187	294 084	339 229	349 401	13,3	10,1	15,4	3,0
Exportations nettes	964	1 702	5 615	4 517	14 886	...	...	...	...
Erreur résiduelle	−244	15	128	−964	−1 721	...	...	...	...
Produit intérieur brut au prix du marché	236 439	268 904	299 827	342 762	362 566	13,7	11,5	14,3	5,8

SOURCES: Comptes nationaux (13-001), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

tion. En effet, sans l'alimentation, il augmente de 11,8%.

Les investissements

En 1982, les investissements totaux au Canada atteignent 97 881,6 millions de $ (−3,8%), les immobilisations totales 75 078,6 millions de $ (−5,7%), les dépenses en construction 46 208 millions de $ (−3,5%) et les dépenses en équipement 28 870,6 millions de $ (−9,1%). Parmi les provinces canadiennes, l'Ontario occupe le premier rang pour l'importance des sommes totales en investissements, en immobilisations et en dépenses d'équipement, mais l'Alberta effectue davantage de dépenses en construction neuve; les plus forts taux de croissance sont obtenus par la Nouvelle-Écosse en investissements (12,7%), par Terre-Neuve en immobilisations (15%) et en dépenses de constructions (20,1%), et par le Nouveau-Brunswick en dépenses d'équipements (13,8%). C'est la Colombie-Britannique qui subit les plus forts reculs.

Les restrictions monétaires au Canada et aux États-Unis réussissent à renverser la tendance de la croissance des prix, mais font monter les taux d'intérêt; ceux-ci, en effet, grimpent en début d'année et restent élevés jusqu'à la mi-été avant de diminuer par la suite jusqu'en fin d'année. Pendant toute l'année, les hommes d'affaires ont une perception négative des occasions d'investissements; au quatrième trimestre, le principal obstacle à l'investissement n'est plus le niveau des taux d'intérêt mais la faiblesse de la demande.

La construction résidentielle est très affectée par l'évolution des marchés financiers tout au cours de l'année mais aussi par d'autres facteurs. Les ménages sont incités à la prudence et à l'épargne par le chômage en hausse, la diminution des revenus disponibles réels, les niveaux encore élevés de l'inflation et des taux d'intérêt réels et l'incertitude générale face au climat économique; tous ces facteurs contribuent à faire de 1982 une année très mauvaise pour la construction résidentielle. L'arrivée à terme du programme IRLM (Immeubles résidentiels à logements multiples) est la cause d'un rythme inhabituellement élevé de construction de logements locatifs au cours du premier trimestre de 1982; les mises en chantier passent d'un taux annuel désaisonnalisé de 168 000 au premier trimestre de 1982 au très faible taux de 96 000 au troisième trimestre et finissent l'année en reprise à 136 000 au quatrième trimestre. Au total, on compte 125 860 mises en chantier, soit 29,3% de moins que les 177 973 réalisées en 1981; il s'agit du plus faible niveau d'activité depuis 1961. Tous les genres de logement sont affectés par la baisse. Les mises en chantier de maisons individuelles baissent de 38,9% avec 54 457 et les maisons jumelées et duplex baissent de 46,9% avec seulement 6 254 unités. Les mises en chantier d'unités multifamiliales sont un peu moins affectées: les maisons en rangées baissent de 22,8% à 11 987 et les appartements de 13,7% à 53 162. La valeur totale des immobilisations dans le secteur de l'habitation chute de 24,7% à seulement 9 890,6 millions de $.

Malgré le pessimisme des hommes d'affaires, le secteur non résidentiel au Canada est moins affecté que l'habitation par la conjoncture; la diminution des immobilisations y est de 1,9% en 1982; il s'agit malgré tout d'un revirement important puisqu'en 1981 les immobilisations croissaient de 20,5%. Cette diminution est imputable principalement aux industries de la fabrication (−12,7%) et aux entreprises du secteur « commerce, finance et services commerciaux » (−11,1%). Les industries primaires et de la construction diminuent leurs immobilisations de 6,8% tandis que les deux autres secteurs, soit les services d'utilité publique et les institutions et ministères gouvernementaux, enregistrent des taux de croissance de 10,2% et 10,0% respectivement. Dans le cas de la fabrication, la baisse touche 16 groupes industriels sur 20; les usines d'automobiles, les scieries, les usines de pâtes et papiers et de première transformation des métaux retranchent de forts montants à leurs immobilisations. Des montants importants sont ajoutés seulement dans les immobilisations des raffineries de pétrole et des industries de l'agro-alimentaire.

La fabrication

La baisse de 4,8% du produit national brut (PNB) réel au Canada en 1982 est imputable au fléchissement généralisé de l'économie. En effet, exception faite du secteur du commerce extérieur qui s'est mieux comporté, toutes les composantes de la demande finale connaissent un net recul par rapport à 1981. De plus, la hausse des prix à la consommation demeure élevée au Canada en comparaison de celle aux États-Unis, ce qui oblige la Banque du Canada à augmenter le taux d'escompte jusqu'en juillet, pour préserver la valeur du dollar canadien. En conséquence, les loyers élevés de l'argent et la diminution du volume de leurs ventes obligent les manufacturiers canadiens à liquider leurs inventaires.

Les fabricants canadiens parviennent assez bien à se défaire de leurs inventaires de matières premières en ne renouvelant pas leurs approvisionnements. Cependant, la diminution tout au long de l'année du volume de leurs commandes est trop importante pour qu'ils puissent assez rapidement ajuster à la baisse leur appareil de production. Malgré tout, le volume de leur production diminue de 12,3% en 1982 et ils sont contraints de n'utiliser que 63,2% de leur capacité de production au dernier trimestre de l'année. Il s'agit du plus faible coefficient d'exploitation en plus de vingt ans. Ainsi, en dépit de leur taux d'opération très bas, la forte baisse de 8,7% du volume des livraisons des manufacturiers canadiens en 1982 au Canada n'a pas permis un déstockage adéquat de produits finis et en cours de fabrication, si bien que le rapport des stocks possédés aux livraisons est aussi élevé au dernier trimestre qu'il l'était une année plus tôt.

En valeur, les expéditions des fabricants canadiens baissent de 3,3% en 1982. Dans les provinces centrales, où se concentre la majeure partie des industries manufacturières du Canada, la valeur des livraisons diminue, soit respectivement de 1,8% et 3,5% en Ontario et au Québec. Les quatre provinces de l'ouest et le Nouveau-Brunswick sont les plus touchés par la diminution des activi-

tés de transformation; la valeur des livraisons manufacturières décroît de 15,1% et 7,6% respectivement au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique. La valeur des expéditions n'augmente que dans l'Île-du-Prince-Édouard (4,4%) et à Terre-Neuve (9,4%).

En 1982, le produit intérieur brut réel diminue de 4,2% au Canada dans l'ensemble des activités économiques, alors qu'il baisse de 12,3% dans les activités de transformation. La baisse de la production affecte la totalité des vingt groupes majeurs d'industries manufacturières, en particulier les fabricants de biens durables dont la baisse du volume de production varie de 9,3% à 25,3%. Les secteurs dont l'activité est liée aux investissements en construction ainsi qu'en machines et matériel sont les plus touchés, notamment les industries du bois, du meuble, de la métallurgie, de la machinerie et des produits minéraux non métalliques. Les industries de biens intermédiaires sont aussi très sévèrement frappées par le déstockage en matières premières. Parmi les manufacturiers de biens non durables, la baisse de production est particulièrement visible dans les secteurs du textile, du cuir, de l'habillement ainsi que du caoutchouc et des produits en matière plastique; elle varie dans ces cas de 13,8% à 21,3%. La production des industries des aliments et boissons et du tabac ne diminue que de 1,8% et 0,6% respectivement, étant donné la faible élasticité de la demande pour ce type de produits.

Cette récession dans l'industrie manufacturière, amorcée en juillet 1981, entraîne un nombre considérable de licenciements dans tout le Canada. En décembre 1982, le nombre d'employés dans l'industrie manufacturière est sensiblement le même que cinq années plus tôt. De 1981 à 1982, entre 173 000 et 193 000 emplois sont perdus dans l'ensemble des entreprises de transformation.

De plus, les fabricants n'augmentent leurs prix de vente que de 6,0% en moyenne. Cette décision leur est facilitée par la baisse des prix des matières brutes autres que les combustibles au Canada en 1982, de même que par le ralentissement de la hausse des salaires, des prix de l'énergie et du coût des « machines et des équipements ». Ceci signifie qu'il y a eu un ralentissement à peu près constant du mouvement des prix manufacturiers au Canada depuis trois ans, soit depuis le sommet de 16,7% de hausse enregistré entre janvier 1979 et janvier 1980. Il s'agit de la plus longue période de ralentissement du taux de variation des prix depuis 1956, année où le premier indice des prix de vente industriels a été calculé. Ce ralentissement généralisé du mouvement des prix est la conséquence directe de la très faible demande de produits manufacturés.

La hausse des coûts de production des fabricants demeure supérieure à celle de leurs prix de vente. Par surcroît, leur production diminue plus que l'emploi, ce qui entraîne une baisse de productivité de 2,8%, qui favorise elle-même une hausse de 14,2% des coûts unitaires de main-d'oeuvre, soit le taux le plus élevé depuis 1975. Tous ces facteurs s'allient au faible coefficient d'utilisation de leurs capacités de production ainsi qu'à un loyer de l'argent très élevé alors qu'ils doivent financer de lourds inventaires et des dettes accumulées importantes. En conséquence, leurs bénéfices de base chutent de 36,0% en 1982, ce qui les ramène, en dollars courants, à un niveau comparable à celui atteint en 1978. La chute des profits est très forte dans certains secteurs, si bien que la valeur du passif provenant des faillites chez les manufacturiers canadiens s'accroît de façon très importante, en particulier au cours des trois premiers trimestres. Le taux de liquidité de maintes entreprises canadiennes est le plus bas enregistré depuis la dernière guerre mondiale; l'industrie canadienne du bois est particulièrement touchée, puisque globalement elle accuse une perte en 1982. Il est exceptionnel de voir ainsi l'ensemble d'un secteur accuser une perte à l'échelle nationale.

Ainsi, après trois années de forte croissance, la valeur des immobilisations des manufacturiers canadiens diminue en 1982 pour la première fois depuis 1976, soit de 12,7%. Exception faite de l'habitation, cette diminution est la plus importante parmi tous les autres secteurs de l'activité économique. Tout au long de l'année d'ailleurs, les industriels canadiens révisent à la baisse leurs projets d'investissement lorsque c'est encore possible. La baisse des immobilisations manufacturières est particulièrement prononcée en Colombie-Britannique, en Saskatchewan, au Manitoba et en Ontario.

La balance des paiements

En 1982, le compte courant fait ressortir un excédent record de 2,7 milliards de $, ce qui met fin à la série historique de déficits que l'on observe depuis 1973, et plus généralement depuis 1950, si l'on fait abstraction de quatre années. En 1981, il avait atteint un déficit sans précédent de 5,3 milliards de $.

Le revirement de 8 milliards de $ en 1982 par rapport à 1981 provient de l'augmentation de l'excédent du commerce des marchandises, qui atteint 17,7 milliards de $, soit une augmentation de plus de 10 milliards de $. Il est imputable, toutefois, à une forte chute de 13,2% des importations plutôt qu'à une hausse des exportations qui ne progressent que de 0,3%. En 1982, les exportations de marchandises totalisent 84,5 milliards de $, alors que les importations de marchandises se chiffrent à 66,7 miliards de $.

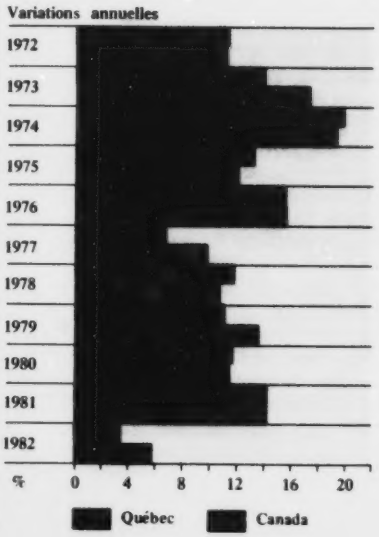
Pour l'ensemble de 1982, la hausse des prix à l'exportation n'est que de 0,5% alors que celle à l'importation se situe à 2,0%. Il en résulte donc une légère détérioration des termes d'échange. En ce qui concerne le volume des échanges, celui des exportations augmente de 0,1% et celui des importations diminue de 16,6%.

Le déficit de la balance des opérations au titre des services augmente de 2,2 milliards de $ et atteint 16,5 milliards de $, principalement à cause de l'augmentation des paiements d'intérêts sur les nouveaux emprunts obligataires à l'étranger. Cette augmentation, toutefois, est en partie compensée par un doublement de l'excédent au poste des transports qui atteint 0,9 milliard de $ et par la baisse des paiements nets au titre des autres services qui totalisent 5,6 milliards de $. Le déficit du compte « intérêts et dividendes » s'accroît considérablement pour atteindre 9,3 milliards de $, soit une hausse de 2,8 milliards de $. Quant au déficit des voyages, il augmente de 166 millions de $.

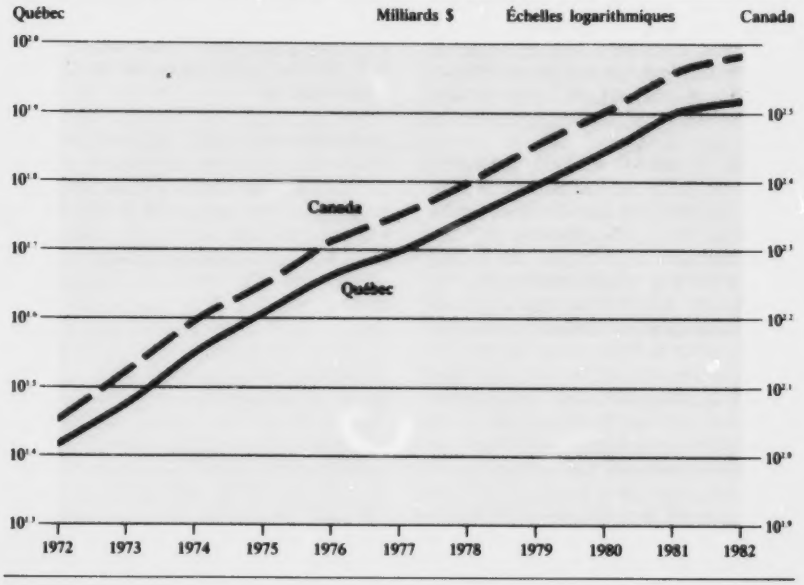
L'excédent du compte des transferts, pour sa part, se détériore et totalise 1,4 milliard de $.

Les mouvements nets de capitaux se chiffrent à −0,9 milliard de $ à cause d'entrées nettes de 8,5 milliards de capitaux à long terme et de sorties nettes de 9,4 milliards de $ de capitaux à court terme.

Situation économique au Québec



0,2 PRODUIT INTÉRIEUR BRUT AU PRIX DU MARCHÉ, QUÉBEC — CANADA



La croissance de la production et de la demande

La politique monétaire très restrictive poursuivie par les États-Unis et le Canada au cours des dernières années et le niveau élevé des taux d'intérêt qu'elle entraîne, font sentir leurs effets beaucoup plus fortement au Québec que dans l'ensemble du Canada et plus durement en 1982 qu'en 1981. À cause, entre autres, de la faiblesse de leur capitalisation, plusieurs sociétés québécoises ressentent très rapidement des problèmes de liquidité. On assiste ainsi en 1982 à une augmentation sans précédent des faillites au Québec, tant en nombre qu'en valeur du passif. Les secteurs les plus touchés sont les secteurs primaire et secondaire, ainsi que les transports et le commerce. Globalement, le Québec connaît en 1982 la pire récession depuis la crise des années '30. Les importantes pertes d'emplois et la forte chute des investissements privés et des exportations témoignent de l'ampleur des difficultés financières des entreprises et de la sévérité de la récession. Les consommateurs accumulent une épargne de précaution et évitent de s'endetter. Ainsi, ils limitent leurs achats, surtout de biens durables et semi-durables et leurs dépenses en habitation. Enfin, les taux d'intérêt élevés et la récession ont pour effet de rendre davantage difficile l'équilibre des finances des gouvernements. Un élément positif est la baisse de l'inflation qui survient surtout en fin d'année.

Tableau 0,6 Indicateurs économiques Québec

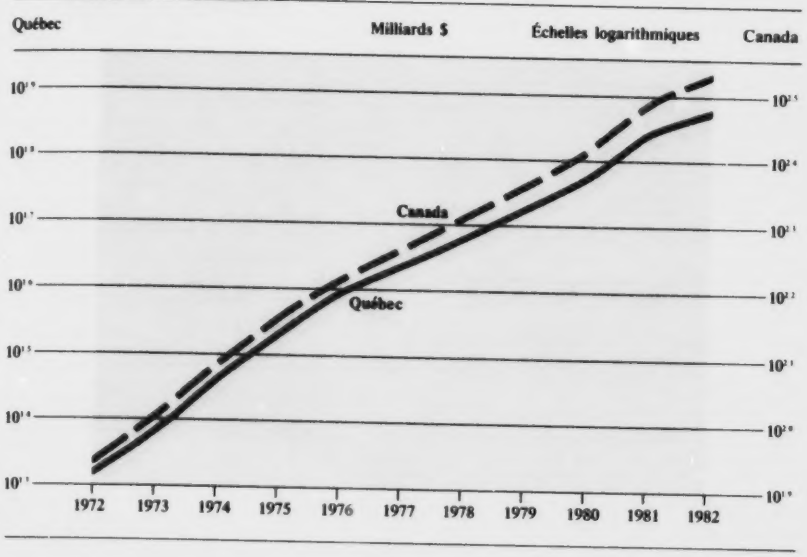
	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981*
							variation en %			
Produit intérieur brut aux prix du marché	000 000 $	56 378	62 676	70 139	80 189	83 129	11,2	11,9	14,3	3,7
Revenu personnel	000 000 $	47 982	53 271	60 100	69 855	76 040	11,0	12,8	16,2	8,9
Revenu personnel par habitant	$	7 614	8 404	9 411	10 850	11 731	10,4	12,0	15,3	8,1
Salaires, traitements et revenus complémentaires	000 000 $	32 761	36 230	40 902	46 400	48 260	10,6	12,9	13,4	4,0
Logements mis en chantier	Unité	43 671	41 730	29 186	29 645	23 492	−4,4	−30,1	1,6	−20,8
Immobilisations totales	000 000 $	10 940	11 854	12 819	13 739	12 995	9,8	8,1	7,2	−5,4
– Secteur de la fabrication	000 000 $	1 280	1 448	2 190	2 272	2 019	13,1	51,2	3,7	−11,1
Valeur des livraisons, industries manufacturières	000 000 $	33 441	39 373	44 867	49 764	47 925	17,7	14,0	10,9	−3,7
Consommation des ménages	000 000 $	33 137	36 988	40 598	44 937	48 504	11,6	9,8	10,7	7,9
Indice des prix à la consommation (Montréal)	1971 = 100	173,1	188,9	208,4	234,2	261,3	9,1	10,3	12,4	11,6
Population (1er juin)	'000	6 302	6 339	6 386	6 438	6 482	0,6	0,7	0,8	0,7
Population active	'000	2 827	2 878	2 959	2 996	2 947	1,8	2,8	1,3	−1,6
Emploi total	'000	2 520	2 602	2 687	2 685	2 540	3,3	258	0,7	−5,4
Taux de chômage	%	10,9	9,6	9,9	10,4	13,8	...	...	...	...

SOURCES: Investissements privés et publics au Canada (61-205), Industries manufacturières (31-203), Revue Statistique du Canada (11-003), Prix et indices des prix (62-010), La population active (71-001), S.C.; Comptes économiques des revenus et dépenses, Bureau de la statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Le PIB au prix du marché s'accroît de 3,7% en 1982 et atteint 83,1 milliards de $. En termes réels, il s'agit d'une baisse de 6,1%. Les dépenses personnelles en biens et services de consommation augmentent moins rapidement en 1982 qu'en 1981, soit de 7,9% contre 10,7%. Ce faible accroissement des dépenses des particuliers se manifeste principalement au niveau des biens durables plus sensibles aux variations des taux d'intérêt et aux anticipations de revenus. Malgré les efforts des administrations publiques pour stabiliser l'économie, le rythme de croissance de leurs dépenses diminue en 1982 par rapport à 1981, à cause des contraintes budgétaires que leur imposent l'ampleur de la récession économique et le niveau élevé de leurs déficits. On assiste en 1982 à une chute marquée des immobilisations résidentielles. Tout comme le Canada, le Québec enregistre une forte liquidation des stocks. Enfin, les exportations internationales du Québec, surtout vers les États-Unis, ressentent fortement la sévérité de la récession économique.

La baisse de la production en 1982 s'accompagne d'une perte nette de 145 000

0,3 REVENU PERSONNEL, QUÉBEC — CANADA



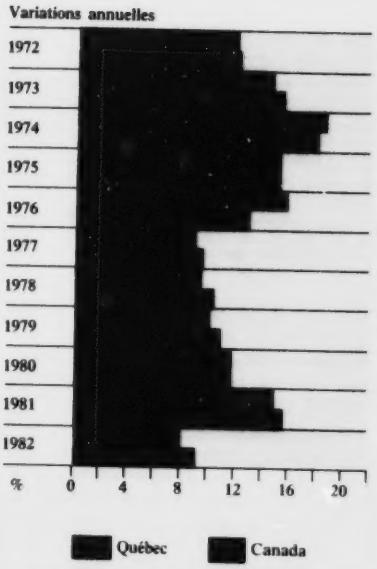


Tableau 0,7
Revenu intérieur net et produit intérieur brut
Québec

	1978	1979	1980	1981	1982*
	millions de dollars				
Rémunération des salariés	32 761	36 230	40 902	46 400	48 260
Solde et indemnités militaires	180	181	200	226	269
Bénéfices des sociétés avant impôt	5 001	6 673	7 512	7 712	5 586
Intérêts et revenus divers et placements	3 885	4 429	4 881	5 890	6 674
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	549	632	569	660	715
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	2 277	2 460	2 736	3 074	3 245
Ajustement de la valeur des stocks	−1 137	−1 791	−1 782	−1 760	−951
Revenu intérieur net au coût des facteurs	43 486	48 814	55 018	62 204	63 798
Impôts indirects moins subventions	7 215	7 461	8 039	10 173	10 638
Provision pour consommation de capital et ajustement divers	5 677	6 401	7 082	7 812	8 693
Produit intérieur brut aux prix du marché	56 378	62 676	70 139	80 189	83 129

SOURCE: Comptes économiques des revenus et des dépenses, Bureau de la statistique du Québec.

emplois, soit une baisse de 5,4%. Il faut remonter à 1954 et 1968 pour retrouver une baisse du niveau de l'emploi. Tous les secteurs de l'activité économique sont affectés; les plus fortes baisses en nombre se retrouvent dans la fabrication et le commerce. Le taux de chômage atteint un niveau record de 13,8%.

Cette baisse de l'emploi, combinée à une plus faible hausse des salaires hebdomadaires moyens, se répercute sur la masse salariale qui ne s'accroît que de 4,0%. Par contre, la hausse des transferts courants des administrations publiques contrebalance en partie la faible augmentation de la masse salariale, et le revenu personnel augmente de 8,9%. L'épargne personnelle demeure à un niveau élevé. Enfin, on assiste à un fléchissement du rythme de l'inflation résultant d'un mouvement à la baisse de la croissance des prix internationaux et nationaux. Ce fléchissement du rythme de l'inflation découle d'une diminution de la hausse des prix de la majorité des éléments composants l'indice global, mais plus particulièrement du ralentissement spectaculaire de la croissance des prix de l'alimentation.

L'emploi et le chômage

Pour la troisième fois, après les années 1954 et 1968, le Québec enregistre une diminution de ses effectifs employés en 1982, soit de 5,4% ou de 145 000, et le niveau s'établit à 2 540 000. Toutes les provinces, sauf la Saskatchewan, sont affectées par une baisse du niveau de leur emploi en 1982; le Québec est cependant le plus touché alors qu'on y retrouve 40,4% de la perte nette totale d'emplois au Canada; l'Ontario pour sa part y contribue pour 30,1%. Des 145 000 emplois nets perdus au Québec, 100 000 sont des emplois masculins, et plus de 60% de la perte nette d'emplois se retrouvent dans les rangs des hommes et femmes de 15 à 24 ans. De plus, la perte nette d'emplois en 1982 au Québec résulte d'une baisse de 153 000 des emplois à plein temps et d'une augmentation de 8 000 des emplois à temps partiel. On assiste donc en 1982 à une forte progression du taux de chômage qui passe de 10,4% en 1981 à 13,8% en 1982; les jeunes sont les plus affectés, avec des taux de 25,4% et 20,6% respectivement pour les hommes et les femmes de 15 à 24 ans.

Tous les secteurs de l'activité économique accusent des pertes d'emplois en 1982 au Québec. En termes absolus, c'est la fabrication qui encaisse la plus forte baisse avec −52 000 ou −8,9%. La construction, pour sa part, voit ses effectifs employés diminuer de 11 000 (−8,9%) alors que l'ensemble du secteur tertiaire, qui compte pour 69,9% des effectifs totaux, n'enregistre qu'une diminution de 73 000 ou de 4,0%. Le primaire, par ailleurs, voit ses effectifs employés diminuer de 9 000 ou de 7,0%, la forêt et les mines étant les plus affectées par la récession.

Le revenu personnel

Le revenu personnel au Québec se chiffre à 76,0 milliards en 1982; il s'accroît (8,9%) moins rapidement que l'an dernier (16,2%). À l'exception des transferts des administrations publiques qui connaissent une progression record (24,9%) en 1982, toutes les autres composantes du revenu personnel accusent de très fortes baisses de croissance.

La principale composante du revenu personnel, la « rémunération des salariés y compris solde et indemnités militaires », n'augmente que de 4,1% par

Tableau 0,8 **Demande intérieure et emplois du produit intérieur brut Québec**

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982*/1981
	'000 000 $					variation en %			
Dépenses personnelles en biens et services de consommation	33 137	36 988	40 598	44 937	48 504	11,6	9,8	10,7	7,9
Dépenses publiques en biens et services	12 314	13 682	15 621	17 478	19 323	11,1	14,2	11,9	10,6
Formation brute de capital fixe	10 941	12 040	13 031	14 206	13 145	10,0	8,2	9,0	−7,5
Demande intérieure finale	56 392	62 710	69 250	76 621	80 972	11,2	10,4	10,6	5,7
Valeur de la variation matérielle des stocks	78	1 293	−213	−7	−2 166	—	—	—	—
Demande intérieure totale	56 470	64 003	69 037	76 614	78 806	13,3	7,9	11,0	2,9
Exportations nettes plus erreur réalisuelle	−92	−1 327	1 102	3 575	4 323	—	—	—	—
Produit intérieur brut aux prix du marché	56 378	62 676	70 139	80 189	83 129	11,2	11,9	14,3	3,7

SOURCES: Comptes économiques des revenus et dépenses, Bureau de la statistique du Québec.

rapport à la hausse de 13,4% de 1981. La croissance de la rémunération hebdomadaire moyenne ralentit également (9,8%) par rapport à l'an dernier (11,5%). C'est l'activité « transports, entreposage, communications, électricité, gaz et eau » qui atteint le plus haut niveau de croissance (12,4%). Le revenu personnel disponible augmente de 7,9% en valeur; il chute cependant en termes réels de 3,3% et, per capita, il diminue de 3,9%. Le taux d'épargne au Québec reste au même niveau que l'an dernier (15,7%).

La consommation

Les dépenses personnelles de consommation en biens et services en 1982 s'accroissent (7,9%) moins rapidement que l'an dernier (10,7%); elles se chiffrent à 48,5 milliards de dollars. Les dépenses en services (11,2%) augmentent plus rapidement que celles en biens (5,9%).

Les ventes au détail s'accroissent de 3,6% en valeur, totalisant ainsi 23,5 milliards de dollars en 1982, soit une chute en termes réels de 7,1% suite à celle de 3,5% en 1981. Ce sont surtout les ventes des biens durables qui sont affectées par la prudence des consommateurs et l'impact des taux d'intérêt élevés. En effet, la hausse des ventes au détail, excluant les biens durables, atteint 7,5% en valeur, alors que les ventes de biens durables (automobiles neuves, téléviseurs, radios et accessoires, etc.) diminuent de 11,6%.

Les prix

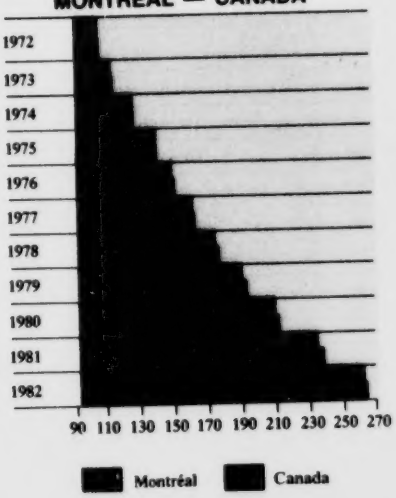
En 1982, la hausse de l'indice des prix à la consommation à Montréal s'élève à 11,6% ce qui constitue un ralentissement notable par rapport à l'an dernier (12,4%). La hausse des prix du transport (19,2%) est plus rapide que l'an dernier et plus forte que pour l'ensemble du Canada (14,1%). Celle de l'habitation reste au niveau de 1981 mais augmente légèrement plus vite qu'au Canada. C'est le ralentissement des prix de la majorité des autres composantes de l'indice et en particulier le fléchissement spectaculaire des prix de l'alimentation qui explique cette réduction de la hausse de l'indice global des prix à la consommation.

Les investissements

En dépit d'une hausse de 0,4% de la valeur globale des travaux de construction exécutés, l'industrie de la construction connaît des moments difficiles au Québec en 1982. En effet, l'emploi total diminue de 8,9% et n'atteint plus que 112 000, soit une perte de 11 000 emplois en 1982; cette diminution est la cinquième en six ans, soit depuis le sommet de 146 000 atteint en 1976. Les heures de travail effectuées par les ouvriers assujettis au décret de la construction chutent de 27,5% et la masse salariale de 12,3%. La détérioration de la situation générale dans l'industrie de la construction se constate aussi dans le nombre de chômeurs qui augmente de 42,6% et atteint 36 500 personnes; le taux de chômage si situe à 24,6%. Le nombre de jours perdus en arrêts de travail est marginal et ne joue donc aucun rôle dans la détérioration de la situation. Ce sont principalement la faiblesse de la construction résidentielle ainsi que l'achèvement des travaux à la Baie James qui expliquent l'ampleur de la baisse d'activité. Malgré tout, l'industrie de la construction se prépare à la reprise des activités et augmente ses immobilisations de 0,4%; elle dépense 37,9 millions de $ en construction et 199,4 millions de $ en machinerie et équipement.

La baisse de l'activité de la construction d'habitation depuis la surproduction de 1976 s'accentue en 1982. Le nombre de mises en chantier de logements baisse de 20,8% pour se chiffrer à 23 492 unités, soit le niveau le plus bas de la période d'après-guerre. Les dépenses en immobilisations résidentielles baissent de 25,3%, avec 1 762,4 millions de $. Les dépenses en réparations continuent d'augmenter: elles atteignent

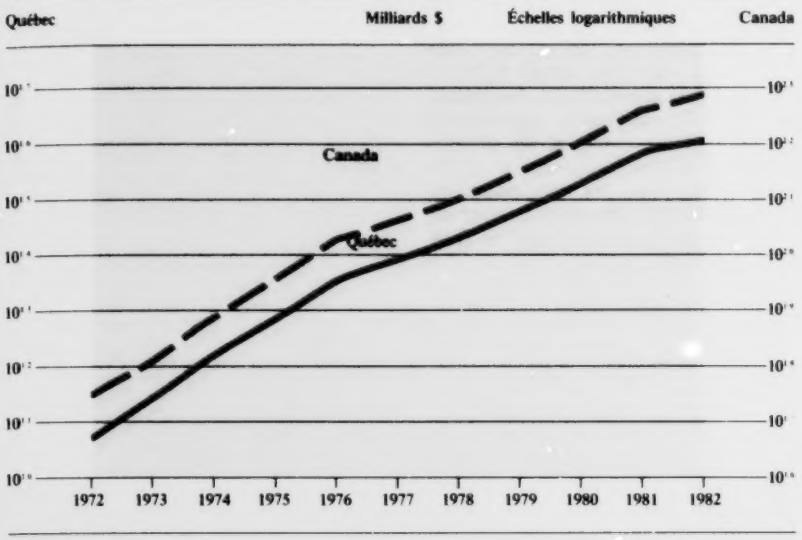
0,4 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION, 1971 = 100 MONTRÉAL — CANADA



969,2 millions, soit une hausse de 6,0%. Le secteur unifamilial voit le nombre des mises en chantier chuter de 28,8% alors que dans le secteur multifamilial la réduction est de 10,4%. La forte reprise au quatrième trimestre est reflétée par la vigoureuse augmentation du nombre de logements en construction en fin d'année. Fait à noter, les données du recensement de 1981 indiquent que l'évolution défavorable de la construction depuis la surproduction de 1976 a été accompagnée d'une évolution favorable des conditions de logement, le nombre de personnes par logement passant de 3,2 en 1976 à 2,9 en 1981.

Dans le secteur non résidentiel, les immobilisations atteignent 11 232,6 millions de $; cette baisse de 1,3% par rapport à 1981 se compare à celles de 1,4% en Ontario et de 1,9% au Canada. Cette baisse des immobilisations non résidentielles s'inscrit dans une conjoncture internationale nettement difficile; l'activité économique fléchit jusqu'à la fin de 1982. Avec la sévérité et la durée de la récession, le taux de chômage atteint des sommets records chaque mois. Il n'y a pas d'amélioration suffisante dans les facteurs déterminants des investissements. Le taux d'utilisation des capacités atteint un bas niveau record d'après-guerre et malgré leur chute, les taux d'intérêt réels restent très élevés. Enfin, la santé financière de beaucoup d'entreprises continue d'être chancelante. Par contre, les hommes d'affaires des petites et moyennes entreprises réanimment leurs projets d'investissements, ce qui n'est pas le cas des gran-

0,5 RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS (SALAIRES, TRAITEMENTS ET REVENUS COMPLÉMENTAIRES, SOLDE ET INDEMNITÉS MILITAIRES) QUÉBEC — CANADA



des entreprises, qui comptent pour la plus grande part des dépenses d'immobilisation; celles-ci attendent un raffermissement de la demande pour leurs produits ainsi que l'amélioration de leurs profits et de leur liquidité. Les dépenses de construction non résidentielle s'accroissent de 8,6% au Québec en 1982 alors que les achats de machines diminuent de 11,8%. Les différences de croissance des immobilisations des différents secteurs sont davantage marquées que l'an passé. Ce sont les industries des secteurs primaire et de la fabrication qui diminuent le plus leurs immobilisations avec des baisses respectives de 12,7% et 11,1%. Le tertiaire augmente ses immobilisations de 3,5%; dans ce dernier secteur, les services d'utilité publique augmentent leurs immobilisations de 5,9% et les institutions et ministères gouvernementaux de 1,4%, tandis que le secteur « commerce, finance et services commerciaux » affiche une baisse de 0,2%.

Les exportations

En 1982, les exportations internationales chargées au Québec totalisent 15 milliards de $, soit une diminution de 5,5% par rapport à 1981. Cette baisse des exportations est, bien sûr, imputable à la situation économique internationale défavorable. Les entreprises productrices de mazout et d'électricité sont parmi celles qui augmentent le plus leurs ventes à l'étranger. Par contre, les exportations de minerai de fer, de voitures particulières et de moteurs d'avions et pièces sont fortement à la baisse.

Les exportations vers les États-Unis diminuent de 8%, alors que celles vers la CEE, le Japon et la République populaire de Chine s'accroissent respectivement de 1,7%, 25,6% et 202%. Les exportations vers l'ensemble des autres pays diminuent de 4,4%. Mentionnons également que les États-Unis accaparent à eux seuls, 63,3% des exportations internationales chargées au Québec.

Le secteur primaire

Les immobilisations du secteur primaire (agriculture, pêches, forêts, mines), après trois années d'augmentation successives, baissent de 15,5% en 1982 pour s'établir à 924,6 millions de $. L'exploitation minière rend compte de 87,4% de la baisse et l'exploitation forestière de 12,4%. L'industrie minière est fortement reliée à l'activité économique des pays industrialisés, de sorte que la crise générale qui frappe l'économie mondiale depuis deux ans entraîne des délais dans la mise en valeur des gisements miniers au Québec. Par ailleurs, les difficultés rencontrées par l'industrie des pâtes et papiers, qui fait face à un accroissement des capacités de production aux États-Unis et ailleurs et à une consommation anémique, de même qu'un ralentissement marqué dans la construction au cours des deux dernières années, expliquent certainement la diminution des dépenses de capital en 1982.

La valeur brute de la production du secteur primaire subit aussi les contrecoups de la situation générale: elle s'établit à 5,6 milliards de dollars en 1982 pour une diminution de 6,3%. La baisse est imputable pour 78% à l'industrie minière et pour 22% à l'exploitation forestière, l'agriculture montrant une légère augmentation de 3,7% alors que celle de la pêche et du piégeage demeure à peu près stable. L'emploi total par ailleurs, estimé à 119 000, reflète l'évolution de la production avec une baisse de 7,0%, baisse qui se retrouve surtout dans la forêt (−5 000 ou −21,7%) et dans les mines (−3 000 ou −11,1%), l'agriculture ne perdant que 1 000 emplois, soit −1,3%.

La fabrication

La valeur des livraisons des manufacturiers québécois diminue de 3,7% en 1982, soit plus rapidement qu'en Ontario et dans des proportions comparables à l'ensemble du Canada. L'année 1982 est la pire des trois dernières années de faible activité économique dans le secteur de la transformation.

Un seul des vingt groupes majeurs de manufacturiers québécois augmente en volume ses livraisons en 1982, soit l'industrie des aliments et boissons, dont l'élasticité de la demande est naturellement très faible. Tous les autres secteurs de la fabrication diminuent leurs expéditions réelles, en particulier les industries de biens durables, qui sont sévèrement affectées par la baisse des exportations, le marasme dans la construction pendant les trois premiers trimestres, la diminution des dépenses de capital et la très faible demande de biens de consommation durables. Dans certaines industries de biens durables, la baisse du volume des ventes atteint des proportions de l'ordre de 20% à 25%, notamment dans les secteurs du meuble, des produits minéraux non métalliques, de la machinerie et du matériel de transport. De la même façon, certaines industries de biens non durables diminuent considérablement leurs ventes: ce sont les fabricants de produits en textile, en cuir, en caoutchouc et en matière plastique ainsi que d'articles vestimentaires.

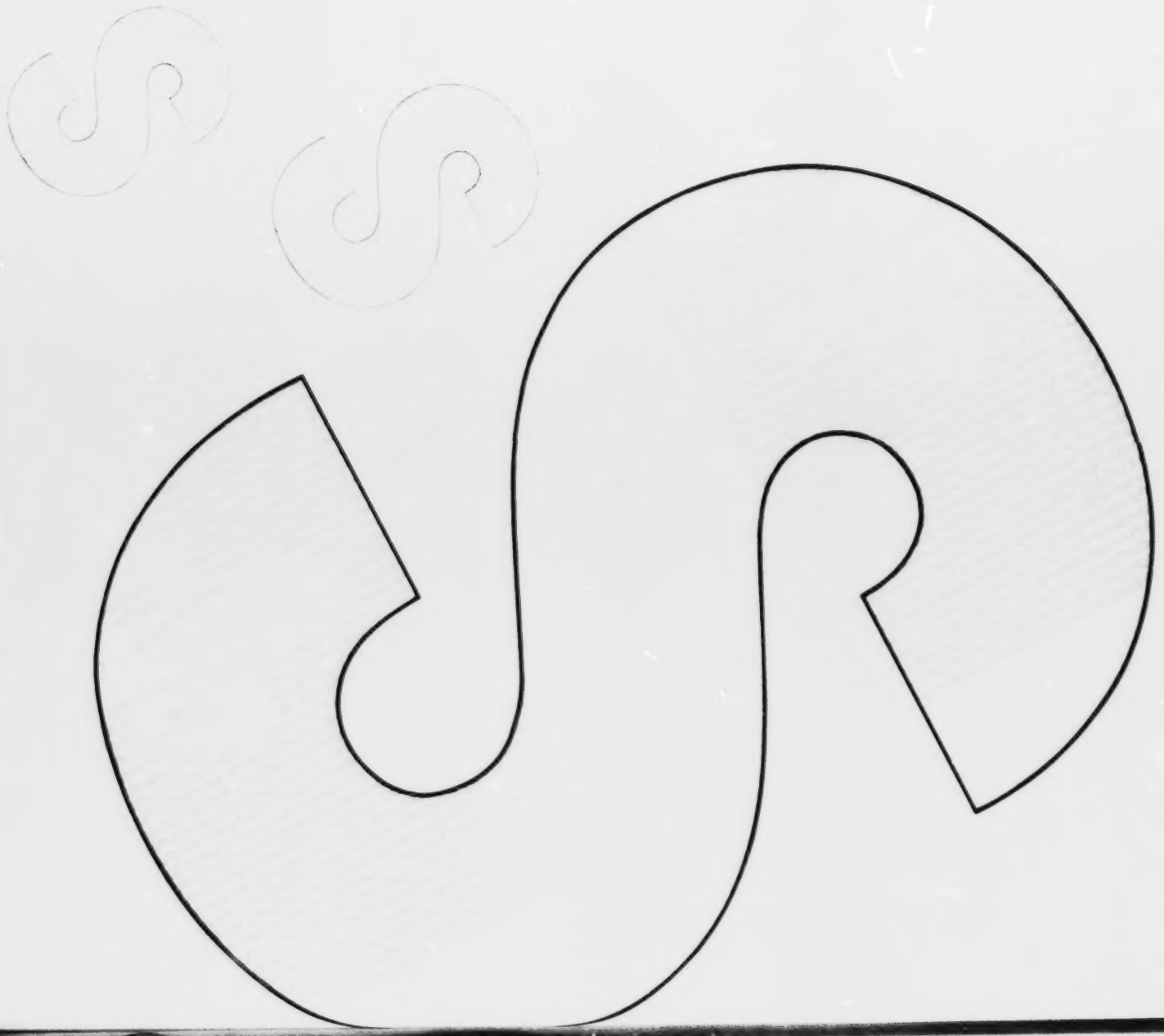
La chute de la demande, provoquée pour une bonne part par les taux d'intérêt élevés, entraîne une baisse du volume de la production de plus de 12,0%, oblige les fabricants à ramener à des planchers records leur coefficient d'exploitation et à effectuer des licenciements massifs de leurs employés. En dépit de ces efforts visant à restreindre l'offre, les inventaires cumulés sont longs à écouler et très onéreux à soutenir. Une telle difficulté à écouler les stocks oblige les fabricants à restreindre très fortement la hausse de leurs prix.

Parallèlement, les augmentations de salaires ralentissent elles aussi, mais moins rapidement. En conséquence, une telle sous-utilisation des capacités de production affecte à la baisse la productivité, pendant que les coûts unitaires de main-d'oeuvre s'accroissent très rapidement. La grande majorité des fabricants connaissent des diminutions importantes de leurs bénéfices, quand ils ne font pas des pertes. Le nombre de faillites continue de croître fortement.

Une telle morosité de la conjoncture économique incite à la prudence, autant du côté patronal que syndical. En conséquence, les employés renouvellent de très nombreuses conventions collectives en 1982 sans avoir recours à la grève. De la même façon, les investisseurs sont peu enclins à planifier et réaliser des projets d'immobilisation. Ils sont retenus par le climat d'incertitude qui sévit, par les loyers élevés de l'argent, par l'excédent de l'offre sur la demande ainsi que par des difficultés financières qui diminuent plus que jamais leur marge de manoeuvre.

Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est moins affecté par la récession économique en 1982 que l'ensemble de l'économie. Ainsi, comparé à l'ensemble, le PIB au coût des facteurs croît de 7,5%, contre 3,7%, et sa part relative atteint 68,2%. De même, l'emploi diminue moins rapidement (−4,0% contre −5,4%) et les salaires augmentent plus rapidement (7,6% contre 4,1%). Enfin, les immobilisations s'accroissent de 3,5% alors qu'elles diminuent de 5,4% au total pour le Québec.



CHAPITRE 1
Démographie et marché du travail

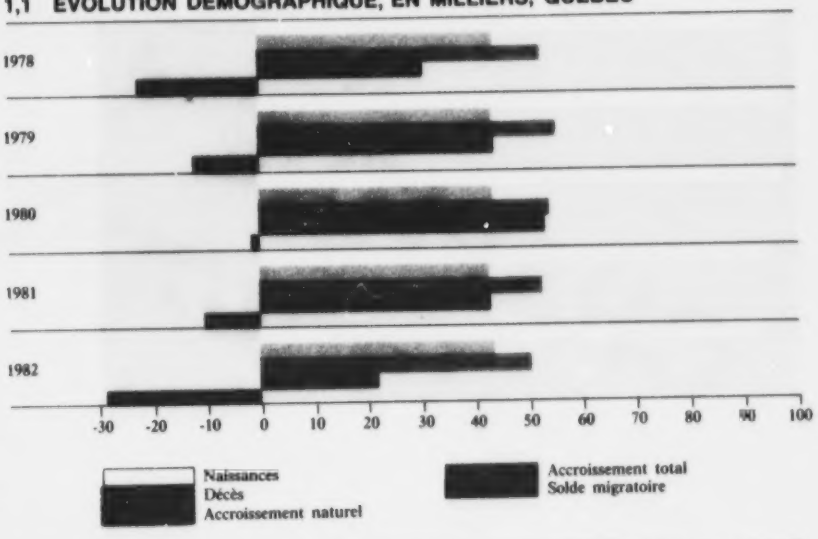
Démographie

L'évolution démographique influence la formation des ménages, les besoins en éducation, en services de santé et dans d'autres domaines. Cette évolution a des implications sur le niveau, la nature et la croissance des dépenses de consommation et d'investissement, sur le volume et la composition de la population active et conséquemment sur le niveau de la production et de l'emploi.

La population totale du Québec, au 1er juin 1982, s'établit à 6 482 400 personnes, soit une augmentation de 0,68% par rapport à la population recensée en 1981. Il s'agit là d'un rythme d'accroissement comparable aux moyennes annuelles des deux dernières périodes quinquennales: 0,68% pour 1971-1976 et 0,65% pour 1976-1981. La croissance de la population du Québec est cependant plus faible que celle de l'ensemble du Canada depuis plusieurs années, laquelle s'accroît de 1,20% en 1981-1982. Parmi les autres provinces, celles de l'Ontario, de la Colombie-Britannique et de l'Alberta voient leur population augmenter en 1981-1982 de 1,05% 1,67% et 3,54% respectivement, tandis que pour l'ensemble des provinces de l'Atlantique l'augmentation n'est que de 0,42%, soit un rythme moindre que celui du Québec.

La fécondité et la mortalité ne présentent pas de différences significatives entre les provinces, de sorte que la croissance moins rapide de la population du Québec par rapport à certaines provinces s'explique surtout par les soldes migratoires. En 1981-1982, le Québec enregistre une perte nette de 6 600 personnes, tandis que l'Ontario, l'Alberta et la Colombie-Britannique enregistrent des gains nets de 31 600, 50 400 et 24 200 respectivement. Le solde migratoire négatif du Québec n'est pas particulier à la dernière année. Ainsi, dès la période 1961-1966, le solde annuel moyen était de −4 380. Le solde migratoire moyen fut encore plus négatif entre 1966 et 1971 (−20 020), mais il s'est redressé au cours des cinq années suivantes (−6 440, en moyenne). L'augmentation du solde négatif moyen au cours de la période 1976-1981 (−20 020 par année) s'explique par les fortes pertes des années 1977-1978 et 1978-1979 (−40 100 et −26 600, respectivement). Compte tenu de l'évolution des deux dernières décennies (−12 400, en moyenne annuelle), le solde migratoire négatif de 1980-1981 (−9 600) et celui de 1981-1982 (−6 600) apparaissent donc moins accentués.

1,1 ÉVOLUTION DÉMOGRAPHIQUE, EN MILLIERS, QUÉBEC



Les deux autres éléments qui influencent la croissance de la population sont les naissances et les décès. En 1981, on enregistre au Québec 95 247 naissances; il s'agit d'une diminution par rapport aux nombres de naissances enregistrées en 1979 et 1980 (99 893 et 97 498). Le nombre des naissances reste cependant encore plus élevé que la moyenne de la décennie 1970 (94 700). Pour mettre en rapport le nombre des naisances avec le renouvellement de la population, on fait appel habituellement à l'indice de fécondité. Celui-ci mesure le nombre moyen d'enfants que les femmes auraient au cours de leur vie, en l'absence de mortalité, si leur fécondité par âge était la même que celle observée au cours d'une année particulière. Ainsi, pour 1981, cet indice se situe à 1,61. Pour assurer le remplacement des générations, il faudrait un indice supérieur à 2,1 enfants par femme. Ce niveau n'est pas atteint au Québec depuis 1970. D'un sommet de 3,86 en 1960, l'indice a d'abord chuté considérablement au cours des années soixante, pour se chiffrer à 2,08 en 1970 et se stabiliser aux environs de 1,8 entre 1972 et 1976; il diminue à nouveau depuis cette période. Cette baisse de la fécondité n'est pas propre au Québec, elle est généralisée dans toutes les provinces canadiennes depuis le milieu des années soixante, comme c'est aussi le cas dans l'ensemble des pays occidentaux. En 1981, l'indice canadien se situe à 1,70, celui de l'Ontario à 1,63, celui du Nouveau-Brunswick à 1,71, tandis que ceux de l'Alberta et de la Colombie-Britannique sont de 1,94 et de 1,71.

Tableau 1,1 Démographie et marché du travail Québec

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981
							variation en %			
DÉMOGRAPHIE										
Population au 1er juin	000	6 302.4	6 338.9	6 386.1	6 438.2	6 482.4	0.58	0.74	0.82	0.67
Naissance	nombre	96 202	98 646	97 421'	95 322'	93 620'	2.54	1.24	2.15	1.79
Taux pour 1 000 h.	nombre	15.3	15.6	15.3	14.8	14.4	—	—	—	—
Décès	nombre	43 552	43 311	43 512'	42 684'	43 380'	0.55	0.46	1.90	1.63
Taux pour 1 000 h.	nombre	6.9	6.8	6.8	6.6	6.7	—	—	—	—
Accroissement naturel	nombre	52 650	55 335	53 909'	52 638'	50 240'	5.10	2.58	2.36	4.56
Taux pour 1 000 h.	nombre	8.4	8.7	8.4	8.2	7.8	—	—	—	—
Accroissement total[1]	nombre	30 600	43 700	53 000	42 800	22 100'	—	—	—	—
Migration nette	nombre	22 050	11 635	900'	9 838'	28 140'	—	—	—	—
MARCHE DU TRAVAIL										
Population de 15 ans et plus	000	4 736	4 792	4 848	4 895	4 938	1.18	1.17	0.97	0.88
Taux d'activité	%	59.7	60.1	61.0	61.2	59.7	—	—	—	—
Population active	000	2 827	2 878	2 959	2 996	2 947	1.80	2.81	1.25	1.64
Taux pour 1 000 h.	nombre	448	453	463	465	455	—	—	—	—
Emploi	000	2 520	2 602	2 667	2 685	2 540	3.25	2.50	0.67	5.40
Taux pour 1 000 h.	nombre	399	410	417	417	393	—	—	—	—
Chômage	000	307	277	292	311	407	—	—	—	—
Taux de chômage	%	10.9	9.6	9.9	10.4	13.8	—	—	—	—

1. Croissance dans la population totale de janvier à janvier.

NOTE: Même tableau pour le Canada et l'Ontario en annexe.

SOURCES: Estimations de la population du Canada et des provinces (91-201); La statistique de l'état civil (84-001): naissances (84-204), décès (84-206); Estimations trimestrielles de la population du Canada et des provinces (91-001); Statistiques chronologiques sur la population active (71-201); S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Marché du travail

Le nombre de décès survenus au Québec en 1981 est de 42 765; il est inférieur à tous ceux enregistrés annuellement depuis 1973, et ce malgré l'augmentation et le vieillissement continuels de la population. En 1981, les décès correspondent à un taux de mortalité de 6,6% soit le plus faible taux de la période 1970-1981. L'espérance de vie à la naissance, calculée sur les années 1979-1981, est de 70,6 années chez les hommes et de 78,5 années chez les femmes. Il s'agit d'un gain de 1,5 année pour les hommes et de 1,9 année pour les femmes par rapport à la situation qui prévalait en 1975-1977. Alors qu'il était en 1976 au dernier rang des provinces canadiennes en terme d'espérance de vie à la naissance, le Québec se titue en 1980-1981 au sixième rang pour les hommes et au septième pour les femmes.

La structure d'âge de la population est directement influencée par la chute de la fécondité et le recul de la mortalité. Ainsi, la proportion des enfants diminue tandis que celle des personnes âgées va en augmentant. En 1981, les 65 ans et plus représentent 8,8% de la population comparativement à 5,8% en 1961 et 6,9% en 1971, alors que les 14 ans et moins représentent 21,7% en 1981, contre 29,6% en 1971 et 35,4% en 1961. Au troisième âge, la surmortalité masculine est aussi un élément déterminant de la structure de la population. En 1951, on enregistrait un écart inférieur à 2 ans dans le nombre moyen d'années à vivre après soixante ans pour les femmes et pour les hommes. Cet écart, qui a augmenté constamment depuis lors, atteint 5,3 ans en 1981 et il explique que les femmes composent en 1981, 58,6% du groupe des 65 ans et plus. Quant aux générations nombreuses qui sont nées à l'occasion du « baby boom » de l'après-guerre et qui sont âgées actuellement de 15 à 34 ans, elles constituent 37,4% de la population en 1981, alors que celles des 35 à 64 ans en représentent 32,2%. Mis ensemble, ces deux groupes composent 69,5% de la population du Québec en 1981, comparativement à 63,5% en 1971 et 58,8% en 1961.

Tableau 1,2 **Population de 15 ans et plus, taux d'activité, population active, emploi et taux de chômage selon le sexe — Québec**

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982	1979 1980	1980 1979	1981 1980	1982 1981
							variation en %			
Population de 15 ans et plus										
Hommes	'000	2 311	2 336	2 363	2 385	2 405	1.1	1.2	0.9	0.8
Femmes	'000	2 425	2 456	2 485	2 510	2 533	1.3	1.2	1.0	0.9
Taux d'activité										
Hommes	%	76.2	76.5	76.8	76.1	74.2	—	—	—	—
Femmes	%	43.9	44.5	46.0	47.0	45.9	—	—	—	—
Population active										
Hommes	'000	1 782	1 786	1 815	1 816	1 784	1.4	1.6	0.1	1.8
Femmes	'000	1 066	1 093	1 144	1 180	1 163	2.5	4.7	3.1	1.4
Importance relative										
Hommes	%	62.3	62.0	61.3	60.6	60.5	—	—	—	—
Femmes	%	37.7	38.0	38.7	39.4	39.5	—	—	—	—
Emploi										
Hommes	'000	1 583	1 630	1 646	1 639	1 539	3.0	1.0	0.4	6.1
Femmes	'000	937	972	1 021	1 046	1 001	3.7	5.0	2.4	4.3
Importance relative										
Hommes	%	62.8	62.6	61.7	61.0	60.6	—	—	—	—
Femmes	%	37.2	37.4	38.3	39.0	39.4	—	—	—	—
Taux de chômage										
Hommes	%	10.2	8.7	9.3	9.8	13.7	—	—	—	—
Femmes	%	12.1	11.1	10.7	11.3	14.0	—	—	—	—

SOURCES: Statistiques chronologiques sur la population active (71-201), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

La population active et le taux d'activité

La population active comprend la population civile hors institutions, âgée de 15 ans et plus, qui a un emploi ou se trouve en chômage. Au Québec, comme pour l'ensemble du Canada, ces données sont obtenues à l'aide d'une enquête effectuée chaque mois auprès des ménages par Statistique Canada. La population en âge de travailler, soit celle de 15 ans et plus, qui constitue le bassin de la population active, continue d'augmenter plus rapidement que la population totale; en 1982, cette croissance est de 0,88% comparée à 0,50% pour la population totale. C'est une des conséquences du vieillissement de la population du Québec.

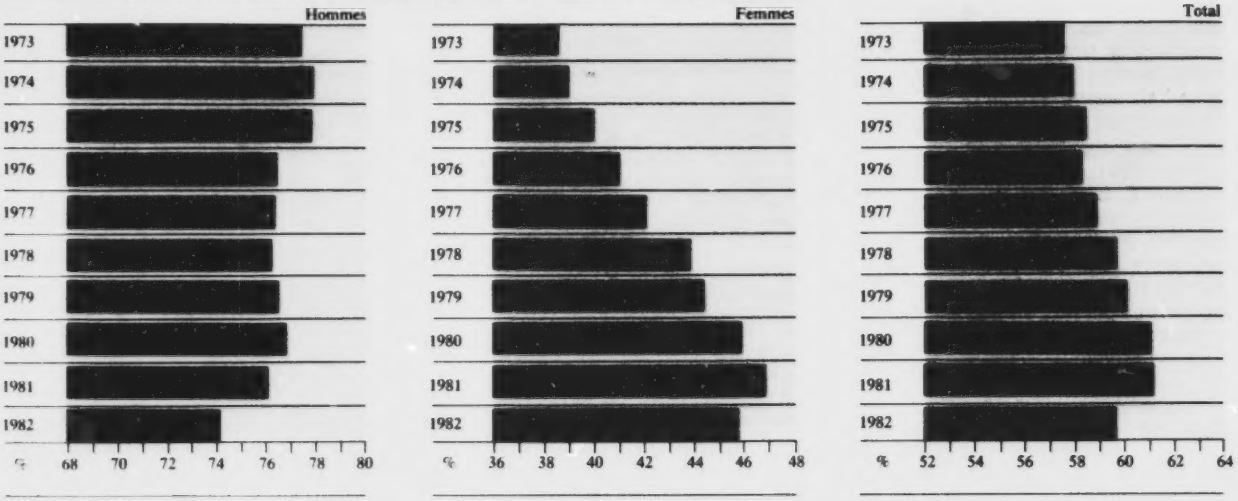
Pour la première fois depuis le début de l'enquête en 1953, la population active du Québec, estimée à 2 947 000 en 1982, enregistre une baisse de 1,6% soit de 49 000. Par suite de la conjoncture économique générale, beaucoup de travailleurs, des jeunes surtout, se retirent du marché du travail et il s'ensuit une baisse du taux d'activité (rapport entre la population active et la population de 15 ans et plus) de 1,5 point de pourcentage, celui-ci passant de 61,2% en 1981 à 59,7% en 1982. D'ailleurs, la diminution des effectifs de la population active en 1982 est due presque exclusivement aux 15 à 24 ans (−57 000). À une diminution de leur population totale (−31 000), se conjugue une très forte baisse de leur taux d'activité de 3,2 points de pourcentage, celui-ci passant de 62,5 à 59,3% de 1981 à 1982. Le Nouveau-Brunswick est la seule autre province à subir une baisse de la population active, soit de 0,7%. L'Ontario et

Tableau 1,3 **Population de 15 ans et plus, taux d'activité, population active, emploi, chômage et taux de chômage par groupe d'âge et par sexe, Québec 1982**

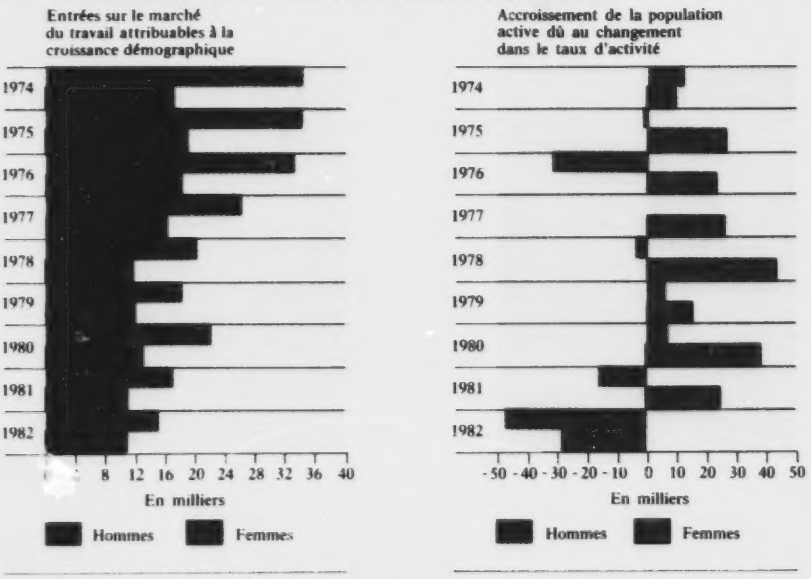
	Population 15 ans et plus '000	Taux d'activité	Population active '000	Importance relative %	Emploi '000	Importance relative %	Chômeurs '000	Taux de chômage %
15 à 19 ans								
Total	571	41,1	235	8,0	168	6,6	66	28,3
Hommes	291	43,4	126	7,1	87	5,7	39	31,1
Femmes	280	38,7	109	9,4	81	8,1	27	25,0
20 à 24 ans								
Total	626	75,8	475	16,1	377	14,8	98	20,6
Hommes	316	80,7	255	14,3	198	12,9	58	22,6
Femmes	310	70,9	220	18,9	179	17,9	40	18,4
25 à 44 ans								
Total	1 964	75,7	1 486	50,4	1 367	51,5	179	12,1
Hommes	980	92,5	906	50,8	799	51,9	107	11,8
Femmes	984	58,9	580	49,8	568	50,7	72	12,4
45 à 64 ans								
Total	1 224	58,2	712	24,2	650	25,6	63	8,8
Hommes	587	80,2	470	26,4	430	27,9	40	8,5
Femmes	637	38,0	242	20,8	220	22,0	23	9,3
65 ans et plus								
Total	554	7,1	39	1,3	38	1,5	—	—
Hommes	232	11,1	26	1,4	25	1,6	—	—
Femmes	322	4,1	13	1,1	13	1,3	—	—
Total								
Total	4 938	59,7	2 947	100,0	2 540	100,0	407	13,8
Hommes	2 405	74,2	1 784	100,0	1 539	100,0	245	13,7
Femmes	2 533	45,9	1 163	100,0	1 001	100,0	162	14,0

SOURCES: La population active, décembre 1982 (71-001), S.C.: Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

1,2 TAUX D'ACTIVITÉ DE LA POPULATION DE 15 ANS ET PLUS, QUÉBEC



1,3 CROISSANCE DE LA POPULATION ACTIVE, QUÉBEC



l'ensemble du Canada, par ailleurs, montrent de fortes diminutions dans le taux de croissance de leur population active de 1981 à 1982, soit de 2,6 à 0,8% et de 2,7 à 0,4% respectivement.

Les hommes, qui représentent 60% de la population active au Québec en 1982, sont responsables de 65% de la baisse des effectifs, soit −32 000, et leur taux d'activité enregistre aussi la plus forte baisse passant de 76,1 à 74,2%. C'est une deuxième baisse consécutive du taux d'activité des hommes. Les femmes, par ailleurs, avec une baisse de 17 000 ou de 1,4% de leurs effectifs, totalisent 1 163 000 en 1982 et leur taux d'activité passe de 47,0% en 1981 à 45,9% en 1982. C'est la première baisse de leur taux d'activité depuis 1970.

La croissance des effectifs féminins au cours des dernières années est néanmoins beaucoup plus rapide que celle des effectifs masculins. De 1977 à 1982, la population active masculine s'accroît à un taux annuel moyen de 0,4% alors que celle des femmes s'accroît à un taux de 2,8%, soit sept fois plus rapidement. La représentation des femmes dans la population active augmente donc constamment, passant au cours des quinze dernières années de 31,0% à 39,5% et leur taux d'activité de 34,4% à 45,9%. Le taux d'activité des hommes au cours de la même période, soit de 1967 à 1982, par contre, passe de 79,3% à 74,2%, soit son niveau le plus bas, avec des variations entre ces deux extrêmes. L'importance de plus en plus grande des femmes dans la population active n'est pas particulière au Québec, et elle est même beaucoup plus accentuée en Ontario avec 42,6% en 1982; seules Terre-Neuve et la Saskatchewan ont une proportion plus faible que le Québec avec 37,1 et 39,0% respectivement.

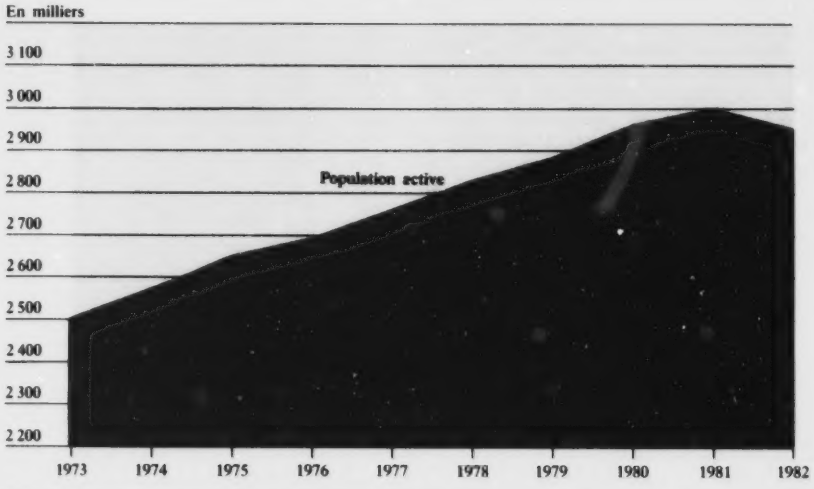
L'emploi et le chômage

L'emploi

Alors qu'en 1980 et 1981, l'emploi au Québec continuait à augmenter mais à un taux de plus en plus faible, l'année 1982 enregistre une baisse des personnes employées de 5,4% ou de 145 000 et le niveau de l'emploi se situe à 2 540 000. Il faut remonter aux années 1968 et 1954 pour retrouver une telle situation au Québec, soit une baisse du niveau de l'emploi; mais, dans un cas comme dans l'autre, la baisse n'était pas aussi dramatique, soit −0,2% ou −4 000 en 1968 et −0,7% ou −10 000 en 1954. Toutes les provinces, sauf la Saskatchewan (+1 000 ou +0,2%) sont affectées par une baisse du niveau de leur emploi. Le Québec, cependant, est celle qui est la plus touchée alors qu'on y retrouve 40,4% de la perte nette totale d'emplois au Canada, l'Ontario pour sa part y contribuant pour 30,1%. À cause de la très forte baisse en 1982, le Québec enregistre le plus faible taux de croissance de l'emploi au cours de la période 1972-1982, soit 1,4% (taux annuel moyen composé). L'Alberta et la Colombie-Britannique connaissent par contre les taux les plus forts soit respectivement 4,9 et 3,2%.

L'évolution de l'emploi reflète la même tendance que celle de la population active, c'est-à-dire une croissance beaucoup plus forte de l'emploi féminin que masculin. Ainsi au Québec, le taux annuel moyen composé de croissance de l'emploi masculin, de 1972 à 1982, est de 0,5% alors que celui de l'emploi féminin est de 3,1%. Pour 1982, d'ailleurs, des 145 000 emplois nets perdus, 100 000 sont des emplois masculins, soit 69% du total. Ce sont surtout les plus jeunes qui sont affectés par la récession économique. Même si leurs effectifs dans la population active ne représentent que 24,1% du total, plus de 60% de la perte nette d'emplois se retrouve dans leurs rangs au Québec en 1982, les hommes (−16,2%) étant plus affectés que les femmes (−11,2%), et leur participation, hommes et femmes de 15 à 24 ans, à l'emploi total passant de 23,6% en 1981 à 21,5% en 1982.

1,4 POPULATION ACTIVE ET EMPLOI, QUÉBEC



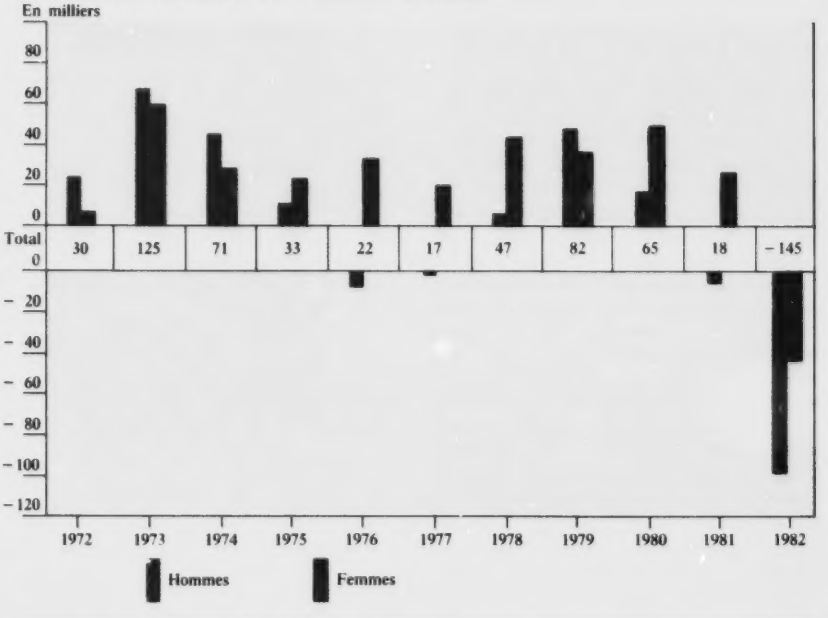
Le travail à temps partiel

Parmi les personnes employées, celles dont la semaine de travail habituelle est de moins de 30 heures sont considérées comme travaillant à temps partiel. Le Québec, avec Terre-Neuve, est la province ayant la plus faible proportion de travailleurs à temps partiel, mais c'est aussi la province où cette proportion a le plus augmenté au cours des dernières années, passant de 7,1% en 1975 à 12,1% en 1982, alors qu'en Ontario et pour l'ensemble du Canada, les évolutions respectives sont de 12,0% à 15,3% et de 10,6% à 14,4%. La faiblesse de l'économie au cours des deux dernières années entraîne une baisse des emplois à plein temps de 163 000 (−153 000 uniquement en 1982), ceux-ci passant de 2 395 000 en 1980 à 2 232 000 en 1982, alors que les emplois à temps partiel augmentent de 36 000 (+8 000 en 1982), passant de 272 000 à 308 000.

Les emplois à temps partiel se retrouvent en majorité chez les femmes. Ainsi, pour 1982, des 308 000 emplois à temps partiel au Québec, 214 000 sont des femmes, soit 69,5% du total. En Ontario et pour l'ensemble du Canada, les proportions sont encore plus fortes, soit respectivement 71,4% et 71,7%. Parmi les femmes travaillant à temps partiel au Québec en 1982, 43,5% ont de 25 à 44 ans et 63,6% sont des femmes mariées. Chez les hommes, l'emploi à temps partiel est concentré dans le groupe d'âge 15 à 24 ans (69,1%) et 72,3% sont des célibataires. Le travail à temps partiel est surtout l'apanage de deux secteurs d'activité, les « services socioculturels, commerciaux et personnels » et le « commerce » où l'on retrouve respectivement 52,6% et 26,0% du total des emplois à temps partiel en 1982 au Québec, soit 81,8% des femmes et 69,1% des hommes travaillant à temps partiel. C'est aussi surtout dans ces deux secteurs que l'on retrouve le plus grand nombre de femmes travaillant à plein temps ou à temps partiel, soit 63,9%.

Parmi les raisons données pour le travail à temps partiel en 1982, seulement 33,2% des femmes affirment n'avoir pu trouver que du travail à temps partiel, les autres le faisant par goût (33,6%) ou autres raisons (33,2%). Chez les hommes, ces proportions sont respectivement de 40,0%, 11,6% et 48,4%. Par ailleurs, 60,8% de tous les travailleurs à temps partiel occupaient leurs postes depuis plus de 12 mois, alors que seulement 18,4% ne les occupaient que depuis 1 à 3 mois.

1,5 CRÉATION NETTE D'EMPLOIS, TOTAL, HOMMES ET FEMMES, QUÉBEC

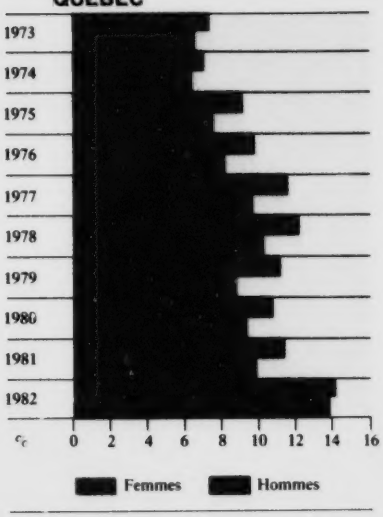


Le chômage

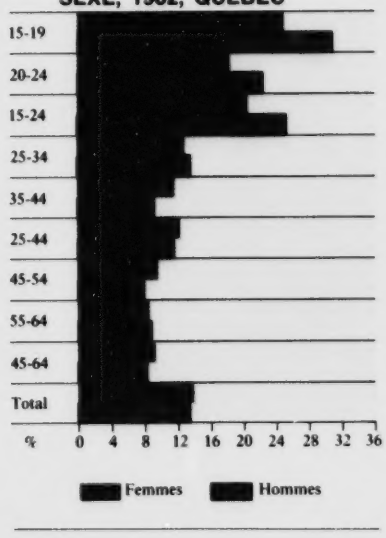
Au Québec, comme partout ailleurs au Canada, on assiste à une forte progression du chômage en 1982. Le nombre de chômeurs augmente de 96 000 et le taux de chômage passe de 10,4% en 1981 à 13,8% en 1982. Avec Terre-Neuve (16,9%) et le Nouveau-Brunswick (14,2%), le Québec détient le plus fort taux de chômage en 1982, même si celui-ci augmente plus fortement en Ontario (6,0% à 9,8%), en Alberta (3,8% à 7,5%) et en Colombie-Britannique (6,7% à 12,1%). Les 407 000 chômeurs au Québec en 1982 se retrouvent à raison de 60,2% (245 000) chez les hommes et 39,8% (162 000) chez les femmes. Chez les hommes, 39,6% des chômeurs se retrouvent dans les deux premiers groupes d'âge, les 15 à 19 ans et les 20 à 24 ans, alors que chez les femmes, la proportion est de 41,4%. Ce sont donc les 15 à 24 ans, aussi bien chez les hommes que chez les femmes, qui connaissent les taux de chômage les plus élevés, soit 25,4% pour les hommes et 20,6% pour les femmes. Globalement, toutefois, le taux de chômage est plus élevé chez les femmes que chez les hommes depuis 1972; en 1982, les taux de chômage dans ces catégories sont respectivement de 14,0% et 13,7%. Le Québec, cependant, n'est pas la région la plus touchée par l'augmentation du chômage en 1982. En effet, alors que 34,6% des chômeurs canadiens se retrouvaient au Québec en 1981, cette proportion n'est plus que de 31,2% en 1982. Néanmoins, le nombre de chômeurs y atteint en 1982 un niveau très élevé et n'eût été de la baisse du taux d'activité, qui signifie bien souvent dans le cas présent l'abandon de la recherche d'un emploi, le nombre de chômeurs aurait été encore plus élevé. En effet, des 1 991 000 personnes qui composent la population inactive en 1982, 272 000 avaient laissé le marché du travail pour avoir été mis à pied ou avoir perdu leur emploi auparavant. De plus, 798 000 d'entre elles n'ont pas travaillé durant les cinq dernières années et 472 000 n'ont jamais travaillé.

La répartition de la population active selon le niveau d'instruction permet de constater qu'à une scolarité moindre correspond un chômage relatif beaucoup plus élevé. C'est ainsi que la population active jouissant d'une formation universitaire, n'enregistre qu'un taux de chômage de 6,4% en 1982 avec le taux d'activité le plus élevé, soit 85,9%; celle détenant un certificat ou diplôme post secondaire a un taux de chômage de 10,4% avec un taux d'activité de 76,3%. Par contre, la population active n'ayant que de 0 à 8 ans de scolarité a 15,3% de ses effectifs en chômage avec le

1,6 TAUX DE CHÔMAGE FEMMES ET HOMMES, QUÉBEC



1,7 TAUX DE CHÔMAGE PAR GROUPE D'ÂGE ET PAR SEXE, 1982, QUÉBEC



taux d'activité le plus bas, soit 39,9%. L'enquête sur la population active montre aussi que 92 000 des 407 000 chômeurs au Québec en 1982 ont été en chômage 4 semaines ou moins, 106 000 de 5 à 13 semaines et 201 000 de 14 semaines et plus. La durée moyenne du chômage s'accroît par rapport à 1981, celle-ci passant de 18,2 semaines à 21,0 semaines. Parmi les raisons données par les personnes en chômage en 1982, la principale est la perte d'emploi ou la mise à pied pour 291 000 d'entre elles, alors que 23 000 n'ont jamais travaillé et 10 000 n'ont pas travaillé durant les cinq dernières années. D'autre part, 12 000 chômeurs avaient quitté leur emploi précédent en raison de maladie, 10 000 par obligations personnelles, 17 000 pour retourner à l'école et 41 000 pour diverses autres raisons.

L'emploi par secteur d'activité

Tous les secteurs de l'activité économique au Québec sont affectés par la crise en 1982. Le secteur primaire, qui comprend l'agriculture, les pêches, les forêts et les mines, voit son emploi total diminuer de 7,0% ou de 9 000 en 1982 par rapport à 1981. Avec une baisse de 1 000 ou de 1,3%, les effectifs agricoles s'établissent à 76 000, alors que les autres activités du primaire voient les leurs diminuer de 8 000 ou de 15,7% pour se fixer à 43 000 en 1982. Au niveau du primaire, c'est l'exploitation forestière qui est la plus touchée avec une baisse de 5 000 emplois ou de 21,7%, puis vient l'exploitation minière avec une baisse de 3 000 ou de 11,1%.

En termes absolus, c'est la fabrication qui encaisse la plus forte baisse avec une perte nette d'emplois de 52 000, soit une baisse de 8,9%. Ce niveau de 534 000 emplois manufacturiers en 1982 au Québec est le plus bas atteint depuis que des statistiques sur l'emploi par activité sont publiées par province, soit depuis 1966. La construction, après une légère reprise en 1981 faisant suite à quatre baisses consécutives, voit à nouveau ses effectifs décroître en 1982, soit de 11 000 ou de 8,9%, pour atteindre 112 000.

Le secteur tertiaire, avec un niveau d'emploi de 1 775 000, est celui qui a le moins souffert de la récession en 1982 avec une perte de 73 000 emplois ou une baisse de 4,0%. L'importance relative du tertiaire en termes d'emplois augmente pour une sixième année consécutive, passant de 65,1% en 1976 à 69,9% en 1982. La structure occupationnelle des femmes est beaucoup plus orientée vers le tertiaire que celle des hommes. En 1982, on retrouve 82,2% des femmes engagées dans le tertiaire, 15,5% dans le secondaire (fabrication et construction) et 2,3% dans le primaire, alors que, pour les hommes, ces pourcentages sont respectivement de 61,9%, 31,9% et 6,2%.

Chômage et famille

Le chômage au Québec en 1982 touche 309 000 familles, comparativement à 239 000 en 1981, soit une augmentation de 29,3%. En 1982, ces familles comptent 360 000 chômeurs, ce qui laisse 47 000 chômeurs vivant seuls. Parmi les chômeurs membres d'une fa-

Tableau 1,4 **Évolution de l'emploi par secteur d'activité Québec 1978-1982**

	1978	1979	1980	1981	1982	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
			'000			variation en %			
PRIMAIRE									
Total	125	122	127	126	119	−2,4	4,1	0,8	−7,0
— Agriculture	72	68	78	77	76	−5,6	14,7	−1,3	−1,3
— Autres industries primaires	53	54	49	51	43	1,9	−9,3	4,1	−15,7
SECONDAIRE									
Total	703	723	728	709	646	2,8	0,7	−2,6	−8,9
— Fabrication	568	601	614	586	534	5,8	2,2	−4,6	−8,9
— Construction	135	122	114	123	112	−9,6	−6,6	7,9	−8,9
TERTIAIRE									
Total	1 692	1 757	1 814	1 848	1 775	3,8	3,2	1,9	−4,0
— Transports, communications et autres services publics	223	238	228	227	215	6,7	−4,2	−0,4	−5,3
— Commerce	420	438	448	462	434	4,3	2,3	3,1	−6,1
— Finances, assurances et affaires immobilières	133	124	149	139	132	−6,8	20,2	−6,7	−5,0
— Services socioculturels, commerciaux et personnels	738	770	804	828	814	4,3	4,4	3,0	−1,7
— Administration publique et défense	178	187	185	192	180	5,1	−1,1	3,8	−6,2
TOTAL									
Toutes les activités	2 520	2 602	2 667	2 685	2 540	3,3	2,5	0,7	−5,4

SOURCES: La population active, décembre 1979, 1980, 1981 et 1982 (71-001), S.C.; Moyennes annuelles de la population active (71-529), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

1,8 EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ, QUÉBEC, 1982/1981

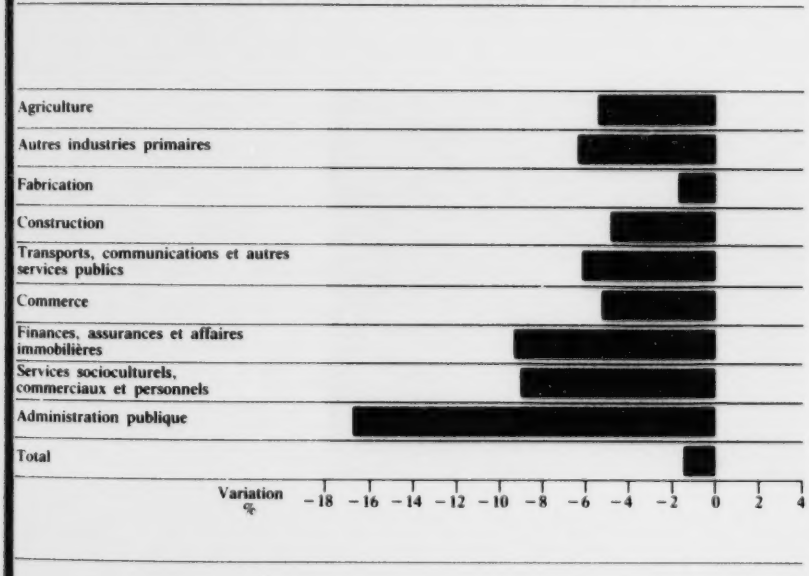


Tableau 1,5 **Données sur la population active par région administrative Québec 1981-1982**

Région administrative	Population 15 ans et plus 1981	1982	Population active 1981	1982	Emploi 1981	1982	Chômage 1981	1982	Taux d'activité 1981	1982	Taux de chômage 1981	1982
				'000						%		
Bas-St-Laurent—Gaspésie	177	164	90	77	74	60	16	16	50,7	46,5	17,9	21,2
Saguenay—Lac St-Jean	215	212	116	112	101	95	15	17	54,0	52,8	12,9	15,5
Québec	791	770	469	449	419	390	50	59	59,4	58,3	10,7	13,1
Trois-Rivières	325	347	189	196	168	164	21	32	58,1	56,5	11,3	16,5
Estrie	165	177	99	105	88	89	11	16	60,3	59,6	11,1	15,5
Montréal	2 800	2 808	1 784	1 757	1 618	1 531	167	226	63,7	62,6	9,3	12,9
Outaouais	190	204	119	121	105	106	14	16	62,5	59,6	11,6	12,9
Abitibi—Témiscamingue	104	107	57	62	49	48	8	14	55,0	58,3	14,9	22,7
Côte-Nord, Nouveau-Québec	94	92	53	55	45	46	8	9	56,7	59,8	14,9	16,2
Total Québec	4 895	4 938	2 996	2 947	2 685	2 540	311	407	61,2	59,7	10,4	13,8

SOURCES: La population active, décembre 1981 et 1982, (71-001), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

mille, 127 000 sont des enfants célibataires, 130 000 sont chefs de famille, 88 000 sont des conjoints et 15 000 ont un lien de parenté quelconque. Cependant, parmi les familles touchées par le chômage, 67,6% (209 000) d'entre elles ont un revenu salarial. Des 32,4% qui restent, 27 000 sont sans enfant et les autres, soit 73 000, ont un ou plusieurs enfants.

Le chômage par région administrative

Les données par région administrative n'ont pas le même degré de fiabilité que pour l'ensemble du Québec; on peut néanmoins dégager un profil de la situation particulière à chacune.

La région du Bas-Saint-Laurent — Gaspésie demeure toujours la plus affectée en 1982, car même avec un taux de chômage légèrement inférieur à celui de la région Abitibi — Témiscamingue, 21,2% versus 22,7%, son taux d'activité est beaucoup plus faible, soit 46,5% contre 58,3%. Viennent ensuite parmi les régions les plus affectées en 1982, le Saguenay — Lac-Saint-Jean avec 15,5% de chômage, Trois-Rivières avec 16,5%, les régions de la Côte-Nord — Nouveau-Québec avec 16,2% et l'Estrie avec 15,5%. Parmi ces quatre régions, le Saguenay — Lac-Saint-Jean est sans contredit la plus défavorisée, car si on lui appliquait le même taux d'activité que les régions de la Côte-Nord — Nouveau-Québec réunies soit 59,8% au lieu de 52,8%, comme c'est le cas, son taux de chômage grimperait à 25,2%. C'est la région de Montréal, la plus populeuse du Québec avec 56,9% de la population de 15 ans et plus, qui a la meilleure performance en 1982. Montréal a en effet le taux de chômage le plus bas, soit 12,9%, avec le taux d'activité le plus élevé, soit 62,6%. La région de Québec, la deuxième région la plus populeuse, avec un taux de chômage de 13,1% et un taux d'activité de 58,3% présente la deuxième meilleure performance en 1982. Il faut signaler cependant que l'Abitibi — Témiscamingue de même que la Côte-Nord — Nouveau-Québec voient leur taux d'activité augmenter en 1982, alors que toutes les autres régions enregistrent une baisse.

Les relations de travail

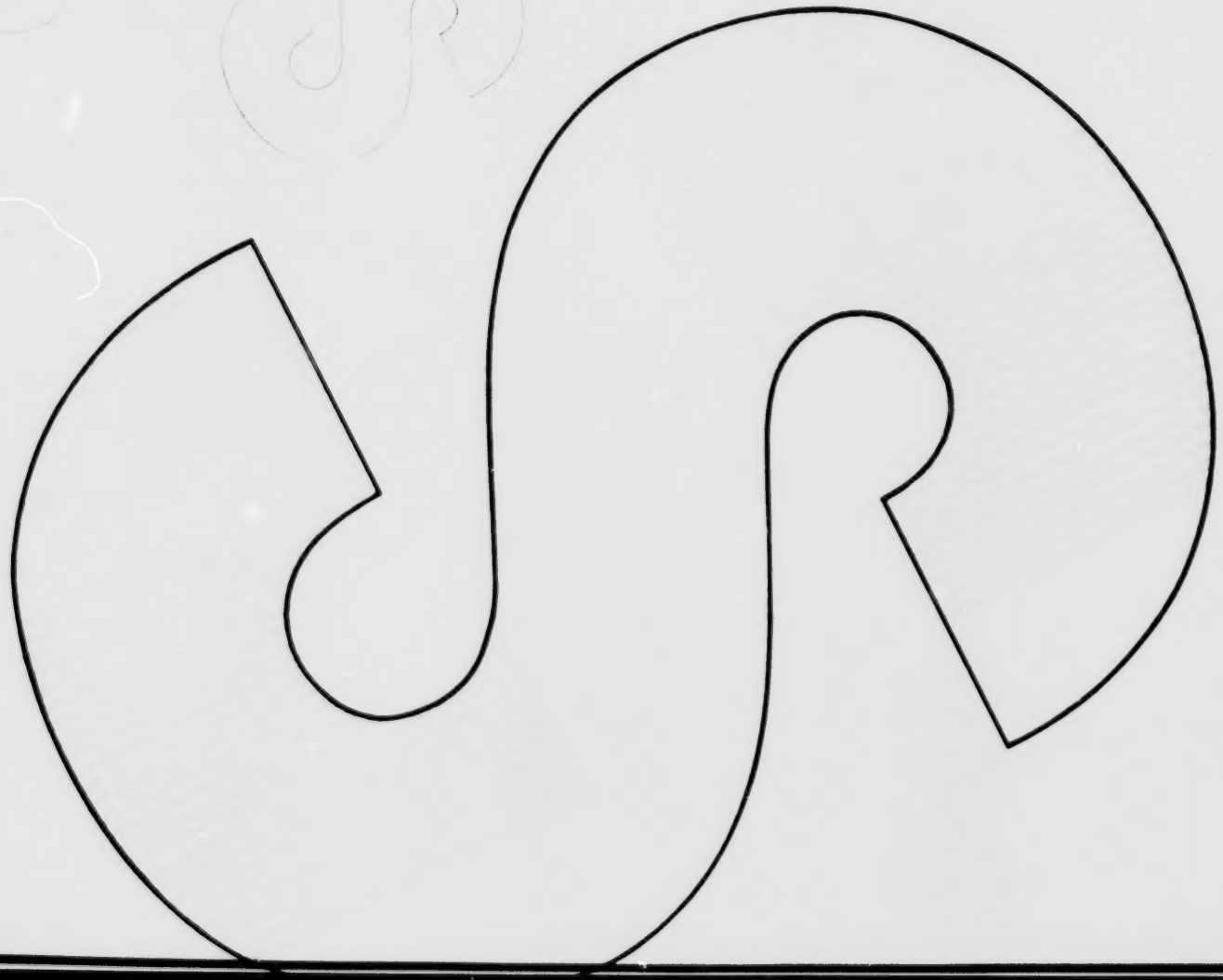
Pour une deuxième année consécutive, le nombre de jours-personnes perdus dans les grèves au Québec diminue en 1982, soit de 25,2%, pour se situer à 1 339 356. Seul le secteur tertiaire montre une augmentation de 14,8%, alors que le secteur primaire (−97,5%), le secteur manufacturier (−16,6%) et celui de la construction (−92,3%) enregistrent des diminutions. Au delà de 218 000 travailleurs sont impliqués et 254 entreprises, organismes ou administrations sont affectés par les conflits de travail en 1982. Le nombre de 218 000 travailleurs est cependant fortement gonflé par la grève d'un jour des 180 000 travailleurs des secteurs de l'enseignement et des affaires sociales. En excluant ce conflit, le nombre de jours perdus par travailleur est en moyenne de 30 et le nombre moyen de travailleurs par conflit est de 152. Par ailleurs, c'est dans le secteur primaire pris globalement et dans le secteur de la construction que les conflits ont été les plus longs avec 37 jours perdus en moyenne par travailleur dans chaque cas, alors que dans le secteur manufacturier, la moyenne est de 34 jours et dans le tertiaire de 26 jours, toujours en excluant la grève d'un jour de 180 000 travailleurs.

Le nombre de jours-personnes perdus en 1982 dans le primaire n'est que de 10 564 comparativement à 416 482 en 1981. Ils se répartissent presque exclusivement entre la forêt (7 835) et les mines (2 687), l'agriculture ne perdant que 42 jours. Dans la forêt, 3 conflits ont eu lieu, impliquant 215 travailleurs, dans les mines 2 conflits et 47 travailleurs et dans l'agriculture 1 conflit et 21 travailleurs. L'industrie de la construction par ailleurs est très peu affectée par les arrêts de travail en 1982 avec un seul conflit impliquant 10 travailleurs. Le chapitre sur le secteur de la fabrication expose la situation des conflits qui l'ont perturbé.

Tableau 1,6 **Jours-personnes perdus en arrêts de travail[1] par activité économique Québec 1978-1982**

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982*/1981
	Nombre					variation en %			
Secteur primaire	427 186	200 558	403 142	416 482	10 564	−53,1	101,0	3,3	−97,5
Secteur fabrication	801 816	1 666 197	1 237 976	774 552	646 045	107,8	−25,7	−37,4	−16,6
Construction	3 499	108	475 000	4 801	370	−96,9	—	−99,0	−92,3
Secteur tertiaire	636 961	1 792 023	2 198 881	594 585	682 377	181,3	22,7	−73,0	14,8
TOTAL	1 869 462	3 658 886	4 314 999	1 790 420	1 339 356	95,7	17,9	−58,5	−25,2

1. Inclut les conflits sous compétence fédérale et provinciale.
SOURCES: Travail Québec, « Grèves et lock-out au Québec »; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.



CHAPITRE 2
Les revenus et dépenses des agents économiques

Selon le critère de leur fonction propre, la méthodologie des comptes économiques différencie quatre groupes d'agents économiques: les particuliers, les administrations publiques, les entreprises et les non résidents. Ce chapitre traite de l'évolution des revenus et dépenses des particuliers et des administrations publiques.

Revenus et dépenses des particuliers

Le groupe des particuliers ou « personnes et entreprises non incorporées » réfère essentiellement aux opérations d'agents bénéficiaires de revenus et consommateurs de biens et services. Ce secteur couvre les opérations des ménages et des entreprises individuelles (travailleurs autonomes, fermiers et membres de professions libérales). De plus, il comprend les organisations sans but lucratif, institutions de charité, les syndicats, les associations professionnelles, les églises, les amicales et les universités privées, etc. Cependant, ces dernières catégories n'apportent qu'une faible contribution au total, de sorte que le revenu personnel reflète avant tout l'évolution du revenu des ménages.

Revenu personnel

Le revenu personnel comprend: la rémunération des salariés, les soldes et indemnités militaires, les revenus nets des exploitants agricoles au titre de la production agricole, les revenus nets des entreprises individuelles non agricoles (loyers compris), les intérêts, dividendes et revenus divers de placement, ainsi que les transferts des administrations publiques et corporations aux particuliers.

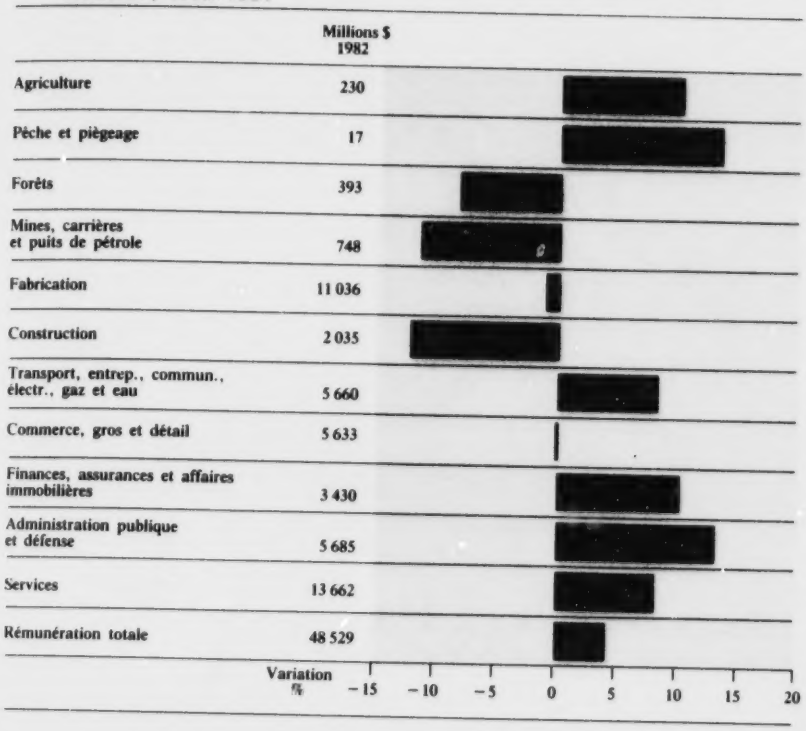
Le revenu personnel au Québec se chiffre à 76,0 milliards de dollars en 1982. Il accuse un taux de croissance (8,9%) plus faible qu'en 1981 (16,2%). Ce taux, au niveau canadien en 1982, atteint 9,7%. Comme l'an dernier, le revenu per capita au Québec (8,1%) s'accroît moins vite qu'au Canada (8,6%); il se situe maintenant à 93,8% de la moyenne canadienne. De 1976 à 1982, il augmente à un taux annuel moyen de 10,9% comparé à 10,8% au Canada.

La rémunération des salariés, y inclus les soldes et indemnités militaires s'élève à 48,5 milliards de dollars en 1982 soit une augmentation (4,1%) beaucoup plus faible qu'en 1981 (13,4%). Au Canada, elle s'accroît de 7%. Aussi, son importance relative dans le revenu personnel (63,8%) régresse-t-elle par rapport à l'an dernier (66,8%). La rémunération hebdomadaire moyenne au Québec, hormis celles de l'agriculture et de la pêche, augmente de 9,8% en 1982 soit un ralentissement notable par rapport à l'année précédente. Elle s'accroît moins vite que l'indice des prix à la consommation (11,6%). Il s'ensuit que l'écart observé entre l'accroissement de ces deux variables en 1981 s'élargit en 1982, entraînant ainsi une plus forte détérioration du pouvoir d'achat des consommateurs.

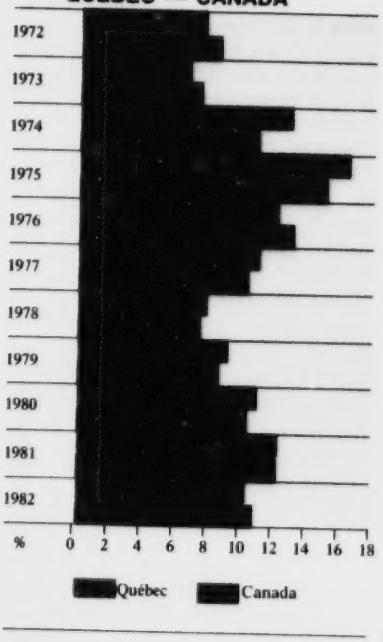
En 1982 comme l'année précédente, les augmentations de salaires et traitements hebdomadaires moyens les plus élevés se réalisent, par ordre d'importance, dans les secteurs « transports, communications, électricité, gaz et eau », « finances, assurances et affaires immobilières », «forêt » et « services ». Les mines, la fabrication, la construction et le commerce accusent des croissances inférieures à la moyenne.

Le nombre de travailleurs et le niveau des salaires varient suivant le secteur d'activité. L'effectif des travailleurs du secteur « services » s'élève à 814 000; bien qu'il soit en baisse par rapport à l'an dernier, il demeure le plus important secteur quant aux emplois (33% du total des travailleurs non agricoles). Cependant, la masse salariale ne constitue

2,1 RÉMUNÉRATION DES SALARIÉS PAR ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE, QUÉBEC, 1982/1981



2,2 SALAIRES ET TRAITEMENTS HEBDOMADAIRES MOYENS, VARIATIONS ANNUELLES QUÉBEC — CANADA



2,3 SALAIRES ET TRAITEMENTS HEBDOMADAIRES MOYENS, EN DOLLARS QUÉBEC — CANADA

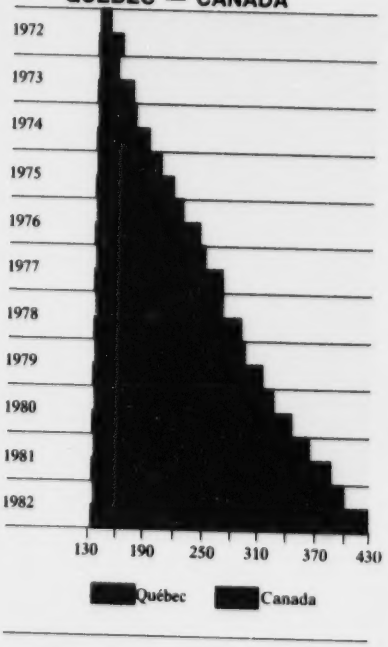


Tableau 2,1 **Composantes du revenu personnel et revenu personnel disponible réel Québec**

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982*
Rémunération des salariés	'000 000 $	32 761	36 230	40 902	46 400	48 260
Soldes et indemnités militaires	'000 000 $	180	181	200	228	269
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	'000 000 $	549	632	569	660	715
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	'000 000 $	2 277	2 460	2 736	3 074	3 245
Intérêts, dividendes et revenus divers de placement	'000 000 $	4 200	5 188	6 097	8 372	9 723
Transferts courants:						
des administrations publiques	'000 000 $	7 810	8 339	9 324	10 836	13 532
des corporations	'000 000 $	99	121	135	137	139
des non résidents du Canada	'000 000 $	106	120	137	148	157
Revenu personnel	'000 000 $	47 982	53 271	60 100	69 855	76 040
Revenu personnel disponible	'000 000 $	38 146	42 314	47 782	54 863	59 218
Revenu personnel disponible réel[1]	'000 000 $	22 037	22 400	22 928	23 426	22 663
Revenu personnel per capita	$	7 614	8 404	9 411	10 850	11 731
Revenu personnel disponible per capita	$	6 053	6 675	7 482	8 522	9 136
Revenu personnel disponible réel per capita	$	3 497	3 534	3 590	3 639	3 496

1. Calculé à partir de l'indice des prix à la consommation de Montréal.
SOURCES: Comptes économiques des revenus et dépenses, Bureau de la Statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

que 28,2% (13 662 millions de dollars) du total, à cause du faible niveau des salaires dans cette activité. Le taux de croissance par rapport à l'an dernier se situe à 8,1%. Le salaire hebdomadaire moyen se chiffre à 275,15 $, soit une hausse de 9,4%. Le secteur de la fabrication, le deuxième secteur en importance (21% du total), voit également son nombre de travailleurs diminuer, passant de 586 000 à 534 000. La masse salariale totalise 11 036 millions de dollars, diminuant ainsi de 1,1% par rapport à l'an dernier et il n'accapare pas plus de 22,7% de la masse salariale totale.

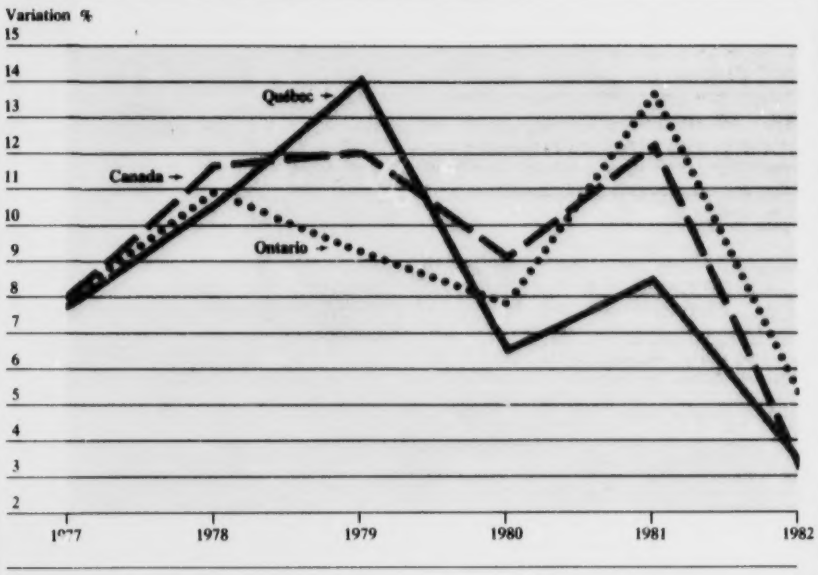
Le salaire hebdomadaire moyen de ce secteur atteint 389,27 $, pour un taux de croissance de 7,9%. Dans les « transports, entreposage, communications, électricité, gaz et eau », les pertes d'emplois sont notables (5,3%), leur part du total de la masse salariale se situe à 11,7%. Toutefois, le salaire hebdomadaire moyen (486,47 $), connaît une croissance de même niveau que l'an dernier (12,4%); cependant c'est le secteur qui enregistre la hausse la plus importante en 1982.

Dans l'activité « forêt », la masse salariale chute de 8,4%, le nombre de salariés baisse de 19,2%, tombant ainsi à 13 900; par contre, le salaire hebdomadaire moyen y augmente de 10,8%. La masse salariale diminue de 0,1% dans

le commerce et augmente de 10,1% dans « les finances, assurances et affaires immobilières » ; les salaires hebdomadaires moyens s'accroissent respectivement de 7,5% et 11,6%. C'est le secteur d'activité « construction » qui enregistre la plus faible augmentation du salaire hebdomadaire moyen, soit 4,3% ; il s'ensuit une baisse de 12,3% de la rémunération des salariés, étant donné la diminution de l'emploi dans ce secteur.

Les dépenses personnelles de consommation

2,4 VENTES AU DÉTAIL, VARIATIONS ANNUELLES, QUÉBEC — ONTARIO — CANADA



La récession que connaît l'économie mondiale en 1982 et qui frappe plus sévèrement le Québec que les autres provinces canadiennes, se traduit entre autres par l'austérité des consommateurs québécois au titre des dépenses de consommation en biens et services. En effet, ces dépenses ne progressent que de 7,9% (Canada 7,8%) au regard d'une hausse de 10,7% en 1981, pour se chiffrer à 48,5 milliards de dollars. En plus de la baisse des revenus, elle-même liée à la détérioration de la situation de l'emploi au cours de l'année 1982, le ralentissement des dépenses de consommation s'explique aussi par les taux d'intérêt élevés principalement au cours des trois premiers trimestres.

Les dépenses de consommation augmentent malgré tout moins vite que les revenus. Cet écart d'accroissement se traduit dans l'économie québécoise par une augmentation de l'épargne. Ainsi, le taux reste aussi élevé qu'en 1981 (15,7%) ; au Canada, il passe de 12,4% en 1981 à 13,7% en 1982.

L'austérité du consommateur québécois affecte ses dépenses en biens aussi bien que celles en services. Les premières n'augmentent que de 5,9% et les secondes de 11,2% par rapport à des hausses de 10,1% et 11,1% en 1981. Les ventes au détail atteignent 23,5 milliards de dollars en 1982, soit une hausse de 3,6%. Ce taux de croissance est très inférieur à celui de 1981. L'écart entre l'augmentation des ventes au détail et celle des prix (11,6%) s'agrandit en 1982. Aussi, en termes réels, les ventes au détails chutent de 7,1% après la baisse de 3,5% en 1981. L'Ontario (−5,4%) et l'ensemble du Canada (−6,6%) subissent également des baisses en volume de leurs ventes au détail.

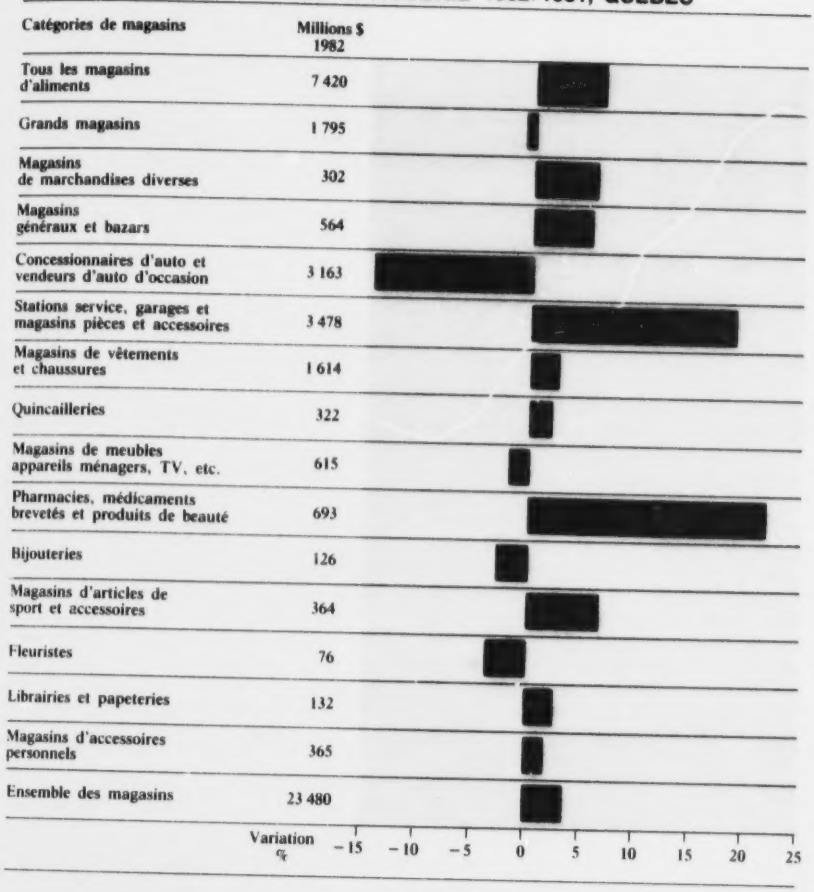
Au cours du premier semestre de 1982, les ventes au détail manifestent une forte langueur. Au total, elles n'augmentent que de 1,6% par rapport au semestre correspondant de 1981 ; ce sont surtout les ventes de biens durables (automobiles, etc.), dont la consommation exige souvent le recours au crédit, qui fléchissent davantage à cause des taux d'intérêt records qui prévalent durant toute cette période.

Toutefois, la baisse des taux d'intérêt au deuxième semestre, en dépit de la détérioration persistante de la situation de l'emploi, provoque une amélioration de la hausse des ventes au détail. Elles augmentent de 5,4% par rapport au semestre correspondant de 1981.

Les ventes des magasins d'alimentation atteignent 7,4 milliards de dollars, soit 31,5% du total des ventes au détail. Elles augmentent de 6,3% par rapport à 1981. Cette hausse demeure cependant au-dessous de celle des prix (7,9%) pour une cinquième année consécutive.

Les ventes des magasins de chaussures et vêtements s'élèvent à 1,6 milliard en 1982, soit une augmentation globale de 2,3% par rapport à l'année 1981. Les magasins de vêtements pour hommes voient leurs ventes diminuer de 6,3%, celles des magasins pour dames et pour la famille augmentent respectivement de 5,9% et de 5,5%. Les ventes de maga-

2,5 VENTES AU DÉTAIL PAR CATÉGORIE 1982/1981, QUÉBEC



sins de chaussures spécialisées et pour la famille ne chutent pas (4,5% et 1,1% respectivement) mais elles affichent une piètre performance par rapport à 1981 alors que les hausses respectives étaient de 13,0% et 15,0%.

D'autre part, les ventes des magasins de meubles, appareils ménagers, téléviseurs, radios et accessoires, accusent une baisse en valeur de 0,5% en 1982, suite à une hausse de 7,5% en 1981. Les ventes de ces magasins et celles des concessionnaires d'automobiles ressentent plus durement les effets de la récession économique. En effet, les ventes d'automobiles neuves chutent de 15,1% par rapport à l'année 1981. L'impact des taux d'intérêt records et la détérioration de la situation de l'emploi est évidemment considérable sur les dépenses de consommation en biens durables, qui exigent souvent le recours au crédit et sont fortement tributaires des anticipations de revenus. Par contre, le report du renouvellement des voitures fait augmenter les dépenses en entretien et réparations. Les dépenses de consommation dans les stations-services et garages augmentent respectivement de 24,8% et 16,8% par rapport à l'an dernier.

Les magasins de marchandises diverses et les grands magasins sont également affectés; leurs ventes baissent respectivement de 5,7% et 1,0%. Toutefois, les magasins généraux et les bazars haussent les leurs de 9,3% et 0,9%. Pour les premiers, il s'agit d'une amélioration notable par rapport à 1981, mais d'une détérioration pour les seconds.

Les bijouteries, les fleuristes, qui sont des magasins de faible débit, subissent aussi des réductions de la hausse de leurs ventes (4,3% et 4,0%). Les magasins d'accessoires personnels, d'articles de sports, librairies et papeteries et les pharmacies, médicaments brevetés et produits de beauté maintiennent leurs chiffres d'affaires à la hausse.

En résumé, les ventes au détail en 1982 s'accroissent moins rapidement en valeur et baissent en volume par rapport à 1981. Ce sont surtout les ventes de biens durables qui sont affectées par l'austérité des consommateurs. En effet, la hausse des ventes au détail (excluant les biens durables) atteint malgré tout 7,5% en valeur en 1982. Les ventes de biens durables au contraire (automobiles, appareils ménagers, téléviseurs, radios et accessoires) diminuent de 11,6%.

Les taux d'intérêt élevés et la situation de l'emploi ont stimulé l'épargne et incité les consommateurs à plus de prudence face au coût du crédit et à rationaliser leurs dépenses en tenant compte de leurs anticipations de revenus.

Les prix à la consommation

Tableau 2,2 **Indice des prix à la consommation à Montréal (1971 = 100)**

	1978	1979	1980	1981	1982	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
						variation en %			
Alimentation	206,6	234,5	260,2	292,8	316,0	13,5	11,0	12,5	7,9
Tabac et alcool	160,0	171,6	192,8	218,1	252,7	7,2	12,4	13,1	15,9
Habillement	148,9	15959	175,7	187,8	197,9	7,1	10,2	6,9	5,4
Habitation	164,1	176,9	192,3	216,0	242,6	7,8	8,7	12,3	12,3
Transport	165,4	180,2	202,6	237,7	283,3	8,9	12,4	17,3	19,2
Santé et soins personnels	165,5	181,1	201,6	221,9	242,4	9,4	11,3	10,1	9,2
Loisirs, lecture et formation	153,2	161,2	175,3	190,5	206,9	5,2	8,7	8,7	8,6
Global	173,1	188,9	208,4	234,2	261,3	9,1	10,3	12,4	11,6
Global sauf alimentation	160,4	172,9	190,4	213,9	241,3	7,8	10,1	12,3	12,8
Énergie	200,1	225,5	263,4	345,8	433,4	12,7	16,8	31,3	25,3
Global sauf alimentation et énergie	157,1	168,4	184,4	203,4	226,2	7,2	9,5	10,3	11,2

SOURCES: Prix et indices des prix (62-010), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

L'indice global au Canada augmente de 10,8% en 1982, soit un ralentissement notable par rapport à la hausse de 1981; c'est la première fois, depuis 1976, qu'on enregistre une réduction de la hausse des prix à la consommation. À Montréal, l'indice global, en 1982, augmente de 11,6%. Bien que plus rapide que dans l'ensemble du Canada et à Toronto (11,3%), il s'agit là d'une réduction significative de la hausse des prix par rapport à 1981 (12,4%).

La diminution de la pression inflationniste, qui se manifeste tant au Québec qu'au Canada, provient du ralentissement de la hausse des prix à l'importation, du fléchissement du rythme de la croissance des prix de la majorité des éléments de l'indice global et plus particulièrement du ralentissement spectaculaire de la hausse des prix de l'alimentation à Montréal (1981: 12,5%, 1982: 7,9%) et au Canada (1981: 11,4%, 1982: 7,2%). Par contre, l'ensemble des prix administrés, dont ceux de l'énergie, freine cette décélération de l'inflation. L'énergie ne constitue pas en soi une composante de l'indice global mais son coût influe considérablement sur la variation des prix des principales composantes de l'indice global, en particulier le transport et l'habitation.

Au Canada, les prix des automobiles augmentent en moyenne beaucoup moins rapidement en 1982 (4,8%) qu'en 1981 (11,4%) et généralement on constate un ralentissement des prix de toutes les composantes du transport, sauf le transport public (19,9%, soit 5,6% de plus par rapport à l'année précédente).

Par contre à Montréal, les prix de l'utilisation de camions (30,3%) et du transport public (17,6%) augmentent considérablement par rapport à l'an dernier (25,3% et 9,5% respectivement).

En 1982, les prix de l'habitation, qui sont fortement influencés par ceux de l'énergie, atteignent à Montréal le même niveau de croissance que l'an dernier (12,3%). Ils s'accroissent légèrement plus vite au Canada. L'impôt foncier maintient aussi la pression à la hausse sur les prix de l'habitation.

L'indice du logement à Montréal progresse de 12,9% (Canada 12,1%) sous la pression des dépenses de logement en propriété, dont la hausse s'élève à 15,5%. Par contre, la hausse des dépenses des ménages (14,6%) ralentit substantiellement par rapport à l'an dernier (17,4%). Parmi les composantes de l'habitation, c'est la hausse des prix des articles d'ameublement et accessoires (8%) qui enregistre le plus fort ralentissement (1981: 15,4%).

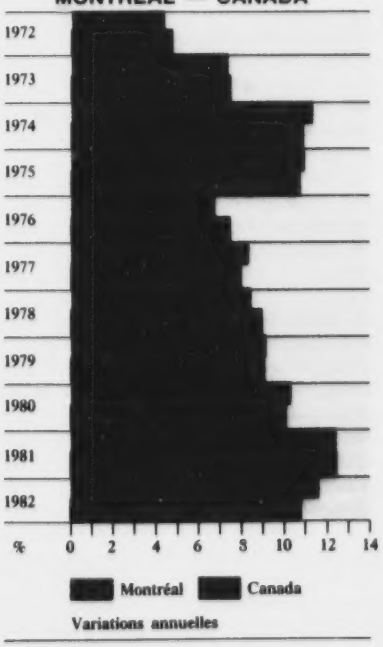
Les prix des services de santé et soins personnels augmentent moins rapidement à Montréal (9,2%) que dans l'ensemble du Canada (10,6%); il en était de même l'an dernier où les hausses se situaient à Montréal et au Canada à 10,1% et 10,9% respectivement. Le maintien à la hausse des prix des soins de santé résulte de l'augmentation en 1982 (14,5%) des prix des articles médicaux et produits pharmaceutiques par rapport à 1981 (13,8%).

La progression des prix de l'alimentation en 1982 ralentit (Montréal 7,9%, Canada 7,2%) par rapport à 1981 (Montréal 12,5%, Canada 11,4%). La hausse se situe au-dessous de celle de l'indice global tant à Montréal (pour la première fois depuis 1977) qu'au Canada. Ceci est dû à la forte décélération au cours du deuxième semestre des prix des aliments préparés au foyer: à Montréal (1981: 13,8%, 1982: 7,4%), au Canada (1981: 11,9%, 1982: 6,4%). La hausse des prix au restaurant ralentit aussi à Montréal (1981: 9,1%, 1982: 7,9%), mais augmente au Canada (1981: 9,6%, 1982: 10,2%).

Le prix de la composante habillement de l'indice global accuse également un ralentissement de croissance. Elle s'établit à 5,4% à Montréal (1981: 6,9%) et à 5,5% dans l'ensemble du Canada (1981: 9,1%). Ceci découle de la décélération des prix de tous les types de vêtements.

La hausse des prix des loisirs, lecture et formation à Montréal maintient presque

2,6 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION, GLOBAL MONTRÉAL — CANADA



2,7 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION, GLOBAL SAUF ALIMENTATION, MONTRÉAL — CANADA

2,8 INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES, 1982/1981, MONTRÉAL — CANADA

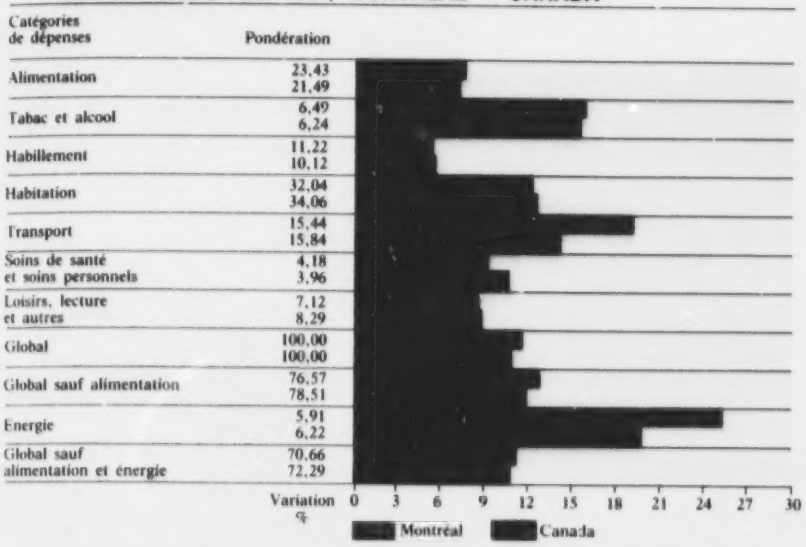


Tableau 2,3 **Indice des prix à la consommation 1982/81 Canada et principales villes**

	Halifax	Québec	Montréal	Toronto	Calgary	Edmonton	Vancouver	Canada
	variation en %							
Ensemble	9.6	12.2	11.6	11.3	12.0	10.8	10.5	10.8
Alimentation	3.1	7.8	7.9	8.6	6.9	7.6	8.2	7.2
Habitation	12.4	14.2	12.3	12.9	16.2	12.7	11.7	12.5
Habillement	4.2	5.3	5.4	5.9	4.4	5.7	7.5	5.5
Transports	12.8	19.2	19.2	14.1	13.5	12.1	12.1	14.1
Santé et soins personnels	14.0	10.2	9.2	11.1	14.3	14.3	10.7	10.6
Loisirs, lecture et formation	9.2	7.6	8.6	9.0	9.1	8.2	9.2	8.7
Tabac et alcool	13.6	16.1	15.9	16.1	14.0	16.1	13.2	15.5

SOURCES: Prix à la consommation et indices des prix (62-010), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 2,4 **Indice des prix à la consommation au Canada Classification en biens et services (1971 = 100)**

	1978	1979	1980	1981	1982	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
						variation en %			
Biens et services	175.2	191.2	210.6	236.9	262.5	9.1	10.1	12.5	10.8
Biens	176.2	194.9	217.2	245.7	268.8	10.6	11.4	13.1	9.4
Biens durables	139.4	152.8	169.4	185.4	195.7	9.6	10.9	9.4	5.6
Biens semi-durables	143.7	156.2	171.3	185.1	197.3	8.7	9.7	8.1	6.6
Biens non-durables	194.4	216.2	242.6	281.2	314.0	11.2	12.2	15.9	11.7
Biens non-durables sans les aliments	170.5	185.7	210.4	252.7	294.8	8.9	13.3	20.1	16.7
Services	174.3	186.5	210.8	225.0	254.1	7.0	8.2	11.5	12.9
Services sans l'habitation	178.0	192.5	211.0	236.6	268.6	8.1	9.6	12.1	13.5

SOURCES: Prix à la consommation et indices des prix (62-010), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

son rythme de croissance de 1981 (8,6%). Elle se situe presque au même niveau au Canada (8,7%), qui enregistre ainsi un ralentissement significatif par rapport à 1981 (10,1%). Cette baisse de la croissance s'explique par la diminution des hausses des prix du matériel de loisir à « l'intérieur » et à « l'extérieur », (achat et utilisation des bicyclettes, prix d'entrée aux spectacles et principalement aux cinémas).

Les prix du tabac et des boissons alcoolisées subissent la pression des hausses régulières des taxes. Ils augmentent plus rapidement en 1982 à Montréal (15,9%) et dans l'ensemble du Canada (15,5%) qu'en 1981 (13,1% et 12,9% respectivement).

La décélération du taux de croissance des prix au Canada en 1982 se manifeste surtout au deuxième semestre. Elle est plus significative dans les grandes villes de l'Est que dans celles de l'Ouest du pays. À l'Est, les prix de l'alimentation connaissent un ralentissement spectaculaire. À l'Ouest, ce sont les prix du transport qui accusent une réduction record de leur hausse. Cependant, à l'échelle du pays, le ralentissement de la hausse de l'indice global est largement attribuable à la convergence de la baisse de croisssance des prix de deux composantes: le transport et l'alimentation. D'autre part, les prix de l'habitation, sous l'influence de ceux de l'énergie, freinent le mouvement de décélération de l'ensemble des prix.

En se référant à la classification de biens et services au Canada, on constate, depuis 1978, que l'évolution des prix conserve la même tendance: l'indice de prix des biens (9,4%) augmente moins rapidement que celui des services (12,9%). Dans la première catégorie, ce sont les prix des biens durables (5,6%) et des biens non durables (11,7%), qui enregistrent le plus fort ralentissement par rapport à l'an dernier (10,9% et 15,9% respectivement); ceux des biens semi-durables (6,6%) décélèrent seulement de 1,6 point de pourcentage.

En résumé, pour la première fois depuis 1976, on enregistre au Canada et à Montréal un ralentissement de la hausse des prix à la consommation. Cette baisse de l'inflation est évidemment le résultat de la politique monétaire très restrictive du gouvernement canadien et de la récession économique qui a frappé sévèrement le Canada en 1982.

Notons que le ralentissement des prix à l'importation contribue largement à la baisse de progression de l'indice global dans l'ensemble du pays. À Montréal, il faut retenir la décélération spectaculaire des prix de l'alimentation. Au Canada elle est aussi significative, mais c'est surtout la faible hausse des prix du transport qui semble exercer un effet déterminant sur le fléchissement de la hausse de l'indice des prix à la consommation.

Revenus et dépenses des administrations publiques

Selon la comptabilité économique, le secteur des administrations publiques englobe les ministères, agences ou organismes des gouvernements dont les activités sont de nature non commerciale. Ainsi, les revenus et dépenses du secteur des administrations publiques au Québec couvrent l'ensemble des administrations fédérale et provinciale, des municipalités et des commissions scolaires ainsi que des organismes non commerciaux qui en dépendent. Il inclut, depuis 1961, tous les hôpitaux publics. De plus, il comprend le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec ainsi que les opérations de certains fonds fiduciaires, telles les activités du Fonds d'assurance-chômage, de la Commission de la santé et de la sécurité au travail, etc. Ce secteur ne comprend pas, toutefois, les entreprises publiques à but lucratif qui font partie du secteur des entreprises.

Les dépenses des administrations publiques au Québec augmentent plus rapidement que le produit intérieur brut au cours de la dernière décennie, à l'exception de 1979. Ainsi, selon les résultats préliminaires disponibles, sans tenir compte des transferts intergouvernementaux, le total des dépenses de ce secteur, exprimé en pourcentage du PIB, passe de 38,0% en 1971 à 52,7% en 1982. En 1981, il était de 48,2%. La progression la plus marquée se retrouve dans le domaine des dépenses de transferts qui comptent pour 27,1% du PIB en 1982, comparativement à 23,7% en 1981 et à 14,7% en 1971. Pour ce qui est des dépenses en biens et services des administrations publiques, leur part relative fluctue peu, passant de 23,3% en 1971 et 24,5% en 1981 à 25,5% en 1982.

Quant aux revenus des administrations publiques québécoises et ceux perçus au Québec par l'administration fédérale, leur part du PIB demeure à peu près stable au cours de la période 1971-1980; de 38,3% qu'elle était en 1971, elle s'établit à 38,7% en 1980. Cependant, leur importance relative progresse de 1,4 point de pourcentage en 1981 et de 2,0 points en 1982 en raison de l'augmentation de la part relative des impôts directs touchant les personnes et des impôts indirects. Ainsi, la part de ces impôts directs, qui était de 17,6% en 1980, monte à 18,7% en 1981 et atteint 20,2% en 1982. Quant aux impôts indirects, leur part relative s'accroît aussi au cours des dernières années. Elle passe de 12,8% en 1980 à 13,9% en 1981 et à 14,4% en 1982, alors qu'elle était de 16,5% en 1971. Par contre, les impôts directs sur les sociétés et les entreprises gouvernementales voient leur part dans le PIB diminuer, celle-ci passant de 3,3% en 1980 à 2,6% en 1981 et à 2,1% en 1982.

Comme la part des dépenses des administrations publiques par rapport au PIB augmente plus rapidement que celle des revenus, il en résulte une hausse du déficit des opérations des administrations publiques. En fait, le Québec passe d'une position traditionnelle d'excédents au début des années '70 à une de déficits qui augmentent d'année en année. En 1971, l'excédent des revenus sur les dépenses en pourcentage du PIB se situe à 0,3%. Les déficits apparaissent à compter de 1973. Le déficit de 1976 représente alors 5,2% du PIB. En 1981, il augmente à 8,1% et atteint 10,6% en 1982 (selon les données préliminaires disponibles).

Tableau 2,5
Dépenses de toutes les administrations publiques au Québec en pourcentage du produit intérieur brut[1]

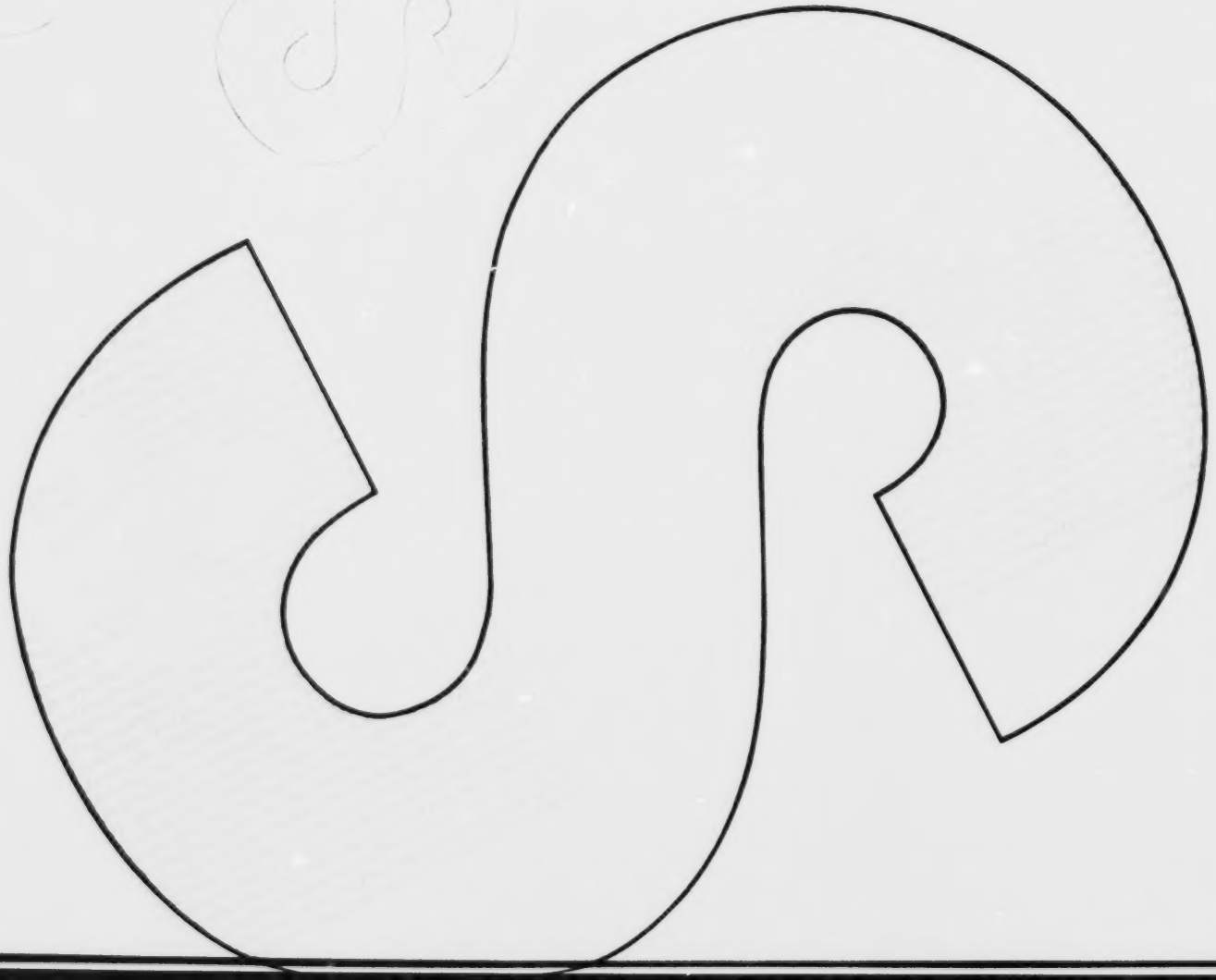
	1971	1978	1979	1980	1981	1982*
			%			
Dépenses en biens et services	23,3	25,1	24,6	25,1	24,5	25,5
– Dépenses courantes	18,8	21,8	21,8	22,3	21,8	23,2
– Formation brute de capital fixe	4,5	3,2	2,8	2,8	2,7	2,3
Transferts	14,7	20,7	20,8	22,1	23,7	27,1
– Aux personnes	9,3	13,7	13,1	13,1	13,3	16,0
– Autres	5,4	7,0	7,7	9,0	10,4	11,2
TOTAL	38,0	45,8	45,4	47,2	48,2	52,7

1. Excluant les transferts intergouvernementaux.
SOURCES: Comptes économiques des revenus et des dépenses, Bureau de la statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 2,6
Revenus de toutes les administrations publiques québécoises et ceux percus au Québec par l'administration fédérale, en pourcentage du produit intérieur brut[1]

	1971	1978	1979	1980	1981	1982*
			%			
Impôts directs touchant les personnes et autres transferts courants provenant des personnes	14,2	17,4	17,5	17,6	18,7	20,2
Impôts directs sur les sociétés et entreprises gouvernementales	3,3	2,8	3,0	3,3	2,6	2,1
Impôts indirects	16,5	14,0	13,2	12,8	13,9	14,4
Autres revenus incluant imputation d'amortissement	4,3	4,8	4,8	5,0	4,9	5,4
TOTAL	38,3	39,0	38,5	38,7	40,1	42,1

1. Excluant les transferts intergouvernementaux.
SOURCES: Comptes économiques des revenus et des dépenses, Bureau de la statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.



CHAPITRE 3
Les finances privées et finances publiques

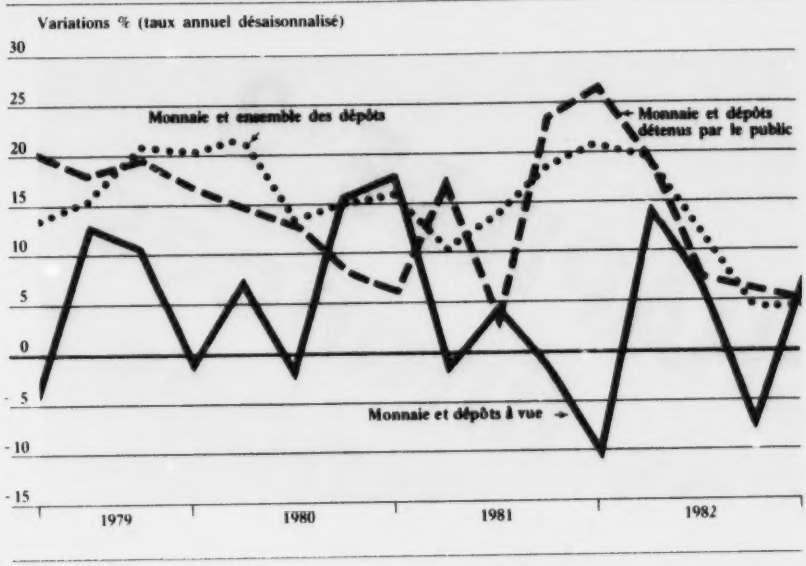
Les transferts courants des administrations publiques représentent la deuxième source, en importance, du revenu personnel. Ils se chiffrent à 13,5 milliards de $ et constituent 17,8% du revenu personnel. Il s'accroissent de 24,9% par rapport à l'année 1981. La hausse des transferts des deux paliers de gouvernement s'explique par l'accroissement du nombre de chômeurs et de bénéficiaires d'aide sociale, découlant de la détérioration de la situation de l'emploi qui s'est poursuivie tout au cours de l'année 1982. Les transferts des corporations et des non résidents s'accroissent respectivement de 1,5% et 6,1%. Au titre des intérêts, dividendes et revenus divers de placement, contrairement à 1981 (37,3%), on note en 1982 une très forte baisse de croissance (16,1%). Par contre, leur contribution relative au revenu personnel est plus importante en 1982 (12,8%) qu'en 1981 (12,0%). Le revenu net des exploitants agricoles, au titre de la production agricole n'augmente que de 8,3%. La hausse du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, n'atteint que 5,6% alors qu'en moyenne, elle se maintient à 10,5% au cours des trois dernières années. À l'exception des transferts des administrations publiques et des corporations (24,9%), toutes les composantes du revenu personnel accusent de très fortes baisses de croissance. Il s'ensuit une augmentation plus faible du revenu personnel (8,9%) en 1982 qu'en 1981 (16,2%).

Le revenu personnel disponible

Le revenu personnel disponible (c'est-à-dire le revenu personnel net des impôts directs et des transferts des particuliers aux administrations publiques) se chiffre à 59,2 milliards de dollars en 1982, soit une hausse de 7,9%. En termes réels, cependant, il chute de 3,3% par rapport à 1981, ce qui n'est pas sans incidence sur les dépenses des consommateurs.

L'évolution des marchés financiers en 1982 s'inscrit dans un contexte économique difficile caractérisé par une chute marquée de la production et une montée rapide du chômage. La récession économique, amorcée au milieu de 1981, se poursuit et s'aggrave en 1982. De nombreuses entreprises sont acculées à la faillite et plusieurs autres voient leurs chances de survie compromises. Les taux d'intérêt et d'inflation demeurent élevés, bien qu'un mouvement à la baisse s'amorce au cours de l'année. La conjoncture économique internationale n'est guère plus favorable et plusieurs pays de l'OCDE traversent en 1982 la

3,1 MONNAIE HORS BANQUES ET DÉPÔTS DANS LES BANQUES À CHARTE, CANADA



pire récession depuis les années '30.

Les événements qui se sont produits en 1982 font ressortir avec une très grande netteté les problèmes hérités de la poussée inflationniste des années '70. Pour un grand nombre de pays, la période qui a débuté à la fin de la deuxième guerre mondiale et qui s'est terminée à la fin des années 1970 a été une période de grande prospérité économique; l'un des facteurs qui ont contribué à cette prospérité, a été le succès des politiques adoptées par les grands pays industrialisés dans le but de maintenir un climat favorable à la croissance économique. Ces politiques procédaient du ferme engagement pris par les gouvernements de ces pays de maintenir des niveaux élevés d'emploi et de production et elles impliquaient que ces gouvernements et leurs banques centrales étaient disposés à adopter des politiques budgétaires et monétaires expansionnistes au moindre signe de récession économique. La tendance persistante à administrer des doses excessives de stimulation financière a eu pour résultat de provoquer des hausses successives des coûts et des prix. Les économies de ces pays ont ainsi connu au cours des années '70 de graves problèmes de surchauffe qui ont engendré une forte inflation. De plus, cette situation a été aggravée par le premier choc pétrolier et par quelques autres chocs d'intensité moindre.

C'est dans ce contexte inflationniste que les États-Unis décident à l'automne 79 d'appliquer une politique monétaire très restrictive en vue de combattre l'inflation. Les autres pays industrialisés doivent alors emboîter le pas et durcir leurs politiques financières. Il s'ensuit une montée en flèche des taux d'intérêt. Au Canada, l'économie oppose une vive résistance au ralentissement de l'inflation. Entre le milieu de 1980 et le milieu de 1981, un gonflement important de la demande se produit, ainsi qu'un renforcement marqué des pressions inflationnistes. En réaction à ces phénomènes, la chute de l'activité économique est alors très brusque, surtout par comparaison aux États-Unis où la reprise économique avait été moins forte qu'au Canada durant la période 1980-81. Le ralentissement de la demande se répercute sur la production, en particulier sur les industries productrices de biens; mais le secteur des services est aussi touché au fil des mois. À mesure que la récession s'aggravait et se prolongeait, les pressions inflationnistes internes ont alors commencé à se résorber. La baisse de l'inflation est, toutefois, en 1982 plus faible au Canada qu'aux États-Unis. Alors que l'indice des prix à la consommation n'augmente aux États-Unis que de 6,1% en 1982, comparativement à 10,4% en 1981, au Canada, l'augmentation est de 12,5% en 1981 et de 10,8% en 1982.

Depuis plusieurs années, la Banque du Canada s'est intéressée à la possibilité de tenir compte, dans la formulation de sa politique monétaire, des variations qu'enregistraient sur longue période les diverses mesures ou définitions de la quantité de monnaie détenue par les

3,2 ENCOURS DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION DES PRINCIPAUX PRÊTEURS, 1982/1981, CANADA

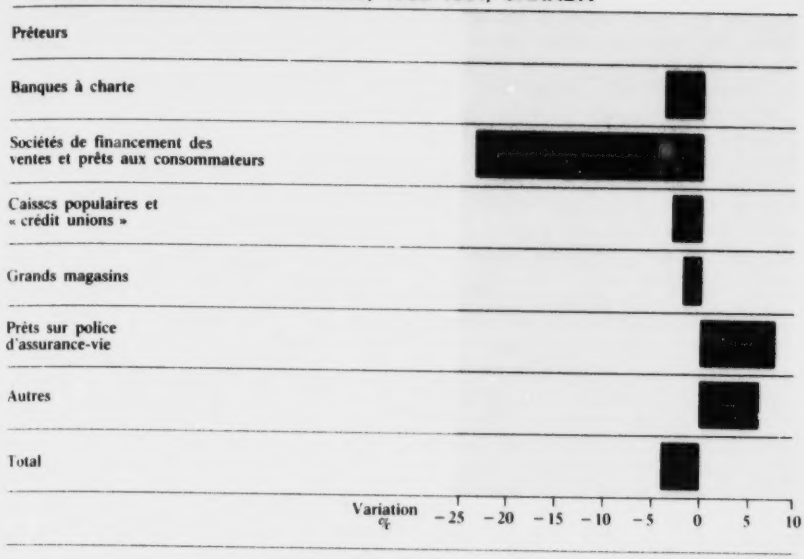


Tableau 3,1 **Encours du crédit à la consommation consenti par les principaux prêteurs Canada**

	1978	1979	1980	1981	1982	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
	'000 000 $					variation en %			
Banques à charte	22 475	26 112	29 677	32 312	31 059	16,2	13,7	8,9	−3,9
Banques d'épargne du Québec	104	142	169	154	130	36,5	19,0	−8,9	−15,6
Compagnies d'assurance-vie (prêts sur police)	1 443	1 648	1 950	2 499	2 694	14,2	18,3	28,2	7,8
Sociétés de financement ou de prêt à la consommation	3 073	2 889	2 735	3 123	2 385	−6,0	−5,3	14,2	−23,6
Grands magasins	1 519	1 632	1 658	1 788	1 755	7,4	1,6	7,8	−1,8
Caisses populaires et crédit unions	5 490	6 218	6 391	6 083	5 900*	13,3	2,8	−4,8	−3,0
Sociétés de fiducie et de prêt hypothécaire	650	981	1 544	1 872	2 022	50,9	57,4	21,2	8,0
Total	34 755	39 622	44 125	47 831	45 945*	14,0	11,4	8,4	−3,9

SOURCE: Revue de la Banque du Canada, mars 1983, tableau 50.

Canadiens. Les recherches entreprises ont révélé alors qu'il existait entre les variations d'une mesure de la monnaie au sens étroit et le comportement de l'économie, un lien que l'on pouvait utiliser pour améliorer la politique monétaire. C'est dans cette optique que la Banque du Canada annoncait vers la fin de 1975 qu'elle visait une fourchette-cible de croissance donnée, établie en fonction de M1, soit l'ensemble de la monnaie hors banques et des dépôts à vue du public dans les banques à charte. L'objectif de la Banque était alors d'abaisser graduellement cette fourchette au cours des années. Par la suite, elle l'a effectivement abaissée environ une fois par année. L'utilité de M1 comme agrégat-cible dépendait de la stabilité de la relation existant entre cet agrégat et les principaux indicateurs de l'économie, plus particulièrement les taux d'intérêt et la dépense nationale.

Les modifications apportées aux pratiques bancaires ont quelque peu affaibli cette relation en 1976-77 et de nouveau en 1980. En 1981 et 1982, la relation entre M1 et l'évolution économique a été tellement modifiée que la Banque du Canada a dû en novembre 1982 cesser d'utiliser telles quelles les statistiques de M1. L'action combinée de l'inflation, des taux élevés d'intérêt, de la technologie informatique et de la concurrence entre les institutions financières, a donné lieu à des innovations qui ont permis aux Canadiens à la fois de réduire de façon notable le volume moyen des encaisses qu'ils gardent pour effectuer des paiements, et de détenir une plus grande proportion de ces encaisses sous formes d'avoirs productifs d'intérêts qui ne sont pas compris dans M1. Parmi ces innovations, mentionnons la possibilité offerte aux entreprises de consolider quotidiennement les soldes de tous leurs comptes courant à travers le pays et la création de comptes d'épargne à intérêt quotidien. Par suite de ces innovations, la croissance de M1 a été beaucoup plus lente que l'on aurait pu prévoir à la lumière de l'évolution de la dépense globale et des taux d'intérêt. Devant cette situation, la Banque a alors décidé d'explorer la possibilité d'utiliser une mesure des encaisses un peu plus large que M1 et qu'elle a appelée M1A. Cet agrégat, en plus de comprendre les composantes de M1, contient les comptes productifs d'intérêts des particuliers et des entreprises auxquels ont été transférés, semble-t-il, la plupart des dépôts qui sont sortis de M1. Toutefois, étant donné la nouveauté de cet agrégat et les difficultés d'interprétation qu'il pose, la Banque du Canada juge, pour le moment, qu'il serait prématuré de l'utiliser pour établir des cibles monétaires.

Le fait qu'il n'existe pas d'agrégats monétaires présentant une relation suffisamment stable avec le comportement de l'économie pour servir de guide dans l'établissement de cibles monétaires ne signifie pas, cependant, que la Banque ne dispose plus de renseignements sur le rythme de l'expansion monétaire. En ce qui concerne les agrégats au sens large, le trait le plus frappant de leur évolution en 1982 est la décélération marquée de leur rythme de croissance par rapport à la période s'écoulant entre le milieu de 1980 et le milieu de 1981. Durant cette période, l'accroissement de ces agrégats avait été gonflé par le boom du marché du logement et par le grand nombre de prises de contrôle de sociétés, financées en grande partie par les banques. La décélération qui s'est produite par la suite reflète en grande partie le ralentissement de la dépense globale. Par contre, l'évolution des agrégats au sens étroit, M1 et M1A, reflète les variations des taux d'intérêt à court terme ainsi que le ralentissement de la dépense dans l'économie.

Après avoir connu, par rapport aux sommets atteints durant l'été 1981, une chute marquée qui s'est poursuivie jusqu'au début de 1982, les taux d'intérêt ont augmenté au premier semestre, puis ont de nouveau baissé jusqu'à la fin de l'année. À la fin de 1982, ils avaient diminué de moitié par rapport au sommet atteint à l'été 1981.

Au Canada comme aux États-Unis, la cause principale de la chute des taux d'intérêt en 1982 provient de la détérioration de la situation économique. Celle-ci a amené dans un premier temps une baisse de la demande globale, puis, par la suite, un recul des taux d'accroissement des coûts et des prix. Il s'est alors produit un affaiblissement de la demande de monnaie et de crédit. De plus, cette tendance a été renforcée par l'ar-

rêt de la vague de prises de contrôle de sociétés qui avait marqué l'année 1981.

Sur l'ensemble de l'année 1982, les baisses des taux d'intérêt à court terme canadien se situent entre 4 et 5 points de pourcentage pour s'établir à environ 10%. Le taux de base des prêts bancaires aux entreprises qui se situait à 16,5% au début de 1982, monte à 18,25% en juin et tombe à 12,5% en fin d'année. Sur la même période, les taux hypothécaires, qui étaient de 17,5% pour les prêts à un an, passent à 19% en juin et à 12,5% à la fin de 1982. Quant aux taux d'intérêt à long terme, ils fléchissent d'environ 4 points de pourcentage en 1982. Comme les taux à court terme, ces taux augmentent un peu durant le premier semestre de l'année, et toute leur baisse survient au second semestre.

Le taux de change connaît au cours de l'année des périodes de hausse et de baisse. Par rapport à la devise américaine, il baisse graduellement au premier semestre et touche finalement, à la clôture du marché des changes le 22 juin, un creux de 76,8 cents E.U., soit le cours le plus bas jamais enregistré. Par la suite, la chute rapide des taux d'intérêt aux États-Unis à partir du second semestre contribue à creuser l'écart entre les taux canadiens et américains et à rétablir la confiance dans le dollar canadien. Au 31 décembre, le taux de change par rapport au dollar américain remontait à 81,35 cents E.U. Cependant, le dollar canadien raffermit sa position par rapport à d'autres devises en 1982. Exprimés en dollars canadiens, le franc français perd 18,4% de sa valeur, la livre sterling 11,2%, le yen japonais 8,9% et le mark allemand 4,6%. Par contre, le franc suisse conserve sa parité avec le dollar canadien.

La politique monétaire, ainsi que l'évolution des taux d'intérêt, de change et des prix influent sur les flux de crédit des agents économiques : les ménages, les entreprises non financières et les administrations publiques. Dans les sections suivantes, les opérations de prêts et d'emprunts de ces principaux agents en 1982 sont passées en revue.

Le financement de la demande des ménages

Le comportement des ménages en 1982 reflète à la fois le climat d'incertitude engendré par la récession et les ajustements continuels au niveau élevé des taux d'intérêt jusqu'au second semestre de l'année. Dans cette conjoncture économique incertaine, les ménages raffermissent leur situation financière en remboursant une partie de leurs dettes et en continuant d'accumuler des avoirs financiers, en particulier des avoirs très liquides. En fait, l'encours de la dette totale des ménages envers les établissements financiers diminue en 1982 et le taux d'épargne des particuliers augmente pour la cinquième année consécutive pour s'établir à 13,7%. En effet, alors que les dépenses personnelles en biens et services de consommation au Canada augmentent de 14,9 milliards de $ en 1982, soit un taux de croissance de 7,8%, l'encours du crédit à la consommation diminue de 3,9%, soit une baisse de 1,9 milliard de $. En 1981, les dépenses personnelles augmentent de 13,4% et l'encours du crédit de 8,4%. La baisse du crédit à la consommation, qui avait commencé au quatrième trimestre de 1981, s'est en fait poursuivie tout au long de 1982. La baisse de 3,1% des achats de biens durables en 1982, pour lesquels les consommateurs ont souvent recours au crédit, explique en grande partie la diminution de l'encours du crédit à la consommation. Ce sont les ventes d'automobiles neuves et d'appareils ménagers qui diminuent le plus.

En 1982, les banques à charte demeurent, et de loin, le principal pourvoyeur de crédit à la consommation (67,6% du total) et elles maintiennent leur part relative puisque leurs encours diminuent au même rythme que l'ensemble, soit de 3,9%. Parmi les autres prêteurs, ce sont les sociétés de financement ou de prêt à la consommation et les banques d'épargne du Québec qui subissent les plus fortes diminutions de leurs encours avec des baisses respectives de 23,6% et 15,6%. Viennent ensuite les caisses populaires et « crédit unions » (−3,0%) et les grands magasins (−1,8%). Par contre, les sociétés de fiducie et de prêt hypothécaire et les compagnies d'assurance-vie augmentent leurs prêts aux consommateurs de 8,0% et 7,8% respectivement.

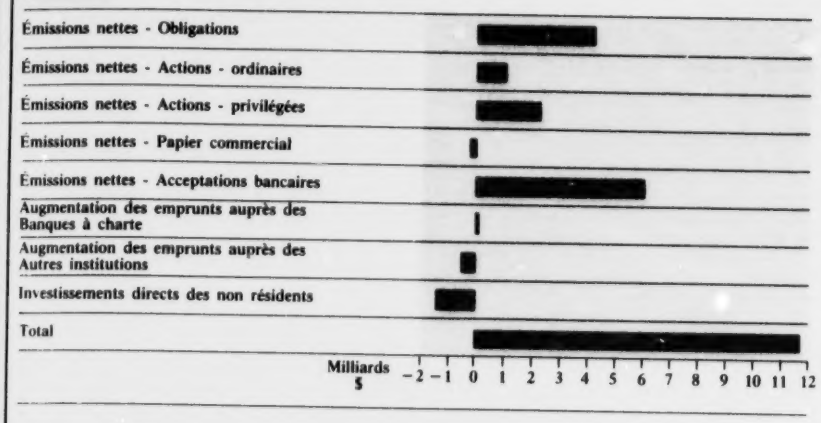
Pour ce qui est des prêts personnels consentis par les banques à charte au Québec, ils diminuent de 5,4% en 1982. Les dépenses personnelles, pour leur part, s'accroissent de 7,9% pour l'ensemble de l'année. Quant au taux d'épargne, il se maintient à 15,7% en 1981 et en 1982. À partir de ces données partielles, on peut avancer que les ménages québécois, plus durement frappés par la crise économique que l'ensemble des ménages canadiens, restreignent davantage leurs dépenses de consommation et, par conséquent, ont moins recours au crédit pour financer leurs achats de biens de consommation.

En plus du crédit à la consommation, les emprunts hypothécaires constituent un autre indicateur de l'évolution du financement de la demande des ménages. En 1982, l'accroissement des emprunts hypothécaires contractés auprès des établissements financiers est très faible, soit seulement de 1,3 milliard de $, comparativement à 7,4 milliards de $ en 1980 et 3,2 milliards de $ en 1981. Le renversement, survenu au milieu de 1981, de la tendance des prix des maisons vers la baisse et le maintien des taux hypothécaires à des niveaux élevés pendant une bonne partie de 1982, contribuent grandement à modifier le comportement des ménages sur l'endettement. Ainsi, au moment où les prix des maisons sont stables ou en baisse et où les perspectives économiques inspirent une grande incertitude, les ménages s'appliquent à réduire le montant de leurs paiements mensuels ou à accélérer le remboursement de leurs emprunts hypothécaires. Au moment de renégocier leurs contrats hypothécaires, les ménages effectuent alors de gros versements afin de réduire le montant de leur emprunt. En outre, un autre facteur contribuant au faible accroissement des emprunts hypothécaires en 1982 est le très bas niveau des dépenses consacrées à la construction de logements.

Au cours des trois premiers trimestres de l'année, période où les taux d'intérêts demeurent élevés, les ménages manifestent une préférence marquée pour les prêts hypothécaires à court terme et à taux variables. Par la suite, à la faveur de la baisse des taux d'intérêt, la demande de prêts hypothécaires à cinq ans s'accroît de façon considérable.

Le financement des entreprises non financières

3,3 PRINCIPALES SOURCES DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES NON-FINANCIÈRES DU SECTEUR PRIVÉ, 1982 (VARIATION PAR RAPPORT À 1981) CANADA



Les fonds mis à la disposition des entreprises non financières servent principalement à financer les investissements fixes, l'accumulation des stocks, l'acquisition de ressources non renouvelables, l'accroissement des créances sur des entreprises associées et l'accroissement des avoirs financiers. Pour effectuer ces dépenses, les entreprises utilisent leurs ressources d'autofinancement, principalement les bénéfices non distribués et les provisions pour amortissement de capital, et recourent au financement extérieur. Ce dernier type de financement comprend les émissions nettes d'obligations, d'actions et de papier à court terme, les emprunts auprès d'institutions financières et les investissements directs en provenance de l'étranger.

De 1976 à 1981, la part dans le PNB du financement extérieur des entreprises non financières s'est accrue fortement, passant de 5,7% en 1976 à 12,6% en 1981. Pour certaines années, cette croissance rapide du financement extérieur est surtout attribuable à la vigueur des dépenses d'investissement en biens de capital et de financement des stocks alors que pour d'autres, elle est due à l'augmentation des dépenses consacrées à l'acquisition de ressources non renouvelables. En 1981, un élément important de la demande de fonds des entreprises a été le fort mouvement de prise de contrôle de sociétés, opérations liées pour une bonne part au programme énergétique national.

L'année 1982 se caractérise par un renversement complet de plusieurs de ces tendances. À cause, en partie, de la récession, les investissements en biens d'équipement baissent considérablement. Les stocks des entreprises non financières, qui avaient connu une hausse de près de 8 milliards de $ en 1981, fléchissent de près de 5 milliards de $ en 1982; ce qui correspond à un renversement d'environ 13 milliards de $. De plus, alors qu'en 1981, il y avait eu un très grand nombre de prises de contrôle de société, en 1982, la conjoncture financière difficile incite plutôt les entreprises à rembourser leurs emprunts. En 1982, le total des dépenses des entreprises non financières en biens d'équipement, en stocks et en acquisition d'avoirs financiers fléchit de 40% par rapport à 1981. Ainsi, bien que les ressources d'autofinancement des entreprises diminuent fortement à cause de la faiblesse des bénéfices réalisés durant l'année, le montant total du financement obtenu par celles-ci passe de 41,6 milliards de $ en 1981 à 11,8 milliards de $ en 1982.

Une autre différence marquée en 1982, par rapport aux années précédentes, se situe au niveau des sources de financement. Alors que les banques à charte avaient constitué pour la période 1979-81 la principale source de financement extérieur, en 1982 l'augmentation du financement provient d'émissions de titres. En effet, alors que les émissions nettes atteignent 13,6 milliards de $, les emprunts diminuent de 0,4 milliard de $ et les investissements directs des non-résidents baissent de 1,4 milliard de $.

Les émissions nettes d'obligations totalisent 4,3 milliards de $, soit un peu plus qu'en 1981. Tout comme en 1982, il faut noter la part importante des émissions étrangères qui comptent pour plus de 70% du total. Le montant des émissions d'actions, par contre, fléchit légèrement, passant de 4,5 milliards de $ en 1981 à 3,4 milliards de $ en 1982. Toutefois, vers la fin de 1982, on voit les sociétés émettre de nouvelles actions pour rembourser leurs emprunts et ainsi relever le ratio de leurs capitaux propres.

La composition du financement par emprunt des entreprises subit de très fortes modifications en 1982. Ainsi, alors que les nouveaux emprunts des entreprises auprès des banques avaient doublé en 1981, par rapport à 1980, pour atteindre le montant de 33,4 milliards de $, en 1982, l'augmentation n'est que de 0,1 milliard de $. Toutes les autres institutions, à l'exception des banques étrangères, enregistrent une baisse de leurs prêts aux entreprises. Elle est de un milliard de $ pour les sociétés de financement, de 0,7 milliard de $ pour les prêts hypothécaires autres que les prêts à l'habitation octroyés par d'autres institutions et de 0,1 milliard de $ pour la Banque fédérale de développement. Par contre, les prêts consentis par des consortium de banques étrangères s'accroissent de 1,3 milliard de $. Dans l'ensemble, les prêts consentis par les institutions financières aux entreprises non financières diminuent de 0,4 milliard de $ en 1982, comparativement à une hausse de 35,7 milliards de $ en 1981. Enfin, les investissements directs des non-résidents fléchissent de 1,4 milliard de $ en 1982, après une chute de 4,6 milliards de $ en 1981.

Le financement du secteur public

Alors que le montant du financement extérieur contracté par le secteur privé en 1982 atteint à peine le quart de celui obtenu en 1981, 11,8 milliards de $ en 1981 comparativement à 41,6 milliards de $ en 1982, celui du secteur public, en particulier du gouvernement canadien, augmente sensiblement en 1982. Il passe de 21,7 milliards de $ en 1981 à 35,0 milliards de $ en 1982. Cette hausse est imputable essentiellement au ralentissement de l'activité économique et est principalement concentrée au niveau du gouvernement canadien qui voit le total de ses emprunts passer de 11,5 milliards de $ en 1981 à 18,0 milliards en 1982. Quant aux provinces et aux municipalités, le total des emprunts s'élève à 15,1 milliards de $ en 1982 comparativement à 13,8 milliards de $ en 1981.

Le financement à long terme du secteur public québécois en 1982 se caractérise par une hausse appréciable du montant total des émissions brutes d'obligations et par un recours accru au marché financier américain. La diminution progressive des taux d'intérêt amorcée au troisième trimestre, qui se traduit par une baisse du coût moyen du financement, incite les agents publics québécois à refinancer une partie de leur dette et explique en partie cette hausse de la valeur des émissions brutes d'obligations.

Après avoir connu une baisse de 7,8% en 1981, les emprunts bruts à long terme du secteur public québécois augmentent de 21,1% en 1982. Ils se chiffrent à 7,3 milliards de $ comparativement à 6,0 milliards de $ en 1981. Le total du financement externe à long terme du secteur public représente 1,5 fois les immobilisations de ce même secteur en 1982. Ce rapport se situait à 1,3 en 1981 et à 1,4 en 1980. En termes relatifs, les émissions d'obligations du secteur public québécois passent pour les années 1981 et 1982 respectivement de 7,5% à 8,8% du PIB et de 8,6% à 9,6% du revenu personnel. De plus, les effets conjugués de l'accroissement des emprunts du secteur public québécois et de la légère diminution du taux de croissance de la population se traduisent par une augmentation des emprunts publics bruts annuels per capita. De 934 $ en 1981, ils passent à 1 123 $ en 1982.

Tout comme en 1981, le gouvernement du Québec demeure en 1982 le plus important emprunteur du secteur public québécois. Il émet pour plus de 2,8 milliards de $ d'obligations, comparativement à 2,3 milliards de $ en 1981, soit une hausse de 22,1%. Sa part relative dans le total des emprunts publics québécois passe ainsi de 38,9% à 39,2%. Hydro-Québec, pour sa part, occupe toujours le second rang avec des emprunts totalisant 2,3 milliards de $. Ce montant ne représente qu'une faible hausse de 2,3% par rapport à 1981 et coïncide avec l'achèvement des travaux effectués à la Baie James au cours de la dernière décennie. La part relative des emprunts d'Hydro-Québec dans le total passe ainsi de 37,2% en 1981 à 31,4% en 1982.

Par ailleurs, les émissions d'obligations des gouvernements locaux totalisent près de 1,4 milliard de $ en 1982 comparativement à 1,2 milliard de $ en 1981. Les municipalités demeurent l'emprunteur le plus important de ce groupe avec des emprunts de 884 millions de $, 6,9% de plus qu'en 1981. Les communautés urbaines suivent avec des émissions de 348 millions de $ d'obligations en 1982, enregistrant ainsi une hausse de 9,0% de leurs emprunts. Les commissions de transport, avec des emprunts de 109 millions de $, connaissent la hausse la plus spectaculaire, puisqu'en 1981, elles n'avaient emprunté que pour 18 millions de $. Les commissions scolaires, pour leur part, reviennent graduellement sur le marché obligataire en 1982 pour réaliser des emprunts de 48 millions de $, soit une hausse de 36,9% par rapport à l'année précédente. Enfin, quant aux emprunts des corporations de comté, ils augmentent de 71,4% en 1982, mais ne représentent toujours qu'une part minime des émissions des administrations locales puisqu'ils ne totalisent que 1,2 million de $.

Les institutions publiques, soit les CEGEPS, l'Université du Québec et les institutions de santé augmentent, quant à elles, fortement leurs emprunts obligataires en 1982; ils passent de 186 millions de $ en 1981 à 300 millions de $ en 1982, soit une hausse de 61,4% par rapport à 1981. Leur part relative dans le total des emprunts du secteur public s'accroît ainsi de 3,1% en 1981 à 4,1% en 1982. Enfin, quant aux entreprises publiques québécoises autres qu'Hydro-Québec, elles réalisent des emprunts de 448 millions de $ en 1982 comparativement à 50 millions en 1981. Cette forte augmentation est imputable surtout à la Régie des installations olympiques qui procède au refinancement d'un emprunt de 448 millions de $ contracté en 1978.

Peu de modifications surviennent au niveau des sources de crédit par le secteur public québécois en 1982, si ce n'est la progression des fonds de provenance américaine au détriment des autres monnaies.

Les emprunts libellés en dollars canadiens totalisent 3,9 milliards de $ en 1982, comparativement à 3,3 milliards de $ en 1981. Ils constituent toujours la

Tableau 3,2 **Valeur des émissions brutes d'obligations du secteur public québécois Répartition selon l'emprunteur et la monnaie 1978-1982**

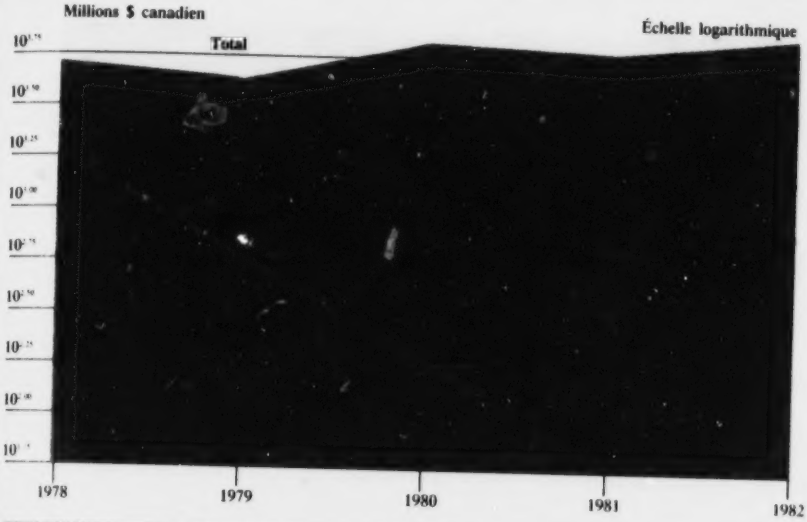
	1978	1979	1980	1981	1982	1978	1979	1980	1981	1982
	'000 000 $ CAN					importance relative en %				
Gouvernement du Québec	1 436,9	1 500,7	2 835,0	2 336,4	2 852,6	28,8	35,4	43,5	38,9	39,2
Monnaie canadienne	974,8	1 250,3	2 393,1	1 713,0	2 033,1	19,5	29,5	36,7	28,5	27,9
Monnaie américaine	234,1	169,9	344,8	268,3	245,6	4,7	4,0	5,3	4,5	3,4
Monnaies européennes	81,7	80,5	—	251,4	475,8	1,6	1,9	—	4,2	6,5
Autres	146,4	—	97,1	103,7	98,1	2,9	—	1,5	1,7	1,4
CÉGEPS, Université du Québec, institutions de santé	137,1	81,0	138,4	185,9	300,0	2,7	1,9	2,1	3,1	4,1
Monnaie canadienne	137,1	81,0	138,4	185,9	300,0	2,7	1,9	2,1	3,1	4,1
Gouvernements locaux[1]	1 410,9	876,3	1 409,1	1 200,9	1 390,7	28,3	20,7	21,6	20,0	19,1
Monnaie canadienne	862,4	749,0	784,7	694,3	814,9	17,3	17,7	12,0	11,6	11,2
Monnaie américaine	537,6	17,9	581,9	241,0	252,7	10,8	0,4	8,9	4,0	3,5
Monnaies européennes	10,9	109,4	42,5	265,6	298,6	0,2	2,6	0,7	4,4	4,1
Autres	—	—	—	—	24,5	—	—	—	—	0,3
Hydro-Québec	1 542,3	1 782,6	2 090,4	2 239,4	2 289,9	30,9	42,0	32,0	37,2	31,4
Monnaie canadienne	384,0	935,0	1 005,0	680,0	735,0	7,7	22,0	15,4	11,3	10,1
Monnaie américaine	1 083,1	847,8	1 018,7	783,1	860,0	21,7	20,0	15,6	13,0	11,8
Monnaies européennes	75,1	—	66,7	776,3	694,9	1,5	—	1,0	12,9	9,5
Autres entreprises publiques provinciales[2]	466,3	—	50,0	50,0	448,0	9,3	—	0,8	0,8	6,2
Monnaie canadienne	6,2	—	50,0	50,0	—	0,1	—	—	0,8	—
Monnaie américaine	460,1	—	—	—	448,0	9,2	—	0,8	—	6,2
TOTAL	4 993,6	4 240,7	6 522,8	6 012,5	7 281,3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Monnaie canadienne	2 364,4	3 015,2	4 371,2	3 323,1	3 883,0	47,3	71,1	67,0	55,3	53,3
Monnaie américaine	2 315,0	1 035,6	1 945,3	1 292,4	1 806,3	46,4	24,4	29,8	21,5	24,8
Monnaies européennes	167,7	189,9	109,2	1 293,3	1 489,4	3,4	4,5	1,7	21,5	20,2
Autres	146,4	—	97,1	103,7	122,6	2,9	—	1,5	1,7	1,7

Note: Les différences dans les décimales des totaux et sous-totaux sont dues à l'arrondissement des chiffres.

1. Inclut les municipalités, communautés urbaines, commissions scolaires, commissions de transport et corporations de comté.
2. Inclut Sidbec et la Régie des installations olympiques.

SOURCES: Financement externe à long terme du secteur public du Québec, Bureau de la Statistique du Québec, Service des finances; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

3,4 EMPRUNTS CONTRACTÉS PAR LE SECTEUR PUBLIC QUÉBÉCOIS

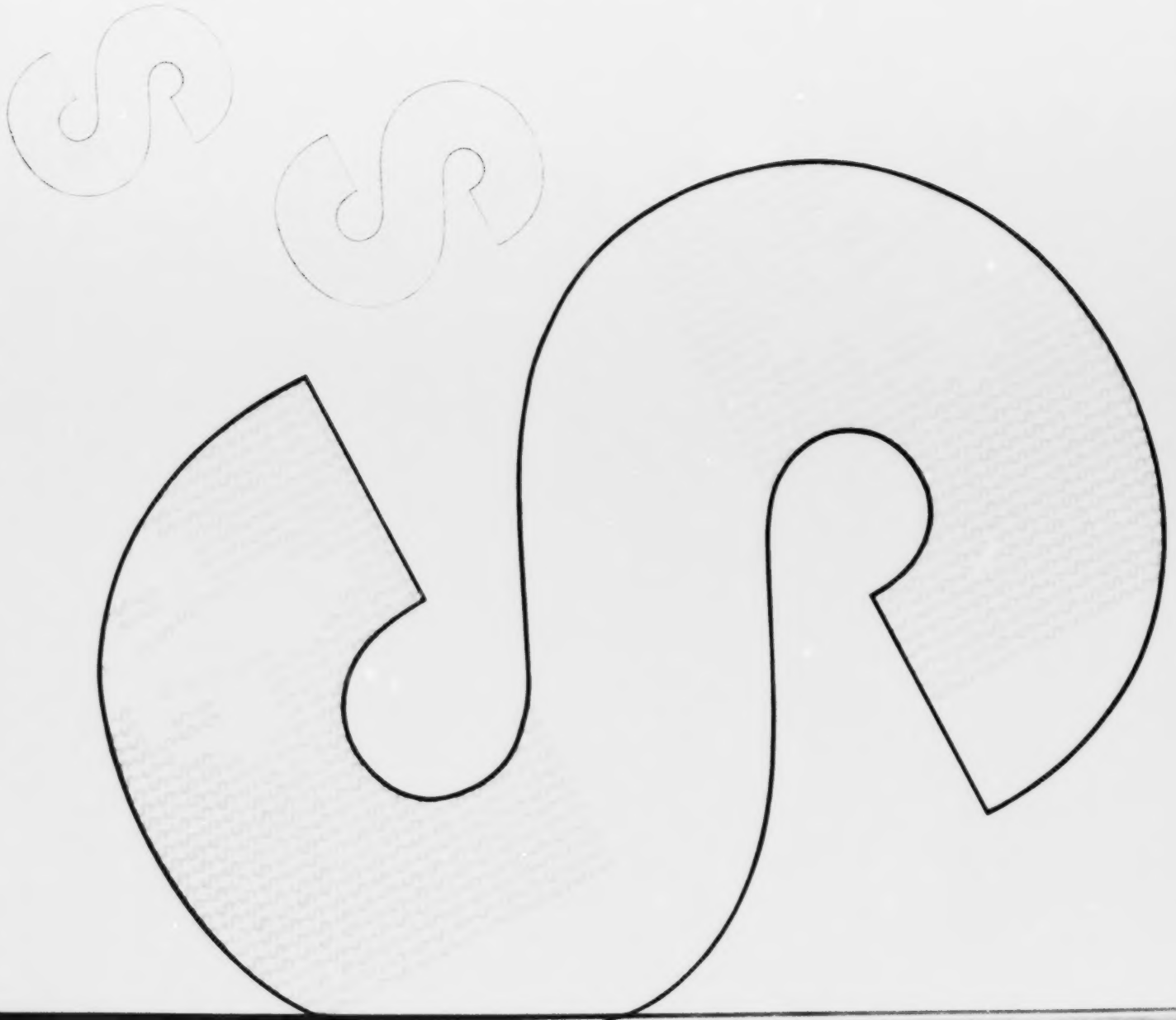


source la plus importante de fonds, soit 53,3%, comparativement à 55,3% en 1981. Le montant des emprunts libellés en dollars américains enregistre, par contre, la plus forte hausse par rapport à 1981, soit 39,8%, et se situe à 1,8 milliard de $. La part relative de la monnaie américaine parmi les sources de financement passe ainsi de 21,5% en 1981 à 24,8% en 1982. Quant aux emprunts en monnaies européennes, ils s'accroissent de 13,6% en 1982 par rapport à l'an dernier et totalisent 1,5 milliard de $. Leur part relative dans le total des emprunts du secteur public diminue légèrement, passant de 21,5% en 1981 à 20,2% en 1982.

Le déplacement des emprunts vers la monnaie américaine en 1982 n'est toutefois pas généralisé. De fait, on remarque du côté des administrations publiques provinciales et locales, un déplacement des emprunts vers les monnaies européennes alors que, du côté des entreprises publiques, on favorise les emprunts en monnaie américaine. Ainsi, le gouvernement du Québec fait passer la part relative de ses emprunts en monnaies européennes de 10,8% en 1981 à 16,7% en 1982, soit une hausse de 5,9 points aux dépens des autres monnaies. Il en résulte une part de 71,3% pour la monnaie canadienne (−2,0 points), 3,6% pour la monnaie américaine (−2,9 points) et 3,4% pour le yen (−1,0 point).

En résumé, malgré la hausse appréciable des emprunts obligataires, on assiste à peu de modifications dans les sources de financement dans leur ensemble. La participation importante de la Caisse de dépôt et placement du Québec au financement du secteur public contribue à cette relative stabilité. En effet, la Caisse de dépôt et de placement achète en 1982 pour 1,1 milliard de $ de nouvelles obligations du secteur public québécois dont 875 millions de $ d'émissions à long terme du gouvernement du Québec, 150 millions de $ d'Hydro-Québec, 43,5 millions de $ des administrations locales et 28,5 millions de $ des autres institutions publiques. De plus, en 1982, l'émission d'obligations d'épargne du Québec connaît un vif succès, atteignant plus de 676 millions de $ en moins de 15 jours, comparativement à une émission de 231 millions de $ en 1981.

Le secteur public québécois subit, comme tous les autres agents économiques, les conséquences des tensions qui ont cours sur les marchés financiers en 1982. Après avoir connu de fortes hausses au premier semestre, les taux d'intérêt diminuent graduellement au cours de la seconde partie de l'année. La capacité limitée du marché canadien, combinée à des coûts d'emprunts souvent plus élevés sur ce marché, font que la demande de financement du secteur public québécois se déplace graduellement vers les marchés étrangers, en particulier le marché américain.



CHAPITRE 4
Investissements et industrie de la construction

Industrie de la construction

Au cours des dix dernières années, l'industrie de la construction au Québec a connu d'importantes modifications comme la conversion au système métrique, l'utilisation de l'ordinateur dans la conception des grands édifices, la préfabrication en usine d'éléments de construction habituellement assemblés sur les chantiers et l'intervention accrue de l'État dans l'établissement des conditions de travail par l'imposition de décrets, dans le contingentement du nombre des travailleurs par l'émission de permis de travail et dans l'orientation même de l'activité par la multiplication des formes de subventions. Au chantier olympique a succédé celui de la Baie James et du réseau électrique comme principale cause de la croissance des dépenses en construction au Québec. La mise en place des principales voies de communications routières s'achevait en même temps que s'amenuisait graduellement la demande de logements. Avec la hausse des coûts énergétiques, la rénovation a pris de l'importance. Cependant, le ralentissement des activités à la Baie James depuis la fin de 1981 survient en l'absence de grands projets. Dans les mois qui suivent, un grand nombre de petits entrepreneurs et de travailleurs quittent l'industrie. En 1982, l'activité dans l'habitation diminue considérablement, tandis que dans le non résidentiel, les investisseurs diminuent moins leurs dépenses en construction que leurs dépenses en machines et outillage. Au total, l'industrie de la construction se retrouve en 1982 dans une situation préoccupante; la faiblesse de la demande reflète l'ampleur de la récession internationale ainsi que la diminution de la formation des ménages et pour une part difficilement mesurable le développement du « travail au noir ».

Tableau 4,1 **Industrie de la construction-principales statistiques Québec**

	Unité	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981*
							variation en %			
Emplois	000	135	122	114	123	112	-9.6	-6.6	7.9	-8.9
Heures travaillées[1]	'000 000	124.8	112.5	100.1	101.5	73.6	-9.9	-11.0	1.4	-27.5
Jours-personnes perdus	'000	3.5	0.1	475.0	4.8	0.4				
Salaire horaire moyen	$	10.51	11.19	12.12	13.66	14.59	6.5	8.3	12.7	6.8
Salaires et traitements hebdomadaires moyens	$	415.59	443.25	479.51	528.05	550.84	6.7	8.2	10.1	4.3
Rémunération des salariés	000 000 $	2 060	1 894	2 007	2 320	2 035	-8.1	6.0	15.6	-12.3
Valeur totale de la construction	000 000 $	8 528	9 125	9 352	10 309	10 348	7.0	2.5	10.2	0.4
Valeur totale des permis de bâtir	000 000 $	2 406	2 464	2 513	2 864	2 128	2.4	2.0	14.0	-25.7
Valeur totale des adjudications[2]	000 000 $	3 235	3 412	3 358	3 378	3 178	5.5	-1.6	0.6	-5.9
Indice des prix des entrées										
Construction résidentielle	1971 = 100	197.5	216.6	227.5	246.3	259.1	9.7	5.0	8.3	5.2
Construction non résidentielle	1971 = 100	198.5	219.4	241.5	264.1	287.4	10.5	10.1	9.4	8.8
Indice des prix des maisons neuves										
Montréal	1976 = 100	106.9	112.8	125.9	143.6	154.2	5.5	11.6	14.1	7.4
Québec	1976 = 100	118.2	125.8	133.4	141.3	149.6	6.4	6.0	5.9	5.9

1. Données selon la main-d'oeuvre assujettie au décret de l'industrie de la construction.
2. À cause des délais moins grands, la valeur des adjudications d'une année courante est un meilleur indice de l'activité pour l'année suivante que les permis de bâtir.

SOURCES: S.C. (cat. no 62-007, 64-001, 64-201, 71-001, 72-002); Travail Québec; Bureau de la Statistique du Québec; Office de la construction du Québec, Canada; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

En 1982, la valeur globale des travaux de construction au Québec, qui représente la somme des nouvelles constructions et des réparations, atteint 10,3 milliards de $, soit une hausse de 0,4% par rapport à 1981. Ce montant se répartit ainsi: des dépenses d'environ 2,7 milliards de $ sont effectuées dans la construction résidentielle et un montant de 7,6 milliards de $ est affecté à la construction non résidentielle, dont 5,0 milliards de $ en travaux de génie et 2,6 milliards de $ en construction de bâtiments industriels, commerciaux et institutionnels. Les dépenses en travaux de génie progressent de 11,0% en 1982, soit une nette amélioration par rapport à la croissance de 2,7% en 1981; les dépenses pour puits de mines, ponts et tunnels croissent de 43,9%, suivies des dépenses en installations de gaz et pétrole avec une hausse de 40,3%; les réseaux électriques, qui comptent habituellement pour environ 20% des dépenses en construction, affichent une hausse de 6,0% alors que les routes et pistes d'envol font l'objet du plus faible montant de dépenses de construction depuis 1978. Les dépenses de construction en bâtiments non domiciliaires augmentent de 3,4%; toutes les catégories affichent un ralentissement de croissance par rapport à l'an passé. Le bâtiment commercial progesse de 10,0%, alors

Tableau 4,2 **Industrie de la construction-indicateurs régionaux Québec**

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981*
	'000 000					variation en %			
Heures travaillées[1]									
Région de Montréal[3]	43,4	38,5	36,7	37,2	30,0	-11,3	-4,7	1,4	-19,4
Région de Québec[3]	23,9	22,2	17,8	16,5	11,9	-7,1	-19,8	-7,3	-27,9
Autres localités	57,5	51,8	45,6	47,8	31,7	-9,9	-12,0	4,8	-33,7
Total	124,8	112,5	100,1	101,5	73,6	-9,9	-11,0	1,4	-27,5
	'000 000 $								
Salaires versés[1]									
Région de Montréal[3]	485,8	453,2	480,7	530,8	463,4	-6,7	6,1	10,4	-12,7
Région de Québec[3]	268,8	263,5	238,3	243,8	191,2	-2,0	-9,6	2,3	-21,6
Autres localités	650,7	616,9	606,1	703,7	510,3	-5,2	-1,8	16,1	-27,5
Total	1 405,3	1 333,6	1 325,1	1 478,3	1 164,9	-5,1	-0,6	11,6	-21,2
Valeur totale des permis de bâtir									
Montréal métropolitain	870	1 001	1 159	1 860	1 456	15,1	15,8	60,5	-21,7
Québec métropolitain	365	329	323	418	285	-9,9	-1,8	29,4	-31,8
Autres localités	1 171	1 134	1 031	586	387	-3,2	-9,1	-43,2	-34,0
Total	2 406	2 464	2 513	2 864	2 128	2,4	2,0	14,0	-25,7
Valeur totale des adjudications[2]									
Montréal métropolitain	968	1 244	1 188	1 601	1 343	28,5	-4,5	34,8	-16,1
Québec métropolitain	412	365	515	433	394	-11,4	41,1	-15,9	-9,0
Autres localités	1 855	1 803	1 655	1 344	1 441	-2,8	-8,2	-18,8	7,2
Total	3 235	3 412	3 358	3 378	3 178	5,5	-1,6	0,6	-5,9

1. Données relatives à la main-d'oeuvre assujettie au décret de l'industrie de la construction selon la région de domicile des salariés.
2. À cause des délais moins grands, la valeur des adjudications d'une année courante est un meilleur indice de l'activité pour les années suivantes que les permis de bâtir.
3. Région de l'OCQ, un peu plus grande que la région métropolitaine, mais plus petite que la région administrative.

SOURCES: Permis de bâtir (64-001 et 64-203), S.C.; Canada; Office de la construction du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 4,3 **Valeur globale des travaux de construction exécutés[1], selon le genre de construction**
Québec

Genre de construction	1978	1979	1980	1981	1982e	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981
	'000 000 $					variation en %			
CONSTRUCTION NON DOMICILIAIRE	5 636	6 066	6 520	7 035	7 617	7,6	7,5	7,9	8,3
Bâtiment	1 876	1 866	2 118	2 513	2 599	−0,5	13,5	18,6	3,4
industriel	370	426	518	644	593	15,1	45,1	4,2	−7,9
commercial	765	753	827	1 018	1 120	−1,6	9,8	23,1	10,0
institutionnel	392	375	403	509	494	−4,3	7,5	26,3	−2,9
divers	349	313	270	343	392	−10,3	−13,7	27,0	14,3
Travaux de génie	3 760	4 200	4 402	4 522	5 018	11,7	4,8	2,7	11,0
génie maritime	49	50	38	78	72	2,0	−24,0	105,3	−7,7
routes et pistes d'envol	637	717	815	710	689	12,6	13,7	−12,9	−3,0
canalisations et systèmes d'égouts	461	469	500	481	512	1,7	6,6	−3,8	6,4
réservoirs et irrigation	32	28	30	35	35	−12,5	7,1	16,7	0,0
réseaux électriques	1 809	2 097	2 005	1 986	2 105	15,9	−4,4	−0,9	6,0
voies ferrées, câbles et lignes téléphoniques	293	308	342	371	370	5,1	11,0	8,5	−0,3
installations de gaz et pétrole	79	106	122	154	216	34,2	15,1	26,2	40,3
puits de mines, ponts, tunnels, parcs et autres	400	425	552	708	1 019	6,3	29,9	28,3	43,9
CONSTRUCTION DOMICILIAIRE	2 892	3 058	2 832	3 274	2 732	5,7	−7,4	15,6	−16,6
Unifamilial[2]	1 075	1 195	939	1 037	583	11,2	−21,4	10,4	−43,8
Multifamilial	515	417	390	570	489	−19,0	−6,5	46,2	−14,2
Réparations et autres[3]	1 302	1 446	1 503	1 667	1 660	11,1	3,9	10,9	−0,4
TOTAL	8 528	9 125	9 352	10 309	10 348	7,0	2,5	10,2	0,4

1. Nouvelle construction et réparations.
2. Simples, jumelées et duplex.
3. Maisons mobiles, chalets, améliorations.
SOURCES: La construction au Canada, (cat. no 64-201), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

que le bâtiment industriel baisse de 7,9%. La part relative des travaux de génie dans l'ensemble des dépenses de construction au Québec augmente de 43,9% en 1981 à 48,5% en 1982, et elle atteint 65,9% des dépenses en construction non résidentielle.

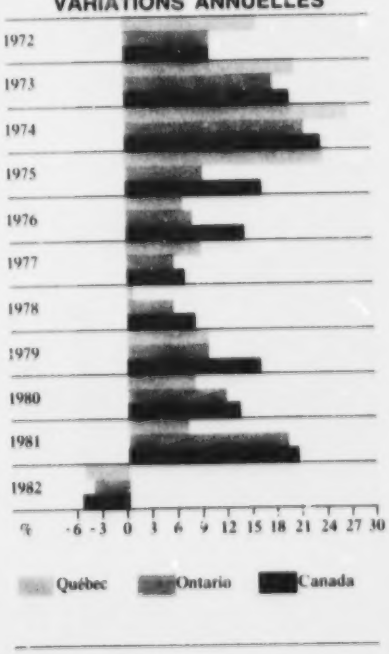
Cette hausse marginale de la valeur globale des travaux de construction exécutés en 1982 correspond à une baisse substantielle en termes réels qui est reflétée par le portrait d'ensemble de la situation dans l'industrie de la construction au Québec. En effet, l'emploi total diminue de 8,9% à 112 000 après avoir augmenté de 7,9% à 123 000 en 1981; cette diminution est la cinquième en six ans, soit depuis le sommet de 146 000 atteit en 1976. Les heures de travail effectuées par les ouvriers assujettis au décret de la construction chutent de 27,5% à seulement 73,6 millions. L'ampleur de cette baisse d'activité s'explique principalement par la faiblesse de la construction résidentielle ainsi que par l'achèvement des travaux à la Baie James. La masse salariale versée diminue de 12,3% à seulement 2,0 milliards de $. La croissance du salaire horaire moyen, qui était de 12,7% en 1981, ralentit à 6,8% en 1982, ce qui correspond à une baisse du salaire réel. La détérioration de la situation générale dans l'industrie de la construction se constate aussi dans le nombre de chômeurs qui augmente de 42,6% et passe de 25 600 en 1981 à 36 500 en 1982; le taux de chômage qui atteignait 17,2% en 1981 se situe à 24,6% en 1982. Le nombre de jours-perdus en arrêts de travail est minime et n'a donc joué aucun rôle dans la détérioration de la situation.

Dans la région de Montréal, la situation des travailleurs de la construction est difficile, mais moins mauvaise qu'ailleurs au Québec; le nombre d'heures travaillées par les ouvriers qui y résident baisse de 19,4% à 30 millions, tandis que les salaires versés font une chute de 12,7% à 463,4 millions de $. La région de Québec est durement affectée avec des baisses de 27,9% dans les heures travaillées et de 21,6% dans les salaires versés aux ouvriers résidents. Les travailleurs domiciliés ailleurs en province sont les plus affectés par la conjoncture avec une baisse de 33,7% de leurs heures travaillées et une baisse de 27,5% du total de leurs salaires. Quand on les considère selon la région de travail, les variations des heures travaillées indiquent que c'est la Baie James qui enregistre la plus importante baisse d'activité; les heures travaillées y passent de 10,0 millions en 1981 à 3,7 millions en 1982, soit une baisse de 63,0%. Le Saguenay — Lac Saint-Jean suit avec une baisse de 49,4%, puis l'Estrie avec une baisse de 41,5%. La seule région à connaître une hausse des heures travaillées sur son territoire en 1982 est la Côte-Nord, soit de 3,9%.

Les prix des intrants dans la construction résidentielle au Québec ralentissent leur croissance de 8,3% en 1981 à 5,2% en 1982. Ce sont les prix des matériaux qui augmentent le moins, soit de 2,8% contre 7,7% en 1981; le coût de la main-d'oeuvre augmente de 9,3%, soit sensiblement au même rythme que l'an passé. Les prix des intrants dans la construction non résidentielle ralentissent leur croissance de 9,4% en 1981 à 8,8% en 1982. Le coût de la main-d'oeuvre augmente de 9,0%, soit légèrement plus que les prix des matériaux dont la hausse, entraînée par les augmentations des prix de la brique et de la pierre et surtout des produits du béton, est freinée par la baisse de 4,9% des prix du bois de construction.

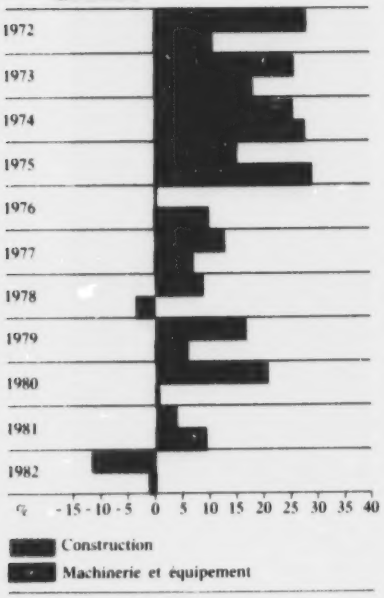
L'industrie de la construction subit donc durement les contrecoups de la récession. Elle n'augmente ses immobilisations que de 0,4% en 1982; elle immobilise 37,9 millions de $ en construction et 199,4 millions en machinerie et équipement, pour des immobilisations totales de 237,3 millions de $. À cause de l'importance de la machinerie dans l'industrie de la construction, les dépenses de réparations y sont exceptionnellement élevées; en 1982, c'est 157,5 millions de $ qui sont engagés en réparations, soit une hausse de 0,4% par rapport à 1981. Les investissements totaux de l'industrie de la construction au Québec en 1982 sont donc de 394,8 millions de $, soit 43,1 millions en construction et 351,7 millions en machinerie et équipement.

4,1 IMMOBILISATIONS TOTALES, QUÉBEC - ONTARIO - CANADA VARIATIONS ANNUELLES



Investissements

4,2 IMMOBILISATIONS TOTALES, (CONSTRUCTION — MACHINERIE ET ÉQUIPEMENT), VARIATIONS ANNUELLES, QUÉBEC



Les dépenses d'investissement, (telles que définies dans l'enquête sur les investissements privés et publics au Canada) représentent le total des dépenses d'immobilisation et des dépenses de réparations. En 1982, les dépenses d'investissement totalisent 17 896,5 millions de $ au Québec, soit une baisse de 3,1% par rapport à l'année précédente. Cette diminution se compare à des baisses de 2,6% en Ontario et de 3,8% au Canada. Les dépenses de réparations atteignent 4 901,5 millions de $ et leur augmentation de 3,7% se révèle plus forte que la moyenne canadienne et qu'en Ontario.

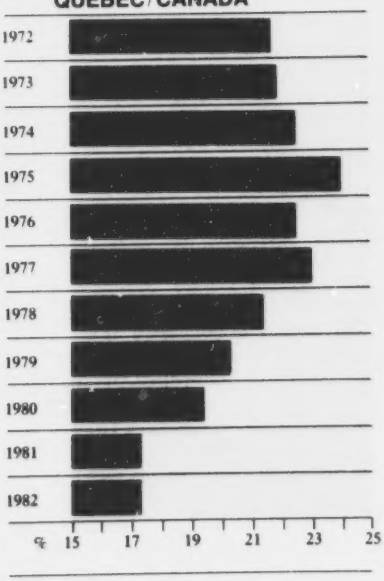
Les dépenses d'immobilisation, selon la même enquête, comprennent l'ensemble des dépenses consacrées à la construction neuve, la conversion, la modification ou l'amélioration du stock existant de capital résidentiel ou non résidentiel, ainsi que les achats de machines et outillages. Les immobilisations constituent des additions au stock de capital, productif ou social, d'une économie ; elles contribuent ainsi à accroître et à moderniser les capacités physiques de production et à augmenter les facilités d'habitation. De façon générale, elles sont un bon indice de la perception du futur prévisible qu'ont les agents économiques, notamment les hommes d'affaires, dans chacun des secteurs d'activité.

En 1982, les dépenses en immobilisations totalisent 12 995,0 millions de $ au Québec, soit une baisse de 5,4% par rapport à l'année précédente. Cette diminution se compare à des baisses de 4,3% en Ontario et de 5,7% au Canada ; dans ces conditions, le ratio Québec /Ontario recule de 60,4% en 1981 à 59,7% en 1982, tandis que la part des immobilisations canadiennes effectuées au Québec reste stable à 17,3%. La baisse des immobilisations totales résulte d'une forte diminution de 25,3% dans l'habitation et d'une légère baisse de 1,3% dans le secteur non résidentiel.

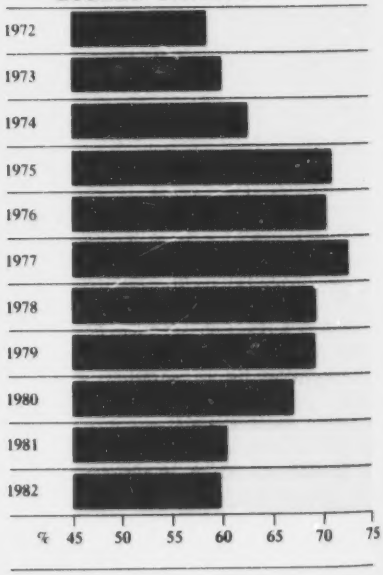
D'autre part, compte tenu de l'évolution du P.I.B., le taux global d'investissement, soit le rapport immobilisations /P.I.B., passe de 17,1% en 1981 à 15,6% en 1982. Cette détérioration marquée est due en partie à la diminution de la croissance des immobilisations des entreprises privées commerciales, mais surtout aux difficultés du secteur résidentiel.

Les entreprises commerciales du secteur privé diminuent leurs immobilisations de 5,0% au Québec en 1982, ce qui est un prolongement du ralentissement constaté l'année précédente après leurs performances de 25% et 22% d'augmentation durant les années 1980 et 1979. Comparativement, la baisse des immobilisations des entreprises commerciales en Ontario est de 9,5% et au Canada de 8,9%. Les entreprises commerciales dépensent au Québec en 1982 près de 5,9 milliards de $. La part des immobilisations totales attribuable aux entreprises commerciales privées passe de 45,0% en 1981 à 45,2% en 1982, comparativement à un rapport moyen de 41,5% au cours des années 1972 à 1982.

4,3 IMMOBILISATIONS TOTALES, QUÉBEC/CANADA

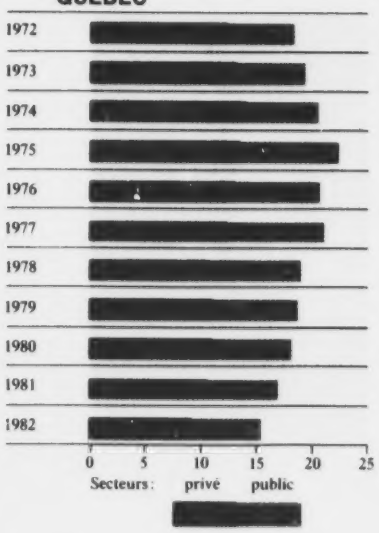


4,4 IMMOBILISATIONS TOTALES, QUÉBEC/ONTARIO



Les sociétés d'État augmentent leurs immobilisations de 4,1% en 1982, et se classent parmi les investisseurs québécois les plus importants. Leur part du total des immobilisations augmente de 23,7% à 26,0%. Le total des immobilisations privées, soit celles des entreprises et institutions privées ainsi que les dépenses des ménages pour l'habitation, atteint 7,7 milliards de $ et représente 59,4% des immobilisations totales au Québec en 1982, comparativement à 62,7% en 1981 et à une moyenne de 62% depuis 1972; inversement, les immobilisations de l'ensemble du secteur public totalisent 5,3 milliards de $ en 1982, soit 40,6% des immobilisations totales, contre 37,3% en 1981 et une moyenne de 38% au cours des années 1972 à 1982.

4,5 TAUX D'INVESTISSEMENT* QUÉBEC



*Immobilisations en pourcentage du P.I.B.

Tableau 4,4 Immobilisations des secteurs privé et public Québec

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981*
	'000 000 $					variation en %			
SECTEUR PRIVÉ									
Entreprises commerciales	3 723,8	4 549,9	5 683,1	6 182,0	5 874,3	22,2	24,9	8,8	−5,0
Institutions et habitation	2 340,7	2 383,0	2 103,1	2 433,9	1 840,8	1,8	−11,7	15,7	−24,4
Total	6 064,5	6 932,9	7 786,2	8 615,9	7 715,1	14,3	12,3	10,7	−10,5
SECTEUR PUBLIC									
Entreprises publiques	3 058,4	3 247,1	3 076,6	3 249,9	3 381,9	6,2	−5,3	5,6	4,1
Institutions publiques	269,1	270,3	330,1	384,0	361,4	0,4	22,1	16,3	−5,9
Gouvernements	1 401,9	1 403,9	1 626,0	1 489,4	1 536,6	0,1	15,8	−8,4	3,2
Total	4 729,4	4 921,3	5 032,7	5 123,3	5 279,9	4,1	2,3	1,8	3,1
TOTAL SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC	10 793,9	11 854,2	12 818,9	13 739,2	12 995,0	9,8	8,1	7,2	−5,4

SOURCES: Investissements privés et publics au Canada (61-205 et 61-206), S.C.: Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 4,5 Importance relative des immobilisations des secteurs privé et public, 1972-1982 Québec

	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982*	Moyenne 1972-1982*
	%											
SECTEUR PRIVÉ												
Entreprises commerciales	45,3	46,0	47,0	41,3	36,4	33,6	34,5	38,4	44,3	45,0	45,2	41,5
Institutions et habitation	21,7	21,8	21,5	18,9	26,5	24,8	21,7	20,1	16,4	17,7	14,2	20,5
Total	67,0	67,8	68,5	60,2	62,9	58,4	56,2	58,5	60,7	62,7	59,4	62,0
SECTEUR PUBLIC												
Entreprises publiques	11,1	12,7	13,4	22,8	21,4	25,4	28,3	27,4	24,0	23,7	26,0	21,5
Institutions publiques	5,1	4,0	3,7	2,6	2,6	2,7	2,5	2,3	2,6	2,8	2,8	3,1
Gouvernements	16,8	15,5	14,4	14,4	13,1	13,5	13,0	11,8	12,7	10,8	11,8	13,4
Total	33,0	32,2	31,5	39,8	37,1	41,6	43,8	41,5	39,3	37,3	40,6	38,0
TOTAL SECTEURS PRIVÉ ET PUBLIC	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

SOURCES: Investissements privés et publics au Canada (61-205 et 61-206), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

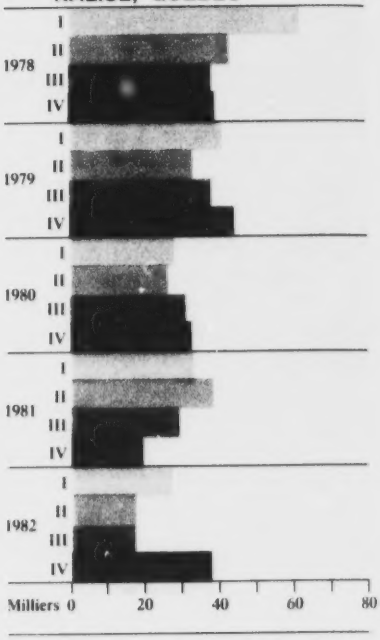
La construction résidentielle

Tableau 4,6
Logements mis en chantier, par trimestre toutes les localités, Québec

Année et trimestre	Taux annuel désaisonnalisé en milliers	Total	Unifamiliaux[1] unités	Multifamiliaux[2]
1980	...	29 186	18 021	11 165
I	22	3 702	1 779	1 923
II	20	8 504	5 649	2 855
III	25	8 511	5 498	3 013
IV	25	8 469	5 095	3 374
1981	...	29 645	16 650	12 995
I	24	3 889	2 181	1 708
II	29	12 475	7 365	5 110
III	25	7 674	4 661	3 013
IV	15	5 607	2 443	3 164
1982	...	23 492	11 853	11 639
I	21	3 870	982	2 888
II	14	5 331	3 355	1 976
III	14	4 351	2 575	1 776
IV	28	9 940	4 941	4 999

1. Maisons individuelles, jumelées et duplex.
2. Appartements, en rangée et autres.
SOURCES: Logements mis en chantier et parachevés (64-002); Statistiques mensuelles sur l'habitation, S.C.H.L.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

4,6 LOGEMENTS MIS EN CHANTIER, PAR TRIMESTRE, TAUX ANNUEL DÉSAISONNALISÉ, QUÉBEC



La baisse de l'activité de la construction dans l'habitation depuis la surproduction de 1976 s'accentue en 1982 au Québec. Les mises en chantier de logements atteignent 23 492 unités après avoir atteint 29 645 en 1981; avec cette baisse de 20,8%, les mises en chantier se situent à leur niveau le plus bas de la période d'après-guerre. Les dépenses en immobilisations résidentielles totalisent 1 762,4 millions de $, soit une baisse de 25,3% par rapport à 1981; en conséquence, malgré la hausse de 6,0% des dépenses de réparations, qui atteignent 969,2 millions de $, les investissements en construction résidentielle connaissent en 1982 une baisse de 16,6% après avoir augmenté de 15,5% en 1981 et passent de 3 273,6 millions de $ en 1981 à 2 731,6 millions cette année.

Les variations trimestrielles des mises en chantier, désaisonnalisées au taux annuel, indiquent des résultats désastreux pour les deuxième et troisième trimestres et un remarquable redressement au quatrième trimestre et surtout en décembre; de 21 000 au premier trimestre, les mises en chantier en taux annuel baissent à 14 000 aux deux suivants puis grimpent à 28 000 en fin d'année. Les variations de la construction domiciliaire présentent une courbe inverse de celle des taux d'intérêt hypothécaires à cinq ans. Ceux-ci augmentent de 18,21% à 19,41% au premier trimestre, demeurent élevés durant cinq mois, puis encourent d'août à décembre des baisses successives jusqu'à 14,34%; les sommets atteints ne dépassent pas ceux de 1981, mais les niveaux moyens sont comparables.

L'effondrement de l'activité de la construction dans l'habitation est un phénomène quasi général au Canada, où les mises en chantier baissent de 29,3%. De toutes les provinces, la Colombie-Britannique est la plus durement affectée, avec une baisse de 52,4%; elle est suivie par l'Alberta et le Manitoba avec des baisses de 30,4% et 28,1% et par l'Ontario avec une baisse de 23,2%.

Le secteur unifamilial au Québec comprend principalement des maisons individuelles, mais aussi un certain nombre de maisons jumelées et de duplex, et représente une très large part des dépenses affectées à la construction résidentielle. Les mises en chantier unifamiliales baissent au Québec pour la cinquième année consécutive. Les données indiquent une baisse de 28,8% dans toutes les localités du Québec; le total est de 11 853 unités en 1982, après avoir atteint 16 650 en 1981; les maisons individuelles comptent pour 9 999 et les maisons jumelées pour 1 854. Cette performance dans le nombre de maisons unifamiliales mises en chantier situe le Québec au deuxième rang parmi les provinces canadiennes, derrière l'Ontario (19 927 et −33,5%) mais devant l'Alberta (10 564 et −46,9%) et la Colombie-Britannique (7 961 et −61,0%), où l'unifamilial est beaucoup plus affecté qu'au Québec.

4,7 LOGEMENTS MIS EN CHANTIER DANS LES CENTRES URBAINS, TYPES UNIFAMILIAL ET TENDANCE CYCLIQUE MULTIFAMILIAL, QUÉBEC,

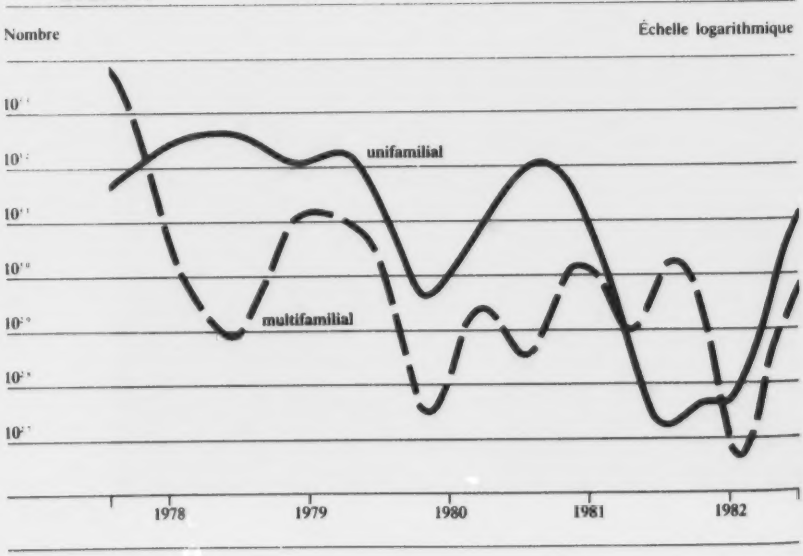


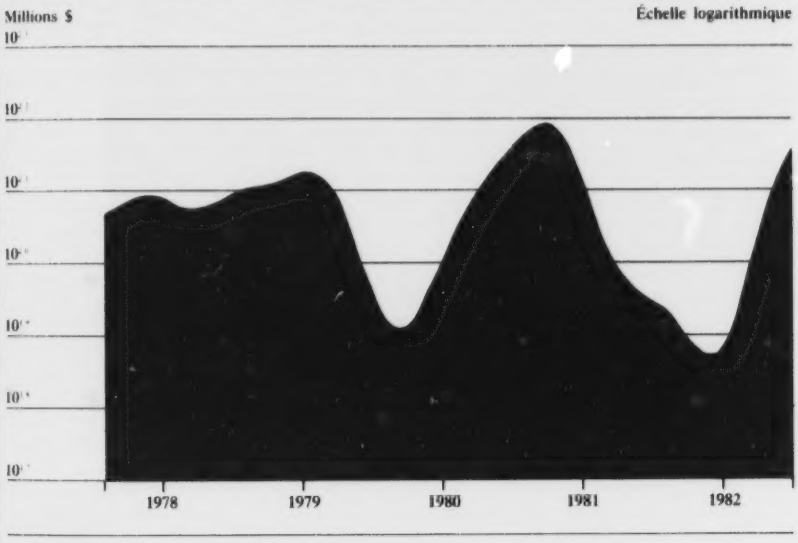
Tableau 4,7 **Logements unifamiliaux[1] mis en chantier régions métropolitaines, centres urbains et autres localités Québec**

	1978	1979	1980	1981	1982	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981
	Unité					variation en %			
Montréal	9 552	9 683	7 650	7 857	5 371	1,4	−21,0	2,7	−31,6
Québec	4 584	3 448	1 930	1 539	1 463	−24,8	−44,0	−20,3	−4,9
Chicoutimi-Jonquière	787	817	474	330	246	3,8	−42,0	−30,4	−25,5
Hull	340	399	318	249	383	17,4	−20,3	−21,7	53,8
Sherbrooke	529	462	319	228	196	−12,7	−31,0	−28,5	−14,0
Trois-Rivières	478	414	254	214	177	−13,4	−38,6	−15,7	−17,3
Autres centres urbains[2]	4 080	3 952	2 328	1 469	1 390	−3,1	−41,1	−36,9	−5,4
Total: centres urbains	20 350	19 175	13 273	11 886	9 226	−5,8	−30,8	−10,4	−22,4
Localités moins de 10 000 habitants	6 125	6 115	4 748	4 764	2 627	−0,2	−22,4	0,3	−44,9
Total: toutes les localités	26 475	25 290	18 021	16 650	11 853	−4,5	−28,7	−7,6	−28,8

1. Maisons individuelles, jumelées et duplex.
2. Centres de 10 000 habitants et plus.

SOURCES: Logements mis en chantier et parachevés (64-002); S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

4,8 PERMIS DE BÂTIR, DOMICILIAIRE, TENDANCE CYCLIQUE, QUÉBEC



Les mises en chantier unifamiliales baissent de 22,4% dans l'ensemble des centres urbains et atteignent 9 226 unités après un total de 11 886 en 1981; la baisse est deux fois plus forte dans les localités de moins de 10 000 habitants, où elle atteint 44,9% avec un total de 2 627 unités.

La région métropolitaine de Montréal est très affectée par la conjoncture; les mises en chantier unifamiliales y baissent de 31,6% à 5 371 unités. Cette performance de Montréal se compare à la baisse de 40,2% à Toronto, où les mises en chantier unifamiliales diminuent à 9 560 unités, et à la baisse de 53,9% à Calgary pour un total de 3 610 unités seulement. Le ralentissement de la hausse de l'indice des prix des maisons neuves à Montréal de 14,1% à 7,4%, malgré la forte chute des mises en chantier, est une indication de la grande faiblesse de la demande sur ce marché. Dans la région métropolitaine de Québec, l'unifamilial connaît une cinquième baisse annuelle consécutive; cette baisse de 4,9% est cependant en ralentissement par rapport aux années précédentes et elle est moins prononcée que celle de la plupart des autres régions du Québec. La hausse de l'indice des prix des maisons neuves y reste stable à 5,9%. Parmi les autres régions, Chicoutimi-Jonquière est presque aussi affectée que Montréal, avec une baisse de 25,5% des mises en chantier unifamiliales, alors que Hull retrouve un niveau d'activité des bonnes années avec une hausse de 53,8%.

Le secteur multifamilial est composé surtout d'appartements, les maisons en rangée étant rares, et se concentre en très forte proportion dans les principaux centres urbains. En 1982, le niveau d'activité dans le secteur multifamilial diminue de façon importante, mais moins que dans l'unifamilial. Les mises en chantier de logements multiples atteignent 11 639 unités en 1982 après avoir totalisé 12 995 en 1981. La baisse est de 10,4% et contraste avec la hausse de 16,4% de 1981. Les maisons en rangées mises en chantier augmentent de 485 à 794, tandis que les appartements baissent de 12 510 à 10 845. Cette faible performance se retrouve dans les autres provinces, comme l'Ontario (18 851), l'Alberta (16 225) et surtout la Colombie-Britannique (de 21 147 à 11 846). Sur une base trimestrielle, les mises en chantier multifamiliales au Québec suivent durant les trois premiers trimestres de 1982 un mouvement de baisse commencé à la mi-année 1981; la chute des taux d'intérêt fait rebondir les mises en chantier au quatrième trimestre. Les autres variables de production, logements multifamiliaux parachevés et en construction, reflètent fidèlement les variations déjà constatées: les logements parachevés chutent de 12,2% par rapport à 1981, reflétant ainsi le faible nombre d'unités multifamiliales mises en chantier et terminées depuis la mi-année 1981; et les logements en

Tableau 4,8 **Logements multifamiliaux[1] mis en chantier régions métropolitaines, centres urbains et autres localités Québec**

	1978	1979	1980	1981	1982	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981
	Unité					variation en %			
Montréal	8 748	6 505	4 783	6 786	6 126	−25,6	−26,5	41,9	−9,7
Québec	2 420	1 738	1 615	2 207	1 608	−28,2	−7,1	36,7	−27,1
Chicoutimi-Jonquière	753	647	206	252	173	−14,1	−68,2	22,3	−31,3
Hull	239	36	54	75	114	−84,9	50,0	38,9	52,0
Sherbrooke	884	997	467	390	163	12,8	−53,2	−16,5	−58,2
Trois-Rivières	806	1 454	364	329	344	80,4	−75,0	−9,6	4,6
Autres centres urbains[2]	2 426	3 475	2 302	1 196	1 282	43,2	−33,8	−48,0	7,2
Total: centres urbains	16 276	14 852	9 791	11 235	9 810	−8,8	−34,1	14,7	−12,7
Localités moins de 10 000 habitants	920	1 588	1 374	1 760	1 829	72,6	−13,5	28,1	3,9
Total: toutes les localités	17 196	16 440	11 165	12 995	11 639	−4,4	−32,1	16,4	−10,4

1. Logements en rangée, appartements et autres.
2. Centres de 10 000 habitants et plus.

SOURCES: Logements mis en chantier et parachevés (64-002); S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

construction augmentent de 5,7%, confirmant l'importance du bond des mises en chantier en fin d'année 1982.

La baisse globale des mises en chantier multifamiliales au Québec en 1982 est attribuable à la faiblesse de l'activité dans les centres urbains, où la baisse atteint 12,7%; les petites localités s'en tirent mieux avec une hausse de 3,9%. Dans la région métropolitaine de Montréal, les mises en chantier multifamiliales sont de 6 126 unités en 1982, en baisse de 9,7% par rapport à 1981. Ce très bas niveau permet tout de même à Montréal de remonter du cinquième au quatrième rang des zones métroplitaines canadiennes, derrière Toronto (9 504), Vancouver (7 403) et Edmonton (7 382), mais devant Calgary, qui baisse de 18,4% à 5 989. Malgré la baisse des mises en chantier, le nombre de logements vacants à Montréal augmente de 39,3% (en octobre 1982 par rapport à octobre 1981) et le taux de vacance passe de 1,9% à 2,7%. La forte baisse de la demande de logement locatif est attribuable à la recrudescence du chômage qui décourage les jeunes gens de maintenir leur logement, aux augmentations substantielles de loyer et au solde migratoire encore négatif.

Dans la région métropolitaine de Québec, le secteur multifamilial baisse de 27,1%, soit deux fois plus que dans les centres urbains, pour s'établir à 1 608 unités, un niveau extrêmement bas. Malgré cela, le nombre de logements vacants augmente et le taux de vacance passe de 1,8% à 4,8% dans les immeubles de six logements et plus. Les régions de Sherbrooke et de Chicoutimi-Jonquière sont durement affectées avec des baisses respectives de 58,2% et 31,3% dans leurs mises en chantier multifamiliales; la région de Hull les voit augmenter de 52,0%.

À partir du milieu de 1982, les gouvernements mettent en place diverses mesures pour redresser la situation dans la construction résidentielle. Le budget provincial de mai triple la déduction admissible, en 1982, à l'épargne-logement pour les acheteurs de maisons neuves et annonce la création du programme Corvée Habitation, qui n'est cependant opérationnel qu'au début de l'automne. Corvée Habitation garantit, jusqu'à la fin de l'année, un taux hypothécaire maximal de 13,5% pendant trois ans aux acheteurs de maisons neuves. La baisse des taux hypothécaires, celui de trois ans passant de 18,8% en août à 14,3% en décembre, amènera au début de 1983 une révision à 11,5% du taux subventionné par Corvée Habitation. De son côté, le budget fédéral de juin annonce une subvention de 3 000 $ à l'achat d'une première maison ou d'une maison neuve, double les crédits au programme canadien de rénovation des maisons, fournit une aide accrue aux propriétaires en difficulté et augmente l'aide à la construction de logements locatifs. Les programmes provinciaux et fédéraux et la baisse des taux hypothécaires permettront la reprise de la construction résidentielle au dernier trimestre de 1982.

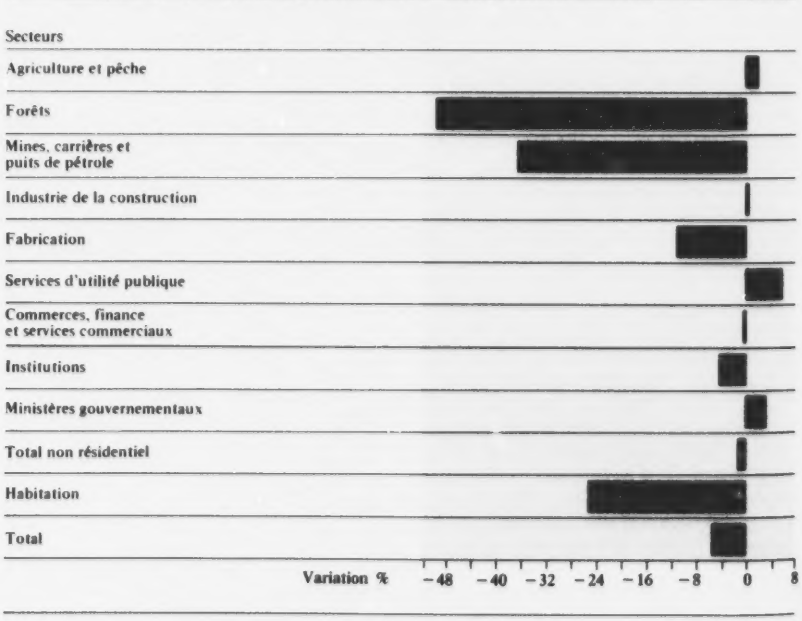
L'évolution des conditions de logement des Québécois durant les années récentes est bien décrite par les données du recensement de 1981. Le recensement indique qu'au Québec l'augmentation du nombre de logements occupés entre 1976 et 1981 est presque aussi importante qu'entre 1971 et 1976, soit 279 000 comparativement à 290 000. La consommation de logement per capita n'a cessé de croître, le nombre de personnes par logement passant de 3,2 en 1976 à 2,9 en 1981. Ainsi, l'évolution défavorable de la construction domiciliaire depuis la surproduction de 1976 a été accompagnée d'une évolution favorable des conditions de logement.

Immobilisations non résidentielles

En 1982, les dépenses d'immobilisation non résidentielle totalisent 11 232,6 millions de $ au Québec, soit une baisse de 1,3% par rapport à l'année précédente. Cette baisse se compare à celles de 1,4% en Ontario et de 1,9% au Canada. Dans ces conditions, le rapport Québec/Ontario demeure stable à 59,9%, tandis que la part du Québec dans l'ensemble canadien de ces dépenses en capital augmente légèrement en passant de 17,1% à 17,2%.

L'ensemble des immobilisations non résidentielles comprend deux grandes catégories de dépenses, soit des achats de machinerie et des dépenses de construction. Elles sont effectuées par trois groupes distincts d'agents économiques, soit les entreprises privées, les sociétés d'État et les institutions ou ministères gouvernementaux; ces dépenses sont également réparties par grands secteurs d'activité économique. En 1982, le partage des immobilisations non résidentielles selon les catégories de dépenses et entre les groupes d'agents économiques s'effectue dans les proportions suivantes: 56,5% en construction et 43,5% en achats de machines et outils; les entreprises privées commerciales investissent 5 874,3 millions de $. Par secteur d'activité, les immobilisations totales (12 995 millions de $) se répartissent ainsi: 1 161,9 millions de $ par les industries primaires et l'industrie de la construction, 2 019,4 millions de $ par la fabrication et 8 051 millions de $ par le tertiaire, dont 4 478,6 millions de $ par les services d'utilité

4,9 IMMOBILISATIONS PAR SECTEUR, 1982/1981, QUÉBEC



publique, 1 506,3 millions de $ par le secteur « commerce, finance et services commerciaux » et 1 976,4 millions de $ par les institutions et ministères gouvernementaux.

Les dépenses en construction non résidentielle s'accroissent de 8,6% cette année, soit plus rapidement que la hausse de 6,9% de l'an passé; les achats de machines diminuent de 11,8% après une hausse de 4,0% en 1981. Les différences de croissance des immobilisations des différents secteurs sont davantage marquées que l'an passé. Ce sont les industries primaires et la fabrication qui diminuent le plus leurs immobilisations avec des baisses respectives de 12,7% et 11,1%. Le tertiaire augmente ses immobilisations de 3,5%, soit des hausses de 5,9% pour les services d'utilité publique et 1,4% pour les institutions et ministères gouvernementaux et une baisse de 0,2% pour le « commerce, finance et services commerciaux ».

Les grands agents économiques orientent la croissance de leurs immobilisations de façons très diverses. Les entreprises privées commerciales diminuent leurs immobilisations de 5,0%, en réduisant fortement leurs dépenses d'équipement, alors que les sociétés d'État augmentent leurs immobilisations de 4,1%. Le gouvernement du Québec réduit quelque peu ses immobilisations en portant leur total de 514,2 millions de $ en 1981 à 495,0 millions en 1982, alors que les municipalités accroissent les leurs de 1,8% en les portant de 795,0 millions de $ en 1981 à 809,4 millions en 1982. Le gouvernement fédéral porte le total de ses immobilisations au Québec de 180,2 millions de $ en 1981 à 232,2 millions en 1982.

4,10 PERMIS DE BÂTIR ET ADJUDICATIONS, NON DOMICILIAIRE, QUÉBEC, TENDANCE CYCLIQUE

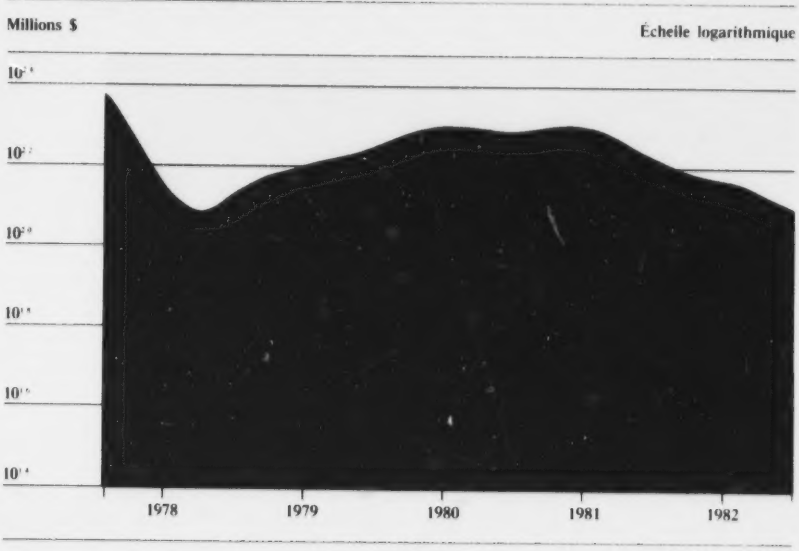
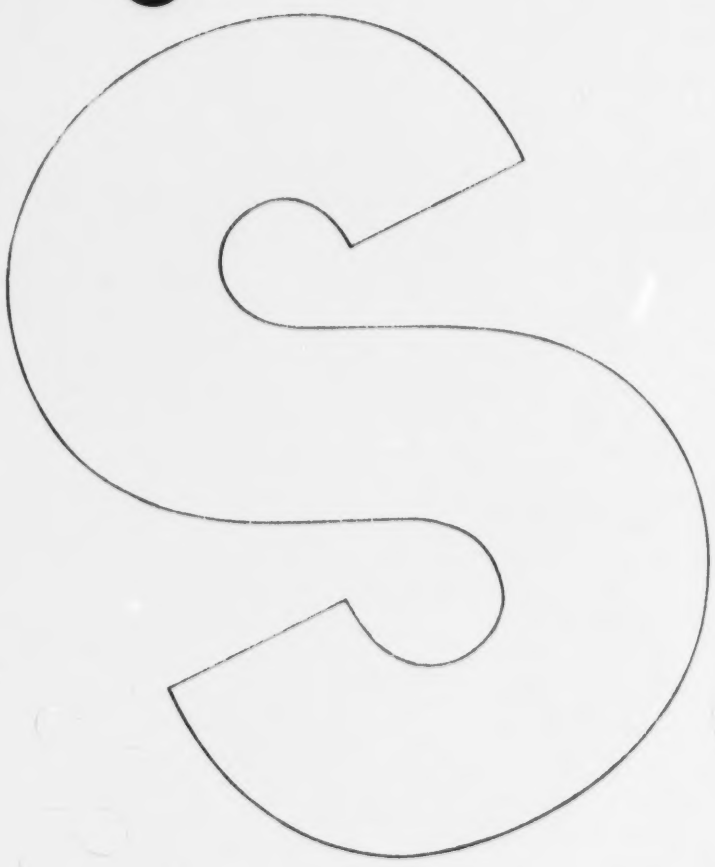


Tableau 4,9 Immobilisations par secteur et par catégorie de dépenses Québec

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982*/1981*
	'000 000 $					variation en %			
CONSTRUCTION									
Industries primaires et construction[1]	301,7	373,7	499,3	602,4	522,7	23,9	33,6	20,6	−13,2
Fabrication	326,1	331,5	474,1	524,4	553,0	1,7	43,0	10,6	5,5
Services d'utilité publique	2 235,7	2 516,4	2 310,3	2 486,7	2 997,8	12,6	−8,2	7,6	20,6
Commerce, finance et services commerciaux	390,1	364,3	412,6	546,2	591,6	−6,6	13,3	32,4	8,3
Institutions et ministères gouvernementaux	1 549,8	1 556,7	1 773,0	1 685,2	1 683,4	0,4	13,9	−5,0	−0,1
TOTAL non résidentiel	4 803,4	5 142,6	5 469,3	5 844,9	6 348,5	7,1	6,4	6,9	8,6
Habitation	2 212,3	2 302,7	2 025,3	2 359,0	11 762,4	4,1	−12,0	16,5	−25,3
TOTAL	**7 015,7**	**7 445,3**	**7 494,6**	**8 203,9**	**8 110,9**	**6,1**	**0,7**	**9,5**	**−1,1**
MACHINERIE ET OUTILLAGE									
Industries primaires et construction[1]	504,3	625,0	662,7	727,8	639,2	23,9	6,0	9,8	−12,2
Fabrication	953,4	1 116,7	1 715,5	1 748,0	1 466,4	17,1	53,6	1,9	−16,1
Services d'utilité publique	1 313,2	1 418,6	1 538,0	1 742,7	1 480,8	8,0	8,4	13,3	−15,0
Commerce, finance et services commerciaux	757,7	1 050,8	1 147,2	1 053,7	1 004,7	38,7	9,2	−8,2	−4,7
Institutions et ministères gouvernementaux	249,6	197,8	260,9	263,1	293,0	−20,8	31,9	0,8	11,4
TOTAL non résidentiel	3 778,2	4 408,9	5 324,3	5 535,3	4 884,1	16,7	20,8	4,0	−11,8
Habitation	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL	**3 778,2**	**4 408,9**	**5 324,3**	**5 535,3**	**4 884,1**	**16,7**	**20,8**	**4,0**	**−11,8**
IMMOBILISATIONS TOTALES									
Industries primaires et construction[1]	806,0	998,7	1 162,0	1 330,2	1 161,9	23,9	16,4	14,5	−12,7
Fabrication	1 279,5	1 448,2	2 189,6	2 272,4	2 019,4	13,2	51,2	3,8	−11,1
Services d'utilité publique	3 548,9	3 935,0	3 848,3	4 229,4	4 478,6	10,9	−2,2	9,9	5,9
Commerce, finance et services commerciaux	1 147,8	1 415,1	1 559,8	1 599,9	1 596,3	23,3	10,2	2,6	−0,2
Institutions et ministères gouvernementaux	1 799,4	1 754,5	2 033,9	1 948,3	1 976,4	−2,5	15,9	−4,2	1,4
TOTAL non résidentiel	**8 581,6**	**9 551,5**	**10 793,6**	**11 380,2**	**11 232,6**	**11,3**	**13,0**	**5,4**	**−1,3**
Habitation	2 212,3	2 302,7	2 025,3	2 359,0	1 762,4	4,1	−12,0	16,5	−25,3
TOTAL	**10 793,9**	**11 854,2**	**12 818,9**	**13 739,2**	**12 995,0**	**9,8**	**8,1**	**7,2**	**−5,4**

1. Construction — dépenses de capital faites par les entrepreneurs en construction.
SOURCES: Investissements privés et publics au Canada, (61-205), S.C.: Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

CHAPITRE 5
Les échanges extérieurs



Évolution de l'ensemble de l'économie mondiale en 1982

En 1982, la situation économique mondiale est marquée surtout par la poursuite de la récession économique, une détérioration du commerce mondial et une diminution sensible de l'inflation.

L'année 1982 a également été témoin d'un durcissement des politiques des banques à l'égard du financement international, résultat immédiat des difficultés financières éprouvées par plusieurs pays en voie de développement non producteurs de pétrole. Cette réaction du système bancaire international a contribué à la contraction de la demande extérieure, et au ralentissement de la reprise du commerce mondial.

Malgré ces résultats peu reluisants, certains points positifs sont à signaler au cours de 1982. Il s'agit principalement du relâchement observé en fin d'année dans les politiques monétaires des principaux pays industrialisés, ce qui a eu pour effet de réduire sensiblement les taux d'intérêt nominaux et les contraintes imposées au taux d'expansion monétaire. Deuxièmement, l'inflation dans les sept principaux pays de l'OCDE continue de régresser pour atteindre environ 7% en 1982.

Évolution globale du commerce mondial en 1982

Les exportations mondiales de biens atteignaient 1 970 milliards de $ en 1981 (2 000 milliards de $ en 1980). La diminution était de 1,5% par rapport à 1980. En 1982, les exportations mondiales régressent cette fois-ci de 6,6% par rapport à 1981. Selon une première évaluation du GATT, le commerce mondial (exportations) se chiffre à 1 840 milliards de $. Les prix des exportations chutent de 4,0% en moyenne au cours de l'année écoulée par rapport à 1981. De plus, le GATT estime que le volume du commerce mondial diminue de 2,0% en 1982, revenant à peu près au même niveau qu'en 1979.

Évolution du commerce mondial par zone[1]

Exprimées en dollars, les exportations et les importations des pays industriels fléchissent de 5,4 et 6,6 pour cent environ respectivement en 1982. En volume, il s'agit d'une diminution de 1 pour cent environ. La diminution en volume résulte principalement de la réduction des achats de combustile et du recul des ventes aux pays en voie de développement non producteurs de pétrole.

Aux États-Unis, les exportations et les importations, exprimées en dollars, fléchissent de 9,2 et 6,8 pour cent respectivement en 1982, alors qu'elles progressaient de 5,9 et 6,4 pour cent en 1981. Cette détérioration du commerce extérieur entraîne une hausse de 7,6% du déficit de la balance commerciale américaine de 39,6 milliards de dollars en 1981 à 42,6 milliards de dollars en 1982.

Les exportations et les importations de la CEE[2], exprimées en dollars, fléchissent de 3,6 et 4,5 pour cent respectivement en 1982. La régression plus rapide des importations par rapport à celle enregistrée pour les exportations a pour effet de diminuer considérablement le déficit de la balance commerciale de la CEE, qui passe de 63 milliards de dollars en 1980 à 25 milliards de dollars de 1982.

La performance du commerce extérieur japonais est également moindre en 1982. Alors qu'en 1981 le Japon enregistrait des hausses respectives de 16,1 et 1,1 pour cent environ pour ses exportations et ses importations, ce qui lui a permis d'effacer le déficit commercial de 10,8 milliards de dollars enregistré en 1980 et d'encaisser un surplus commercial de 8,6 milliards de dollars en 1981 ; en 1982, ses exportations et ses importations fléchissent de 8,6 et 8 pour cent respectivement. Toutefois, le Japon enregistre un surplus de 6,9 milliards de dollars au chapitre de la balance commerciale.

La situation économique et commerciale des pays en voie de développement se détériore en 1982. Les pays de l'OPEP voient leurs exportations de pétrole fortement chuter, ce qui, joint à une baisse des prix, fait tomber de quelque 20 pour cent leurs recettes globales d'exportations par rapport à 1981. Au chapitre des importations (en hausse de 20 pour cent en 1981), on observe une baisse de seulement 3 pour cent en valeur. Ce déséquilibre des échanges a pour effet de réduire substantiellement le surplus de la balance commerciale de ces pays, soit un surplus de seulement 58 milliards de dollars en 1982, contre 109 et 161 milliards respectivement en 1981 et 1980. À nouveau, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis sont responsables de plus de 75 pour cent de ce surplus commercial. Dans l'ensemble des autres pays en voie de développement, le GATT estime que le déficit commercial global qui était de quelque 60 milliards de dollars en 1981, serait revenu à 40 milliards environ en 1982.

En Europe orientale (excluant l'Union soviétique), le GATT estime que les exportations plafonnent en 1982, alors que les imporations chutent de 8 pour cent, de sorte que le déficit de la balance commerciale de quelque 2,5 milliards de dollars en 1981 fait place, en 1982, à un excédent commercial estimé à près de 4 milliards de dollars. Dans le cas de l'Union soviétique, le surplus commercial en 1982 atteint 8 milliards de dollars, aidé en cela par une forte croissance des exportations de pétrole et de produits raffinés à destination des pays industrialisés de l'Ouest.

La République populaire de Chine enregistre un excédent estimé à 4,6 milliards de dollars au chapitre de la balance commerciale. Ce surplus résulte d'une diminution de 12 pour cent des importations en 1982, alors que les exportations progressent de 3,5 pour cent.

Évolution du commerce mondial par produit[1]

La croissance du commerce mondial des produits agricoles ralentit considérablement en 1982, passant de 4% (en 1981) à 1%. Le volume des importations de produits alimentaires des pays en

Tableau 5,1 Commerce mondial par groupes de pays, 1981-1982

	Exportations (f.o.b.) ('000 000 000 $ U.S.)				Importations (c.a.f.)			
	Valeur		Variation par rapport à l'année précédente en %		Valeur		Variation par rapport à l'année précédente en %	
	1981	1982*	1981	1982*	1981	1982*	1981	1982*
Monde	1 970	1 840	−1	−6	2 030	1 900	−1	−6
dont:								
Pays industrialisés	1 210	1 145	−1	−5	1 306	1 220	−6	−6
OPEP[1]	271	215	−9	−20	162	157	+20	−3
Autres pays en voie de développement	268	255	+6	−5	330	297	+8	−10
Pays de l'Est[2]	183	190	+3	+4	178	174	+1	−2

1. Algérie, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Équateur, Gabon, Indonésie, Iran, Iraq, Koweit, Libye, Nigéria, Qatar et Vénézuela.
2. Importations f.o.b.

SOURCE: Document no 20 Gatt de mars 1983, « Bulletin d'information Focus ».

1. Voir GATT, Document no 1333, Le Commerce international en 1982 et les perspectives actuelles, mars 1983.

2. Incluant la Grèce.

Tableau 5,2 Variation annuelle moyenne du commerce mondial[1]

	1974-1979	1977-1982	1981 1980	1982 1981
	Variation en %			
Volume	4,5	1,2	−0,7	−4,1
Prix	9,7	8,9	−1,1	−4,0
Valeur	14,6	10,2	−1,8	−7,9

1. Le commerce mondial mesuré par les exportations.
SOURCE: Fonds monétaire international, Statistiques financières internationales, volume 36, no 4, et Annuaire 1982.

voie de développement et des pays de l'Est ne marque pas de nouvelle augmentation substantielle. Le même phénomène est observé dans les pays industriels, en raison de la faiblesse de la demande finale et du niveau élevé des taux d'intérêt qui exerce une pression à la baisse sur les stocks. Ces facteurs sont partiellement responsables de la chute des prix à l'exportation des produits alimentaires en 1982, soit une baisse de 11 pour cent.

Les prix à l'exportation des produits primaires, moins le pétrole, chutent de 9 pour cent en 1982. La baisse la plus marquée touche les prix des métaux non ferreux soit 12,5 pour cent, suivis par les produits alimentaires. Les prix des produits primaires (autres que les combustibles) exportés par les pays en voie de développement baissent plus fortement que les prix des produits exportés principalement par les pays développés, soit de 13,5 et 8 pour cent respectivement.

La demande mondiale d'énergie pétrolière diminue en 1982 pour la troisième année de suite. Cette baisse de la consommation s'effectue dans les pays industriels, la plupart des pays d'Europe de l'Est et dans nombre de pays en voie de développement, notamment en Amérique latine. La production mondiale de pétrole brut fléchit de 5 pour cent environ en 1982. En volume, la production pétrolière brute des pays membres de l'OPEP chute de 18 pour cent, alors que celle des pays non membres de l'OPEP s'accroît de 3 pour cent. Cette hausse de 3 pour cent résulte d'un accroissement de 2 pour cent dans les pays industriels et de 11 pour cent dans les pays en voie de développement non membres de l'OPEP. Dans les pays de l'Est, la production pétrolière enregistre une croissance marginale en 1982.

Le GATT estime que les exportations mondiales de pétrole et de produits pétroliers baissent d'environ 9 pour cent en volume en 1982. Un facteur fortement responsable de cette baisse est la réduction des stocks de pétrole brut. Mentionnons également que les prix à l'exportation du pétrole diminuent d'environ 5 pour cent en 1982.

Le commerce mondial des produits manufacturés recule, selon une première évaluation du GATT, d'un pour cent en 1982. Ceci est dû essentiellement, d'une part, au fait que les pays en voie de développement traditionnellement exportateurs de pétrole ne réduisent que légèrement le volume de leurs importations de produits manufacturés, tandis que, dans les autres pays en voie de développement, le recul de ces importations atteint quelque 8 pour cent et d'autre part, que le commerce des produits manufacturés entre pays industriels paraît être stationnaire en volume, tandis que leurs importations de cette nature en provenance de pays en voie de développement s'accroissent.

L'appréciation du dollar américain en 1982 entraîne une baisse de 10 pour cent des valeurs unitaires à l'exportation (exprimées en dollars) des produits manufacturés en Europe occidentale et au Japon et une hausse de ces dernières aux États-Unis. Dans l'ensemble des pays développés, ces valeurs unitaires diminuent d'environ 3,5 pour cent en moyenne en 1982, selon les estimations du GATT.

Le renouvellement des ententes bilatérales de restriction dans le textile et le vêtement

L'événement le plus important en 1982, qui va marquer les échanges internationaux, est certainement l'adoption du protocole qui prolonge jusqu'au 31 juillet 1986 l'Accord Multifibre (AMF) et le renouvellement des ententes bilatérales de restriction dans le textile et le vêtement pour les principaux pays importateurs (CEE, États-Unis et le Canada), avec les principaux pays producteurs à bas prix (principalement des pays asiatiques et de l'Europe de l'Est).

L'Accord Multifibre régit le commerce international de la quasi-totalité des produits textiles. Conçu à l'origine, en 1973, pour organiser et libéraliser les échanges, il est devenu pour les pays importateurs un moyen de se protéger contre une invasion brutale de produits textiles à bas prix en provenance des pays en voie d'industrialisation. Les accords bilatéraux dits d'« autolimitation » permettent d'appliquer les dispositions générales de l'AMF, telles que l'application de « plafonds globaux » d'importation et en particulier de contingenter (quotas) par pays les importations de produits dits « sensibles ».

Le Canada, en vertu de l'article 4 de l'AMF, a conclu des accords bilatéraux de contingentement des textiles et vêtements avec 13 pays qui exportent ce type de marchandises au Canada. Ces nouveaux accords en remplacent d'autres qui avaient été négociés en 1979 et qui ont expiré le 31 décembre 1981. Ils couvrent 95 pour cent des importations de vêtement à « faible coût » prévues pour 1982. Valides pour 5 ans, des accords ont été négociés avec les pays suivants: la République populaire de Chine, la Corée du sud, Taïwan, la Malaisie, la Pologne, la Bulgarie, Macao, la Thaïlande, la Roumanie et les Philippines. D'autres accords, d'un an ceux-là, ont été conclus avec l'Inde, la Hongrie et Hong-Kong. Le Canada a poursuivi des négociations pressantes avec le Pakistan, le Sri Lanka, Singapour et la Tchécoslovaquie, et également avec l'Inde, la Hongrie et Hong-Kong afin de leur faire signer des accords d'une durée de 5 ans.

Essentiellement, l'ensemble des accords avait pour but de réduire les importations globales de produits textiles pour 1982 à un niveau inférieur aux importations de 1979. De plus, malgré les concessions accordées au niveau de la croissance annuelle des parts de marché, les accords devraient faire en sorte que le niveau des importations globales des produits contrôlés en 1986 soit à toute fin pratique, égal à celui de 1981. Toutefois, dès la fin de l'été 1982, un mouvement de protestation se manifeste au Canada et en particulier au Québec pour obtenir du gouvernement du Canada la réouverture des ententes conclues avec la Chine, Taïwan, la Corée du Sud et Hong-Kong dans le but de réduire davantage les contingents d'importation de vêtements, afin de faire face à la faiblesse de la demande, les fermetures d'usines et l'accroissement du chômage dans cette industrie.

Pour l'ensemble de 1982, la hausse des prix à l'exportation n'est que de 0,5%, alors que celle à l'importation se situe à 2,0%. Il en résulte donc une légère détérioration des termes d'échange. En ce qui concerne le volume des échanges, celui des exportations augmente de 0,1% et celui des importations diminue de 16,6%.

La croissance de 0,3% des exportations en 1982 provient essentiellement de la hausse de 3,6% de la demande en provenance des États-Unis, puisque celle venant des autres pays diminue de 6,2%. La baisse est plus prononcée dans le cas des pays de la CEE (−15,5%) que dans celui des autres pays (−2,0%). Les variations de la va-

leur de la devise canadienne par rapport aux autres devises expliquent en partie le comportement des exportations canadiennes. En effet, si l'on calcule la valeur moyenne pondérée selon les échanges du dollar canadien par rapport à la devise américaine, l'on constate une baisse de celle-ci de 3% en 1982 alors qu'elle augmente de 11% par rapport à un groupe de neuf devises principales, excluant le dollar américain. Ces mouvements traduisent le raffermissement de la devise américaine sur le marché international en 1982.

La faiblesse de l'économie canadienne en 1982 se traduit par une baisse marquée de 13,2% des importations. Elle est de 10,5% vis-à-vis des États-Unis, de 11,5% pour la CEE et de 21,8% pour les autres pays.

Au niveau des groupes principaux de marchandises, notons que les exportations de produits finis non comestibles (34,8% des exportations) augmentent de 11,8% alors que celles des matières travaillées non comestibles (34,2% des exportations) diminuent de 8,7%. Les importations de produits finis non comestibles (60,8% des importations) baissent de 11,5%, ainsi que celles des matières travaillées non comestibles (17,5% des importations) diminuent de 19,4%. Il faut noter une baisse de 28,7% des importations de matières brutes non comestibles qui ne représentent plus que 12,9% des importations totales en 1982, comparativement à 15,4% en 1981.

Parmi les principaux produits exportés, on note d'importantes augmentations dans le cas des véhicules et pièces d'automobiles, du blé, du gaz naturel, des aéronefs et du pétrole brut. Une cause principale de l'augmentation de l'excédent du commerce de marchandises en 1982 est le renversement spectaculaire du commerce de produits automobiles avec les États-Unis, qui, d'un déficit de 1,4 milliards de $ en 1981, montre un excédent de 2,9 milliards en 1982. Il s'agit, en fait, du premier excédent de ce genre avec les Éts-Unis depuis 1972. Par contre, les ventes de fer et d'acier, de minerai de fer, d'aluminium et de pâte de bois baissent sensiblement. Dans le cas des importations, on remarque de fortes baisses dans le cas du pétrole brut, des voitures et de camions, des machines-outils, de l'acier et de moteurs et pièces de tracteurs. Il faut noter, en particulier, la chute de 37,0%, ou 2,9 milliards de $ des importations de pétrole brut, et la diminution de 13,2% ou 2,6 milliards de $ des importations de machines et de matériel. Par contre, les achats d'ordinateurs et de matériel de bureau, de matériel d'imprimerie et de charbon augmentent.

La montée des limitations aux échanges de textiles a suscité des inquiétudes quant à la naissance d'un nouveau style de « protectionnisme sélectif ». Cependant, au GATT, on estime que les conditions dans lesquelles s'effectuent les échanges mondiaux évoluent de façon relativement satisfaisante puisque les parties contractantes à l'Accord Général procèdent à la mise en oeuvre, en janvier 1983, de la quatrième des huit séries de réduction annuelle des droits de douane convenues lors des dernières négociations commerciales multilatérales, dites Tokyo Round, qui se sont terminées en 1979. Ces huit séries de réduction annuelle s'échelonneront jusqu'au 1er janvier 1987 et auront pour effet d'abaisser d'environ un tiers le niveau des droits appliqués par les pays industrialisés aux importations de produits manufacturés.

Par ailleurs, tous les accords issus du Tokyo Round sont en vigueur depuis trois années. Il s'agit notamment, d'accords portant sur le commerce des aéronefs civils, les produits tropicaux, certaines mesures non tarifaires (subventions et mesures compensatoires, dispositions antidumping, obstacles techniques au commerce, licences d'importation), les produits laitiers et la viande bovine. Seuls les accords relatifs aux marchés publics et à l'évaluation en douane des marchandises comptent deux années de mise en oeuvre.

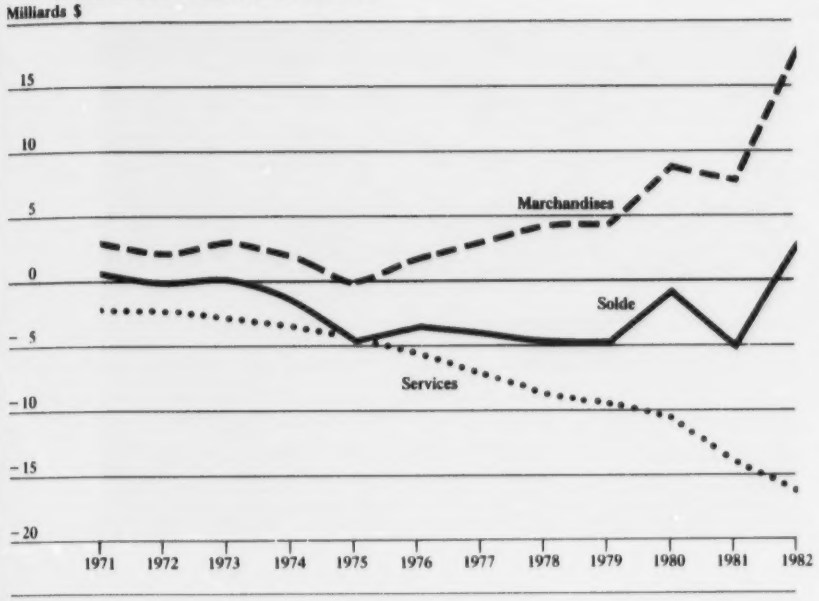
Le compte courant de la balance des paiements du Canada

En 1982, le compte courant fait ressortir un excédent record de 2,7 milliards de $, ce qui met fin à la série historique de déficits que l'on observe depuis 1973, et plus généralement depuis 1950, si l'on fait abstraction de quatre années. En 1981, il avait atteint un déficit sans précédent de 5,3 milliards de $. Le revirement de 8 milliards de $ par rapport à 1981 provient de l'augmentation de l'excédent du commerce de marchandises, qui atteint 17,7 milliards de $, soit une augmentation de plus de 10 milliards de $. Il est imputable, toutefois, à une forte chute de 13,2% des importations plutôt qu'à une hausse des exportations qui ne progressent que de 0,3%. La diminution des importations rend compte de la faiblesse de l'économie canadienne en 1982, comme le montre la diminution de près de 5% du PNB réel, soit la première baisse depuis 1954 et la plus forte depuis la dépression des années '30. La faiblesse des exportations, quant à elle, s'explique par le marasme de l'économie américaine dont le PNB réel diminue d'environ 2% en 1982. Par contre, l'augmentation de l'excédent du commerce de marchandises est en partie compensée par la hausse de 2,4 milliards de $ du déficit sur invisibles qui atteint 15,1 milliards de $, principalement à cause d'une augmentation des paiements sous forme d'intérêts au titre des emprunts obligataires à l'étranger.

Le déficit de la balance des opérations au titre des services augmente de 2,2 milliards de $ et atteint 16,5 milliards de $, principalement à cause de l'augmentation des paiements d'intérêts sur les nouveaux emprunts obligataires à l'étranger. Cette augmentation, toutefois, est en partie compensée par un doublement de l'excédent au poste des transports et par la baisse des paiements nets au titre des autres services. Les recettes totales des services s'élèvent à 15,9 milliards de $, soit une augmentation de 4,3%, alors que les paiements totalisent 32,4 milliards de $, en hausse de 9,8%, soit le double des recettes.

Le déficit du compte « intérêts et dividendes » s'accroît considérablement en 1982 pour atteindre 9,3 milliards de $, soit une hausse de 2,8 milliards de $ ou de 43,7%. Il y a baisse du côté du total des recettes (−20,0%), et celle-ci se retrouve tant du côté des intérêts, (−15,9%) que du côté des dividendes, (−21,3%). Par contre, le total des paiements augmente de 30,9%, suite à une hausse de 57,5% des paiements d'intérêts. Les paiements de dividendes, par

5,1 BALANCE CANADIENNE DES PAIEMENTS INTERNATIONAUX SOLDE DU COMPTE COURANT



contre, diminuent de 10,1%. En 1982, les nouvelles émissions d'obligations vendues aux non-résidents atteignent le niveau record de 15,9 milliards de $.

Le déficit des voyages augmente de 166 millions de $ par suite d'une baisse des recettes de 36 millions de $ et d'une hausse des paiements de 130 millions de $. Le nombre de visiteurs étrangers diminue plus rapidement que le nombre de canadiens voyageant à l'étranger; en outre, les voyageurs canadiens à l'étranger dépensent plus que les voyageurs non résidents au Canada. Le compte transport de marchandises, pour sa part, voit son surplus presque doubler pour atteindre 895 millions de $. Notons qu'il s'agit du seul poste des services à afficher un surplus, et ce depuis 1978.

Le déficit au compte des autres opérations au titre des services diminue légèrement pour se situer à 5,6 milliards de $, soit une baisse de 412 millions de $. Les recettes augmentent de 1,1 milliard de $ à cause d'une hausse de 1,0 milliard de $ des revenus divers. Par contre, les paiements s'accroissent de 0,7 milliard de $ et cette augmentation se répartit assez également entre les diverses composantes.

L'excédent du compte des transferts, pour sa part, se détériore de 8,8% cette année; il totalise 1,4 milliard de $. Ce poste regroupe principalement les capitaux que les immigrants acheminent au pays.

La destination des livraisons manufacturières

Les livraisons manufacturières québécoises totalisent 44,6 milliards de $ en 1980 comparativement à 39,1 milliards de $ l'année précédente. Le marché intérieur en accapare 53,9% (51.8% en 1979). L'Ontario vient en tête de liste des clients canadiens avec 17,1% du total des livraisons (18,0% en 1979), les provinces de l'Atlantique comptent pour 3,0% et les provinces de l'Ouest et les Territoires 6,7% (7,0% en 1979). Les livraisons à l'étranger, pour leur part, représentent 19,3% du total (19,7% en 1979).

La répartition géographique des livraisons manufacturières en 1980 est presque identique à celle de 1970; cependant, au cours de la décennie, la répartition a quelque peu varié. Ainsi, en 1976, les livraisons à l'intérieur du Québec comptaient pour 56,7% du total, celles vers l'Ontario 18,2% et celles vers l'étranger 14,7%. En fait, le marché canadien, à l'exception du Québec, accapare une proportion relativement stable des livraisons, alors que celles vers l'étranger varient entre 14,7% et 19,3%. En 1980, les livraisons manufacturières vers les autres provinces totalisent près de 12 milliards de $, dont 7,6 milliards de $ en Ontario, et celles vers l'étranger atteignent 8,6 milliards de $.

Il est intéressant de constater qu'en 1980, les livraisons manufacturières à l'intérieur du Québec et vers les provinces de l'Atlantique diminuent respectivement de 11,7% et 1,4% alors que celles destinées à l'Ontario, aux provinces de l'Ouest et Territoires et à l'étranger s'accroissent respectivement de 7,9%, 9,9% et 11,8%. Ces données expriment un déplacement progressif des livraisons manufacturières à l'ouest du Québec, pour ce qui est du Canada, et vers l'étranger. Cette tendance est également vraie par rapport à 1970.

La nature des livraisons manufacturières vers les autres provinces diffère de celles en dehors du Canada. En effet, les industries des aliments et boissons, du tabac, du caoutchouc, du cuir, du textile, de la bonneterie, du vêtement et des meubles et articles d'ameublement représentent 40,6% du total des livraisons vers les autres provinces en 1980, mais seulement 10,6% de celles vers l'étranger.

Trois groupes d'industries, soit le papier et les produits connexes, le matériel de transport et l'industrie métallique primaire, représentent à eux seuls 62% des livraisons manufacturières vers l'étranger en 1980, mais seulement 22% de

5,2 DESTINATION DES LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES DU QUÉBEC

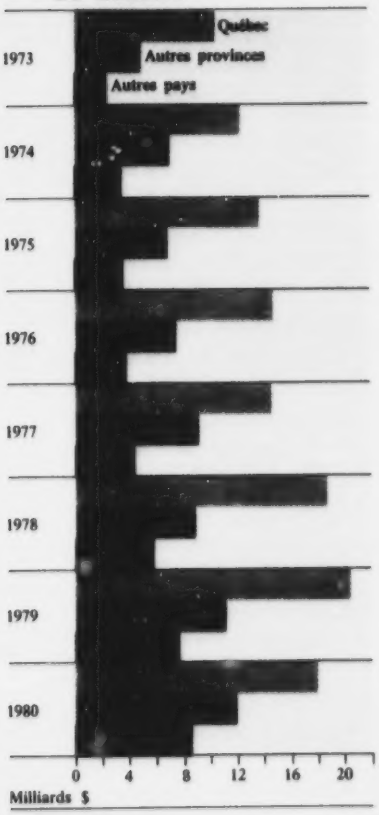


Tableau 5,3 Destination des livraisons manufacturières du Québec 1970, 1976-1980

Destination	1970	1976	1977	1978	1979	1980	1970	1976	1977	1978	1979	1980
	'000 000 $						importance relative en %					
Québec	6 488,8	14 621,2	14 516,0	18 613,0	24 040,9	17 886,9	49,6	56,7	51,3	55,9	51,8	53,9
Provinces de l'Atlantique	481,5	950,0	1 075,4	1 048,8	1 359,3	1 340,9	3,7	3,7	3,9	3,2	3,5	3,0
Ontario	2 482,9	4 696,0	5 719,4	5 655,6	7 053,2	7 609,2	19,0	18,2	20,4	17,0	18,0	17,1
Provinces de l'Ouest et Territoires	928,9	1 739,2	2 323,1	2 132,3	2 726,3	2 997,6	7,1	6,7	8,3	6,4	7,0	6,7
Étranger	2 690,5	3 796,5	4 376,4	5 823,1	7 721,6	8 630,6	20,6	14,7	15,6	17,5	19,7	19,3
Total	13 072,6	25 802,9	28 010,3	33 272,8	44 619,4	38 465,3	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, Statistique Canada, « Industries manufacturières du Canada », (cat. no 31-203); Bureau de la statistique du Québec, « Destinations des livraisons manufacturières », (enquête); Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 5,4 Destination[1] des livraisons manufacturières du Québec par industrie, 1980

Industrie	Vers les autres provinces canadiennes		Vers l'étranger		Total à l'extérieur du Québec		Livraisons totales[2]	
	000 $	%	000 $	%	000 $	%	000 $	%
Aliments et boissons	1 380 627	11,5	545 463	6,3	1 926 090	9,4	7 433 248	18,7
Tabac	396 347	3,3	5 730	0,1	402 077	1,9	567 078	1,3
Caoutchouc et produits en matière plastique	391 662	3,3	79 490	0,9	471 152	2,3	890 664	2,0
Cuir	192 983	1,6	16 996	0,2	209 979	1,0	418 566	0,9
Textile	895 717	7,5	127 293	1,5	1 023 010	5,0	2 144 555	4,8
Bonneterie	249 398	2,1	5 181	0,1	254 579	1,2	600 137	1,3
Vêtement	1 073 598	9,0	96 921	1,1	1 170 519	5,7	2 382 264	5,3
Bois	252 524	2,1	375 647	4,3	628 171	3,0	1 590 340	3,6
Meubles et articles d'ameublement	272 957	2,3	40 287	0,5	313 244	1,5	739 762	1,6
Papier et produits connexes	1 055 220	8,8	2 069 630	24,0	3 124 850	15,2	4 529 581	10,2
Imprimerie, édition et industries connexes	259 710	2,2	76 798	0,9	336 508	1,6	1 621 520	3,6
Industrie métallique primaire	868 101	7,3	1 400 299	16,2	2 268 400	11,0	3 603 738	8,1
Industrie des produits métalliques	836 143	7,0	555 253	6,4	1 391 396	6,8	3 339 005	7,5
Industrie de la machinerie	381 308	3,2	351 590	4,1	732 898	3,6	1 234 149	2,8
Industrie du matériel de transport	744 645	6,2	1 874 339	21,7	2 618 984	12,7	3 409 938	7,6
Appareils et matériel électriques	868 311	7,3	405 681	4,7	1 273 992	6,2	1 979 792	4,4
Produits minéraux non métalliques[3]	444 306	3,7	206 042	2,4	650 347	3,2	4 699 168	10,5
Industrie du pétrole et du charbon[3]							2 623 689	5,9
Industrie chimique et produits connexes	1 066 624	8,9	305 140	3,5	1 371 764	6,7	822 159	1,8
Industries manufacturières diverses	317 614	2,7	92 863	1,1	410 477	2,0		
Total	11 947 794	100,0	8 630 643	100,0	20 578 437	100,0	44 619 352	100,0

1. La répartition de la destination des livraisons manufacturières du Québec est une estimation basée sur les données réelles publiées par Statistique Canada.
2. Le total inclut les livraisons manufacturières à l'intérieur du Québec.
3. Ces groupes sont agrégés à cause du caractère confidentiel de certaines composantes.

SOURCES: Statistique Canada, « Destination des livraisons manufacturières », (cat. no 31-530); Bureau de la Statistique du Québec, « Destination des livraisons manufacturières », (enquête), Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

celles vers les autres provinces. Les livraisons vers l'étranger des manufacturiers sont cependant moins concentrées en 1980, puisque la part de celles-ci par rapport à l'ensemble atteignait 76,8% en 1967 et 67,7% en 1976.

Plusieurs industries vendent une forte proportion de leur production à l'extérieur du Québec; parmi les principales, mentionnons celle du papier et des produits connexes avec 69,0% de ses livraisons à l'extérieur du Québec, du matériel de transport avec 76,8%, des métaux primaires avec 62,9% et des produits métalliques avec 41,7%. L'industrie des aliments et boissons, la plus importante du secteur manufacturier québécois par la valeur de ses livraisons, n'expédie que 25,9% (23,1% en 1979) de sa production à l'extérieur du Québec en 1980. Les industries des produits minéraux non métalliques et du pétrole et du charbon n'expédient que 13,8% de leurs livraisons manufacturières à l'extérieur du Québec, soit la plus faible proportion du secteur manufacturier québécois.

Les exportations internationales du Québec[1]

Tableau 5,5 **Principaux pays de destination des exportations québécoises**

Pays de destination	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	'000 $						importance relative en %					
États-Unis	4 862 726	6 136 481	7 786 543	8 913 149	10 354 480	9 526 021	64,9	65,0	63,8	59,9	65,0	63,3
Royaume-Uni	450 155	504 063	727 004	833 899	864 396	851 014	6,0	5,3	6,0	5,6	5,4	5,7
Pays-Bas	216 722	230 831	364 284	602 659	461 657	504 039	2,9	2,4	3,0	4,0	2,9	3,3
Japon	169 771	293 475	295 740	383 861	328 231	412 372	2,3	3,1	2,4	2,4	2,1	2,7
Allemagne de l'Ouest	212 373	231 287	409 561	623 123	359 875	350 709	2,3	2,5	3,4	4,2	2,3	2,3
France	118 424	142 588	201 943	337 481	266 639	298 575	1,6	1,5	1,6	2,3	1,7	2,0
Belgique-Luxembourg	112 491	141 316	131 353	167 061	173 012	211 152	1,5	1,5	1,1	1,1	1,1	1,4
Algérie	52 570	39 289	45 241	58 626	135 701	204 047	0,7	0,4	0,4	0,4	0,	1,4
République populaire de Chine	5 503	72 622	11 926	23 864	59 601	180 042	0,1	0,3	0,1	0,2	0,4	1,2
Italie	108 849	118 835	205 345	256 006	196 145	160 415	1,5	1,3	1,7	1,7	1,2	1,1
Total (10 principaux pays)	6 309 584	7 910 787	10 178 950	12 179 734	13 199 737	12 698 386	84,3	83,6	83,4	81,3	82,8	84,3
Total C.E.E.	1 242 706	1 394 488	2 072 761	2 875 879	2 420 426	2 481 333	16,6	14,6	17,0	19,3	15,2	16,1
Total tous les pays	1 487 432	9 434 711	12 205 901	14 886 393	15 939 067	15 056 053	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

SOURCES : Bureau de la statistique du Québec, « Exportations chargées au Québec par pays, 1977 à 1982 » ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

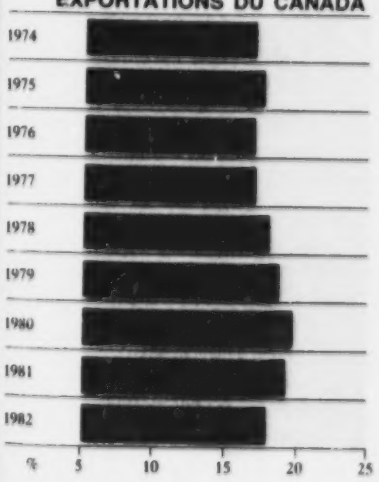
Tableau 5,6 **Exportations internationales-valeur, prix, volume**

	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	'000 000 $ US					
MONDIALES						
Valeur	1 041 600	1 199 600	1 523 600	1 869 500	1 835 100	1 689 700
Prix (1975 = 100)	111	122	146	179	177	170
Volume	938 378	983 278	1 043 561	1 044 413	1 036 779	993 941
PAYS INDUSTRIALISÉS						
Valeur	718 500	857 900	1 052 700	1 239 400	1 219 100	1 154 800
Prix (1975 = 100)	109	123	142	160	154	143
Volume	659 174	697 480	741 338	774 625	791 623	780 270
PAYS EXPORTATEURS DE PÉTROLE						
Valeur	149 030	141 670	210 350	296 150	270 430	216 650
Prix (1975 = 100)	117	117	166	281	314	297
Volume	127 378	121 085	125 208	105 391	86 124	72 946
CANADA						
Valeur	43 545	48 429	58 298	67 730	72 612	71 130
Prix (1975 = 100)	104	108	125	146	152	149
Volume	41 870	45 688	46 638	46 380	47 771	47 738
QUÉBEC						
Valeur	7 040	8 275	10 419	12 734	13 299	12 200
Prix (1975 = 100)[1]	118	124	127	146	163	167
Volume	5 966	6 673	8 204	8 722	8 159	7 305

1. L'indice de prix des exportations québécoises est une compilation à partir de 17 produits types pour lesquels existent des données en valeur et en volume. Les 17 produits utilisés représentent, en 1982, 56,4% de la valeur des exportations canadiennes chargées au Québec.

SOURCES : Fonds monétaire international, International financial statistics, vol. XXXVI, no 4, avril 1983 ; Revue de la Banque du Canada, mars 1983 ; Bureau de la statistique du Québec ; Exportations du Canada chargées au Québec ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

5,3 EXPORTATIONS CHARGÉES AU QUÉBEC EN POURCENTAGE DES EXPORTATIONS DU CANADA



Pour la période 1977-82, les exportations canadiennes de marchandises chargées au Québec augmentent à un taux annuel moyen de 15,0%, soit plus rapidement que pour l'ensemble du Canada où il est de 13,6%. La proportion des exportations internationales chargées au Québec sur les exportations canadiennes[2] passe ainsi de 16,8% en 1977 à 17,8% en 1982.

En 1982, les exportations québécoises totalisent 15 milliards de $, soit une baisse de 5,5%, con parativement à une hausse de 0,8% au niveau canadien. Cette décroissance des exportations internationales du Québec est imputable essentiellement à la récession économique américaine. Elle se manifeste particulièrement au cours des deuxième et troisième trimestres.

Les prix des exportations canadiennes chargées au Québec, exprimées en dollars américains, s'accroissent de façon significative au cours des dernières années. En 1982, l'indice de ces prix augmente de 2,5% seulement comparativement à 8,5% en moyenne annuellement au cours de la période 1975-1981. L'indice pour l'ensemble du Canada diminue de 2% en 1982 alors qu'une baisse de 3,9% est enregistrée pour l'ensemble des pays industrialisés. Par contre, le volume des exportations québécoises diminue de 10,5% en 1982 après une baisse de 6,5% en 1981, alors que ces volumes pour le Canada et l'ensemble des pays industrialisés diminuent légèrement de 0,1% et 1,4% respectivement.

Sur le plan des destinations, les exportations internationales du Québec diminuent de 8,1% vers les États-Unis (qui absorbent 63,3% du total des exportations), s'accroissent de 0,4% en direction de la Communauté économique européenne, de 25,6% vers le Japon et de 202% vers la République populaire de Chine. Les exportations vers l'ensemble des autres pays diminuent de 18,4% en 1982. La baisse des exportations vers les États-Unis s'explique entre autre par la régression des ventes d'automobiles et châssis, d'aluminium et ses alliages, de concentré et déchets de fer et de moteurs d'avions et pièces.

Les exportations vers la CEE se stabilisent (+0,4%) en 1982 après une forte baisse (−15,8%) en 1981 et deux années de très forte croissance (48,6% et 38,7%) en 1979 et 1980. La part de la CEE dans le total des exportations québécoises passe ainsi de 30,7% en 1980 à 27,5% en 1981 et finalement à 32,6% en 1982. Le Royaume-Uni occupe toujours le deuxième rang parmi les principaux pays de destination des exportations du Québec avec des achats d'une valeur de 851 millions de $ en 1982 ce qui représente une baisse de 1,6% par rapport à l'année précédente. Viennent ensuite au sein de la CEE, avec des hausses de leurs achats en provenance du Québec, les Pays-Bas (troisième rang) avec des achats de 504 millions de $ (+9,1%), la Fance (sixième rang)

1. Les exportations dont il est question dans ce texte sont les exportations canadiennes chargées au Québec. Une partie de ces exportations, difficile à identifier avec précision, provient des autres provinces.

2. Base douanière.

avec 299 millions de $ (11,9%) et la Belgique et le Luxembourg (septième rang) avec 211 millions de $ (+22%). L'Allemagne de l'Ouest (cinquième) avec 351 millions de $ et l'Italie (dixième rang) avec 160 millions de dollars d'achats au Québec enregistrent des baisses respectives de 2,6 et 18,3% de leurs importations de biens en provenance du Québec.

Le Japon, pour sa part, occupe le quatrième rang (cinquième en 1981) parmi les principaux pays de destination des exportations québécoises. Ses achats se chiffrent à 412 millions de $ en 1982 comparativement à 328 millions de dollars l'année précédente, soit respectivement 2,7 et 2,1% du total des exportations québécoises. N'eût-été des fortes exportations d'aluminium et alliages d'aluminium, la hausse des ventes au Japon aurait été de 7,1% comparativement à 25,6% avec ces dernières.

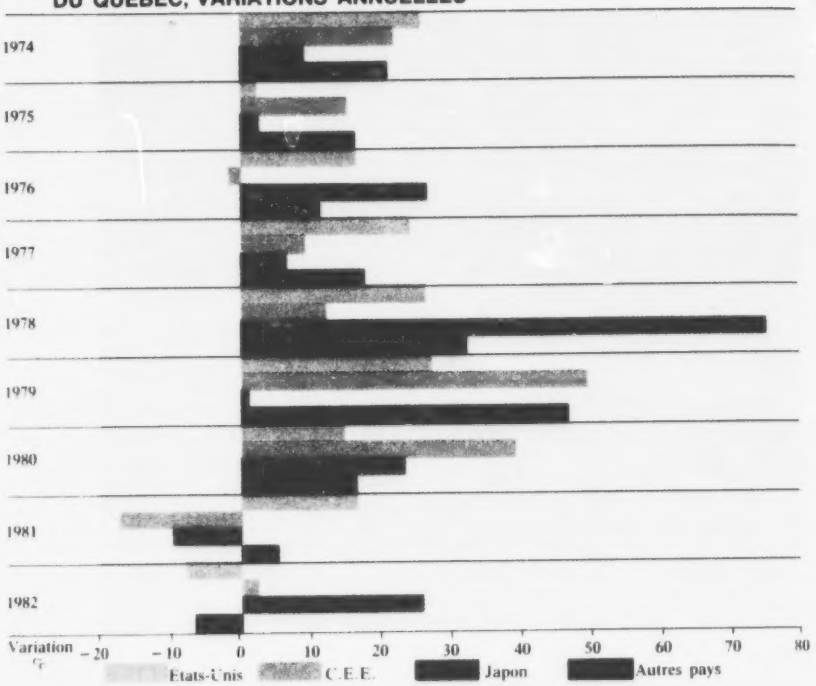
La République populaire de Chine occupe le neuvième rang (vingt deuxième en 1981) parmi les principaux pays de destination des exportations du Québec en 1982. Ses achats triplent en 1982 pour atteindre la somme de 180 millions de $, soit 1,2% du total des exportations québécoises. Cette croissance exceptionnelle résulte de ventes accrues d'aluminium et de ses alliages. Sans l'accroissement de ces dernières, la hausse de 202% des achats de la République populaire de Chine au Québec se serait transformée en une baisse de 31,4%.

L'Algérie occupe en 1982 le huitième rang (douzième l'année précédente) parmi les principaux acheteurs de produits québécois. Ses achats se chiffrent à 204 millions de $ en 1982, soit 1,4% du total des exportations québécoises. Les ventes à l'Algérie sont en hausse de 50,3% en 1982. Cette croissance résulte de fortes hausses des ventes de produits laitiers, d'huiles et matières grasses végétales et de camions et châssis.

Avec des achats de 2,7 milliards de $, les « autres pays » (autres que les Etats-Unis, le Japon et la CEE) maintiennent à 17,8% leur part du total des exportations internationales du Québec. Ces « autres pays » accaparent une part substantielle des exportations de produits tels que l'amiante non manufacturé (43,4%), les produits laitiers (87,5%), les bâtiments et structures préfabriqués (51,4%) et le matériel roulant de chemin de fer (86,6%).

Les cinq principaux pays de destination des exportations internationales du Québec absorbent 77,3% de celles-ci en 1982. Ceci indique bien la concentration

5,4 DESTINATION DES EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU QUÉBEC, VARIATIONS ANNUELLES



géographique des exportations du Québec et sa dépendance envers les États-Unis et la CEE.

La concentration des exportations du Québec se retrouve également au niveau des produits. En 1982, les dix principaux produits, représentant 49,4% (53,4% en 1981) du total des exporations, enregistrent une baisse de 14,5% des ventes à l'étranger par rapport à l'année précédente. Les ventes des vingt-cinq principaux produits affichent une baisse de 5,5% en 1982 comparativement à une hausse de 13,2% en 1981 ; de plus, ces derniers comptent pour 69,2% des exportations internationales du Québec en 1982 (69,2% en 1981). C'est donc dire que parmi les vingt-cinq principaux produits exportés par le Québec ce sont les quinze derniers qui connaissent, en tant que groupe, la plus forte croissance de leurs ventes soit une hausse de 18,8% en 1982. Cette performance résulte principalement de la hausse des ventes de mazout, d'électricité et d'avions entiers y compris moteurs. Tous les autres produits enregistrent une baisse de 5,7% en 1982 comparativement à une baisse de 4,6% en 1981.

Les exportations de papier d'imprimerie, en baisse de 2,4% (hausse de 21% en 1981), se situent en tête de liste des exportations en 1982 et comptent pour 14,9% du total. Les États-Unis demeurent le principal client, s'appropriant 82,8% des ventes à l'étranger de ce produit. Leurs achats au Québec sont en hausse de 1,5% en 1982. Les ventes à la CEE sont également en hausse soit de 3,8%, ce qui a pour effet de hausser à 11,1% la part relative de cette dernière dans les exportations québécoises de papier d'imprimerie. Ailleurs, on constate que le Japon diminue de 50% ses achats de ce produit effectués au Québec en 1982 et que les « autres pays » font de même (–40%). Le Japon et les « autres pays » ne comptent plus que pour 6% des ventes à l'étranger de papier d'imprimerie québécois comparativement à 10% en 1981.

Pami les vingt-cinq principaux produits exportés par le Québec, ce sont des produits reliés aux secteurs de l'énergie, de la fabrication de matériel de transport et de l'agriculture qui inscrivent des augmentations appréciables de leurs ventes à l'étranger. Les exportations de mazout se situent à 203 millions de $, soit une augmentation de 129,9% par rapport à l'an dernier. Cette hausse résulte de ventes accrues aux États-Unis (+59,6%) et de ventes substantielles au Royaume-Uni et à la Suisse. En ce qui concerne l'électricité, la progression de 54,2% des envois à l'étranger s'explique par des ventes accrues aux états du nord-est américain.

Tableau 5,7 Rang et valeur des exportations internationales chargées au Québec-25 principaux produits

	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	rang						000 $					
Papiers à imprimerie	1	1	1	1	1	1	1 137 632	1 475 390	1 693 228	1 894 650	2 293 129	2 238 753
Minerais, concentrés déchets de fer	2	4	2	2	2	2	968 515	717 548	1 332 735	1 230 794	1 466 154	1 032 310
Aluminium, y compris alliages	3	2	5	3	4	3	475 444	759 724	490 504	1 003 796	944 759	960 432
Voitures particulières et chassis	4	3	3	4	3	4	406 943	725 957	809 518	882 465	1 063 517	775 547
Bois d'oeuvre	9	8	9	10	6	5	161 269	243 912	323 498	381 111	448 982	495 174
Moteurs d'avion et pièces	7	7	6	6	5	6	242 530	318 933	409 431	491 938	691 789	461 406
Viandes fraiches réfrigérées, cong.	15	12	11	12	10	7	77 238	129 631	192 917	259 232	329 416	405 066
Amiante non manufacturé	5	5	4	7	8	8	397 491	454 229	527 805	478 691	437 778	366 779
Cuivre et alliages	6	6	7	5	7	9	329 106	343 869	383 373	647 110	444 578	363 286
Pâte de bois et pâte similaire	8	10	8	9	9	10	168 795	195 229	354 488	398 240	392 857	336 782
Avions entiers, y compris moteurs	43	48	47	93	14	11	25 226	28 354	41 700	21 707	213 880	306 124
Électricité	108	94	20	22	17	12	7 585	13 821	104 007	154 346	191 854	295 864
Machines et matériel de bureau	17	11	14	17	13	18	72 232	133 201	157 309	183 319	226 200	264 742
Assemblages équipt. et pcs d'avion	25	24	23	18	16	14	45 617	58 681	87 570	181 534	199 017	262 417
Matériel de télécom. commercial	12	17	16	14	12	15	91 104	83 766	135 311	203 185	238 319	217 907
Hydrocarbures et dérivés	21	25	13	16	11	16	54 279	57 375	165 684	192 278	255 146	212 353
Mazout	56	29	36	252	31	17	18 910	47 544	58 354	1 089	88 276	203 031
Produits laitiers	24	35	30	28	21	18	46 660	40 793	77 383	91 404	131 325	201 925
Matériel roul. chemin de fer, tram.	78	23	15	15	24	19	12 276	59 227	152 738	197 116	123 953	199 498
Tubes élec. et semi-conducteurs	67	55	43	27	15	20	14 730	26 055	43 147	101 568	204 283	138 713
Autres véhicules, auto	13	16	18	24	23	21	63 814	92 416	125 904	117 733	123 999	138 420
Mach. à forer, pour mine pétrole gaz	37	38	37	32	28	22	30 995	36 459	56 787	82 057	102 911	137 927
Navires à bateaux	14	52	24	12	42	23	79 054	26 102	85 688	206 222	60 600	137 555
Fer et acier primaires	11	13	28	21	18	24	100 698	123 606	77 566	158 594	181 859	135 734
Zinc, y compris alliages	19	14	17	19	20	25	61 494	119 221	134 918	175 918	170 520	133 063
Total des 25 principaux produits							5 089 637	6 311 043	8 021 563	9 736 097	11 025 100	10 420 808
Total de tous les produits							7 487 432	9 434 711	12 205 901	14 886 353	15 939 067	15 056 053

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, « Exportations du Canada chargées au Québec par marchandise et pays, pour les années 1977 à 1982; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Les ventes de plusieurs produits du secteur du matériel de transport progressent fortement en 1982. Ainsi, les exportations d'avions entiers y compris moteurs s'accroissent de 43,1% pour atteindre une valeur de 306 millions de $. L'essentiel de ces ventes s'effectue vers les États-Unis. Les ventes de matériel roulant de chemin de fer augmentent de 60,9% pour une valeur de 200 millions de $. En 1982, l'Égypte, le Mexique et les États-Unis sont les principaux clients du Québec. Les exportations de navires et bateaux sont en hausse de 127%; cette croissance résulte du triplement des ventes vers les États-Unis et de fortes ventes vers la CEE. Finalement, les ventes d'assemblages, d'équipements et de pièces d'avions ont progressé de 31,9% en 1982 et ce principalement vers le marché américain.

Les exportations de produits agricoles progressent de façon significative en 1982. Ainsi les ventes de produits laitiers augmentent de 53,7% pour atteindre une valeur de 202 millions de dollars. Les principaux débouchés pour ces produits demeurent l'Algérie, le Mexique et la CEE. En ce qui concerne les viandes fraîches, réfrigérées et congelées, la progression de 23,0% des envois à l'étranger (405 millions de $ en 1982) s'explique par la forte progression des ventes vers les États-Unis et une légère augmentation vers le Japon.

Plusieurs produits, parmi les vingt-cinq principaux exportés, enregistrent des baisses en 1982; les plus notables se situent dans le domaine des métaux primaires et du matériel de transport. La demande internationale et particulièrement américaine de minerai, concentrés et déchets de fer, de cuivre, de fer et acier primaires et de zinc baisse en raison de la situation difficile qui prévaut dans la construction et dans l'industrie automobile; les exportations de ces quatre métaux diminuent respectivement de 29,6%, 45,2%, 25,4% et 20,6%. Sauf dans le cas du cuivre, les exportations de ces métaux chutent fortement à destination des États-Unis et enregistrent de faibles hausses à destination de la CEE. Les ventes de cuivre diminuent fortement à destination des deux régions.

Les exportations québécoises d'aluminium progressent de 1,6% en 1982. Cette légère croissance résulte de ventes exceptionnelles à la République populaire de Chine et au Japon et de ce fait masque une baisse de 26,5% des ventes de ce métal vers les États-Unis. Les ventes à l'étranger d'amiante non manufacturé diminuent de 16,3% en raison du ralentissement dans les dépenses d'immobilisation et aussi d'une certaine crise de confiance à l'égard de ce produit. Cette baisse est à nouveau très marquée vers les États-Unis alors que les ventes sont en hausse de près de 10% vers la CEE.

Les exportations québécoises de voitures particulières et châssis et de moteurs d'avions et pièces chutent respectivement de 27,1% et 33,4% en 1982. Les États-Unis demeurent la principale destination et les ventes de ces produits y totalisent 1 088 millions de $ en 1982, soit une perte nette de 510 millions de $ par rapport à l'année précédente.

Les exportations de matériel électrique diminuent sensiblement en raison d'une baisse marquée des expéditions aux États-Unis de tubes électriques et semi-conducteurs. Les ventes à l'étranger de ceux-ci totalisent 138,7 millions de dollars en 1982 soit une baisse de 32,1% par rapport à 1981. Les ventes à la CEE augmentent de 139,1% et représentent en 1982 10,9% des ventes totales. Mentionnons également que les expéditions de pâtes de bois et pâtes similaires diminuent de 14,3% en 1982 et qu'à nouveau les ventes vers les États-Unis chutent de 22,1% alors que les ventes vers la CEE sont en hausse de 28,4%.

Les exportations de biens manufacturés à destination des États-Unis

Au fil des ans, le marché américain demeure le principal débouché pour les exportations du Québec avec, bon an, mal an', 63% des exportations totales du Québec. Ce marché américain se répartit en 9 régions (divisions de recensement) elles-mêmes composées de 18 sous-régions (sous-divisions de recensement). La région de la Nouvelle-Angleterre (Maine, New Hampshire, Vermont, Massachussets, Connecticut, Rhode Island) reçoit en 1982 13,3% des exportations québécoises à destination des États-Unis (11,1% en 1975). Les exportations québécoises à destination de la *Nouvelle-Angleterre* enregistrent un taux de croissance annuel moyen de 24,3% au cours de la période 1975-1981. La région de *l'Atlantique* (New York, New Jersey, Pennsylvanie) absorbe plus du tiers (34,2%) des exportations québécoises à destination des États-Unis en 1981 (34,3% en 1975). Cette légère baisse de l'importance de cette région s'explique par un taux de croissance des exportations québécoises à cette région pour la période 1975-1981 inférieur (20,5%) à celui de l'ensemble des États-Unis (20,6%). Les exportations québécoises destinées à la région du *Centre nord-est* (Ohio, Michigan, Illinois, Indiana, Wisconsin) enregistrent le plus faible taux de croissance pour la période étudiée, soit 15,8%. Cette faible croissance entraîne une forte diminution de l'importance relative de cette région dans les exportations québécoises vers les États-Unis, soit de 34,3% en 1975 à 26,9% en 1981. Ces trois régions absorbent 74,4% des exportations du Québec à destination des États-Unis en 1981 (79,7% en 1975).

La principale catégorie de biens exportés vers les États-Unis, selon la classification des activités économiques (CAE), provient des industries manufacturières. En fait, en 1981, plus de 86% des exportations totales de biens exportés aux États-Unis étaient des biens manufacturés. Il s'agit principalement de matières travaillées non comestibles[2] (industries du papier et produits connexes et de la première transformation des métaux) et de produits finis (industrie du matériel de transport).

Tableau 5,8 **Exportations du Québec (industries manufacturières), Principaux marchés américains, 1981, Taux de croissance annuel moyen 1975-1981**

Industries	1981				Croissance annuelle moyenne 1975-81			
	Nouvelle Angleterre	Atlantique	Centre Nord-Est	Total É.U.	Nouvelle Angleterre	Atlantique	Centre Nord-Est	Total É.U.
	'000 000 $				variation en %			
Aliments et boissons	114,1	210,6	45,1	419,9	21,5	17,9	18,1	17,5
Tabac	0,7	0,4	0,05	2,4	16,6	−3,7	−20,1	9,4
Caoutchouc et produits en matière plastique	8,4	17,7	15,1	65,6	32,6	26,5	31,4	34,6
Cuir	10,0	8,4	2,5	26,2	21,6	11,7	5,7	14,5
Textile	9,4	16,9	1,7	47,2	19,6	21,5	12,0	22,1
Bonneterie	0,3	1,4	0,1	2,1	4,9	−6,8	−5,5	−6,1
Vêtement	3,6	36,4	5,0	51,4	14,2	5,2	10,4	6,7
Bois	144,7	124,5	43,9	391,0	23,5	26,7	17,5	23,6
Meubles et articles d'ameublement	5,9	22,4	5,4	60,0	15,7	20,5	20,8	26,2
Papier et produits connexes	293,4	895,7	576,2	2 203,2	23,1	17,4	15,2	18,4
Imprimerie, édition et industries connexes	44,3	29,5	1,8	80,1	10,9	34,2	16,3	17,4
Industrie métallique primaire	80,4	967,6	359,8	1 591,1	25,7	23,7	16,9	21,9
Industrie des produits métalliques	61,0	56,5	36,4	203,1	24,7	11,6	17,4	15,8
Industrie de la machinerie	42,7	69,5	44,3	358,7	15,1	13,2	20,5	21,2
Industrie du matériel de transport	151,2	237,6	1 124,9	2 219,7	16,6	31,4	15,4	18,8
Appareils et matériel électriques	175,9	88,6	30,3	478,5	62,0	17,2	28,1	31,8
Produits minéraux non métalliques	39,7	49,2	10,9	117,4	21,7	24,1	2,5	19,0
Industrie du pétrole et du charbon	13,5	56,0	0,5	113,4	−7,3	7,7	7,1	11,9
Industrie chimique et produits connexes	53,5	135,5	44,4	353,3	26,7	22,0	28,9	28,3
Industries manufacturières diverses	37,1	53,3	11,1	162,0	25,8	19,4	13,5	22,3
Total	1 289,9	3 077,7	2 359,4	8 946,3	22,7	20,1	16,0	20,1

SOURCE : Analyse de l'évolution des exportations du Québec vers les États-Unis, 1975-1981, DEREI, DGRP, MICT, mars 1983.

L'analyse des exportations québécoises de biens manufacturés à destination des principaux marchés américains révèle que les exporations de papier et produits connexes atteignent la somme de 2 203 millions de $ en 1981, dont 80% sont destinés aux trois régions limitrophes de la Nouvelle-Angleterre, de l'Atlantique et du Centre nord-est américain. La plus forte progression des ventes est observée en Nouvelle-Angleterre, soit 23,1%[1].

Les exportations de l'industrie métallique primaire s'élèvent à 1 591 millions de $ en 1981 dont 83% sont acheminées vers la région de l'Atlantique et du Centre nord-est. Par contre, la plus forte croissance des ventes a été enregistrée en Nouvelle-Angleterre, soit 25,7% (21,9% pour l'ensemble des États-Unis). Les ventes de matériel de transport se situent à 2 220 millions de $ en 1981 dont plus de 50% est acheminé à la région du Cente nord-est. Il s'agit ici principalement de voitures particulières et châssis. Les régions de la Nouvelle-Angleterre et de l'Atlantique reçoivent plutôt des aéronefs et pièces. Les exportations de matériel de transport vers l'Atlantique s'accroissent de 31,4% (18,8% pour l'ensemble des États-Unis).

L'industrie agro-alimentaire expédie pour une valeur totale de 420 millions de $ aux États-Unis en 1981 dont 50% vers la seule région de l'Atlantique. Cependant, la Nouvelle-Angleterre (27% des expéditions québécoises) enregistre une croissance de 21,5% (17,5% pour l'ensemble des États-Unis) de ses achats québécois de cette catégorie de produits.

Les exportations de bois d'oeuvre s'accroissent en moyenne de 23,6% vers les États-Unis au cours de la période 1975-81 pour atteindre en 1981 la somme de 391 millions de $, dont 69% sont expédiés vers la Nouvelle-Angleterre et la région de l'Atlantique. L'industrie des appareils et matériel électriques enregistre une hausse de 31,8% de ses exportations vers les États-Unis pour atteindre en 1981 une valeur de 478,5 millions de $. De cette somme 36,8% est destiné à la Nouvelle-Angleterre dont les achats pour ce type de produits se sont accrus de 62% en moyenne annuellement au cours de la période étudiée. Finalement, signalons que les exporations de l'industrie du caoutchouc et produits en matière plastique enregistrent la plus forte croissance annuelle moyenne (1975-1981) de l'ensemble du secteur manufacturier, soit 34,6%. Les trois régions limitrophes s'approprient 62,8% de l'ensemble des exportations de cette industrie vers les États-Unis en 1981.

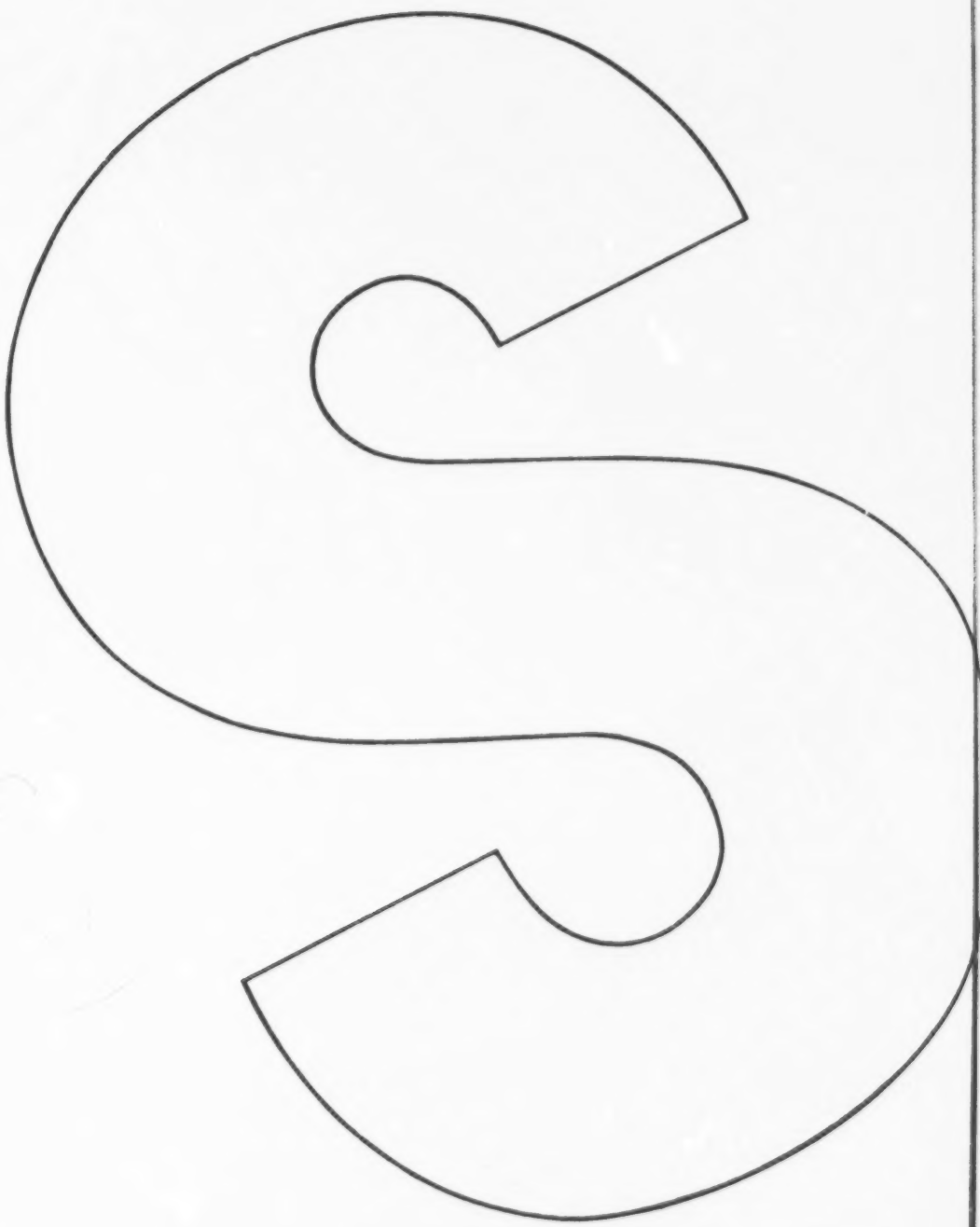
En résumé, les exportations internationales du Québec en 1982 évoluent dans le même sens que le contexte économique international et enregistrent une décroissance de l'ordre de 5,5%. Les expéditions vers les États-Unis sont lar-

1. 1975-1981.

2. Selon la classification des marchandises pour le commerce du Canada (CMCC), car la CAE ne permet pas une telle ventilation.

gement responsables de cette baisse puisqu'elles diminuent de 8%. Cette baisse des exportations vers notre principal marché est toutefois partiellement compensée par une légère hausse de ces dernières vers la CEE et de fortes hausses vers le Japon (25,6%) et la République populaire de Chine (202%). En ce qui concerne les principaux produits, on remarque une baisse des exportations de métaux primaires et de certains produits reliés au matériel de transport (véhicules automobiles et moteurs d'avions), mais une augmentation de celles de produits reliés aux secteurs de l'énergie, du matériel de transport (avions, matériel ferroviaire roulant et navires et bateaux) et de l'agro-alimentaire.

Les exportations de biens manufacturés à destination des États-Unis, au cours de la période 1975-81, enregistrent un taux de croissance annuel moyen de 20,1%. La valeur de ces exportations s'élève à 8 940 millions de dollars en 1981 et 75% de ces dernières est expédié vers les régions limitrophes de la Nouvelle-Angleterre, de l'Atlantique et du Centre nord-est.



CHAPITRE 6
Le secteur primaire

L'importance du primaire dans l'ensemble de l'économie ne cesse de décroître par suite de la forte croissance du secteur tertiaire. Le P.I.B. au coût des facteurs du secteur primaire, même s'il a progressé à un taux annuel moyen composé de 8,4% de 1961 à 1982, voit son importance relative passer de 6,4% à 4,3% au cours de cette période. Il en est de même pour la masse salariale dont l'importance passe de 4,5% à 2,9% avec un taux de croissance annuel moyen de 8,5% au cours de la même période.

Le secteur primaire (agriculture, pêche et piégeage, forêts, mines) connaît, en 1982, une diminution de 6,3% de la valeur brute de sa production qui s'établit à 5 648,2 millions de dollars. Cette baisse est imputable pour 78% à l'exploitation minière (−379,1 millions de $) et pour 22% à l'exploitation forestière (−108,3 millions de $), l'agriculture montrant une augmentation en valeur de 3,7% ou de 105,7 millions de dollars alors que celle de la pêche et du piégeage demeure à peu près stable. L'emploi total, par ailleurs estimé à 119 000 personnes d'après l'enquête mensuelle sur la population active, reflète l'évolution de la production avec une baisse de ses effectifs de 9 000 ou de 7,0%, baisse qui se retrouve surtout dans les forêts (−5 000 ou −21,7%) et dans les mines (−3 000 ou −11,1%), l'agriculture pour sa part montrant une diminution de 1 000 ou de 1,3%. La masse salariale, estimée à 1 388 millions de $, enregistre également une baisse, soit de 7,4% ou de 111 millions de $, dont 36 millions imputables à l'exploitation forestière et 98 millions à l'exploitation minière.

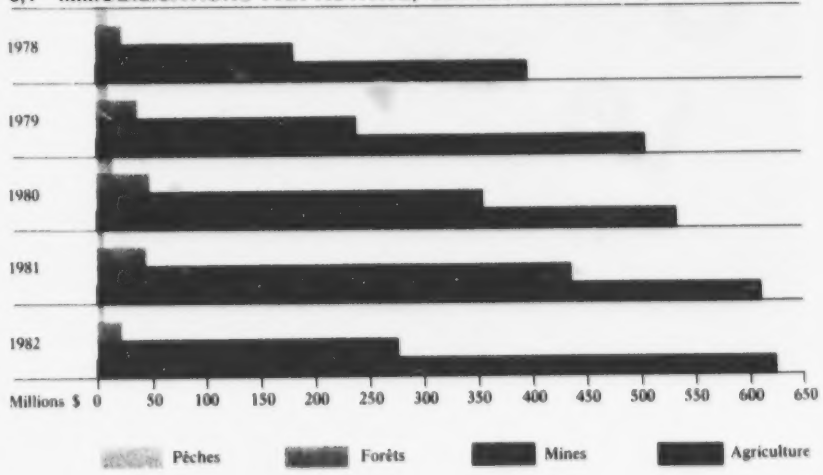
Les immobilisations du secteur primaire en 1982 se ressentent de la crise générale de l'économie. Après trois années d'augmentations successives, elles baissent de 15,5% en 1982 pour s'établir à 924,6 millions de $. L'exploitation minière rend compte de 87,4% de la baisse et l'exploitation forestière de 12,4%. Cette baisse de 169,2 millions des immobilisations en 1982 se répartit presque également entre la construction (−79,8 millions de $ ou −14,1%) et la machinerie et l'équipement (−89,4 millions de $ ou −16,9%).

Tableau 6,1 **Secteur primaire (Agriculture, Pêche, Forêts, Mines) Principales statistiques Québec**

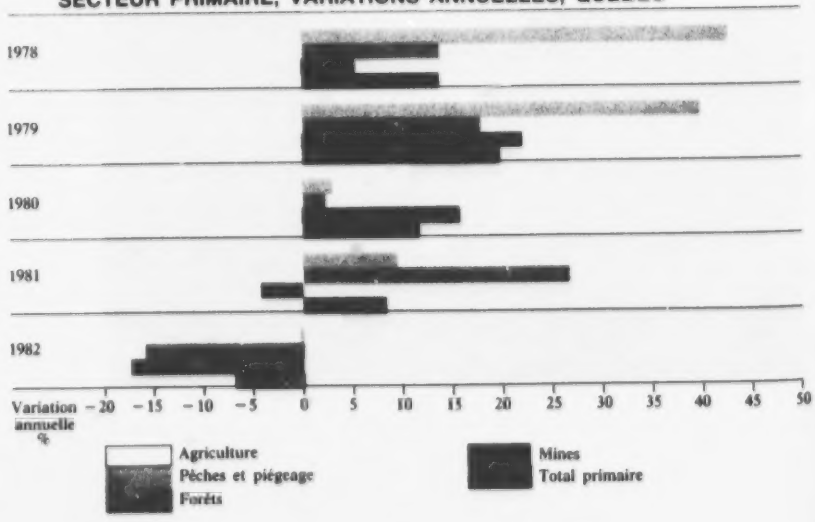
	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981
							variation en %			
IMMOBILISATIONS										
Construction	000 000 $	270,5	340,3	465,1	564,6	484,8*	25,8	36,7	21,4	−14,1
Machinerie et équipement	000 000 $	340,2	449,4	482,8	529,2	439,8*	32,1	7,4	9,6	−16,9
Total	'000 000 $	610,7	789,7	947,9	1 093,8	924,6*	29,3	20,0	15,4	−15,5
Valeur brute de la production	000 000 $	4 060,6	4 857,5	5 568,9	6 029,9	5 648,2	19,6	11,5[1]	8,3	−6,3
Produit intérieur brut au coût des facteurs	'000 000 $	2 116	2 533	2 907	2 959	3 143	19,7	14,8	1,8	6,2
Emploi[2]	000	125	122	127	128	119	−2,4	4,1	0,8	−7,0
Rémunération des salariés (salaires, traitements et revenus complémentaires)	000 000 $	1 027	1 225	1 340	1 499	1 388	19,3	9,4	11,9	−7,4

1. Calculée en se servant de la donnée de Statistique Canada pour l'agriculture.
2. Provient de l'enquête sur la population active.
SOURCES: Statistique Canada; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

6,1 IMMOBILISATIONS PAR ACTIVITÉ, SECTEUR PRIMAIRE, QUÉBEC



6,2 VALEUR BRUTE DE LA PRODUCTION PAR ACTIVITÉ, SECTEUR PRIMAIRE, VARIATIONS ANNUELLES, QUÉBEC



L'agriculture

Comme la plupart des autres branches d'activité, le secteur agricole québécois se ressent, quoique à un degré moindre, de la récession qui a frappé les économies de presque tous les pays industrialisés. Son produit intérieur brut s'accroît de 12,6% en 1982, les recettes monétaires de 7,0% et le revenu net réalisé, qui est la mesure du profit de la production agricole, de 8,4%. En outre, une croissance beaucoup plus forte des dépenses d'exploitation, d'amortissement et de commercialisation que celle du revenu brut total, entraîne une diminution de 4,4% du revenu net des agriculteurs. Par ailleurs, l'emploi total agricole accuse pour une deuxième année consécutive une diminution de 1 000 personnes ou de 1,3%.

Les immobilisations dans l'agriculture qui comprennent l'achat de machinerie et d'équipement neufs, la construction de bâtiments ainsi que les travaux de génie, ne s'accroissent que de 2,1% en 1982 pour se chiffrer à 621,7 millions de $. Elles comptent pour 67,2% de toutes les immobilisations du primaire, suivies par l'exploitation minière avec 29,7%. Cette faible augmentation des immobilisations en 1982 est redevable aux dépenses en construction de 271,4 millions de $, une augmentation de 12,3%, alors que celles en machinerie et équipement diminuent de 4,6% pour se fixer à 350,3 millions de $. D'autre part, les dépenses en réparations, affectées à raison de 64,4% à la machinerie et l'équipement, augmentent de 11,7% en 1982 et totalisent 189,4 millions de $.

Le revenu brut total des agriculteurs, ou la valeur brute de la production agricole, s'élève à 2 970,4 millions de $ en 1982, soit une faible augmentation de 3,7%, comparativement à une augmentation annuelle moyenne de 14,2% au cours des trois années précédentes. Le revenu brut se répartit comme suit: 2 916,2 millions de $ (+7,0%) de ventes incluant les paiements supplémentaires et d'appoint et les versements en vertu du programme de stabilisation du revenu; 71,1 millions de $ (−5,9%) d'autoconsommation et −16,9 millions de $ dans la variation des inventaires.

À l'exception du blé (−19,4%), du maïs (−2,5%), de la pomme de terre (−22,5%), des légumes (−0,9%), des oeufs (−3,5%) et des produits de la forêt et de l'érable (−29,2%), la valeur des ventes des autres catégories de produits agricoles augmente en 1982. Les variations à la hausse les plus importantes et les plus significatives en termes absolus se retrouvent dans les productions animales: produits laitiers (+100,5 millions de $ ou 10,9%), porcs (+92,2 millions de $ ou 15,9%), volailles (+16,0 millions de dollars ou 7,0%) et boeufs et veaux (+11,5 millions de $ ou 4,8%). Du côté des cultures, nous retrouvons les fruits (+7,2 millions de $ ou 26,9%), le tabac (+4,9 millions de $ ou 26,3%), l'horticulture (+3,8 millions de $ ou 11,5%) et l'orge (+3,6 millions de $ ou 26,9%).

Les productions animales contribuent à 79,0% des recettes monétaires totales en 1982 et on retrouve par ordre d'importance la production laitière avec 35,2%, la production porcine avec 23,1%, les boeufs et veaux avec 8,6%, la volaille avec 8,4% et la production d'oeufs avec 2,7%. L'ensemble des cultures, avec 383,6 millions de $ de ventes, ne représente que 13,2% des recettes monétaires totales en 1982. Les plus importantes sont celles du maïs avec 3,2% du total des recettes, des légumes avec 2,8%, des fruits et de l'horticulture avec 1,2% chacune et de la pomme de terre avec 1,1%. L'agriculture québécoise est donc surtout orientée vers les productions animales et plus particulièrement vers la production laitière.

Les dépenses d'exploitation, d'amortissement et de commercialisation totalisent 2 324,2 millions de $ en 1982, dont 236,9 millions de $ en amortissement sur les bâtiments et la machinerie et 84,0 millions de $ en frais de commercialisation. Ce niveau des dépenses, en hausse de 6,2% sur celui de l'an dernier qui avait lui-même augmenté de 17,9%, correspond entre autres aux efforts intensifiés d'exploitation et de mise en valeur du potentiel agricole québécois. Ils font progresser de 4,1% le volume des intrants en 1982, qui se conjugue à une faible croissance des prix de ces mêmes intrants (3,7% pour l'Est du Canada). Le coût de l'alimentation des animaux (achats commerciaux seulement), même s'il diminue de 1,3% en 1982, demeure l'élément le plus important des dépenses d'exploitation avec 33,5% ou 671,4 millions de $ du total. La baisse de la dépense pour l'alimentation du bétail s'explique par la diminution de 7,1% dans les prix des aliments pour animaux (Est du Canada) en 1982. L'autre poste le plus important des dépenses d'exploitation est celui des intérêts sur la dette avec 299,7 millions de $ ou 15,0% du total. L'augmentation de 5,5% en 1982 des intérêts sur la dette fait suite à l'augmentation de 53,3% en 1981. Les taux d'intérêt très élevés qui ont prévalu tout au long de l'année 1981 et pour la majeure partie de 1982 expliquent cette croissance. Les dépenses afférentes à la machinerie occupent le troisième rang avec 11,0% ou 221,2 millions de $, en augmentation de 16,0%. Les salaires payés à la main-d'oeuvre agricole totalisent 165,1 millions de $ pour une augmentation de 7,0%, alors que les achats d'engrais et chaux croissent de seulement 3,8% pour un montant de 136,8 millions de $.

Tableau 6,2 **Agriculture principales statistiques Québec**

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
Immobilisations: Construction	'000 000 $	128,4	158,1	185,4	241,7	271,4	23,1	17,3	30,4	12,3
Machinerie et équipement	000 000 $	267,6	345,9	345,8	367,3	350,3	29,3	0,0	6,2	−4,6
Total	000 000 $	**396,0**	**504,0**	**531,2**	**609,0**	**621,7**	**27,3**	**5,4**	**14,6**	**2,1**
Recettes monétaires totales	000 $	1 716 886	1 975 910	2 382 914	2 724 780	2 916 234	15,1	14,0[1]	14,3	7,0
Valeur de la variation des stocks	000 $	27 315	74 138	51 851	64 338	−16 911				
Revenu en nature	000 $	59 802	73 535	70 689	75 584	71 100	23,0	−3,9[1]	6,9	−5,9
Revenu brut total	000 $	**1 804 003**	**2 123 583**	**2 505 454**	**2 864 702**	**2 970 423**	**17,7**	**10,7[1]**	**14,3**	**3,7**
Dépenses totale	000 $	**1 273 156**	**1 522 971**	**1 956 047**	**2 188 520**	**2 324 231**	**19,6**	**18,1***	**17,9**	**6,2**
Revenu net total	'000 $	**530 847**	**600 612**	**549 407**	**676 182**	**646 192**	**13,1**	**−8,0***	**5,1**	**−4,4**
Produit intérieur brut au coût des facteurs	'000 000 $	998	1 199	1 245	1 441	1 623	20,1	3,8	15,7	12,6
Indices des prix à la ferme des produits agricoles	1971 = 100	223,2	244,1	254,9	286,4	299,0	9,4	4,4	12,4	4,4
Indices des prix des entrées (Est du Canada)										
– total	1971 = 100	**199,3**	**232,1**	**253,5**	**284,2**	**294,7**	**16,5**	**9,2**	**12,1**	**3,7**
– aliments pour animaux	1971 = 100	198,0	231,0	257,7	283,5	263,4	16,7	11,6	10,0	−7,1
Rémunération des salaires (salaires, traitements et revenus complémentaires)	'000 000 $	153	170	188	209	230	11,1	10,6	11,2	10,0
Emploi total[2]	'000 $	**72**	**68**	**78**	**77**	**76**	**−5,6**	**14,7**	**−1,3**	**−1,3**

1. Chiffres provisoires — Variations calculées à partir des données de Statistique Canada pour 1980.
2. Provient de l'enquête sur la population active, S.C.

SOURCES: Statistique Canada; Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, gouvernement du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

La pêche

76 L'augmentation de seulement 3,7% ou de 105,7 millions de $ du revenu brut total, combinée à la hausse de 6,2% ou de 135,7 millions de $ des dépenses totales, entraîne une diminution de 4,4% ou de 30 millions de $ du revenu net total des agriculteurs qui s'établit à 646,2 millions de $ en 1982. Le revenu net total, à l'instar du revenu net réalisé, est aussi une mesure du profit, mais il inclut une évaluation du profit pouvant être réalisé sur les inventaires.

Tableau 6,3 Pêche maritime et piégeage Principales statistiques Québec

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982*	1979 / 1978	1980 / 1979	1981 / 1980	1982* / 1981*
Immobilisations										
Construction	'000 000 $	0.6	0.6	0.6	0.7	1.0	0.0	0.0	16.7	42.9
Machinerie et équipement	000 000 $	9.1	9.6	13.8	4.7	4.0	5.5	43.8	-65.9	-14.9
Total	'000 000 $	9.7	10.2	14.4	5.4	5.0	5.2	41.2	-62.5	-7.4
Valeur des prises au débarquement :										
Pêche hauturière										
– bateaux étrangers	000 $	1 272.7	2 106.4	269.0	340.1	31.6				
– bateaux québécois	000 $	13 383.6	17 830.7	18 193.4	20 737.6	23 853.2	33.2	2.0	14.0	15.0
– total	'000 $	14 656.2	19 937.0	18 462.4	21 077.7	23 884.8	36.0	-7.4	14.2	13.3
Pêche côtière	000 $	14 240.1	19 772.7	23 003.7	25 304.1	26 059.8	38.5	16.6	10.0	3.0
Total pêche	'000 $	28 896.3	39 659.7	41 466.1	46 381.8	49 944.6	37.2	4.6	11.9	7.7
Animaux à fourrure (chasse)	000 $	8 019.8	11 917.9	11 590.1	11 758.1	8 157.9	48.6	-2.8	1.4	-30.6
Total pêche maritime et piégeage	'000 $	36 916.1	51 577.6	53 056.2	58 139.9	58 102.5	39.7	2.9	9.4	-0.1
Produit intérieur brut au coût des facteurs	000 000 $	27	37	35	44	48	37.0	-5.4	25.7	9.1
Pêcheurs										
– pêche hauturière	Nombre	574	584	616	594	595	1.7	5.5	-3.6	0.2
– pêche côtière	Nombre	4 355	4 496	3 714	4 130	4 300	3.2	-17.4	11.2	4.1
– total	Nombre	4 929	5 080	4 330	4 724	4 895	3.1	-14.8	9.1	3.6
Rémunération des salariés	'000 000 $	8	11	11	15	17	37.5	0.0	36.4	13.3

SOURCES : Bureau de la statistique du Québec ; ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche du Québec ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Les immobilisations dans les pêches totalisant seulement 5,0 millions de $ en 1982, soit une baisse de 7,4% par rapport à 1981, sont loin du record de 14,4 millions dépensés de 1980. Les quatre cinquièmes de ces dépenses en 1982, soit 4 millions de $, vont pour l'achat de machinerie et d'équipement. Les dépenses en réparations, par contre, augmentent de 6,8% en 1982 et s'établissent à 4,7 millions de $. Comme pour les immobilisations la plus grande partie, soit plus des trois quarts, est consacrée à la machinerie et l'équipement.

La valeur au débarquement des captures augmente de 7,7% en 1982 au Québec pour un total de 49,9 millions de $. Le volume des prises, par ailleurs, n'augmente que de 0,1%, ce qui indique un prix global moyen la tonne plus élevé qu'en 1981. La morue est la principale espèce capturée : avec 43,7% du volume total des captures en 1982, elle contribue à 33,4% de la valeur totale, en diminution toutefois de 10,2% en valeur et de 8,1% en volume par rapport à 1981. Les prises de crabes enregistrent la plus forte croissance de 1982 et viennent supplanter le homard et la crevette ; dans ce cas, à une augmentation de 50,2% en volume correspond une hausse en valeur de 120,3% pour un montant de 10,4 millions de $, soit 20,8% de valeur totale comparativement à seulement 10,2% en 1981. Le homard, par contre, avec seulement 2,1% du volume total des prises en 1982 (14,8% pour le crabe), représente 15,6% de la valeur totale, une augmentation de 9,5% par rapport à la valeur de 1981, tandis que le volume diminue de 3,8%. La crevette, pour sa part, avec 6,9 millions de $ en valeur, occupe le quatrième rang et connaît la deuxième croissance la plus forte avec 13,4% en volume et 16,6% en valeur. Puis vient la sébaste qui voit son volume de prises augmenter de 12,9% et sa valeur de 6,7% pour atteindre 2,7 millions de $. Deux espèces voient leurs captures diminuer fortement en volume et en valeur : le pétoncle et le hareng avec respectivement −62,5% et −39,5% en volume et −68,9% et −36,5% en valeur.

La flotte hauturière avec seulement 12,2% des effectifs-pêcheurs en 1982, contribue à 47,8% de la valeur totale des prises pour une productivité nettement supérieure à celle de la flotte côtière. Il faut cependant souligner que les coûts d'opération de la flotte côtière sont beaucoup moins élevés que ceux de la flotte hauturière.

L'exploitation forestière

Tableau 6,4 Forêts (activité de l'abattage) Principales statistiques Québec

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981
							variation en %			
IMMOBILISATIONS										
Construction	000 000 $	132.7	165.0	254.7	298.0	198.2*	24.3	54.4	17.0	-33.5
Machinerie et équipement	000 000 $	48.2	72.9	98.8	135.9	76.8*	51.2	35.5	37.6	-43.5
Total	**000 000 $**	**180.9**	**237.9**	**353.5**	**433.9**	**275.0***	**31.5**	**48.6**	**22.7**	**-36.6**
Valeur brute de production (au niveau de la transformation)	000 000 $	1 632.5	1 991.7	2 304.4	2 209.2	1 830.1*	22.0	15.7	4.1	-17.2
Produit intérieur brut au coût des facteurs	000 000 $	779	955	1 202	999	1 024	22.6	25.9	-16.9	2.5
Salariés (y compris broyage)	000	21.7	24.2	25.8	24.0	20.2*	11.5	6.6	-7.0	-15.8
Salaires et traitements hebdomadaires moyens	$	367.32	414.03	448.70	493.57	525.95	12.7	8.4	10.0	6.6
Rémunération des salariés (salaires, traitements et revenus complémentaires)	000 000 $	560	685	783	846	748	22.3	14.3	8.0	11.6

SOURCES: Estimations du nombre de salariés par province et par industrie (72-008); Investissements privés et publics au Canada (61-205); Production minérale du Canada (26-202), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

L'activité d'abattage, qui fournit principalement la production de bois à pâte et la production de bois de construction, se ressent, particulièrement en 1982, des difficultés rencontrées par l'industrie des pâtes et papiers et par le ralentissement marqué de la construction. Une augmentation de la capacité de production des usines de pâtes et papiers aux États-Unis et ailleurs, associé à une consommation anémique, à une hausse des coûts de production plus élevée au Canada que chez nos voisins du Sud, et à une percée des pays scandinaves sur les marchés d'exportation, affectent notre industrie de pâtes et papiers. Alors qu'elle était historiquement la deuxième plus importante au Québec en ce qui a trait à la valeur des livraisons, après celle des aliments et boissons, pour la première fois en 1982, elle est supplantée par l'industrie du pétrole et du charbon.

Les immobilisations de l'activité de l'abattage enregistrent en 1982 une très forte baisse de 49,7% pour se fixer à seulement 22,9 millions de $. C'est la deuxième baisse consécutive, 1981 s'étant soldée par une diminution de 6,8%. Ces dépenses de capital en 1982 se répartissent à raison de 62,0% en construction et le reste en machinerie et équipement. Les dépenses en réparations sont cependant beaucoup plus élevées que les immobilisations, même si elles accusent une baisse de 7,6% par rapport à 1981. Elles se chiffrent à 56,1 millions de $, dont 76,1% ou 42,7 millions de $ en machinerie et équipement et le reste en construction.

L'activité de l'abattage connaît donc en 1982 un fort ralentissement qui se manifeste par une baisse de production de 15,9% en volume et de 12,1% en valeur. La baisse des exportations de papier d'imprimerie et de pâtes de bois et pâtes similaires n'a guère aidé à soutenir l'industrie. Par contre la hausse des exportations de bois d'oeuvre a certainement contribué à restreindre la baisse de production des scieries en 1982.

De plus en plus d'exploitants produisent à la fois du bois à pâte et du bois de construction, le tri se faisant aux usines de transformation. On peut quand même à partir des relevés mensuels auprès des compagnies productrices de pâtes et papiers, d'une part, et auprès des scieries, d'autre part, voir l'évolution générale de la production pour ces deux principaux produits qui représentent à eux seuls 92% du volume total de la production forestière en 1981.

Le volume de production de bois à pâte, qui avait enregistré une hausse de plus de 10% en 1981, diminue de 24% en 1982 parallèlement à une diminution de 12% dans les stocks. Les stocks de bois à pâte, 11,4 millions de mètres cubes à la fin de 1982, sont très importants car ils équivalent à 88% de la production totale en 1982. La baisse de 1,6 million de mètres cubes dans les stocks par rapport à une baisse de 4,2 millions de mètres cubes de la production, montre bien que les usines de pâtes et papiers ont fonctionné au ralenti en 1982. De plus, la légère augmentation de 2,0% de l'indice du prix de vente canadien n'est pas suffisante pour compenser la hausse des coûts de production.

En ce qui a trait au bois de construction, les rapports d'opération des scieries indiquent une diminution de 9,5% en volume pour la production, en même temps que les stocks diminuent de 24,0%. Cette baisse dans les stocks ne représente toutefois que 0,3 million de mètres cubes alors que la baisse de la production en représente plus du double, soit 0,7 million de mètres cubes. Ainsi, les scieries réduisent leurs opérations en 1982, mais les exportations de bois d'oeuvre pour un montant de 495 millions de $ ont certainement contribué à leur donner un minimum de viabilité. L'évolution de l'indice du prix de vente, au niveau canadien, des scieries et ateliers de rabotage est d'ailleurs significative du marasme de cette industrie avec une baisse de 4,2% en 1982 consécutive à celles de 11,4% et 5,6% en 1980 et 1981.

Conséquemment à la baisse de production, le nombre d'employés salariés de l'exploitation forestière diminue de 19,2% en 1982 pour s'établir à 13 900 personnes. Les salaires et traitements hebdomadaires moyens augmentent par ailleurs de 10,8%, de sorte que la masse salariale de cette activité ne diminue que de 8,4% et se chiffre à 393 millions de $.

L'exploitation minière

L'industrie minière demeure toujours, après l'agriculture, la plus importante des activités du primaire tant du point de vue de la valeur brute de la production que des effectifs employés et des immobilisations. Le Québec est le seul producteur au Canada de colombium (20,9 millions de $ en 1982), de fer refondu (105,9 millions de $), de pyrite et pyrrhotite et de bioxyde de titane (106,0 millions de $). De plus, le Québec occupe le premier rang au Canada pour la production d'or, de sélénium, de tellure, d'amiante, de dolomite magnésitique et brucite, de tourbe et de quartz et le deuxième rang pour la production de minerai de fer (après Terre-Neuve), de molybdène (après la Colombie-Britannique), de stéatite, talc, pyrophillite et pierre (après l'Ontario).

Tableau 6,5 Mines Principales statistiques Québec

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
							variation en %			
IMMOBILISATIONS:										
Construction	'000 000 $	132,7	165,0	254,7	298,0	198,2*	24,3	54,4	17,0	−33,5
Machinerie et équipement	'000 000 $	48,2	72,9	98,8	135,9	76,8*	51,2	35,5	37,6	−43,5
Total	'000 000 $	180,9	237,9	353,5	433,9	275,0*	31,5	48,6	22,7	−36,6
Valeur brute de production (au niveau de la transformation)	'000 000 $	1 632,5	1 991,7	2 304,4	2 209,2	1 830,1*	22,0	15,7	−4,1	−17,2
Produit intérieur brut au coût des facteurs	'000 000 $	779	955	1 202	990	1 024	22,6	25,9	−16,9	2,5
Salariés (y compris broyage)	'000	21,7	24,2	25,8	24,0	20,2*	11,5	6,6	−7,0	−15,8
Salaires et traitements hebdomadaires moyens	$	367,32	414,03	448,70	493,57	525,95	12,7	8,4	10,0	6,6
Rémunération des salariés (salaires, traitements et revenus complémentaires)	000 000 $	560	685	783	848	748	22,3	14,3	8,0	−11,6

* Chiffres provisoires — ** Chiffres estimatifs.
SOURCES: Estimations du nombre de salariés par province et par industrie (72-008); Investissements privés et publics au Canada (61-205); Production minérale du Canada (26-202), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

L'industrie minière québécoise est fortement reliée à l'activité économique des pays industrialisés, étant donné la forte proportion de produits miniers exportés. La crise mondiale qui frappe toutes les économies en 1982 affecte évidemment les exportations et le volume d'opération de cette activité économique au Québec. Celle-ci accuse pour 1982 une baisse de 17,2% de la valeur brute de sa production, qui fait suite à celle de 4,1% en 1981. Les exportations de produits miniers, qui représentent pour l'année 1982 10,0% du total des exportations canadiennes chargées au Québec, soit 1,5 milliard de $ sur 15,1 milliards de $, sont en baisse (pour une deuxième année consécutive) de 25,4%.

Les immobilisations de l'activité minière présentent au cours des années des variations importantes inhérentes à la nature même des opérations de cette industrie qui nécessite, lors de la mise en exploitation de nouvelles mines, d'importants investissements qui peuvent s'échelonner sur deux ou trois ans. Il existe donc parfois des périodes de transition entre la finalisation de projets majeurs et le démarrage de certains autres. Sous cet éclairage, les fluctuations des immobilisations d'une année à l'autre sont moins surprenantes. Après une baisse majeure en 1978 (−66,2%) par rapport au niveau record de 535 millions de $ en 1977, les immobilisations s'accroissent à nouveau jusqu'en 1981 pour atteindre 434 millions de $. Elles baissent à nouveau de 36,6% en 1982 pour s'établir à 275,0 millions de $, dont 198,2 millions en construction et 76,8 millions en machinerie et équipement. Les dépenses de réparations, toutefois, totalisent 330,8 millions de $, une hausse de 6,1% dont 255,6 milions de $ en machinerie et équipement.

Les dépenses d'exploration (0,8%) se maintiennent sensiblement au même niveau qu'en 1981 alors qu'elles avaient progressé fortement (53,9%); elles atteignent 128,9 millions de dollars en 1982. Par contre, les dépenses de mise en valeur diminuent de 33,8% en 1982 pour se chiffrer à 113,6 millions de $. Des dépenses d'exploration effectuées en 1982, 45,4 millions de $ vont pour les métaux usuels, 64,3 millions pour les métaux précieux et 11,1 millions pour l'uranium. En ce qui a trait aux dépenses de mise en valeur, 35,7 millions vont pour le minerai de fer, 30,6 millions pour l'or, 19,1 millions pour l'amiante, 11,1 millions pour le cuivre et 2,7 millions pour le zinc et le plomb. Les dépenses d'exploration en 1982 sont effectuées à raison de 67,7% par les sociétés privées, 23,9% par les sociétés publiques et 8,4% par des sociétés mixtes. Pour les dépenses de mise en valeur, le partage se fait ainsi: 79,1% sont affectuées par les sociétés privées, 5,6% par les sociétés publiques et 15,3% par les sociétés mixtes. La région de l'Abitibi—Témiscamingue s'accapare la plus grosse partie des dépenses d'exploration et de mise en valeur avec 46,1%, suivie de la Côte-Nord avec 18,1%, du Saguenay—Lac-Saint-Jean avec 16,4%, du Québec avec 8,9%, du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie avec 4,7% et du Nouveau-Québec avec 4,3%. Le reste, soit 1,5%, se partage entre les quatres autres régions.

La valeur de la production minière transformée enregistre une baisse pour une deuxième année consécutive. Cette valeur s'établit à 1 830,1 millions de $, soit une baisse de 17,2%, consécutive à celle de 4,1% en 1981. La valeur totale se répartit à raison de 65,7% ou 1 203,2 millions de $ pour les substances métalliques, de 26,5% ou 485,7 millions de $ pour les minéraux industriels et de 7,7 % ou 141,2 millions de $ pour les matériaux de construction (sable, gravier et pierre). La baisse au niveau global s'explique soit par des baisses en volume, soit par des baisses de prix unitaires, soit par les deux combinées.

Parmi les substances métalliques, le minerai de fer demeure toujours au premier rang avec une valeur de production de 446,3 millions de $, en diminution toutefois de 25,6% par rapport à 1981. Cette diminution s'explique par la baisse de 32,1% en volume associée à une amélioration du prix moyen à la tonne de ce minerai. Les exportations de minerai, concentrés et déchets de fer, chargées au Québec, sont d'ailleurs en baisse de 29,6% en 1982. L'industrie de l'acier est en difficulté et, d'après le président et l'International Iron and Steel Institute, une pénurie d'acier de même qu'une augmentation des prix sont exclues d'ici 1985, et un accroissement de la demande ne fera que réduire l'écart actuel vers les ventes et la capacité de production.

La valeur de la production d'or, en croissance accélérée de 1977 à 1980 par suite de l'augmentation très rapide du prix unitaire, décroît en 1981 de 14,2% mais augmente à nouveau en 1982 de 13,1% pour s'établir à 347,3 millions de $, valeur quand même inférieure au record de 358 millions de $ en 1980. La croissance en valeur de 1982 résulte uniquement d'une augmentation de 34,1% du volume de production, le prix unitaire baissant pour une deuxième année consécutive, baisse de 15,6% après celle de 23,0% en 1981. Parmi les métaux produits, l'or occupe depuis 1980 le deuxième rang en importance avant le cuivre. Le cuivre, dont le marché est stagnant, enregistre pour une deuxième année consécutive une baisse de son prix, soit 11,8 pour cent après celle de 15,0 en 1981. La faible augmentation en volume de 0,9% en 1982 se traduit donc par une diminution de 11,0% de la valeur brute de production qui s'établit à 176,7 millions de $.

L'énergie électrique

Parmi les autres métaux d'importance, le zinc, qui enregistrait des baisses successives du volume de production depuis 1970, connaît en 1982 une hausse de 22,9%. Cette hausse en volume est toutefois en partie annulée par la baisse de 10,0% du prix de sorte que la valeur brute, estimée à 70,8 millions de $, n'augmente que de 11,4% en 1982. L'argent montre aussi une hausse de volume en 1982 soit de 8,1%. Cependant, la baisse de 22,0% du prix unitaire en 1982, suite à celle de 47,7% en 1981, se traduit en 1982 par une valeur brute de production (17,0 millions de $) inférieure de 15,7% à celle de 1981 qui elle-même avait baissé de 56,1% par rapport à 1980. D'autre part, le fer refondu, avec une valeur de production de 105,9 millions de dollars, enregistre aussi une diminution, soit de 6,4%. Le colombium, pour sa part, montre une augmentation en volume (+14,0%) et en valeur (+12,5%) pour une production de 20,9 millions de $ en 1982.

Du côté des minéraux industriels, l'amiante avec une valeur de production de 325,0 millions de $, ce qui représente 66,9% de la valeur totale de ce groupe en 1982, enregistre une diminution en volume et en valeur pour une troisième année consécutive, soit respectivement de 23,9 et 22,6% en 1982. Le marché de l'amiante est principalement affecté par la publicité défavorable pour ce produit depuis quelques années (exportations en diminution de 16,2% en 1982) et le marasme de l'industrie de la construction à laquelle il est étroitement relié. Tous les autres minéraux industriels augmentent leur valeur de production en 1982, sauf le bioxyde de titane dont la valeur chute de 19,5% pour se fixer à 106,0 millions de $.

En ce qui a trait aux matériaux de construction, de très fortes diminutions de 54,2% en volume et de 53,3% en valeur sont observées pour le sable et le gravier, de même que pour la pierre avec des baisses de 48,2% en volume et 38,6% en valeur.

Le nombre d'employés salariés, étant donné le ralentissement des activités, enregistre une baisse de 15,8% en 1982 pour s'établir à 20 200. Cette baisse fait suite à celle de 7,0% en 1981. Par ailleurs, les salaires et traitements hebdomadaires moyens ne s'accroissent que de 6,6% de sorte que la masse salariale subit une baisse de 11,6% ou de 98 millions de $ pour se fixer à 748 millions de $.

Tableau 6,6 Énergie électrique Principales statistiques Québec

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
							variation en %			
Puissance installée à la fin de l'année										
– Hydro-Québec	'000Kw	12 979	14 475	16 862	18 552	19 142	11.5	16.5	10.0	3.2
– Autres	'000Kw	3 617	3 670	3 670	3 670*	3 670*	1.5	0.0	0.0	0.0
– Total	'000Kw	16 596	18 145	20 532	22 222*	22 812*	9.3	13.2	8.2	2.7
Génération nette										
– quantité	000 000 Kwh	86 049	89 043	97 917	102 904	100 020	3.5	10.0	5.1	-2.8
– valeur brute	000 000 $	1 737.6	2 128.7	2 820.1	2 963.5	3 497.0	22.5	23.1	13.1	18.0
Immobilisations (Hydro-Québec et S.E.B.J.)	000 000 $	2 586	2 817	2 589	2 643	2 542	8.9	-8.1	2.1	-3.8
Employés, Hydro-Québec										
– Permanents (fin d'année)	Nombre	16 934	17 991	18 656	19 540	20 032	5.7	4.3	4.7	2.5
– Temporaires	Nombre	1 520	1 839	1 919	2 286	2 520	21.0	4.4	19.1	10.2
– Sur les chantiers (moyenne)	Nombre	3 942	3 105	2 123	1 582	937	-21.2	-31.6	-25.5	-40.8
– Prêtés à S.E.B.J.	Nombre	455	443	267	257	170	-2.6	-39.2	-10.5	-33.9
– Total		22 851	23 278	22 965	23 665	23 659	1.9	-1.3	3.0	-0.03
Masse salariale, Hydro-Québec										
– Exploitation	000 000 $	377.4	437.7	551.0	667.1	746.1	16.0	25.9	21.1	11.8
– Chantiers	000 000 $	122.0	88.5	70.2	51.0	36.3	-27.5	-20.7	-27.4	-28.8
– Exploitation & – chantiers S.E.B.J.	000 000 $	14.3	18.2	12.4	11.9	10.0	27.3	-31.9	-4.0	-16.0
– Total		513,7	544,4	633,6	730,0	792,4	6,0	16,4	15,2	8,5

SOURCES: Hydro-Québec; Statistique de l'énergie électrique (57-001), (57-202) et (57-204); S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Le Québec dispose du plus vaste bassin hydraulique en Amérique. La phase I du complexe La Grande, qui comprend l'aménagement de trois centrales d'une puissance installée totale de 10 269 000 kilowatts à un coût estimé à environ 14,6 milliards de $, se poursuit toujours et l'achèvement est prévu pour 1985. Au 31 décembre 1982, 11,6 milliards de $ avaient été injectés dans le projet. Par ailleurs, étant donné le ralentissement de la demande de consommation, une revision profonde du plan des installations projetées a été faite, notamment pour les grands complexes de La Grande-phase II, Grande Baleine, Nottaway-Broadback-Rupert, La Romaine et la centrale de pompage de Delanay. Toutes ces installations ont été reportées et réévaluées aux points de vue de leur faisabilité et de leur rentabilité, selon des scénarios de croissance ralentie.

Avec une puissance installée de 22 812 000 kilowatts à la fin de 1982, le Québec demeure toujours un des plus grands producteurs au monde d'hydro-électricité. Hydro-Québec contrôle près de 84% des moyens actuels de production (centrales en opération), le reste appartenant surtout à quelques grandes entreprises. Hydro-Québec dispose depuis 1972, en plus de sa puissance installée, de virtuellement toute l'énergie produite aux chutes Churchill, centrale avec une puissance nominale de 5 225 000 kilowatts, et ce en vertu d'un contrat d'une durée de 40 ans à compter du 1er septembre 1976. Une fois les travaux du complexe La Grande terminés, le potentiel restant à aménager sera de l'ordre de 35 000 mégawatts, dont 15 000 sont considérés comme d'ores et déjà économiquement aménageables (coûts comparables au nucléaire). De plus, le potentiel des petites rivières, moins de 100 mégawatts, est estimé à 10 000 mégawatts.

La production d'énergie électrique (génération nette) enregistre une baisse de 2,8% en 1982 pour totaliser 100 020 millions de kWh. C'est la deuxième baisse à survenir au Québec, après celle de 9,6% ou de 8 milliards de kWh en 1975, due à l'intégration au réseau du Québec de l'énergie produite aux chutes Churchill. La baisse en 1982 est due principalement à une diminution de la demande par le groupe industries et commerces. Les importations des chutes Churchill, qui équivalent presque au double des exportations totales, répondent à 30,3% besoins d'énergie du Québec et totalisent 35,7 milliards de kWh.

La valeur brute de la production est estimée à 3 497 millions de $ en 1982 soit une augmentation de 18,0% par rapport à 1981. Cette augmentation de la valeur brute de la production repose essentiellement sur la hausse tarifaire moyenne de 16,3% appliquée à partir de janvier 1982 et sur l'augmentation du prix de l'électricité exportée. L'industrie et le commerce, en dépit d'une baisse de 4,8% dans leur quantité consommée, sont toujours les principaux utilisateurs d'énergie au Québec avec 61,2% du total en volume. Les ménages et les femmes haussent leur consommation de 1,4% en 1982 et leur part de la consommation totale, qui était de 19,6% en 1973, est maintenant de 28,6%. Cette poussée de l'utilisation de l'électricité pour le chauffage des maisons et des bâtiments a suivi l'explosion des prix des produits pétroliers et va dans le sens de la politique de remplacement des produits pétroliers par l'énergie électrique et le gaz naturel.

Les immobilisations faites par Hydro-Québec et la S.E.B.J. en 1982 dans le domaine énergétique totalisent 2 542 millions de $, soit une diminution de 3,8% par rapport à 1981. Elles comptent

toutefois pour 14,2% des investissements globaux (immobilisations et réparations réunies) au Québec en 1982. Alors que les immobilisations d'Hydro-Québec (1 618 millions de $) augmentent de 11,6% en 1982, celles de la S.E.B.J. (924 millions de $) diminuent pour une troisième année consécutive, soit de 22,5% en 1982. Le niveau maximum des dépenses annuelles de ce projet (La Grande-Phase I), dont l'achèvement est prévu pour 1985, semble donc avoir été atteint en 1979. Les dépenses de capital d'Hydro-Québec en 1982 se répartissent comme suit : 433 millions de $ pour la production d'énergie, en diminution de 3,8% après l'augmentation de 77,3% en 1981 ; 694 millions de $ pour le transport d'énergie, une augmentation de 18,0% ; 319 millions de $ pour le réseau de distribution comparativement à 318 millions de $ en 1981 ; et 172 millions de $ en dépenses diverses, soit une très forte hausse de 83,0%. Les dépenses pour le transport d'énergie canalisent toujours la plus grosse partie des dépenses de capital d'Hydro-Québec avec 42,9% du total comparativement à 40,5% en 1981.

CHAPITRE 7
Le secteur de la fabrication

Tableau 7,1 Valeur des livraisons industries manufacturières Canada

Industries	1978	1979	1980	1981	1982	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
	'000 000 $					variation en %			
Aliments et boissons	21 995	25 372	28 313	31 581	32 974	15,6	11,6	11,5	4,4
Tabac	996	1 113	1 212	1 482	1 582	11,7	8,9	20,6	8,2
Caoutchouc et produits en matière plastique	3 059	3 771	4 092	4 558	4 305	23,3	8,5	11,4	−5,6
Cuir	848	1 069	1 083	1 230	1 070	26,1	1,3	13,6	−13,0
Textile	3 402	4 074	4 423	4 924	4 216	19,8	8,6	11,3	−14,4
Bonneterie	711	830	949	978	953	16,7	14,3	3,1	−2,6
Vêtement	3 114	3 679	3 865	4 038	3 762	18,1	5,1	4,5	−6,8
Bois	7 476	8 808	8 396	8 578	7 254	17,8	−4,7	2,2	−15,4
Meubles et articles d'ameublement	1 703	2 061	2 320	2 676	2 246	21,0	12,6	15,3	−16,1
Papier et produits connexes	10 197	12 286	14 502	15 534	14 554	20,5	18,0	7,1	−6,3
Imprimerie, édition et industries connexes	4 089	4 721	5 623	6 378	6 465	15,5	19,1	13,4	1,4
Industrie métallique primaire	10 120	11 856	13 417	14 319	11 933	17,2	13,2	6,7	−16,7
Industrie des produits métalliques	8 489	10 409	11 737	12 424	11 559	22,6	12,8	5,9	−7,0
Industrie de la machinerie	5 037	6 528	7 619	8 543	7 305	29,6	16,7	12,1	−14,5
Industrie du matériel de transport	18 273	20 009	19 383	22 196	23 004	9,5	−3,1	14,5	3,6
Appareils et matériel électriques	5 435	6 660	7 765	8 848	8 482	22,5	16,6	13,9	−4,1
Produits minéraux non métalliques	3 602	4 091	4 225	4 719	4 202	13,6	3,3	11,7	−11,0
Industrie du pétrole et du charbon	10 449	12 370	14 527	19 600	20 692	18,4	17,4	34,9	5,6
Industrie chimique et produits connexes	7 591	9 530	11 210	12 713	12 441	25,5	17,6	13,4	−2,1
Industries manufacturières diverses	2 736	3 238	3 739	4 001	3 866	18,3	15,4	7,0	−3,4
Industries des biens durables	60 140	70 426	74 865	82 308	75 985	17,1	6,3	9,9	−7,7
Industries des biens non durables	69 154	82 060	93 544	107 004	106 880	18,7	14,0	14,4	−0,1
TOTAL	129 296	152 487	168 411	189 313	182 865	17,9	10,4	12,4	−3,4

1. Livraisons des produits de propre fabrication.
2. Les chiffres ayant été arrondis, il est possible que la somme des postes ne corresponde pas au total.

SOURCES : Statistique Canada, « Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières », (cat. no 31-001) ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Douze mois après la courte récession du premier semestre de 1980, s'amorce une plus longue et plus coûteuse récession qui affecte gravement l'industrie manufacturière canadienne et québécoise tout au long de 1982. Les fabricants québécois sont plus durement touchés que leurs homologues ontariens. Cependant, leur part dans le total des livraisons canadiennes demeure inchangée à 26,2%. Le secteur manufacturier québécois est sensiblement plus affecté par la récession de 1982 que ne le sont la plupart des autres secteurs de l'activité économique. En conséquence, son importance relative diminue dans le produit intérieur brut du Québec au coût des facteurs ; elle passe du niveau élevé de 24,9% en 1981 à un niveau équivalent à celui de 1977, soit de 22,7%.

La demande intérieure et extérieure de produits transformés au Québec demeure déprimée, tant et aussi longtemps que les taux d'intérêt restent à un niveau très élevé. Au dernier trimestre de 1982, la baisse rapide des taux d'intérêt et la relance de l'industrie de la construction domiciliaire améliorent les anticipations, notamment dans les secteurs des produits du bois et du meuble, mais la reprise partielle qui s'amorce alors ne parvient pas à assurer un écoulement normal des inventaires de produits manufacturés ainsi que des coefficients d'exploitation jugés satisfaisants par les fabricants. La production et l'emploi baissent énormément en 1982, le taux de croissance des prix de vente industriels fléchit considérablement et les bénéfices s'affaissent ; plusieurs fabricants accusent même des pertes et le nombre de faillites est en forte croissance.

Toutes les industries manufacturières du Québec sont plus ou moins affectées par la mauvaise conjoncture économique. On remarque néanmoins que les fabricants de biens durables sont tout particulièrement touchés, notamment les secteurs du meuble, des produits minéraux non métalliques, de la machinerie et du matériel de transport. Dans ces quatre derniers cas, le volume des ventes décroît dans des proportions variant de 20,0% à 25,0%. Chez les producteurs de biens non durables, la baisse du volume des livraisons est moins grande, mais là aussi les expéditions diminuent à des taux élevés dans plusieurs secteurs. Notamment, les ventes réelles des entreprises de textile, de cuir et de vêtements décroissent fortement, à des rythmes de l'ordre de 15,0% à 21,0%.

Le climat d'incertitude créé par la récession économique, le coût élevé du loyer de l'argent, la sous-utilisation des capacités de production ainsi que les difficultés financières des entreprises n'incitent pas à l'investissement. Les projets sont remis à plus tard ou simplement abandonnés. En conséquence les immobilisations des manufacturiers québécois diminuent après avoir connu des hausses ininterrompues pendant six ans.

Tous les secteurs de l'activité québécoise de la transformation diminuent leurs effectifs en 1982. Ces pertes durent depuis quelques années et totalisent plusieurs milliers d'emplois. Le chômage très élevé n'est pas propice aux nombreux et longs conflits de travail. En dépit du nombre très élevé de conventions collectives prenant fin, il y a peu de pertes de travail en 1982 suite à des grèves ou lock-out. Les ententes font état de contrats accordant des hausses de salaires de moins en moins élevées. Néanmoins, avec l'influence des contrats de travail des années antérieures, les augmentations moyennes effectives des rémunérations demeurent importantes, quoiqu'en ralentissement après plusieurs années d'accélération.

Cet accroissement encore important des salaires et traitements se produit alors qu'on assiste parallèlement à une baisse de productivité. En conséquence, la hausse des coûts unitaires de main-d'oeuvre est très forte et elle diminue le niveau de compétitivité des fabricants québécois face à leurs concurrents américains. Cette détérioration de la capacité concurrentielle est moins accentuée en 1982 chez les manufacturiers québécois que chez leurs homologues du reste du Canada.

Les commandes, livraisons, stocks, bénéfices et prix

La valeur des livraisons des manufacturiers québécois diminue de 3,7% en 1982. Une légère hausse de 0,7% caractérise le secteur des biens non durables, mais une baisse importante de 11,4% affecte les expéditions de biens durables. Si on dégonfle ces données par l'indice des prix de vente industriels au Canada, la diminution en volume des livraisons manufacturières totales au Québec est d'environ 9,0%, soit nettement plus forte qu'en Ontario mais à peu près égale à celle de l'ensemble du Canada.

Il s'agit de la troisième année consécutive où le volume des ventes des fabricants diminue ou ne s'accroît que très faiblement au Québec. L'année 1982 est la pire de ces trois années de faible activité et c'est d'une façon quasi ininterrompue que le volume des livraisons manufacturières désaisonnalisées diminue entre juillet 1981 et septembre 1982. En conséquence, la légère reprise de la valeur des ventes de produits transformés, au quatrième trimestre de 1982, suffit à peine à ramener le niveau des livraisons, en décembre 1982, à ce qu'il était treize mois plus tôt.

C'est là une deuxième année consécutive de mauvaise performance pour les fabricants québécois de *biens durables*. Tout comme en 1982, les industries manufacturières québécoises s'adressant aux marchés de l'exportation, de la construction, des biens de consommation durables et des biens d'équipement sont très durement touchées.

Les ventes à l'étranger de biens durables produits au Québec sont particulièrement affectées. On connaît la diminution du commerce mondial en 1982, provoquée par la baisse de production dans la majorité des pays industrialisés ainsi que par les difficultés financières et les diminutions des ventes de pétrole et des exportations des pays en voie de développement. L'effet de cette baisse de la demande mondiale de biens transformés est percutant pour le Québec. On remarque notamment la faible demande outre frontières de voitures particulières et de châssis, de métaux ferreux et non ferreux, de moteurs d'avions et de leurs pièces, de tubes électriques et de semi-conducteurs ainsi que de bâtiments et de structures préfabriquées.

7,1 LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES, QUÉBEC — ONTARIO — CANADA

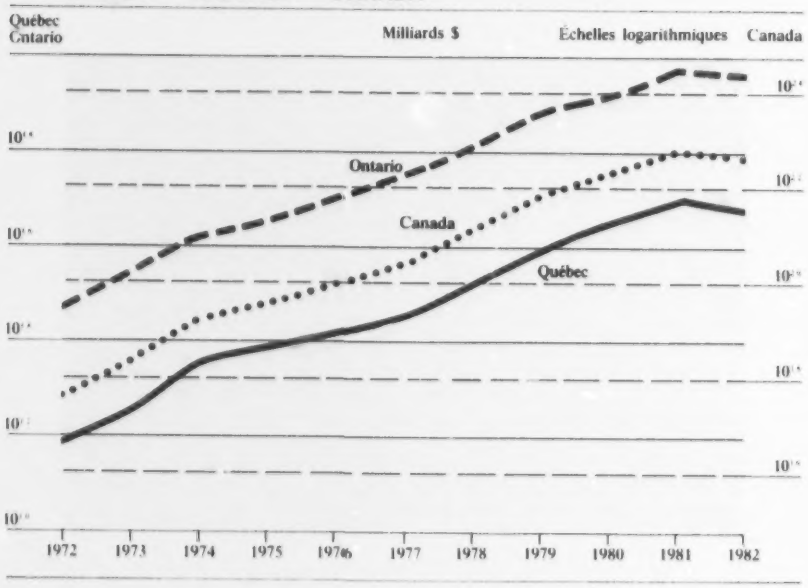


Tableau 7,2 Valeur des livraisons[1] industries manufacturières Québec

	1978	1979	1980	1981	1982	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
			'000 000 $			variation en %			
Aliments et boissons	5 789	6 519	7 433	8 279	8 906	12.6	14.0	11.4	7.6
Tabac	439	489	557	614	676	11.4	13.9	10.2	10.1
Caoutchouc et produits en matière plastique	677	828	891	986	934	22.3	7.6	10.7	-5.3
Cuir	329	426	419	476	409	29.5	-1.6	13.6	-14.1
Textile	1 622	1 990	2 145	2 355	1 946	22.7	7.8	9.8	-17.4
Bonneterie	447	523	600	622	610	17.0	14.7	3.7	-1.9
Vêtement	2 019	2 350	2 382	2 454	2 278	16.4	1.4	3.0	-7.2
Bois	1 359	1 609	1 590	1 710	1 478	18.4	-1.2	7.5	-13.6
Meubles et articles d'ameublement	586	700	740	808	679	17.4	5.7	9.2	-16.0
Papier et produits connexes	3 402	4 016	4 529	5 209	5 069	18.0	12.8	15.0	-2.7
Imprimerie, édition et industries connexes	1 201	1 352	1 622	1 809	1 842	12.6	20.0	11.5	1.8
Industrie métallique primaire	2 787	2 809	3 604	3 601	2 912	0.8	28.3	-0.1	-19.1
Industrie des produits métalliques	1 864	2 660	3 349	2 950	2 998	42.7	25.9	-11.9	1.6
Industrie de la machinerie	765	1 055	1 201	1 345	1 184	34.4	13.8	12.0	-12.0
Industrie du matériel de transport	2 336	3 059	3 681	4 389	3 718	31.0	20.3	19.2	-15.3
Appareils et matériel électriques	1 444	1 719	1 980	2 228	2 140	19.0	15.2	12.5	-3.9
Produits minéraux non métalliques	835	910	913	995	870	9.0	0.3	9.0	-12.6
Industrie du pétrole et du charbon	2 938	3 310	3 786	5 229	5 550	12.7	14.4	38.1	6.1
Industrie chimique et produits connexes	1 920	2 3023	2 624	2 764	2 796	19.9	14.0	5.3	1.2
Industries manufacturières diverses	651	748	822	943	933	14.9	9.9	14.7	-1.1
Industries des biens durables	12 006	14 521	17 058	18 036	15 979	20.9	17.5	5.7	-11.4
Industries des biens non durables	21 434	24 853	27 810	31 740	31 949	16.0	11.9	14.1	0.7
TOTAL	33 441	39 373	44 867	49 764	47 925	17,7	14,0	10,9	-3,7

1. Livraisons des produits de propre fabrication.
2. Les chiffres ayant été arrondis, il est possible que la somme des postes ne corresponde pas au total.

SOURCES : Statistique Canada, « Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières », (cat. no 31-001); Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Le commerce extérieur canadien et québécois de véhicules automobiles influence d'une façon toute spéciale, en 1982, la performance économique des industries de la fabrication. En effet, on sait que le déficit canadien en 1982 du commerce des véhicules automobiles avec les pays d'outre-mer est amplement contrebalancé par l'énorme surplus avec les États-Unis. Conséquemment, le solde commercial canadien global des produits de l'automobile passe en 1982 d'un traditionnel déficit à un surplus de quelques milliards de dollars. Or ce surplus est imputable en entier aux exportations vers les États-Unis en provenance de l'Ontario, qui compensent pour la baisse de près de 23,0% du nombre de véhicules automobiles neufs vendus au détail au Canada.

Comme au Québec, l'industrie ontarienne de biens durables est la première responsable en 1982 dans cette province de la baisse des livraisons manufacturières totales. Toutefois, l'effet relatif des livraisons de biens durables sur la baisse globale des ventes est moins dominant en Ontario qu'au Québec, vu le succès particulier des livraisons aux États-Unis de véhicules automobiles provenant de l'Ontario. Pendant ce temps, les modèles fabriqués au Québec ne s'exportent que très difficilement, ce qui explique presqu'en totalité la meilleure performance des exportations canadiennes totales de produits manufacturés en regard des exportations québécoises.

Ainsi, l'industrie québécoise du *matériel de transport* est une des plus sérieusement touchées par la récession de 1982. Les ventes au détail de véhicules moteurs diminuent fortement au Canada en 1982 et elles sont très faibles dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. Le Québec est sérieusement affecté par la baisse de la production canadienne et même nord-américaine d'automobiles. En effet, la faible demande des catégories *d'automobiles* assemblées au Québec entraîne de longues et nombreuses mises à pied.

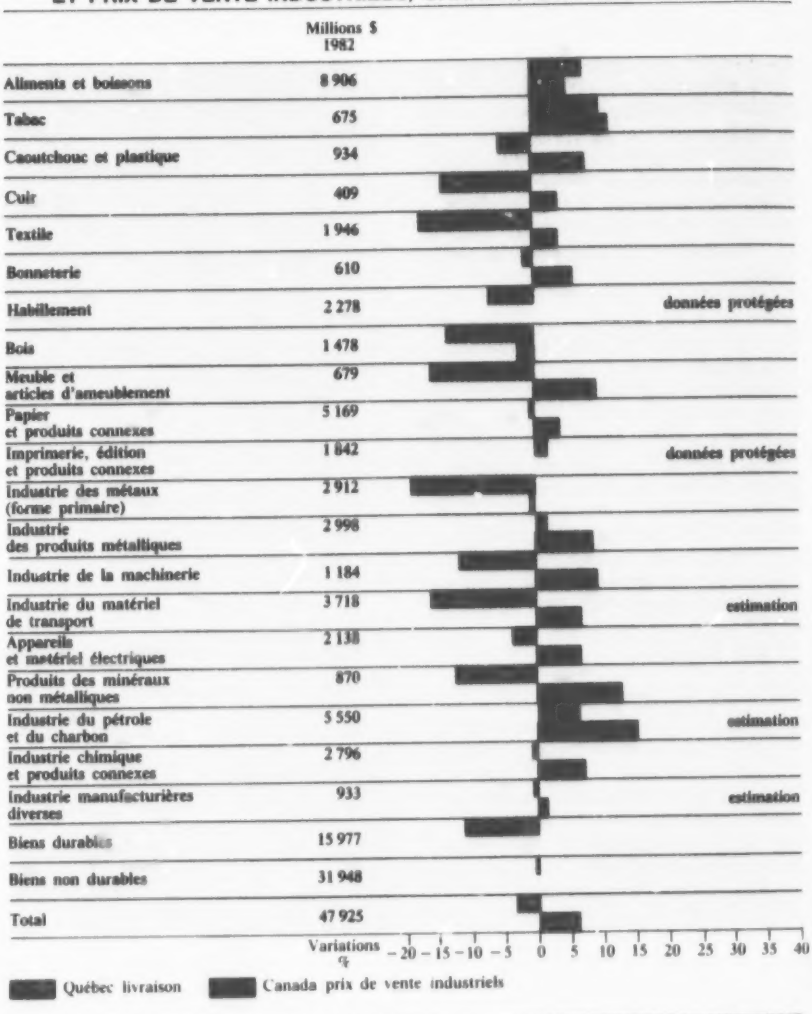
Les secteurs du *transport en commun* et de l'*aéronautique* sont très sérieusement affectés en 1982 par les difficultés financières majeures de grandes entreprises de transport. Les fabricants font face à un net ralentissement du renouvellement des équipements de transport amorcé en 1979-1980. Les principaux fabricants canadiens de wagons de chemin de fer doivent effectuer des mises à pied considérables. Au total, cependant, le secteur de la fabrication d'équipement de transport en commun se tire mieux au Québec qu'ailleurs au Canada des effets sévères de la récession; le Québec augmente même de l'ordre de 60,0% ses exportations internationales de matériel roulant de chemin de fer, par des contrats importants dans plusieurs pays en voie de développement.

Les ventes des fabricants canadiens *d'aéronefs* et de *pièces* diminuent en 1982, après avoir connu des succès exceptionnels au cours des années précédentes. L'optimisme, engendré depuis quelques années au sein de l'avionnerie canadienne et québécoise par des projets tels le F18, le Challenger et le Dash 8, n'a plus cours. Les difficultés aiguës que la récession impose aux transporteurs aériens commerciaux, dégarnissent les carnets de commandes des constructeurs d'avions et de leurs pièces. Sauf dans les secteurs du matériel militaire, les nouvelles commandes n'entrent plus et les sous-traitants québécois obtiennent moins, proportionnellement, qu'il n'avait été prévu, des retombées de la construction des avions militaires F18. Bien que les ventes à l'étranger d'avions et de pièces d'avion en provenance du Québec augmentent beaucoup, il s'agit de livraisons d'appareils commandés avant 1982. Pour leur part, les exportations québécoises de moteurs d'avion diminuent fortement.

Au total, ce sont les industries de l'aéronautique et des véhicules moteurs qui sont les deux principales responsables des nombreuses pertes d'emplois dans l'industrie québécoise du matériel de transport.

Pour une seconde année consécutive, les ventes des chantiers maritimes ca-

7,2 LIVRAISONS MANUFACTURIÈRES PAR INDUSTRIE, QUÉBEC ET PRIX DE VENTE INDUSTRIELS, CANADA, 1982/1981



nadiens diminuent en 1982. La baisse importante des importations canadiennes de navires témoigne d'une absence d'acheteurs plus que d'une substitution de concurrents étrangers aux fabricants canadiens. La diversification de leur champ d'activité, amorcée avec succès il y a quelques années par les constructeurs québécois de navires, se poursuit. Néanmoins, bien que prometteuse à plus long terme, la demande mondiale d'équipement maritime s'écroule avec la récession et le ralentissement du forage et du transport de pétrole, si bien que les commandes en carnet de l'industrie canadienne de la construction et de la réparation de navires sont, en décembre 1982, les plus basses en valeur depuis 1978. L'Association des chantiers maritimes canadiens affirme même que le niveau en tonnage des commandes reçues par les chantiers maritimes canadiens en 1982 est le plus faible des vingt dernières années au Canada. De plus, les acheteurs canadiens placent plus de commandes en tonnage et en nombre à l'étranger en 1982 qu'ils en effectuent dans leur propre pays. Néanmoins, l'industrie québécoise de la construction navale demeure modérément active en 1982.

Pour une deuxième année consécutive, le volume des livraisons baisse en 1982 dans les usines de *métaux primaires* et dans celles de *produits métalliques*. Dans les deux cas, le ralentissement dans la construction et dans les immobilisations en machinerie et équipement ainsi que les difficultés des usines nord-américaines d'automobiles et de matériel agricole en sont les principales causes. Chez les fabricants de produits métalliques, la baisse du volume de leurs ventes au Québec est beaucoup moins importante que dans les autres secteurs de biens durables. Ce meilleur comportement relatif de l'industrie des produits métalliques tient pour beaucoup au fait que ses livraisons avaient connu de loin la plus piètre performance en 1981 de tous les secteurs de l'activité manufacturière. Cette situation constituait un retour à la normale du marché surchauffé de ce secteur entre août 1979 et décembre 1980. De plus, les activités de la Monnaie royale canadienne ont une influence prépondérante sur le chiffre total des ventes dans ce secteur au Québec. Or les programmes de fabrication et de commercialisation de pièces frappées par cette industrie sont très cycliques.

Chez les fabricants de métaux primaires du Québec, deux éléments ont particulièrement marqué l'année 1981, soit le faible niveau des prix, qui demeurent en baisse tout au long de l'année, ainsi que l'expiration de plusieurs conventions collectives.

L'offre mondiale de *cuivre* continue d'excéder la demande en dépit des nombreuses fermetures de raffineries dans les pays développés. Les principaux consommateurs de cuivre, soit les industries de la construction et de véhicules moteurs, diminuent leur demande en 1982, mais les besoins en devises des pays en voie de développement producteurs de cuivre les empêchent d'adopter des politiques de restriction de la production aussi fortes qu'aux États-Unis et qu'au Canada. Les prix continuent de baisser, jusqu'à des niveaux quelquefois inférieurs aux coûts de production, ce qui oblige les firmes québécoises et canadiennes d'extraction et de transformation à effectuer des milliers de mises à pied et à déclarer des baisses de bénéfices. Le Québec est apparemment moins touché que le reste du Canada par la mauvaise conjoncture dans l'industrie mondiale du cuivre car la baisse de 18,0% au Québec de la valeur des exportations internationales de cuivre est sensiblement moins forte que dans le reste du pays. Cependant, les licenciements collectifs suivent de près ou coïncident avec des grèves majeures qui impliquent au-delà de 2 000 travailleurs au Québec.

Le volume des exportations québécoises et canadiennes d'*aluminium* diminue lui aussi en 1982, quoique dans des proportions sensiblement moins considérables. Les alumineries ne déplorent pas d'arrêts de travail au Québec. À l'échelle mondiale, la demande d'aluminium continue de s'affaisser ; les capacités mondiales de production d'aluminium primaire diminuent entre le 31 décembre 1981 et la même date en 1982, et le volume de production lui-même baisse de 12,0%. Une telle politique mondiale de restriction permet aux stocks de diminuer tout au long de l'année, pour atteindre en décembre 1982 un niveau comparable à celui atteint au troisième trimestre de 1981. Cette baisse de la demande et la chute des prix qui en résulte se répercutent sur les profits et les investissements. Les immobilisations diminuent fortement au Québec dans le secteur de l'aluminium, tout comme c'est le cas partout dans le monde. On ferme même certaines usines au Japon et aux États-Unis et on remet à plus tard d'énormes projets de construction qui étaient prévus en Australie, au Brésil et au Canada. Cependant, c'est en 1982 que se concrétisent progressivement des projets de l'ordre de 1,5 à 2,0 milliards de dollars d'agrandissement et de construction d'usines d'aluminium au Québec, dont la réalisation est prévue pour 1983, 1984 et 1985. Ces investissements découlent des avantages comparatifs que l'hydro électricité accorde au Québec dans ce secteur d'activité.

Tout comme en 1981, les *sidérurgies* canadiennes diminuent leur production en 1982 ; la production mondiale d'acier continue également à baisser. Le taux d'utilisation des capacités de production est à son plus bas dans les sidérurgies canadiennes et la très forte concurrence mondiale ne permet pas de hausses de prix importantes. Les carnets de commande se vident tout au long de l'année, les livraisons diminuent et des licenciements collectifs importants sont effectués. Les aciéries canadiennes, même les plus productives, accusent des pertes.

De nombreux licenciements collectifs affectent aussi les industries canadiennes et québécoises de *machinerie*. En effet, les mises à pied dans le secteur des instruments aratoires se comptent encore par milliers en 1982. La valeur des livraisons diminue dans cette industrie au Canada. Le marasme et les difficultés financières, connus par les grands producteurs nord-américains de matériel agricole depuis quelques années, se perpétuent tout au long de 1982. Au Canada, la baisse des prix en 1982 des substances végétales n'a rien de stimulant pour inciter les agriculteurs à s'endetter et à acheter du nouvel équipement, surtout avec les taux d'intérêt très élevés qui subsistent tout au long du premier semestre. L'Ontario est plus touchée que le Québec par cette baisse de la demande, car l'industrie canadienne du matériel agricole y est plus concentrée. Il se fabrique au Québec des machines pour le bureau et le commerce ainsi que des machines et équipements divers pour les entreprises minières, papetières, forestières, pour les scieries, la production d'énergie etc. Or on sait à quel point les industries minières du fer, de l'amiante et du cuivre ont des difficultés au Québec en 1982. De plus, la phase très active du chantier de la Baie James est terminée. L'abandon de plusieurs mégaprojets, entraîné par la baisse des prix du pétrole, affecte également la demande de machinerie et d'équipement. Par surcroît, les taux d'activité des industries de l'abattage et de la transformation du bois sont très bas au Québec et au Canada, ce qui incite peu à l'investissement. Enfin, bien qu'en hausse en 1982, les ventes au Canada et au Québec de machines pour le bureau et le commerce augmentent beaucoup moins rapidement qu'en 1981. En conséquence, le taux d'utilisation des capacités de production de l'industrie de la machinerie chute drastiquement entre le dernier trimestre de 1981 et celui de 1982 ; il s'agit de la plus

forte baisse pour cette période qui ait été enregistrée au Canada parmi les vingt groupes majeurs de fabricants. Les bénéfices diminuent pour une troisième année d'affilée. En décembre 1982, les commandes en carnet sont à leur niveau le plus bas depuis 1978 et les entreprises écoulent leurs inventaires. Au Québec, le volume des livraisons diminue de près de 19,0% en 1982, en dépit des succès à l'exportation des fabricants de machines et de matériel de bureau, dont le volume des ventes à l'étranger est pourtant très important.

L'industrie québécoise du *matériel et des appareils électriques* est une des moins touchées par la récession en 1982 parmi les fabricants de biens durables. En dépit de cela, on estime à plus de 9,0% la baisse en volume de ses livraisons, soit dans des proportions sensiblement analogues à l'ensemble du Canada. Les livraisons diminuent dans la plupart des sous-secteurs, notamment celui des gros appareils électriques, du matériel d'éclairage, des fils et câbles électriques et de l'équipement électrique industriel. En termes désaisonnalisés, les commandes en carnet diminuent fortement tout au long du second semestre et les stocks possédés par rapport aux livraisons augmentent jusqu'en mai pour ne baisser que très lentement par la suite. La production diminue sans arrêt, au point où le taux d'occupation des capacités de production de l'ordre de 63,0% au Canada au dernier trimestre est le plus bas atteint en vingt-deux ans de compilation de ces données. En dépit de ces difficultés qui exercent des pressions à la baisse sur les profits, l'industrie des produits électriques conserve en 1982 une bonne situation financière, grâce à des bénéfices qui demeurent élevés, ce qui l'incite à persévérer dans sa politique de capitalisation amorcée en 1979. De plus, quoique touché aussi par la récession, un des sous-secteurs d'activité de cette industrie se tire mieux d'affaire. En effet, l'industrie canadienne d'équipement de télécommunication, dont les ventes représentent environ 35,0% du total des livraisons canadiennes de produits électriques, parvient à accroître ses livraisons en 1982, en particulier celles destinées à l'exportation. Or, cette même industrie canadienne des télécommunications vend à l'étranger une majeure partie de sa production, illustrant ainsi un niveau élevé de productivité. Cependant, les exportations canadiennes d'appareils de télécommunication commerciaux, de tubes électriques et de semi-conducteurs en provenance du Québec diminuent sensiblement en 1982, contrairement aux résultats positifs affichés par les autres exportateurs canadiens. Par ailleurs, la part du Québec dans le Canada comme investisseur dans l'industrie du matériel électrique et électronique demeure ferme au cours des dix dernières années, soit de l'ordre de 22,0% à 33,0%.

Le faible niveau de la construction domiciliaire ces dernières années est tout aussi éprouvant pour les secteurs du meuble et des produits minéraux non métalliques que pour l'industrie du bois. Le taux d'utilisation des capacités de production pour ces trois industries atteint des planchers historiques en 1982. L'industrie canadienne des *produits du bois* dans son ensemble affiche même des pertes en 1982; il est exceptionnel de voir ainsi la totalité d'un secteur d'activité en déficit dans tout le pays. Cette situation étonne moins toutefois quand on sait que les prix de vente de l'industrie canadienne du bois baissent de 2,7% en 1982 tellement la demande est faible. En effet, les principaux marchés des fabricants québécois, soit les États-Unis et le Canada, sont déprimés; s'ajoute à cela le fait que leurs marchés européens sont menacés par la dépréciation des devises scandinaves et européennes ainsi que par les fortes pressions dues aux rabais offerts par les producteurs russes. De plus, la demande de copeaux de bois est très faible en 1982 contrairement à 1981. Par surcroît, les fabricants canadiens de bois de sciage sont aux prises en 1982 avec des poursuites intentées par des industriels du sciage aux États-Unis. Les droits compensatoires réclamés par les industriels américains sont refusés au début de 1983. La situation se redresse dans ce secteur en fin d'année, après la baisse des taux d'intérêt et suite aux mesures gouvernementales d'incitation à la construction domiciliaire. Aux États-Unis, pendant ce temps, la construction domiciliaire reprend activement aussi; en décembre 1982, le rythme annuel des mises en chantier y est de l'ordre de 1 263 000 unités de logement, il était de 906 000 en décembre 1981. Tous ces stimulants ont un effet très positif: la valeur des exportations canadiennes de bois d'oeuvre chargé au Québec augmente de plus de 34,0% au deuxième semestre de 1982; elle avait diminué de près de 9,0% au premier semestre. Le même phénomène se produit du côté des prix, qui cessent de chuter. Ainsi, l'année se termine sur une note optimiste dans l'industrie canadienne et québécoise du bois, après plusieurs mois très difficiles, car la valeur des livraisons totales des manufacturiers québécois diminue de 19,4% au premier semestre de 1982 alors qu'elle augmente de 0,9% au dernier trimestre.

Le même scénario s'applique sensiblement à l'industrie des *produits minéraux non métalliques*, mais avec moins de vigueur et de rapidité en ce qui concerne la reprise de fin d'année. En effet, cette industrie est aussi influencée par la construction non domiciliaire, qui pour sa part ne connaît pas le même regain à la fin de 1982 que la construction domiciliaire. Ainsi, si la valeur des livraisons au Québec de produits minéraux non métalliques diminue de 17,6% au premier semestre, elle ne diminue plus que de 8,2% durant la seconde moitié de l'année. Ce n'est donc pas une reprise que l'on constate dans ce secteur au cours des derniers mois de 1982, mais il s'agit plutôt d'un important ralentissement de la baisse des ventes. Il s'agit bien sûr d'un point de retournement positif, mais au total de l'année, le coefficient d'exploitation de l'industrie des produits minéraux non métalliques varie de 53,0% à 55,0% seulement, ce qui entraîne dans l'ensemble du Canada une baisse de près de 55,0% des bénéfices de base. Il s'agit d'une troisième année consécutive de diminution des profits, si bien que leur niveau est très affaibli en 1982 et que des mesures très sévères de restriction des coûts doivent être prises par les administrateurs; dans plusieurs cas les paiements de dividendes sont diminués, les salaires des cadres sont gelés, des pourparlers sont entrepris avec les employés pour diminuer les hausses salariales et les projets d'investissement sont fortement réduits.

Dans l'industrie québécoise du *meuble*, la baisse de la valeur des livraisons est de 18,5% au premier semestre de 1982; elle n'est plus que de 6,2% au dernier trimestre par rapport à la même période une année plus tôt. Le scénario de retournement de la tendance conjoncturelle en fin d'année est le même au Québec et au Canada et dans les deux cas les livraisons diminuent sensiblement dans les mêmes proportions annuellement. La demande est faible, à la fois pour les meubles de maison et pour l'ameublement de bureau. Les ventes au détail et aux entreprises décroissent à un point tel que les fabricants canadiens de meubles diminuent de l'ordre de 25,0% leur production réelle en 1982, ce qui ramène leur volume annuel de production à ce qu'il était en 1971. L'équipement de production est tellement sous-utilisé que les bénéfices de base chutent de près de 74,0%. Avec celle de l'industrie des métaux primaires, il s'agit de la plus forte diminution des bénéfices de base enregistrée en 1982 au Canada à l'intérieur des vingt groupes majeurs de manufacturiers. Ces difficultés financières sont aggravées par une forte accumulation d'inven-

taires, qui doivent être financés à des taux d'intérêt très élevés. La totalité des bénéfices de base de cette industrie dans l'ensemble du Canada n'est donc plus que de 37 millions de dollars, soit le niveau le plus bas parmi tous les secteurs de la transformation, si on fait abstraction des fabricants de produits en bois qui subissent une perte en 1982. Comme conséquence de ces difficultés financières, les industries québécoises de produits en bois et de meubles totalisent à elles seules plus de 20,0% du nombre et de la valeur totale du passif des faillites chez les manufacturiers du Québec en 1982, alors que la valeur de leurs livraisons représente moins de 5,0% du total des activités de fabrication. En conséquence, les licenciements collectifs sont particulièrement nombreux dans ces deux secteurs d'activités; on estime à 4 600 et 2 500 respectivement le nombre d'emplois perdus au Québec en 1982 dans les industries du bois et du mobilier. Il s'agit dans ces deux cas de diminutions respectives d'au-delà de 16,0% et de 14,0% du nombre d'employés.

Tout comme en 1981, les manufacturiers québécois de *biens non durables* sont en apparence globalement moins affectés en 1982 par la mauvaise conjoncture économique que l'industrie des biens durables. En effet, la valeur des livraisons des fabricants de produits non durables au Québec s'accroît de 0,7%.

Un seul des vingt groupes majeurs d'industries augmente le volume de ses livraisons au Québec en 1982, soit l'industrie des *aliments et boissons*. Celle-ci est en définitive plus ou moins protégée de la récession par l'inélasticité de la demande des produits essentiels. Parmi les autres industries québécoises de biens non durables, le volume des ventes des industries du tabac, de produits divers, de papiers et de produits connexes ainsi que de produits chimiques ne diminue que légèrement, toutes proportions gardées, soit à un taux variant de 1,0% à 6,0% environ. Les plus fortes baisses des expéditions réelles de biens non durables se retrouvent chez les fabricants de produits en textile, en cuir, en caoutchouc ou en matière plastique ainsi que dans les industries de l'habillement; ces diminutions sont de l'ordre de 13,0% à 21,0%.

Dans les secteurs du *textile, du vêtement* et de la *bonneterie*, les mesures de protection par des contingentements à l'importation existent toujours au Canada en 1982. De plus, les programmes gouvernementaux fédéral et provincial d'aide au recyclage et à la modernisation de ces industries au Québec demeurent effectifs. En dépit de ces mesures positives, la conjoncture économique en 1982 n'est guère favorable, pour une troisième année d'affilée, aux entreprises québécoises de fabrication de produits du textile, de vêtements et de bonneteries.

La hausse du volume des importations canadiennes de vêtements en 1982 est de l'ordre de 5,0%, ce qui contraste avec la forte augmentation enregistrée une année plus tôt. Toutefois, bien que fortement ralentie, cette hausse des importations en provenance des pays à faible coût de la main-d'oeuvre continue d'amenuiser la part du marché canadien des industriels québécois. En effet, à la concurrence étrangère accentuée s'ajoute une demande domestique particulièrement faible. Le volume des ventes au détail de vêtements au Canada diminue en 1982; à sa suite, la valeur des livraisons québécoises de vêtements baisse de 7,2% (−1,9% dans l'industrie de la bonneterie), soit plus rapidement qu'en Ontario, l'autre principale province productrice, ce qui confirme la tendance des dernières années qui fait que la part du Québec dans le Canada des expéditions et des exportations de vêtements diminue. Cette tendance entraîne un déplacement des immobilisations du Québec vers l'Ontario et le Manitoba.

Ainsi donc, le délai de cinq années donné aux industriels canadiens par le gouvernement fédéral pour se recycler et se moderniser ne permet toujours pas à ces derniers, en particulier au Québec, d'être concurrentiels internationalement. Ce problème de compétitivité affecte tous les pays développés face à ceux en voie de développement. La crise internationale de 1982 accentue la concurrence, ne permettant des hausses de prix que de 7,3% au Canada dans l'industrie de l'habillement. Bien que plus élevée que l'augmentation de leurs coûts en machinerie et en matières premières, cette croissance des prix des fabricants est insuffisante pour leur permettre de conserver un niveau soutenu de leurs profits. En effet, la hausse moyenne annuelle des rémunérations horaires versées dans le secteur de l'habillement au Québec dépasse 8,0%. De plus, la baisse de 15,0% de la production réelle de vêtements au Canada entraîne une diminution telle du coefficient d'exploitation des usines, que ce dernier, à 66,8% au troisième trimestre de 1982, est le plus bas enregistré depuis 1967. Il s'ensuit une baisse considérable de plus de 56,0% des bénéfices de base au Canada dans le secteur de l'habillement. Le nombre de faillites double et 79,0% d'entre elles s'effectuent au Québec.

Affectées par les difficultés conjoncturelles des producteurs de vêtements, ainsi que par le faible taux d'activité au Canada dans la construction et dans les usines d'assemblage d'automobiles, les ventes des manufacturiers de tapis, de matériel de rembourrage et de produits du textile en général diminuent fortement en 1982. En effet, la valeur des livraisons des *produits en textile* diminue respectivement de 17,4% et 14,4% au Québec et au Canada en 1982. Ce n'est pas dû aux importations, puisque ces dernières fléchissent considérablement elles aussi au Canada, soit dans des proportions comparables de l'ordre de 16,0%.

Cette faiblesse de la demande oblige les industriels à diminuer considérablement leur production de textile et à sous-utiliser grandement leurs équipements de production. Les prix de vente à la sortie des usines n'augmentent que de 3,6%; par contre, les prix à l'importation des laine, coton et fibres artificielles diminuent, alors que les prix des machines et équipements des usines de textile n'augmentent que d'un peu plus que 3,0%. Par ailleurs, des situations de grève, des augmentations de salaire significatives et le maintien de stocks élevés ont exercé une pression à la hausse sur les coûts des entreprises. Les bénéfices de base des industries canadiennes du textile diminuent dans les mêmes proportions que ceux du secteur du vêtement, soit de près de 56,0%. Il s'agit d'une troisième année consécutive de baisse, si bien que le niveau des profits est très bas et très peu propice aux dépenses de capitalisation.

Tout comme les secteurs du textile et du vêtement, les *industries du cuir* sont protégées au Canada en 1982 par une politique de quotas à l'importation. Ces contingentements avaient été limités à la fin de 1981 aux chaussures en matériaux autres que le cuir et n'incluaient pas les chaussures en caoutchouc, protégées par un tarif de l'ordre de 25,0%. Or, dans les mois qui suivirent, des pressions furent exercées sur le gouvernement canadien pour qu'il réimpose des quotas sur les chaussures en cuir. De telles pressions incitèrent les importateurs à accumuler rapidement des stocks, si bien qu'à la mi-année de 1982, lorsque des contingentements furent réinstaurés jusqu'au 30 novembre 1984 sur les chaussures en cuir importées au Canada, le volume des importations s'était déjà accru fortement, à l'intérieur d'un marché domestique pourtant très peu dynamique. En effet, au premier semestre de 1982, le nombre de paires de chaussures en cuir importées au Canada augmente de 11,4% alors

qu'il augmente moins rapidement, de 7,1%, au deuxième semestre. Pendant ce temps, les importations de chaussures autres que celles en cuir diminuent très fortement au premier semestre, soit de 22,9% en volume, alors qu'elles augmentent légèrement, de 2,6%, au second semestre. Pour l'ensemble de 1982, les ventes au détail dans les magasins de chaussures au Canada n'augmentent que de 5,0% en valeur. Pour sa part, la valeur des expéditions manufacturières d'articles en cuir diminue de 14,1% et 13,0% respectivement au Québec et au Canada. Or en 1982 les livraisons des manufacturiers canadiens d'articles en cuir demeurent majoritairement composées (à 60,0%) de chaussures. En conséquence, tout laisse croire que la part du marché canadien des articles en cuir alimentée par des importations continue de s'accroître en 1982, à tout le moins celle occupée par les chaussures en cuir. On estime à 60,0% environ en 1982, la partie de la demande canadienne totale de chaussures approvisionnée de l'étranger, comparativement à une part de 58,0% une année plus tôt.

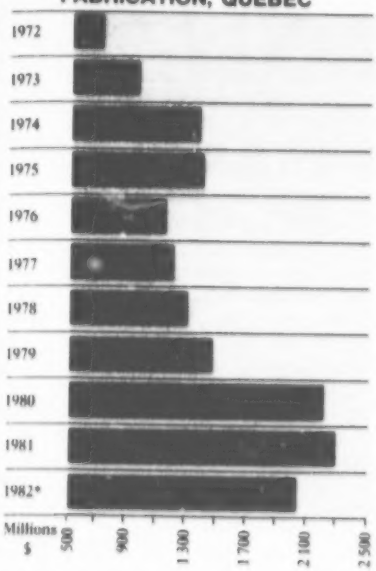
C'est ainsi dans un contexte de concurrence très aiguë que les manufacturiers québécois d'articles en cuir traversent l'année 1982. Ils doivent diminuer leur production pour tenter d'écouler des inventaires qui atteignent des niveaux très élevés en juin. Le tout se traduit par une sous-utilisation record des capacités de production, une incapacité de hausser sensiblement les prix de vente industriels, un certain déstockage occasionné par une légère reprise des ventes au second semestre ainsi que par des mises à pied impliquant de 1 500 à 2 000 employés. Ainsi, en dépit d'une faible hausse des coûts des manufacturiers d'articles en cuir au Canada, leurs bénéfices de base chutent considérablement, soit de près de 25,0%.

La baisse de la consommation de *papier journal* en 1982 aux États-Unis et le déstockage amorcé en juillet par les imprimeurs américains s'accompagnent d'une diminution de près de 2,5% de la valeur des exportations canadiennes de papier à imprimerie chargées au Québec. Cette diminution est des plus significatives, puisque le principal produit exporté à l'étranger par le Québec est justement le papier à imprimerie, particulièrement le papier journal. Un autre des principaux produits exportés par le Québec, soit les *pâtes de bois et les pâtes similaires*, est lui aussi de moins en moins demandé en 1982, suite au faible coefficient d'opération des papeteries américaines ainsi qu'à la dévaluation des devises des pays scandinaves producteurs de pâtes et papiers. La valeur des exportations totales de pâtes à papier chargées au Québec diminue de plus de 14,0% en 1982. Pour leur part, les fabricants de *cartons et de boîtes en carton* sont lourdement affectés par des grèves qui paralysent de juillet à décembre une proportion importante des usines du Québec, de l'Ontario et des Maritimes ; ainsi, pendant que le volume total de production des usines canadiennes de papier et produits connexes diminue de 9,0% en 1982, sa composante « cartons » baisse sa production réelle de 41,0% environ. Enfin, la production *des autres catégories de papiers*, dont les sacs en papier, les papiers de couverture, les papiers fins tels les papiers pour formulaires administratifs, etc. ne diminue que très peu en 1982 et elle est de loin la moins touchée par la mauvaise conjoncture économique.

Une telle baisse de la demande de *papiers et produits connexes* oblige les producteurs à cumuler des stocks et à diminuer leur coefficient d'exploitation jusqu'à un plancher historique, soit de l'ordre de 70,0% au dernier trimestre de 1982. La valeur des stocks de produits finis augmente de plus de 36,0% pour le total de l'année, ce qui fait de ce secteur industriel au Canada, avec celui des métaux primaires, l'industrie où l'accumulation des inventaires est la plus en croissance en 1982. Les fabricants doivent baisser les prix de leur papier journal et de leur pâte à papier en fin d'année pour enfin parvenir à diminuer légèrement le rapport de leurs stocks sur leurs livraisons au dernier trimestre. Au total, l'indice canadien des prix de vente industriels de l'industrie du papier et des produits connexes n'augmente que de 3,7% en 1982 ; pendant ce temps, le coût de leurs approvisionnements en bois diminue, mais celui de leurs machines et équipements, à une époque où ils investissent beaucoup, ainsi que celui de leurs employés, dont une majeure partie des conventions collectives échoit en 1982, augmentent sensiblement. En conséquence, les profits des fabricants de papiers et produits connexes sont sérieusement entamés pour une seconde année d'affilée. Le niveau de leurs bénéfices de base est excessivement bas en 1982, mais les papetiers québécois continuent leur projet quinquennal majeur de modernisation commencé en 1979 avec la collaboration des gouvernements provincial et fédéral. Plusieurs projets doivent être repoussés dans le temps, compte tenu des énormes capacités additionnelles de production construites aux États-Unis au cours des dernières années, mais on affirme toujours vouloir réaliser les immobilisations dans leur intégrité. Quant aux contrats de travail, ils sont signés pour deux ans dans le secteur des pâtes et papiers, généralement sans recours à des grèves ou des lockout et ils accordent des augmentations de salaires de l'ordre de 10,0% à 12,0% par année. Ainsi, dans l'ensemble, tout comme ce fut le cas en 1981, l'industrie des papiers et produits connexes est moins sévèrement affectée par la mauvaise conjoncture en 1982 au Québec que dans les autres régions productrices au Canada. En effet, la valeur des livraisons au Québec dans ce secteur diminue de près de 3,0%, alors qu'elle baisse respectivement d'environ 6,0% et 7,5%, dans le reste du Canada et en Ontario.

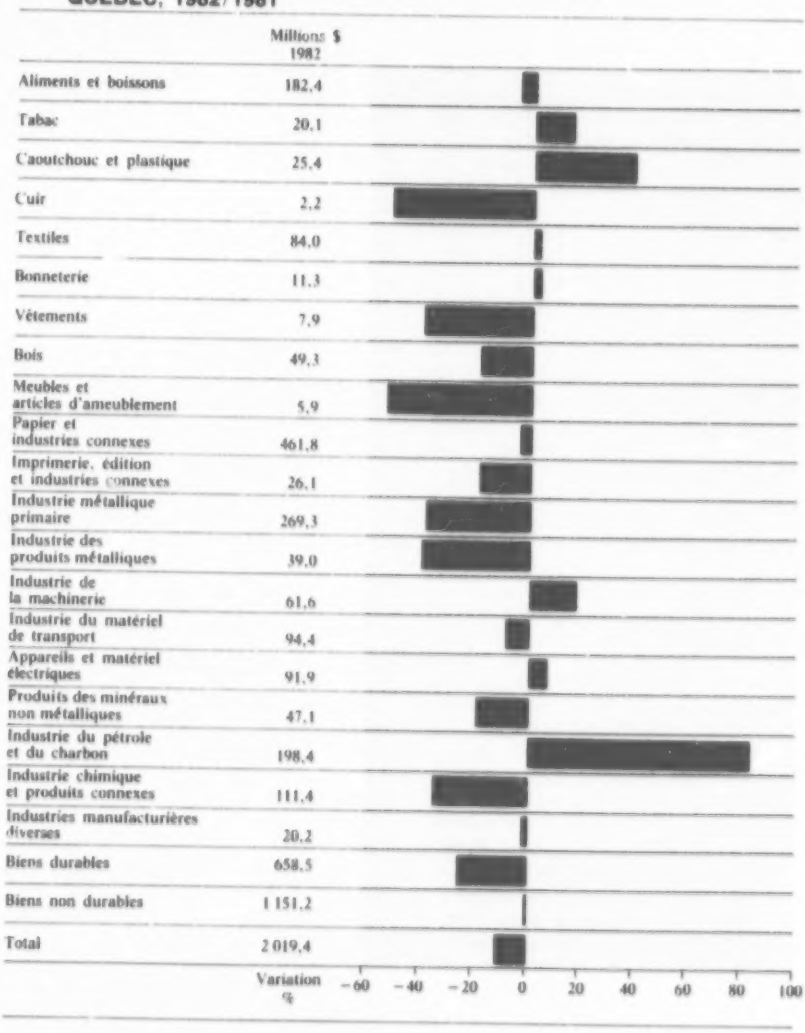
Les immobilisations

7,3 IMMOBILISATIONS, FABRICATION, QUÉBEC



* Données provisoires

7,4 IMMOBILISATIONS PAR INDUSTRIE, FABRICATION, QUÉBEC, 1982/1981



En 1982, plusieurs facteurs ont des effets négatifs sur les intentions d'investissement, dont la mauvaise conjoncture canadienne, l'abandon de plusieurs « mégaprojets », le coût élevé du financement, la marge réduite d'autofinancement prévue et la faiblesse des ventes anticipée, auxquels s'ajoutent le bas niveau des profits et des coefficients d'exploitation des fabricants. Les deux enquêtes de fin d'année de Statistique Canada et du ministère fédéral de l'Industrie, du Commerce et de l'Expansion économique régionale, révèlent jusqu'à quel point les investisseurs canadiens et québécois freinent en cours d'année leurs intentions d'investir. Dans le secteur de la fabrication, les immobilisations sont révisées à la baisse de plus de 110 millions de dollars en 1982 au Québec, soit à 2 019,4 millions de dollars. C'est le groupe des produits chimiques qui révise le plus à la baisse, soit de −77,7 millions de dollars, ses intentions d'immobiliser, alors que le groupe de papier et des produits connexes est celui dont les immobilisations sont le plus révisées à la hausse, soit de +23,2 millions de dollars, indiquant sa volonté de poursuivre son projet quinquennal de modernisation.

Ainsi, dans l'ensemble, la valeur des immobilisations manufacturières diminue pour la première fois en six ans au Québec en 1982, soit de 11,1%, c'est-à-dire plus rapidement que dans l'ensemble des activités économiques où cette baisse est de 5,4%. Le total des immobilisations manufacturières en 1982 représente ainsi 15,5% de toutes les immobilisations au Québec. Le rapport était de 16,5% en 1981, de 17,1% en 1980, alors qu'il variait de 11,0% à 12,2% entre 1977 et 1979. Bien qu'elle connaisse un déclin, la capitalisation des fabricants demeure encore élevée en 1982. De plus, les immobilisations manufacturières au Québec en 1982 diminuent moins rapidement qu'en Ontario et qu'au Canada. Ainsi, dans l'ensemble canadien, la part des immobilisations manufacturières québécoises passe du creux historique de 17,8% en 1981 à 18,2% en 1982. En comparaison, la part des livraisons du Québec dans le Canada en 1982 est de 26,2%. La baisse de la valeur des immobilisations en 1982 chez les fabricants du Québec est principalement imputable à la diminution de 16,1% de leurs dépenses en machinerie et en équipement.

Treize des vingt secteurs de l'activité manufacturière diminuent leurs immobilisations en 1982 au Québec; mais l'ampleur de la baisse est principalement imputable à la forte décroissance de plus de 25,0% des immobilisations des industries de *biens durables*, la baisse n'étant que de 0,3% dans les usines de biens non durables. Trois facteurs expliquent surtout cette différence de comportement: les bénéfices des fabricants de biens durables diminuent plus fortement que ceux des manufacturiers de biens non durables, le taux d'utilisation de leurs capacités de production est plus bas et leur effort d'investissement a été plus prononcé au cours des années 1979 et 1980.

La plus forte baisse en volume se situe dans les *industries de la métallurgie*; elle y est de 197 millions de dollars en valeur absolue et de l'ordre de 40,0% en

Tableau 7,3 Immobilisations industries manufacturières Québec

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981*
	'000 000 $					variation en %			
Aliments et boissons	123,0	177,4	229,6	192,8	182,4	44,2	29,4	−16,0	−5,4
Tabac	13,9	14,3	14,2	17,6	20,1	2,9	−0,7	23,9	14,2
Caoutchouc et produits en matière plastique	16,0	30,2	26,7	18,5	25,4	88,6	−11,6	−30,7	37,3
Cuir	4,3	4,7	4,3	4,6	2,2	9,3	−8,5	7,0	−52,2
Textile	38,4	46,5	83,0	82,2	84,0	21,1	78,5	−1,0	2,2
Vêtement et bonneterie	17,1	19,7	33,8	24,2	19,2	15,2	71,6	−28,4	−20,7
Bois	40,6	60,4	68,5	61,1	49,3	48,8	13,4	−10,8	−19,3
Meubles et articles d'ameublement	7,5	11,1	10,5	12,8	5,9	48,0	−5,4	21,9	−53,9
Papier et produits connexes	232,4	232,4	365,3	481,4	461,8	...	57,2	31,8	−4,1
Imprimerie, édition et industries connexes	22,6	24,6	39,0	32,3	26,1	8,8	58,5	−17,2	−19,2
Industrie métallique primaire	102,1	113,3	403,3	439,9	269,3	11,0	256,0	9,1	−38,8
Industrie des produits métalliques	51,4	65,6	72,9	65,3	39,0	27,6	11,1	−10,4	−40,3
Industrie de la machinerie	28,8	47,6	53,5	52,5	61,6	65,3	12,4	−1,9	17,3
Industrie du matériel de transport	36,9	52,8	109,6	103,3	94,4	43,1	107,6	−5,7	−8,6
Appareils et matériel électriques	35,5	44,1	61,5	86,2	91,9	24,2	39,5	40,2	6,6
Produits minéraux non métalliques	44,2	65,2	72,7	58,4	47,1	47,5	11,5	−19,7	−19,3
Industrie du pétrole et du charbon	54,1	77,5	73,7	106,8	198,4	43,3	−4,9	47,6	82,4
Industrie chimique et produits connexes	245,7	172,7	208,2	171,3	111,4	−29,7	20,6	−17,7	−35,0
Industries manufacturières diverses	19,9	22,6	28,7	20,5	20,2	13,6	27,0	−28,6	−1,5
Biens capitaux imputés sur les dépenses d'exploitation	145,1	165,5	230,6	238,7	209,7	...	...	...	...
TOTAL	1 279,5	1 448,2	2 189,6	2 272,4	2 019,4	13,2	51,2	3,8	−11,1
Industries des biens durables[1]	347,0	460,1	852,5	679,5	658,5	32,6	85,3	3,2	−25,1
Industries des biens non durables[1]	787,4	822,6	1 108,5	1 154,2	1 151,2	4,5	34,8	4,3	−0,3

1. N'inclut pas les biens capitaux imputés sur les dépenses d'exploitation.
SOURCES: Statistique Canada, « Investissements privés et publics au Canada (cat. nos 61-205 et 61-206); Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

termes relatifs. L'industrie des produits métalliques en est à sa deuxième année consécutive de baisse en 1982, à la fois du volume de ses ventes et de ses immobilisations, si bien que le niveau de ses dépenses en capital est très faible en 1982, tout comme le sont ses bénéfices et son coefficient d'exploitation. En amont des usines de produits métalliques, les prix déprimés sur les marchés des métaux et des minerais contribuent significativement aux faibles bénéfices et aux fermetures de plusieurs usines de première transformation des métaux. Néanmoins, l'industrie des métaux primaires continue d'être le second plus important investisseur au Québec en 1982 et la baisse de ses dépenses de capital fait suite à deux années de très fortes immobilisations, notamment dans le secteur de l'aluminium.

Trois autres industries de biens durables diminuent fortement leurs dépenses de capital en 1982, à la fois en termes absolus (pour un total de 30 millions de $) et relatifs (entre 19,3% et 53,9%). Toutes trois en sont à un niveau très bas d'immobilisation qui tient essentiellement au marasme de l'industrie de la construction au cours des dernières années, notamment dans le secteur résidentiel. Il s'agit des secteurs des *produits en bois, du mobilier et des produits minéraux non métalliques*. Ce phénomène est toutefois pan-canadien, quoique l'industrie du meuble continue de se développer en Ontario et la part du Québec dans le Canada s'amoindrit de plus en plus.

Deux producteurs de biens durables haussent leurs immobilisations en 1982 au Québec, soit l'*industrie de la machinerie* (17,3%; 9 millions de $) et celle du *matériel électrique* (6,6%; 6 millions de $). Dans le cas des fabricants d'appareils électriques, il s'agit d'un net ralentissement de la forte vague d'investissements qui les caractérise depuis 1979, mais leurs immobilisations demeurent importantes. Cette industrie d'ailleurs ne subit pas un recul important de ses ventes en 1982 et elle conserve des bénéfices relativement élevés. Pour ce qui est des manufacturiers de machinerie, ils accroissent très fortement leurs immobilisations au Québec depuis 1977. En fait, en dépit de la mauvaise conjoncture économique, on assiste présentement dans les secteurs de la machinerie et des produits électriques au Québec à un « boum » d'investissements dans les secteurs florissants et prometteurs de l'électronique de pointe tels la télématique, l'avionique, la bureautique, la robotique, l'informatique, les télécommunications, etc. Par ailleurs, les investissements massifs réalisés dans le secteur des pâtes et papiers au Canada exigent des dépenses de capital importantes de la part des fabricants d'outillage pour les papeteries, alors que la diminution des commandes pour de l'équipement lourd prévue à la Baie James oblige les fabricants québécois à se réorienter vers d'autres marchés, notamment en Amérique du Sud et dans l'Ouest canadien, ou à diversifier leur production, notamment pour fabriquer du matériel visant à permettre la compatibilité entre les deux réseaux électriques américain et québécois. Enfin, des investissements majeurs étant prévus dans les années quatre-vingt au Canada et au Québec dans l'aviation et la marine, en particulier pour les appareils et navires sophistiqués du ministère de la Défense ainsi que dans les industries fortement utilisatrices d'électricité telles les aciéries et les alumineries, les fabricants de machinerie et d'appareils électriques s'y préparent.

Au total, les industries québécoises des produits électriques et de la machinerie investissent près de 2,5 fois plus en 1982 qu'en 1978. Sauf une légère exception, ces deux secteurs augmentent régulièrement et considérablement leurs dépenses de capital au Québec depuis les années 1977-1978, soit à un rythme annuel moyen de près de 25,0%, entre 1977 et 1982, dans les usines de machinerie et de près de 27,0% entre 1978 et 1982 chez les producteurs de matériel électrique.

Parmi les douze industries de *biens non durables* au Québec, cinq secteurs connaissent une baisse importante de leurs dépenses de capital et trois industries augmentent fortement leurs investissements. Les manufacturiers d'articles en cuir, de vêtements et de bonneterie, de l'imprimerie et de l'édition ainsi que des produits chimiques diminuent leurs immobilisations dans des proportions variant de 19,2% à 52,2% alors que les industries du tabac, du caoutchouc et des produits en matière plastique ainsi que du pétrole et du charbon augmentent les leurs dans des proportions variant entre 14,2% et 82,4%. La plus forte baisse en valeur, soit de l'ordre de 60 millions de dollars, est attribuable au déclin de 35,0% des dépenses de capital dans *l'industrie chimique*. Il s'agit d'une deuxième diminution importante en deux ans, si bien que le niveau des immobilisations en 1982 dans ce secteur est le plus bas depuis 1976. Cette faiblesse des investissements en 1982 reflète le très bas taux d'utilisation des capacités de production de cette industrie; ce taux qui n'avait jamais été inférieur à 70,0% au Canada avant le dernier trimestre de 1981, est de l'ordre de 56,0% en moyenne au cours des trois derniers mois de 1982. Dans le secteur de la pétrochimie notamment, il existe une surcapacité mondiale de production. De plus, les hésitations à investir dans ce sous-secteur au Canada, tiennent aux incertitudes quant à l'évolution future de l'avantage comparatif des usines pétrochimiques canadiennes au niveau des prix des approvisionnements, en particulier au Québec où la pétrochimie dépend des approvisionnement en pétrole importé, dont les

prix ne concurrencent pas ceux du gaz naturel canadien utilisé dans les usines de l'Ouest canadien. L'année 1982 consacre donc la perte de vitesse relative du Québec, commencée dans les années soixante, face à l'Ontario et surtout aux provinces de l'Ouest, au chapitre de la formation d'un stock de capital dans le secteur des produits chimiques.

Le secteur des produits pharmaceutiques québécois fait par ailleurs face à des déplacements d'entreprises qui représente là aussi la perte de centaines d'emplois. Dans ce cas-ci, le problème ne tient pas qu'à des difficultés conjoncturelles mais serait principalement dû à la protection insuffisante au Canada des brevets obtenus sur des découvertes qui y sont effectuées ; cette protection moindre au Canada que dans les autres pays accroît la concurrence, empêche les prix d'augmenter au Canada par rapport aux hausses réalisables ailleurs, ce qui diminue les revenus relatifs des entreprises canadiennes.

Dans *l'industrie de l'imprimerie et de l'édition*, l'année 1982 suit immédiatement une période d'importantes acquisitions d'entreprises de journaux par d'autres firmes du même secteur, ce qui a accru sensiblement le phénomène de concentration. Ainsi, les programmes d'investissement des grands journaux canadiens ont porté plus ces dernières années sur des acquisitions que sur un accroissement du stock net de capital. Cette forte concentration a d'ailleurs donné lieu à la création d'une Commission fédérale d'enquête sur le sujet au Canada ; cette Commission recommande l'imposition de plusieurs règlements et la création d'un Comité aviseur, le tout visant à prévenir une trop grande concentration ou la création de monopoles dans l'industrie des communications. Par ailleurs, les profits des imprimeurs et éditeurs canadiens en 1982 baissent fortement, bien que leur situation financière demeure bonne. Les immobilisations diminuent néanmoins dans tout le Canada, mais spécialement au Québec, qui voit diminuer légèrement sa part des dépenses de capital dans l'ensemble canadien.

Les manufacturiers d'*articles en cuir* du Québec baissent leurs immobilisations de plus de la moitié en 1982 ; il s'agit de la plus importante diminution en pourcentage après celle des fabricants de mobilier. Pour les industries canadiennes du cuir, la faiblesse de la demande de chaussures sur leur principal marché, le Canada, jointe à l'incertitude causée par l'absence, au premier semestre, de quotas à l'importation sur les chaussures en cuir, n'incitent pas à l'investissement. Bien que la baisse des immobilisations soit généralisée au Canada, elle est plus forte en 1982 au Québec, ce qui accentue le déplacement amorcé ces dernières années des dépenses de capital dans ce secteur du Québec vers l'Ontario.

La baisse des immobilisations en 1982 dans les industries de la *bonneterie et du vêtement* au Québec est surtout attribuable à la forte réduction de l'ordre de 40,0% des dépenses de capital dans l'industrie du vêtement. Il s'agit d'une seconde année de baisse des investissements ainsi que d'une troisième année de baisse consécutive du volume des ventes. Les bénéfices sont très bas en 1982 et les faillites sont nombreuses. Ainsi, après avoir accru fortement leurs investissements en 1980 et en dépit des politiques gouvernementales sectorielles qui les protègent partiellement et qui visent à stimuler leurs dépenses en vue de se recycler et à accroître leur compétitivité, les fabricants canadiens et québécois de vêtements font moins d'immobilisations en 1982.

Les trois industries québécoises de biens non durables qui augmentent leurs investissements en 1982 sont celles du tabac (14,2% ; 2,5 millions de $), des produits en caoutchouc et en matière plastique (37,3% ; 6,9 millions de $) ainsi que du pétrole (82,4% ; 89,6 millions de $).

L'industrie canadienne du *tabac* concentre la totalité de ses activités canadiennes au Québec et en Ontario. Le type d'équipement utilisé en Ontario est en général plus moderne que celui utilisé au Québec. Un programme de modernisation est amorcé depuis déjà quelques années dans les deux provinces et il était particulièrement intense au Québec en 1981. En 1982, bien que les immobilisations augmentent en valeur de 14,2% au Québec, elles augmentent nettement plus vite en Ontario, soit de près de 88,0%. Il semble cependant s'être établi une alternance annuelle favorisant à tour de rôle les efforts d'immobilisations d'une province à l'autre depuis 1979. Cette forte capitalisation vise à accroître, chez les quatre grands producteurs canadiens, la productivité et la rentabilité, avec l'installation de machines ultra-rapides. En 1982 d'ailleurs, l'industrie canadienne du tabac est la seule, avec celle des produits divers, à avoir augmenté la valeur de ses bénéfices de base. En effet, en dépit de la baisse du volume des ventes en 1982 au Québec et au Canada et malgré la diminution constante du taux de fumeurs ainsi qu'une augmentation des taxes et des prix des articles de fumeurs, les fabricants de produits du tabac réussissent à maintenir un coefficient d'exploitation relativement élevé.

L'industrie du *caoutchouc et des produits en matière plastique* augmente de 37,3% ses immobilisations au Québec en 1982. En dépit d'une baisse de leurs ventes, de leurs revenus et de leur taux d'opération, les manufacturiers de produits en caoutchouc et en matière plastique réussissent néanmoins à conserver un niveau de profits intéressant en 1982. Par ailleurs, après avoir diminué sensiblement leur effort de capitalisation en 1980 et 1981, ils augmentent considérablement leurs dépenses de capital en 1982. La part des investissements du Québec dans l'ensemble du Canada s'améliore en 1982 dans ce secteur d'activité, passant de 6,5% en 1981 à 9,6% en 1982 ; il est à noter que cette proportion variait de 20,0% à 34,0% entre 1973 et 1976 et de 13,0% à 16,0% entre 1977 et 1980.

La très grande majorité des *raffineries de pétrole* du Québec investit considérablement en 1982. La hausse de la valeur des immobilisations dans ce secteur au Québec est de plus de 82,0%, contre près de 40,0% et 32,0% respectivement en Ontario et au Canada. Pourtant, l'industrie du pétrole est très fortement touchée au Québec et dans l'ensemble du Canada par la baisse conjoncturelle et structurelle de la demande intérieure de produits pétroliers. C'est en 1982 que sont annoncées les premières fermetures éventuelles de raffineries à Montréal, ce qui signifie une diminution escomptée importante de la capacité de production au Québec. En dépit de cela, le coefficient d'exploitation des raffineurs canadiens de pétrole est inférieur à 60,0% en 1982 et leurs inventaires sont trop élevés, comme en font foi les guerres de prix.

Ainsi, les fortes dépenses en capital effectuées en 1982 par les manufacturiers de produits du pétrole, sur la lancée des investissements amorcée en 1981, visent à améliorer plutôt qu'accroître leurs capacités de raffinage, de façon à produire plus d'essences légères pour s'adapter à la nouvelle concurrence du gaz naturel. Les immobilisations en 1982 au Québec dans ce secteur sont de près de 200 millions de dollars, soit environ 10,0% du total des dépenses de capital de l'ensemble des manufacturiers au Québec. Bien que cette somme soit sensiblement moins importante qu'en Ontario et que dans l'Ouest canadien, elle est 2,7 fois plus élevée qu'en 1980. Il s'agit d'un montant substantiel, compte tenu de l'expérience passée,

mais qui ne ralentit pas vraiment le mouvement vers l'Ouest canadien du développement de cette industrie.

L'emploi, les fermetures, les arrêts de travail et les salaires

Tableau 7,4 Employés salariés[1] dans les industries manufacturières Québec

	1978	1979	1980	1981*	1982*	1979 / 1978	1980 / 1979	1981 / 1980*	1982 / 1981*
	Nombre					variation en %			
Aliments et boissons	60 418	60 153	61 682	61 087	59 992	−0,4	2,5	−1,0	−1,8
Tabac	4 916	4 686	4 813	4 723	4 589	−4,7	−1,8	2,4	−0,7
Caoutchouc et produits en matière plastique	13 978	14 161	13 620	13 641	13 627	1,3	−3,8	1,6	−1,1
Cuir	10 426	10 970	10 267	10 179	8 577	5,2	−6,4	−0,9	−15,7
Textile	32 787	33 018	32 920	32 331	26 730	0,7	−0,3	−1,8	−17,3
Bonneterie	11 196	11 918	11 971	10 959	9 383	6,4	0,5	−8,5	−14,4
Vêtement	63 131	62 757	58 061	58 846	50 623	−0,6	−7,5	1,4	−14,0
Bois	29 132	29 782	29 213	27 726	23 147	2,2	−1,9	−5,1	−16,5
Meubles et articles d'ameublement	17 473	19 038	17 713	16 866	14 398	9,0	−7,0	−4,8	−14,6
Papier et produits connexes	43 736	44 333	43 666	44 653	43 647	1,4	−1,8	2,3	−2,3
Imprimerie, édition et industries connexes	25 466	25 814	26 214	26 174	25 380	1,4	1,5	−0,2	−3,0
Industrie métallique primaire	29 879	30 342	30 000	30 300	28 149	1,6	−1,1	1,0	−7,1
Industrie des produits métalliques	37 402	39 289	39 295	38 492	35 385	5,0	—	−2,0	−8,1
Industrie de la machinerie	19 519	21 081	21 039	20 248	19 445	13,8	4,1	−7,7	−4,0
Industrie du matériel de transport	33 178	38 606	39 227	38 466	36 274	16,4	1,6	−1,9	−5,7
Appareils et matériel électriques	28 689	29 090	29 219	28 540	25 949	1,4	0,4	−2,3	−9,1
Produits minéraux non métalliques	14 044	14 081	13 223	12 956	11 920	0,1	−6,0	−2,0	−8,0
Industrie du pétrole et du charbon	4 243	3 618	3 683	3 635	3 589	−14,7	1,8	−1,3	−1,3
Industrie chimique et produits connexes	27 689	26 281	26 707	26 936	26 413	−5,1	1,6	0,9	−1,9
Industries manufacturières diverses	17 229	17 552	17 103	16 983	15 806	1,9	−2,6	−0,8	−6,8
Industries des biens durables	208 315	221 289	219 629	213 596	194 667	6,2	−0,7	−2,8	−8,9
Industries des biens non durables	315 214	315 259	310 397	310 327	288 356	—	−1,5	−0,02	−7,1
TOTAL	523 529	536 547	530 226	523 926	483 023	2,5	−1,2	−1,2	−7,8

1. Salariés de l'activité manufacturière totale.
SOURCES : Statistique Canada, « Industries manufacturières du Canada », (cat. no 31-203) ; Bureau de la Statistique du Québec, « Statistiques principales des manufacturiers québécois » ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

L'emploi baisse pour une troisième année consécutive au Québec en 1982 dans l'industrie de la transformation. De plus, le taux de diminution des emplois manufacturiers en 1982 est plus élevé au Québec qu'au Canada et qu'en Ontario.

On estime à 483 000 environ le nombre moyen de salariés en 1982 dans l'industrie manufacturière au Québec, ce qui représente une perte approximative de 53 500 emplois depuis 1979, soit 10% des effectifs. La baisse fut particulièrement forte et continue depuis le troisième trimestre de 1981 jusqu'en décembre 1982, au point où, en termes désaisonnalisés, le nombre net d'emplois perdus entre juillet 1981 et décembre 1982 est de l'ordre de 100 000, soit environ 18,0% des effectifs.

Tous les secteurs sans exception de l'activité manufacturière diminuent le nombre de leurs employés en 1982 au Québec. Toutefois, les emplois de l'industrie des biens durables se perdent en plus grand nombre, puisque cette dernière est plus sévèrement touchée par la mauvaise conjoncture. En conséquence, les fabricants de biens durables n'accroissent plus, comme ils le faisaient avant 1980, leur part du total des effectifs de l'industrie de la transformation ; cette part est de l'ordre de 40,0% en 1982 contre environ 41,5% en 1980 et 38,5% en 1976. Les industries de biens durables les plus touchées par la hausse du chômage en 1982 sont celles dont les marchés s'orientent fortement vers l'exportation ou vers les dépenses de capital. Notamment, on note des milliers de licenciements dans les secteurs du bois, du meuble, de la métallurgie, du matériel de transport et des appareils électriques. Dans ce dernier cas, il apparaît que la bonne conjoncture dans certains sous-secteurs de l'électronique et des communications ne crée pas autant d'emplois qu'il s'en perd dans d'autres sous-secteurs.

Dans l'industrie des biens non durables, les entreprises du textile, de l'habillement et du cuir sont particulièrement éprouvées par des pertes d'emplois. Les raffineries de pétrole pour leur part effectuent d'importantes mises à pied à l'automne. En définitive, seule l'industrie du tabac en 1982 n'est à peu près pas affectée au Québec par des licenciements.

Avant de se résoudre à fermer les portes des entreprises, il arrive souvent qu'on y diminue le nombre d'heures travaillées chaque semaine ; les services canadiens chargés de verser les primes d'assurance-chômage instituent même en 1982 un système de temps partagé, par lequel on demande aux employés d'une entreprise de ne travailler qu'une partie de la semaine, les autres jours chômés étant rémunérés partiellement par l'assurance-chômage. On peut ainsi éviter des mises à pied, car moins de travail est effectué par le même nombre d'employés sur une période plus courte. En conséquence, les pertes de travail sont plus sévères en 1982 que ne le

Tableau 7,5 **Jours-personnes perdus en arrêts de travail[1] industries manufacturières Québec**

Industries	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981*
	Nombre					variation en %			
Aliments et boissons	69 840	102 814	81 392	120 173	92 166	47.2	-20.8	47.6	-23.3
Tabac	—	—	—	11 340	—	—	—	—	—
Caoutchouc et produits en matière plastique	29 404	13 320	17 236	38 848	11 113	-54.7	29.4	125.4	-71.4
Cuir	5 034	7 870	1 196	6 532	2 804	56.3	-84.8	446.2	-57.1
Textile	15 387	21 184	11 072	31 701	27 060	37.7	-47.7	186.3	-14.7
Bonnoterie	—	—	—	160	540	—	—	—	237.5
Vêtement	10 581	9 277	3 208	19 942	24 236	-12.3	-65.4	521.4	21.5
Bois	74 819	112 220	107 520	116 023	31 345	50.0	-4.2	7.9	-73.0
Meubles et articles d'ameublement	40 381	46 315	13 224	14 029	11 002	14.7	-71.4	6.1	-21.6
Papier et produits connexes	51 588	119 497	366 886	73 219	85 449	131.6	208.7	-80.2	16.7
Imprimerie, édition et industries connexes	122 949	37 074	10 706	16 292	28 561	-69.9	-71.1	52.2	75.3
Industrie métallique primaire	42 886	733 632	200 092	186 686	168 526	1 610.1	-72.7	-1.7	-10.4
Industrie des produits métalliques	38 222	15 739	134 345	15 597	53 341	-58.8	753.6	-88.4	242.0
Industrie de la machinerie	76 550	10 197	71 355	10 213	1 320	-87.2	600.5	-85.7	-87.1
Industrie du matériel de transport	61 226	185 990	18 763	65 686	48 630	203.8	-89.4	232.4	-26.0
Appareils et matériel électriques	51 313	54 768	47 596	6 632	35 624	6.7	-13.1	-86.1	437.2
Produits des minéraux non métalliques	87 192	74 110	40 366	21 645	32 964	-15.0	-45.5	-46.4	52.3
Industrie du pétrole et du charbon	2 196	14 894	92 046	—	—	578.2	518.0	—	—
Industrie chimique et produits connexes	10 644	99 696	8 703	6 089	984	839.5	-91.3	-30.1	-83.8
Industries manufacturières diverses	8 580	7 398	9 266	3 753	380	13.8	25.6	-59.5	-89.9
Biens durables	475 604	1 232 971	634 256	446 524	372 752	159.2	-48.6	-29.6	-16.5
Biens non durables	326 212	433 226	603 720	328 029	273 283	32.8	39.4	-45.7	-16.7
Fabrication	801 816	1 666 197	1 237 976	774 552	646 045	107.8	-25.7	-37.4	-16.6

1. Incluant les conflits sous compétence fédérale et provinciale.
SOURCES: Travail Québec, « Grève et lock-out du Québec »; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

laissent voir les statistiques quantifiant les licenciements. En effet, le nombre d'heures travaillées diminue considérablement chez ceux et celles qui conservent leur emploi. La quantité hebdomadaire moyenne d'heures travaillées au Québec, dans les entreprises de fabrication de vingt employés et plus, diminue de près de 2,6% entre 1981 et 1982. Les mêmes baisses sont respectivement de 1,8% et 2,1% en Ontario et au Canada.

Il existe un indice de l'offre de l'emploi au Canada et au Québec qui fournit une indication des besoins en main-d'oeuvre exprimés par les employeurs. Cet indice n'est compilé que pour l'ensemble des activités économiques, mais comme la baisse de l'emploi en 1982 au Québec est plus importante dans le secteur de la fabrication que dans l'ensemble de l'économie, on peut supposer que les indications de cet indice s'appliquent avec plus d'intensité dans l'industrie manufacturière. Or cet indice marque 50 au Québec pour la moyenne de 1982 (1981 = 100); le même résultat est de 48 au Canada et 52 en Ontario. Le résultat le plus bas enregistré au Québec depuis 1962 le fut en 1968, avec un indice de 62; le décompte le plus élevé le fut en 1978, avec 133.

Il faut noter toutefois que plusieurs des nombreuses mises à pied recensées ne sont que temporaires, car consécutives à des licenciements collectifs d'une durée limitée, souvent préalablement établie. On ferme ainsi des usines pour quelques temps, en attendant que les inventaires s'écoulent et que la demande justifie un coefficient d'exploitation jugé rentable.

Néanmoins, si certaines usines ne sont fermées que temporairement, d'autres cessent définitivement d'opérer, car elles font faillite. En fait, on dénombre 453 cas de faillite en 1982 au Québec chez les fabricants, ce qui représente 10.4% de toutes les faillites commerciales enregistrées au Québec et 45.0% des faillites manufacturières au Canada (44.0% en 1981). Le nombre de faillites dans l'industrie de la transformation au Québec s'accroît de 52.5% en 1982 (21.2% en 1981) alors que la valeur du passif déclaré dans ces faillites augmente de 38,5% (118.0% en 1981). On constate donc en 1981 et 1982 une importante recrudescence des faillites au Québec et au Canada. Au Québec, en 1982, près de 58.0% des faillites manufacturières sont attribuables aux industries de l'habillement (y compris la bonneterie), du bois, du meuble, du papier et des produits connexes, de l'imprimerie et de l'édition ainsi que de la métallurgie. Parmi ces secteurs d'activité, ceux de l'habillement, du bois et du meuble sont les plus éprouvés.

Le nombre de jours perdus dans le secteur québécois de la transformation en 1982, suite à des conflits de travail, est le plus bas enregistré depuis 1972; il diminue d'une façon ininterrompue depuis 1979. Cette diminution en 1982 est de 16,5% et elle est tout aussi importante dans les industries de biens durables que dans celles de biens non durables. L'année 1982 représente donc une période très calme au chapitre des conflits ouvriers au Québec dans l'industrie manufacturière. On estime à 646 000 le nombre des jours perdus au Québec suite à des grèves ou lock-out dans les usines, ce qui représente une proportion inférieure de 61.0% aux pertes enregistrées en 1979. L'année 1982 est pourtant une année importante quant au nombre de conventions collectives qui s'y renouvellent, notamment dans les secteurs du papier et des produits connexes, des aliments et boissons ainsi que du textile et des métaux primaires.

Les arrêts de travail diminuent beaucoup plus dans le secteur primaire de l'économie québécoise que dans celui de la fabrication. En fait, ce n'est que dans les activités du secteur tertiaire que les grèves ou lock-out augmentent en 1982 au Québec et cette hausse est essentiellement attribuable au conflit d'une journée de 180 000 employés du Front commun le 10 novembre. Comme bilan d'ensemble, la baisse des jours perdus en arrêts de travail est moins importante dans la seule activité de la fabrication que pour le total de l'économie. En conséquence, l'industrie manufacturière augmente de 43.0% à 48.0% environ sa part des jours non travaillés au Québec en 1982 suite à des conflits de travail, alors que la main-d'oeuvre employée à des activités de transformation ne représente que 21.0% du total des personnes occupées au Québec.

Par ailleurs, étant donné la très forte réduction des pertes de travail en 1982 dans les régions du Canada autres que le Québec, en particulier dans les industries du bois et de l'acier de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, le nombre de jours perdus par les manufacturiers québécois augmente à 39.0% environ de ceux perdus par l'ensemble des fabricants canadiens. Cette proportion était de 16.0% et 39.0% respectivement en 1981 et 1980. Environ 28.0% de la main-d'oeuvre manufacturière canadienne travaille au Québec en 1982.

Trois secteurs d'activités totalisent à eux seuls 52.0% des journées non travaillées en 1982 dans l'industrie de la transformation au Québec. Il s'agit, par ordre décroissant d'importance, des secteurs des métaux primaires, des aliments et boissons ainsi que des papiers et produits connexes, dans des usines situées surtout dans les régions de Montréal et de la Gaspésie. Dans les deux premiers secteurs pourtant, les pertes sont sensiblement moins élevées qu'en 1981 et

relativement peu importantes, compte tenu de l'expérience historique. Les industries de la transformation du cuivre, du zinc et du poisson ainsi que de la biscuiterie sont les plus sérieusement affectées. En tenant compte des années passées, les pertes sont elles aussi peu élevées dans le secteur des papiers et des produits connexes, en particulier grâce à l'arrangement à l'amiable conclu dans les papeteries; l'industrie de la cartonnerie est toutefois sérieusement touchée.

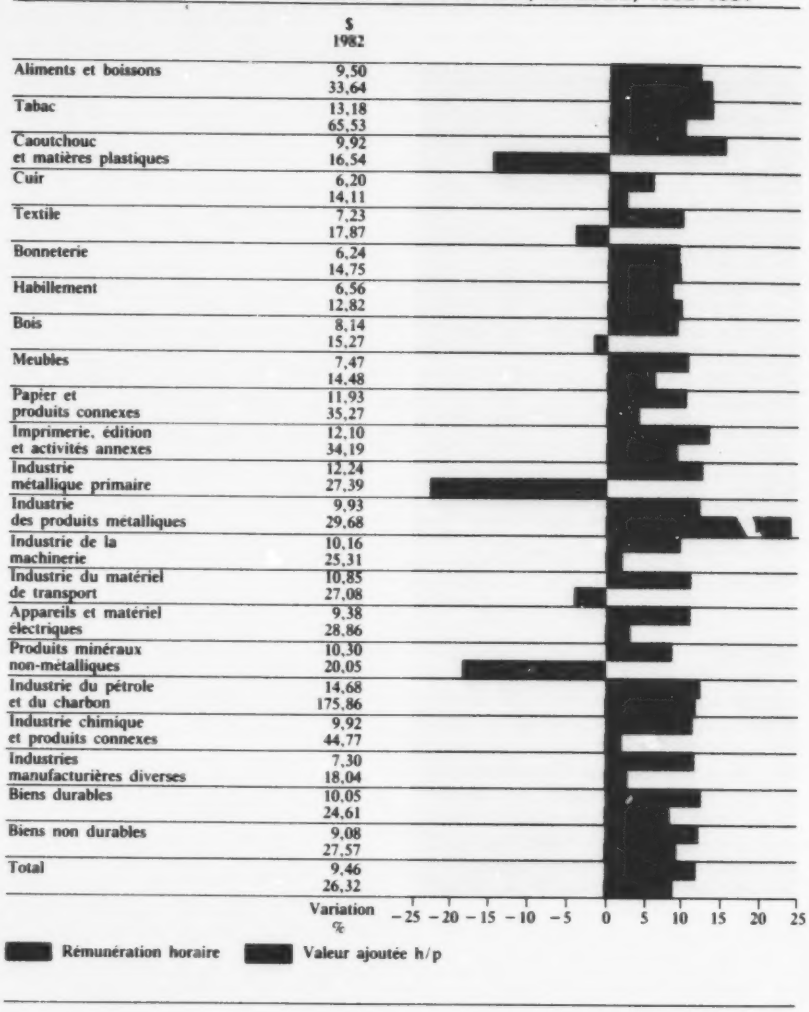
Les rémunérations hebdomadaires moyennes versées par les fabricants québécois (397,60 $) continuent en 1982 d'être inférieures à celles payées par leurs homologues ontariens (430,27 $) et canadiens (424,65 $). Le salaire versé dans le secteur manufacturier au Québec se compare à la rémunération hebdomadaire moyenne de 386,11 $ qu'on y paie dans l'ensemble des activités économiques.

Ce n'est qu'au second trimestre de 1982 que s'amorce au Québec et au Canada un ralentissement du rythme de croissance des rémunérations horaires des salariés du secteur de la fabrication. Ce rythme de croissance était en accélération depuis 1979 et le revirement de cette tendance chez les fabricants en 1982 est plus aigu dans le reste du Canada qu'au Québec. Par rapport à la même période en 1981, les salaires horaires chez les manufacturiers du Québec augmentent rapidement de 12,7% au premier trimestre de 1982 et de 10,7% au dernier trimestre; les mêmes hausses sont de 13,1% et 9,9% dans l'ensemble du Canada. Néanmoins, pour le total de 1982, les hausses des rémunérations horaires sont identiques au Québec et au Canada, soit de 11,7%.

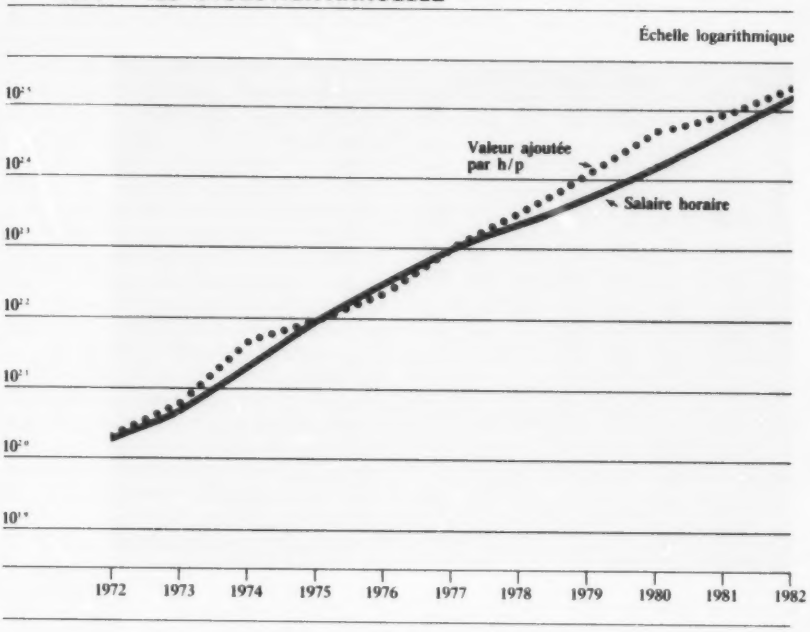
Ce freinage des hausses salariales, qu'imposent la récession et un ralentissement parallèle de l'inflation, s'effectue moins vite qu'aux États-Unis, le principal marché d'exportations internationales du Québec pour les produits transformés. En effet, les salaires horaires versés dans les manufactures américaines croissent de 7,9% et 5,1% respectivement pour les premier et dernier trimestres de 1982 par rapport à ceux de 1981 (6,4% pour le total de 1982). En décembre 1982, les ouvriers américains gagnent 8,69 $ l'heure en devises américaines, ce qui représente 10,76 $ l'heure en dollars canadiens, soit un niveau de 9,5% supérieur à celui du Québec. Pour la moyenne des années concernées, l'écart moyen entre les rémunérations horaires dans les usines de fabrication au Québec et aux États-Unis (exprimées en une même unité monétaire) est de 13,1% en 1981 et 12,7% en 1980. Il s'effectue donc en 1982 une apparente détérioration de l'avantage salarial compararif des fabricants québécois, que ne peut pas totalement compenser la dévaluation de 2,8% de la devise canadienne par rapport au dollar américain.

Trois des vingt groupes majeurs de manufacturiers octroient des hausses substantielles de rémunérations à leurs employés payés à l'heure, c'est-à-dire de l'ordre de 13,0% à 15,0%. Il s'agit des trois secteurs des produits du tabac, de l'imprimerie et de l'édition ainsi que des articles en caoutchouc et en matière plastique. Les deux premiers d'entre eux se situent parmi les fabricants offrant déjà des rémunérations parmi les plus élevées. De plus, depuis quelques années déjà, l'industrie du tabac se situe parmi les industries qui offrent les plus importantes hausses salariales; quant au secteur des produits en caoutchouc et en matière plastique, il s'agit d'une seconde année d'affilée où il offre aussi des augmentations de salaires parmi les plus importantes. Les hausses de salaires horaires les plus faibles varient de 5,8% à 9,0%. À l'inverse, on les accorde la plupart du temps dans les secteurs déjà faiblement rémunérés, tels ceux du cuir, de l'habillement et du bois. Dans tous ces cas, il s'agit d'industries où l'augmentation des rémunérations est en général moins élevée depuis quelques années que pour la moyenne des manufacturiers.

7,5 RÉMUNÉRATION HORAIRE, VALEUR AJOUTÉE PAR HEURE-PERSONNE, PAR INDUSTRIE, FABRICATION, QUÉBEC, 1982/1981



7,6 RÉMUNÉRATION HORAIRE, VALEUR AJOUTÉE PAR HEURE-PERSONNE, FABRICATION, QUÉBEC 1971 = 100 ÉVOLUTION ANNUELLE



Dans l'ensemble des industries manufacturières québécoises, les salaires horaires les plus élevés en 1982 sont de 14,68 $ et c'est encore dans les raffineries de pétrole qu'on les trouve, suivies d'assez loin par les fabricants de produits du tabac. À l'opposé, non seulement l'industrie du cuir offre-t-elle la plus faible augmentation de salaire parmi les fabricants au Québec, mais elle continue en 1982 à verser les salaires les moins élevés, soit de 6,20 $ l'heure, suivie de très près par les secteurs de la bonneterie et de l'habillement. Les industries manufacturières de biens durables versent des salaires horaires moyens de 10,05 $, celles de biens non durables de 9,08 $ et l'ensemble des fabricants de 9,46 $.

Tableau 7,6 **Salaires et traitements hebdomadaires moyens industries manufacturières Québec**

	1978	1979	1980	1981	1982	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
	dollars					variation en %			
Aliments et boissons	262,88	288,55	319,07	352,84	388,62	9,8	10,6	10,6	10,1
Tabac	324,59	353,68	401,89	461,20	520,46	9,0	13,6	14,8	12,8
Caoutchouc	256,80	287,43	310,92	348,25	392,88	11,9	8,2	12,0	12,8
Cuir	176,87	194,24	212,31	236,10	253,11	9,8	9,3	11,2	7,2
Textile	226,46	245,13	271,50	297,30	324,58	8,2	10,8	9,5	9,2
Bonneterie	190,00	205,67	222,36	242,85	262,67	8,2	8,1	9,2	8,2
Vêtement	179,04	194,87	211,84	229,11	245,02	8,8	8,7	8,2	6,9
Bois	237,30	261,21	291,73	323,25	348,98	10,1	11,7	10,8	8,0
Meubles et articles d'ameublement	221,78	240,24	262,57	289,21	305,40	8,3	9,3	10,1	5,6
Papier et produits connexes	332,51	360,15	391,35	451,15	489,10	8,3	8,7	15,3	8,4
Imprimerie, édition et industries connexes	281,76	315,49	351,76	387,80	435,25	12,0	11,5	10,2	12,2
Industrie métallique primaire	333,19	366,08	402,59	466,66	518,09	9,9	10,0	16,4	10,5
Industrie des produits métalliques	280,85	304,19	333,39	368,61	405,37	8,3	9,6	10,6	10,0
Industrie de la machinerie	283,71	318,63	351,89	393,65	433,38	12,3	10,4	11,9	10,1
Industrie du matériel de transport	311,97	339,13	381,59	429,31	462,48	8,7	12,5	12,5	7,7
Appareils et matériel électriques	287,16	306,47	342,69	387,88	429,26	6,7	11,9	13,1	10,7
Produits des minéraux non métalliques	310,50	338,27	365,77	405,49	435,90	8,9	8,1	10,9	7,5
Industrie du pétrole et du charbon	400,74	441,60	534,71	560,56	632,45	10,2	21,1	4,8	12,8
Industrie chimique et produits connexes	296,43	325,27	355,51	396,19	441,68	9,7	9,3	11,4	11,5
Industries manufacturières diverses	220,40	241,47	264,19	294,67	325,89	9,6	9,4	11,5	10,6
Industries des biens durables	288,33	313,76	349,49	394,[illegible]	432,39	8,8	11,4	12,9	9,6
Industries des biens non durables	252,09	274,51	303,06	338,34	375,45	8,9	10,4	11,6	11,0
TOTAL	265,78	290,01	321,67	360,65	397,60	9,1	10,9	12,1	10,2

SOURCES : Statistique Canada, « Emploi, gains et durée du travail », (cat. no 72-002); enquête auprès des entreprises de 20 employés et plus ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

La productivité relative dans l'industrie de la fabrication et les coûts unitaires de main-d'oeuvre

Tableau 7,7 La productivité manufacturière par industrie Québec

INDUSTRIES	1977	1978	1979	1980	1981*	1982**	1977	1978	1979	1980	1981	1982
	VALEUR AJOUTÉ PAR HEURE-PERSONNE (EN DOLLARS COURANTS) ACTIVITÉ MANUFACTURIÈRE						RAPPORT DE LA PRODUCTIVITÉ SECTORIELLE À LA PRODUCTIVITÉ TOTALE					
Aliments et boissons	20,08	22,56	24,23	26,64	29,67	33,64	1,29	1,29	1,22	1,17	1,23	1,28
Tabac	33,14	37,36	46,20	54,10	59,55	65,53	2,14	2,14	2,33	2,37	2,46	2,49
Caoutchouc et produits en matière plastique	13,38	14,27	17,38	17,73	19,42	16,54	0,86	0,82	0,87	0,78	0,80	0,63
Cuir	7,82	9,13	10,85	11,79	13,76	14,11	0,50	0,52	0,55	0,52	0,57	0,54
Textile	11,25	12,36	14,99	16,93	18,61	17,87	0,73	0,71	0,75	0,74	0,77	0,68
Bonneterie	8,05	9,83	10,85	12,21	13,47	14,75	0,52	0,56	0,55	0,54	0,56	0,56
Vêtement	7,92	9,01	10,28	11,69	11,69	12,82	0,51	0,52	0,52	0,51	0,48	0,49
Bois	10,89	12,41	15,22	14,11	15,52	15,27	0,70	0,71	0,77	0,62	0,64	0,58
Meubles et articles d'ameublement	9,33	9,93	9,85	12,30	13,61	14,48	0,60	0,57	0,50	0,54	0,56	0,55
Papier et produits connexes	19,04	21,87	26,67	31,08	33,83	35,27	1,23	1,25	1,34	1,36	1,40	1,34
Imprimerie, édition et industries connexes	21,33	22,46	25,22	29,39	31,30	34,19	1,38	1,28	1,27	1,29	1,29	1,30
Métaux primaires	22,47	29,25	28,47	37,15	35,39	27,39	1,45	1,67	1,43	1,63	1,46	1,04
Produits métalliques	14,46	15,82	17,05	19,49	13,70	29,68	0,93	0,90	0,86	0,85	0,57	1,13
Machinerie	14,91	16,58	18,67	22,24	24,80	25,31	0,96	0,95	0,94	0,97	1,03	0,96
Matériel de transport	14,67	18,41	21,22	24,38	28,21	27,08	0,95	1,05	1,07	1,07	1,17	1,03
Appareils et matériel électriques	18,93	19,24	23,19	25,71	27,97	28,86	1,22	1,10	1,17	1,13	1,16	1,10
Produits minéraux non métalliques	17,88	20,07	21,59	23,59	24,55	20,05	1,15	1,15	1,09	1,03	1,02	0,76
Dérivés du pétrole et du charbon	79,83	59,44	111,29	140,16	157,46	175,86	5,15	3,40	5,60	6,14	6,51	6,68
Industrie chimique et produits connexes	28,73	32,28	40,12	43,40	43,84	44,77	1,85	1,85	2,02	1,90	1,81	1,70
Industries manufacturières diverses	10,12	12,17	13,61	15,22	17,54	18,04	0,65	0,70	0,68	0,67	0,73	0,69
Industries des biens durables	15,36	17,65	19,21	22,31	22,70	24,61	0,99	1,01	0,97	0,98	0,94	0,94
Industries des biens non durables	15,61	17,37	20,34	23,21	25,25	27,57	1,01	0,99	1,02	1,02	1,04	1,05
TOTAL	15,51	17,48	19,87	22,82	24,18	26,32	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00	1,00

SOURCES: Statistique Canada, « Industries manufacturières du Canada », (cat. no 31-203); Bureau de la statistique du Québec, « Statistiques principales des manufacturiers québécois »; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Les principaux marchés extérieurs des manufacturiers québécois se situent au Canada et aux États-Unis. Dans ces conditions, il importe de comparer constamment l'évolution de la productivité et des coûts unitaires de main-d'oeuvre au Québec avec ceux de ces deux régions. Une étude comparée de l'évolution dans une même monnaie de la productivité et des coûts unitaires de la main-d'oeuvre manufacturière au Québec, aux États-Unis et au Canada permet de comparer l'évolution du niveau de compétitivité des manufacturiers québécois par rapport à leurs principaux concurrents.

Alors qu'au cours des années soixante, la croissance de la productivité manufacturière était considérablement plus grande au Canada qu'aux États-Unis, cette augmentation n'est restée que légèrement plus élevée au Canada au cours de la décennie soixante-dix. Ainsi, entre 1970 et 1980, le rattrapage qu'effectuait le Canada dans les années antérieures s'arrête vers 1974 et la productivité manufacturière y demeure entre 75,0% et 80,0% de celle atteinte aux États-Unis. Par surcroît, entre 1974 et 1980, la productivité des fabricants augmente en moyenne légèrement moins vite au Canada qu'aux États-Unis et sensiblement moins vite aux États-Unis qu'en Europe et qu'au Japon.

Une étude de l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économique) note même que « pendant toute la période 1960-1980, la progression annuelle moyenne de la productivité manufacturière canadienne (2,4%) a été nettement inférieure à la moyenne (pondérée) de 3,9% enregistrée par les seize pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, seul le Royaume-Uni ayant enregistré une progression plus lente (2,3%). Pendant les années '70, c'est même au Canada que la productivité de l'industrie manufacturière a été la moins performante: la production par salarié y était en 1980, en valeur absolue, inférieure de quelques 23,0% à la moyenne (pondérée) de celle des pays de l'OCDE. »[1] Les principales raisons évoquées par l'OCDE pour expliquer ce phénomène sont les contraintes introduites dans l'économie canadienne, qui ont entravé le libre jeu des forces du marché, ce qui a exercé une pression à la hausse sur les prix et contribué à réduire la mobilité de la main-d'oeuvre. Durant la récession des années 1981-82, la productivité des manufacturiers canadiens continue de se détériorer par rapport à celle de leur principal concurrent et acheteur, les États-Unis; elle augmente plus vite aux États-Unis qu'au Canada en 1981, alors qu'en 1982, elle diminue moins vite aux États-Unis (−1,0%) qu'au Canada (−2,8%).

(1) Source: O.C.D.E., *Études économiques 1981-1982 Canada*, Juin 1982.

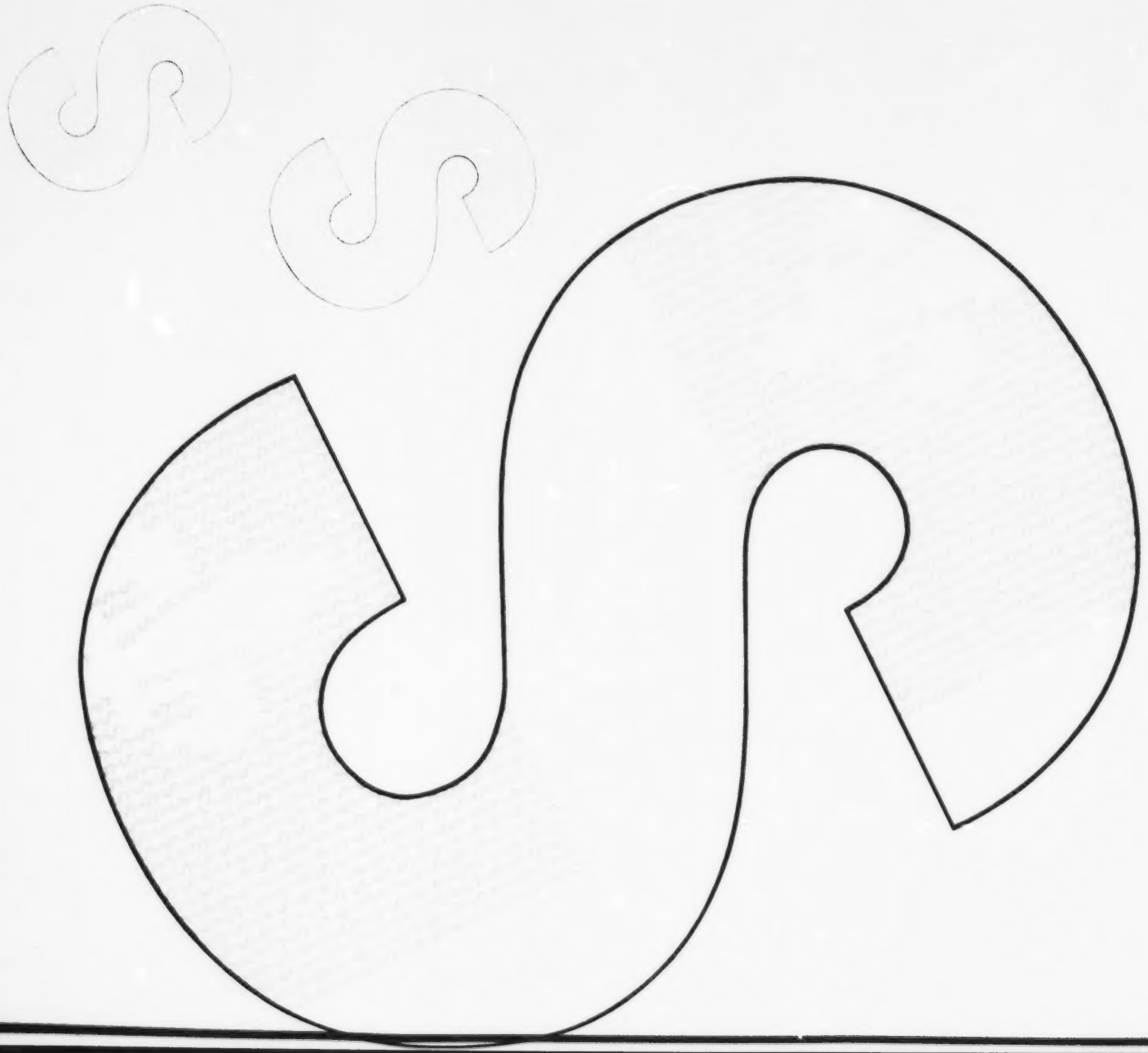
Depuis 1962, il n'y a eu que trois baisses de la production par heure-personne au Canada dans le secteur de la transformation, soit dans des proportions variant de 2,2% à 2,8%. Elles eurent toutes trois lieu entre 1975 et 1982 et c'est en 1982 que la diminution de 2,8% du rendement manufacturier fut la plus élevée. Des difficultés conjoncturelles aiguës ont évidemment caractérisé ces trois années de baisse de productivité, mais ces diminutions s'inscrivent aussi dans le prolongement du ralentissement sensible de la hausse de productivité noté durant la décennie 1970 et les premières années '80, à la fois au Canada, aux États-Unis et dans plusieurs autres pays industrialisés. De nombreuses hypothèses sont avancées pour expliquer ce phénomène structurel, notamment le renchérissement de l'énergie, l'inflation, le déplacement intersectoriel de la main-d'oeuvre, le changement de la composition de la population active et des immobilisations, le ralentissement de la croissance des investissements, suite au fléchissement du taux de progression du ratio capital/travail ainsi qu'à la hausse moins rapide que dans les années soixante des dépenses de recherche, lesquelles par surcroît porteraient plus sur des innovations moins audacieuses et d'une rentabilité plus immédiate. Une récente étude de la Banque du Canada identifiait les industries manufacturières de biens durables comme étant les plus touchées, notamment celles de l'équipement de transport, des métaux de première transformation, des produits métalliques et des machines. Au contraire, les taux moyens de productivité dans les industries du textile, du vêtement et du bois se seraient accrus récemment par rapport à la période d'après-guerre. De façon générale cependant « les industries liées à l'énergie et les autres industries d'exploitation des richesses naturelles ont une importance dominante dans l'ensemble des industries qui ont enregistré de fortes baisses de productivité entre 1975 et 1979 ».[1]

Selon les estimés préliminaires de l'Institut national de productivité (I.N.P.) du Québec, la croissance de la productivité globale du Québec n'aurait pas connu de réel ralentissement entre 1973 et 1978, comme ce fut le cas au Canada et dans les autres pays industrialisés. Ainsi, la productivité globale du Québec par rapport à celle du Canada serait passée de 87,0% en 1973 à environ 93,0% en 1978. Depuis, la performance du Québec n'est que marginalement supérieure à celle du Canada, au point où son niveau de productivité globale en 1982 se situe en deçà du niveau atteint en 1977.

Apparemment, cette meilleure performance relative de la productivité globale québécoise jusqu'en 1979 n'a pas été aussi percutante chez les fabricants du Québec. En effet, entre 1972 et 1979, la production réelle par travailleur rémunéré dans l'industrie manufacturière ne s'y est accrue que très légèrement plus vite que dans le reste du Canada. Par la suite, soit entre 1979 et 1982, la production par travailleur manufacturier diminue en moyenne annuellement, mais sensiblement moins vite au Québec qu'au Canada, si bien que c'est à cette époque surtout, soit en période de mauvaise conjoncture, que la performance relative des travailleurs de la fabrication au Québec se détériore moins que celle de leurs homologues canadiens. Pour 1982 plus précisément, le Conference Board du Canada estime que la baisse de la production manufacturière est sensiblement la même au Québec qu'au Canada, soit entre 12,0% et 12,5%. Pendant ce temps, les baisses d'emploi et du nombre d'heures travaillées chez les fabricants sont plus prononcées au Québec qu'au Canada. En conséquence, la baisse de la production à l'heure est nécessairement plus grande au Canada qu'au Québec.

On se rappelle que la perte de compétivité des manufacturiers canadiens vis-à-vis de leurs concurrents américains s'est résorbée depuis 1977 suite à la forte dépréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine. Cette situation subsiste en 1982, mais la dévaluation de la devise canadienne n'efface pas entièrement les effets négatifs d'une hausse plus grande au Canada qu'aux États-Unis des coûts unitaires de main-d'oeuvre dans les usines. En effet, exprimés dans leur monnaie respective, ces coûts unitaires de la main-d'oeuvre manufacturière augmentent de 14,2% en 1982 au Canada alors qu'ils ne croissent que de 9,6% aux États-Unis. Or, les rémunérations horaires en 1982 augmentent sensiblement au même rythme au Québec qu'au Canada dans l'industrie de la transformation. Dans ces conditions, avec une hausse de la productivité plus grande au Québec qu'au Canada, les coûts unitaires de main-d'oeuvre des manufacturiers québécois s'accroissent nécessairement moins rapidement que ceux de leurs concurrents canadiens.

1. **Source : Banque du Canada, « *Note sur l'évolution de la productivité dans les diverses industries* », revue mensuelle de janvier 1982.**



CHAPITRE 8
Le secteur tertiaire

Tableau 8,1 Secteur tertiaire Principales statistiques Québec

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982*	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981*
Immobilisations	'000 000 $	6 496,1	7 104,6	7 442,0	7 777,6	8 051,3	9,4	4,7	4,5	3,5
Emplois	'000	1 692	1 757	1 814	1 848	1 775	3,8	3,2	1,9	- 4,0
Masse salariale	'000 000 $	21 823	24 343	27 960	31 651	34 070	11,5	14,9	13,2	7,6
Jours-personnes perdus en arrêt de travail	Nombre	636 961	1 792 023	2 198 881	594 585	682 377	181,3	22,7	- 73,0	14,8
Produit intérieur brut au coût des facteurs	'000 000 $	33 018	36 542	40 723	45 960	49 428	10,7	11,4	12,9	7,5

SOURCES: Investissements privés et publics au Canada (61-205), La population active, décembre 1982 (71-001); Travail Québec; Bureau de la statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Le développement économique s'accompagne naturellement de modifications importantes dans la structure des économies et dans les habitudes et le comportement des agents économiques. Ainsi, au fur et à mesure qu'une économie se développe, la part du secteur primaire dans l'activité totale tend à diminuer au profit du secondaire et du tertiaire. Lorsque les économies atteignent un certain degré d'industrialisation, l'importance du secondaire commence à diminuer à sont tour alors que celle du tertiaire croît rapidement.

Le secteur tertiaire au Québec est de loin le plus important tant en termes de nombre d'emplois que de la valeur de la production et des immobilisations. Le Québec a connu depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, mais surtout depuis le début des années soixante, deux phases importantes dans le développement du secteur tertiaire. D'une part, les années soixante ont été marquées par une croissance rapide du secteur public et parapublic, particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la santé. Par la suite, il y a ralentissement très net de cette croissance au début des années soixante-dix et même plafonnement au cours des années 1975-80. D'autre part, poussées par la croissance exceptionnelle des revenus disponibles réels, d'autres activités comme les services personnels et les divertissements et loisirs ont connu des développements rapides au cours des années soixante-dix. Il en est de même des activités du commerce de détail et des services de communications. De plus, les changements importants survenus dans les méthodes de gestion et d'organisation dans le monde des affaires se sont traduits par une demande croissante de spécialistes dans la production, la gestion, la mise en marché, l'analyse financière et légale. Par ailleurs, le développement des ressources hydro-électriques du Québec a amené la montée d'une expertise québécoise authentique et originale et la formation d'un important noyau d'ingénieurs-conseils qui se sont mis à exporter une forte proportion de leurs services à l'étranger. Ainsi, alors qu'en 1961, sur 1 000 personnes employées au Québec, 117 travaillaient dans le secteur primaire, 354 dans le secondaire et 529 dans le tertiaire, en 1981, elles sont respectivement 48, 264 et 688.

L'année 1982 marque un arrêt dans le développement du secteur tertiaire. Pour la première fois, le nombre d'emplois y diminue ainsi que la valeur de la production. Toutefois, la récession économique frappe davantage les autres secteurs, en particulier le secteur manufacturier, de sorte que l'importance relative du secteur tertiaire dans l'économie québécoise continue de s'accroître en 1982.

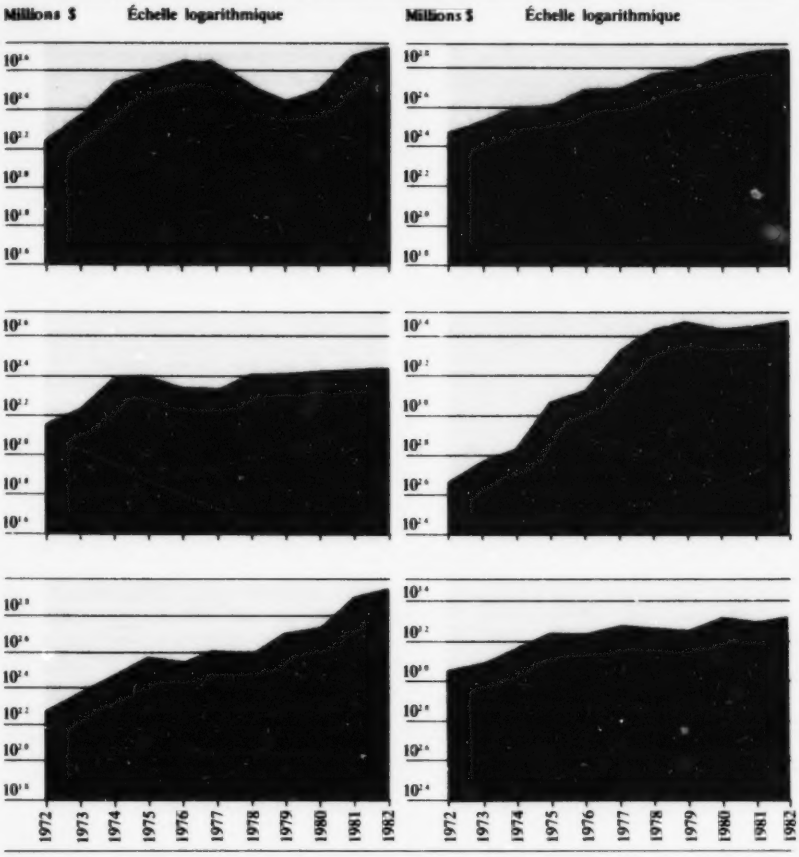
Les immobilisations

La valeur des immobilisations du secteur tertiaire s'élève à 8 051,3 milions de $ en 1982, ce qui représente 62% des dépenses totales en capital effectuées au Québec, comparativement à 57% en 1981. Le secteur tertiaire est en 1982 le seul secteur où les immobilisations s'accroissent, soit de 3,5%. Pour l'ensemble de l'économie, on assiste en 1982 à une baisse de 5,4%. Cette croissance des immobilisations du tertiaire est attribuable, toutefois, uniquement à la hausse de 11,8% des dépenses en constructions neuves qui passent de 4 718,1 millions de $ en 1981 à 5 272,8 millions de $ en 1982, puisque celles en machines et équipement diminuent de 9,2% passant de 3 059,5 millions de $ en 1981 à 2 778,5 millions de $ en 1982.

Les immobilisations du secteur tertiaire sont habituellement regroupées sous trois rubriques: *services d'utilité publique*, *commerce, finances et services commerciaux* et *institutions et ministères gouvernementaux*. Les « services d'utilité publique » dominent nettement avec 56% des immobilisations du tertiaire, alors que les deux autres groupes accaparent respectivement 20% et 24% du total. Des trois, le groupe *services d'utilité publique*, après avoir connu en 1981 le meilleur taux de croissance, soit 9,9%, affiche encore en 1982 la meilleure performance avec une hausse de 5,9% de ses immobilisations. Par contre, le groupe « commerce, finances et services commerciaux » voit ses immobilisations réduites de 0,2% en 1982 après une faible hausse de 2,6% en 1981. Enfin, les immobilisations du groupe *institutions et ministères gouvernementaux* n'augmentent que de 1,4% en 1982 après une baisse de 4,2% en 1981.

Contrairement aux années précédentes où l'analyse de chacun des groupes faisait ressortir des variations importantes de croissance des immobilisations au niveau de leurs principales composantes, en 1982 celles-ci sont beaucoup moins prononcées. Ainsi, la composante *transports* à l'intérieur du groupe *services d'utilité publique* connaît une hausse de 10,8% de ses immobilisations en 1982, soit de 84,4 millions de $, comparativement à 46,8% en 1981. À

8,1 IMMOBILISATIONS, SECTEUR TERTIAIRE, QUÉBEC



l'exception du poste « gazoduc » qui affiche une augmentation de 261,8 millions de $, tous les autres postes connaissent des baisses. Le transport aérien est particulièrement frappé avec une baisse de 83,5 millions de $. La composante *communications*, pour sa part, connaît une faible augmentation de 2,1% soit de 15,6 millions de $, comparativement à 8,8% en 1981. Enfin, les immobilisations dans les *autres services d'utilité publique* croissent de 5,5% en 1982, soit de 149,2 millions de $. Cette dernière hausse est due en très grande partie à une augmentation des dépenses de 82,8 millions de $ dans le domaine de l'énergie électrique et de 64,3 millions de $ dans celui de la distribution du gaz.

Le groupe *commerce, finances et services commerciaux* connaît, pour sa part, des variations de taux de croissance des immobilisations au niveau de ses composantes plus élevées que celles des *services d'utilité publique*, mais, encore là, elles sont moins prononcées que celles de l'année précédente. Alors que les *services commerciaux* accusent une baisse de 6,8%, le *commerce* et les *finances, assurances et affaires immobilières* montrent des hausses respectives de 3,3% et 9,7%. En 1981, les taux de croissance des immobilisations de ces trois composantes avaient été de −13,3%, 0,6% et 54,6%. Dans le commerce, l'augmentation des immobilisations se situe principalement au niveau du commerce de gros (+41,1%). Quant aux finances assurances et affaires immobilières, celle-ci se retrouve chez les banques (+30,3%) et les autres institutions financières (+8,1%). Enfin, dans le cas des services commerciaux, la baisse des immobilisations est principalement concentrée au niveau des autres services commerciaux (−10,2%).

Enfin, sauf pour l'année 1980, le groupe *institutions et ministères gouvernementaux* continue de voir sa part relative dans les immobilisations du tertiaire diminuer au cours des dernières années. En effet, après avoir subi une diminution de 4,2% de ses immobilisations en 1981, ce groupe ne connaît qu'une faible augmentation de 1,4% en 1982. Cette augmentation de 28,1 millions de $ est due en totalité à la hausse des dépenses en machinerie et équipement puisque celles en construction baissent de 1,8 millions de $. Par niveau de gouvernement, on constate des hausses des immobilisations pour le fédéral (+28,9%) et les municipalités (+1,8%), alors que les institutions et le gouvernement provincial connaissent des baisses respectives de 4,2% et 3,7%.

Tableau 8,2 Immobilisations secteur tertiaire Québec

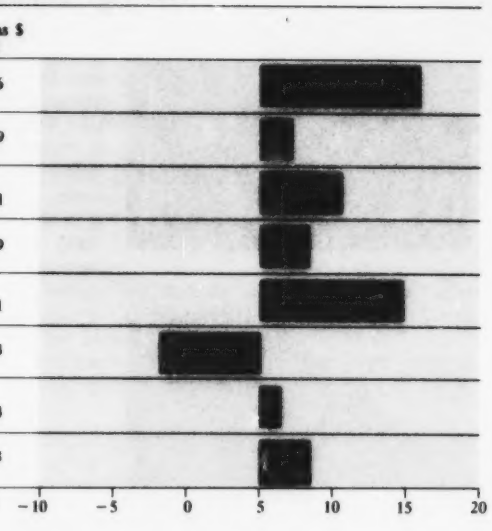
	1978	1979	1980	1981	1982*	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981*
	'000 000 $					variation en %			
Transports[1]	382.3	493.8	530.1	778.2	862.6	29.2	7.4	46.8	10.8
Communications[2]	556.1	583.9	674.9	734.3	749.9	5.0	15.6	8.8	2.1
Autres services d'utilité publique[3]	2 610.5	2 857.3	2 643.3	2 716.9	2 866.1	9.5	−7.5	2.8	5.5
Total services d'utilité publique	**3 548,9**	**3 935,0**	**3 848,3**	**4 229,4**	**4 478,6**	**10,9**	**−2,2**	**9,9**	**5,9**
Commerce	247.5	252.0	256.9	258.4	266.9	1.8	1.9	0.6	3.3
Finances, assurances et immeubles	326.0	277.6	312.0	482.5	529.1	−14.8	12.4	54.6	9.7
Services commerciaux	574.3	885.5	990.9	859.0	800.3	54.2	11.9	−13.3	−6.8
Total commerce, finances et services commerciaux	**1 147,8**	**1 415,1**	**1 559,8**	**1 599,9**	**1 596,3**	**23,3**	**10,2**	**2,6**	**−0,2**
Institutions et ministères gouvernementaux	1 799.4	1 754.5	2 033.9	1 948.3	1 976.4	−2.5	15.9	−4.2	1.4
GRAND TOTAL	**6 496,1**	**7 104,6**	**7 442,0**	**7 777,6**	**8 051,3**	**9,4**	**4,7**	**4,5**	**3,5**

1. Comprend chemins de fer, transports urbain, maritime, aérien et routier, entreposage, oléoducs et gazoducs, routes et ponts à péage et biens capitaux imputés aux dépenses d'exploitation.
2. Comprend téléphone, réseaux de télégraphe et de câbles et radiodiffusion.
3. Comprend énergie électrique, distribution du gaz, silos à céréales et services de distribution d'eau.

SOURCES : Investissements privés et publics au Canada, (61-205), S.C. : Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

104 **8,2 IMMOBILISATIONS PAR BRANCHE, SECTEUR TERTIAIRE, QUÉBEC 1982/1981**

Activités	Millions $ 1982
Transport	862,6
Communications	749,9
Autres services d'utilité publique	2 866,1
Commerce	266,9
Finances, assurances, immeubles	529,1
Services commerciaux	800,3
Institutions et ministères gouvernementaux	1 976,4
Grand total	8 051,3



L'emploi et les salaires

L'ampleur de la récession économique au Québec en 1982 est telle que, pour la première fois depuis que les statistiques de l'emploi par secteur sont compilées, on assiste à une baisse de l'emploi dans le secteur tertiaire. Le secteur tertiaire, en effet, est responsable de la moitié de la perte nette des 145 000 emplois au Québec en 1982. Cette perte de 73 000 emplois résulte d'une diminution de 78 000 des travailleurs à temps plein et d'une augmentation de 6 000 des travailleurs à temps partiel. Globalement, la baisse de l'emploi dans le tertiaire en 1982 est de 4,0%. En 1981, avec une création nette de 34 000 emplois, le secteur tertiaire avait été responsable de la presque totalité de la hausse d'emploi au Québec. Cet accroissement de 1,9% en 1981 avait été, toutefois, nettement inférieur à ceux des années précédentes.

En 1982, tous les secteurs du tertiaire connaissent une baisse de l'emploi. À l'exception de celui des *services sociaux, commerciaux, industriels et personnels*, où les effectifs diminuent de 1,7% tous les autres secteurs subissent une baisse de l'emploi de 5% et plus. Ce sont les deux secteurs qui avaient connu la meilleure performance en 1981, soit l'administration publique et le commerce, qui sont les plus fortement touchés en 1982 avec des baisses respectives de 6,2% et 6,1%. Par contre, les deux secteurs qui avaient connu une diminution de l'emploi en 1981, c'est-à-dire *les finances, assurances et affaires immobilières* et *les transports, communications et autres services d'utilité publique* continuent de voir leurs effectifs diminuer avec des baisses respectives de 5,0% et 5,3%.

Le secteur des *transports, communications et autres services d'utilité publique* continue pour une troisième année consécutive de connaître une baisse de l'emploi en 1982. Celle-ci est de 5,3%, soit 12 000 emplois. En 1980 et 1981, le recul de l'emploi avait été respectivement de 10 000 et 1 000, soit de −4,2% et −0,4%. C'est le groupe des transports qui est le plus touché avec une diminution de 10 000 emplois ou 7,5%. Ce ralentissement de l'activité dans les transports peut être attribué, comme pour les années précédentes, à la faiblesse de la production manufacturière à laquelle elle est fortement reliée. Par contre, les communications, après avoir connu en 1981 une forte croissance de l'emploi de 14,3% (+8 000), accusent en 1982 une baisse de 4,7% (−3 000). Enfin, les autres services d'utilité publique connaissent une légère augmentation de l'emploi en 1982. Celle-ci est de 1 000, soit 3,4%. En 1981, l'emploi y était demeuré stationnaire.

Tableau 8,3 Emploi dans certains groupes du secteur tertiaire Québec

Secteur	1978	1979	1980	1981	1982	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981
			'000			variation en %			
Transports, communications et autres services d'utilité publique	223	238	228	227	215	6,7	−4,2	−0,4	−5,3
Transports	133	148	143	134	124	11,3	−3,4	−6,3	−7,5
Communications	62	66	56	64	61	6,5	−15,2	14,3	−4,7
Autres utilités	28	25	29	29	30	−10,7	16,0	—	3,4
Commerce	420	438	448	462	434	4,3	2,3	3,1	−6,1
Gros	109	113	118	118	111	3,7	4,4	—	−5,9
Détail	311	325	330	344	323	4,5	1,5	4,2	−6,1
Finances, assurances et immeubles	133	124	149	139	132	−6,8	20,2	−6,7	5,0
Services sociaux, commerciaux, industriels et personnels	738	770	804	828	814	4,3	4,4	3,0	−1,7
Services parapublics	384	395	411	427	420	2,9	4,1	3,9	−1,6
Services privés	354	375	393	401	394	5,9	4,8	2,0	−1,7
Administration publique	178	187	185	192	180	5,1	−1,1	3,8	−6,2
TOTAL	1 692	1 757	1 814	1 848	1 775	3,8	3,2	1,9	−4,0

NOTE: Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des composantes dû à l'arrondissement des données.
SOURCES: Enquête mensuelle sur la population active, S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 8,4 Salaires et traitements hebdomadaires moyens dans certains groupes du secteur tertiaire Québec

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981*
			Dollars			variation en pourcentage			
Transport, communications et autres services d'utilité publique	310,82	338,61	385,29	432,60	486,47	8,9	13,8	12,3	12,4
Commerce — total	**207,48**	**224,31**	**246,68**	**269,53**	**289,79**	**8,1**	**10,0**	**9,3**	**7,5**
— détail	178,93	191,46	209,43	226,92	241,56	7,0	9,4	8,4	6,5
— gros	262,20	287,42	316,36	349,43	386,62	9,6	10,1	10,5	10,6
Finances, assurances et immeubles	249,90	273,30	305,19	349,32	389,82	9,4	11,7	14,5	11,6
Services totaux[1]	**192,58**	**207,42**	**228,09**	**251,52**	**275,15**	**7,7**	**10,0**	**10,3**	**9,4**

1. Comprend les services extérieurs des entreprises, les services personnels, la cinématographie, les services récréatifs et les services divers. Les services relevant des collectivités religieuses, de l'enseignement, de la santé et du bien-être sont exclus.
SOURCES: Emploi, gains et durée du travail (72-002), S.C.; Direction de l'analyse de la prévision économiques, MICT.

Le secteur *commerce* est fortement touché par la récession économique en 1982. 28 000 emplois y sont perdus, soit une diminution de 6,1%. Cette baisse frappe à la fois le commerce de gros, −5,9%, et le commerce de détail, −6,1%. Cette baisse peut s'expliquer par la faiblesse de la demande de consommation au cours des dernières années et par le fait qu'en 1981 ce secteur avait connu une hausse de 3,1% de l'emploi malgré le très faible niveau des ventes au détail.

Le secteur *finances, assurances et affaires immobilières* qui avait été le plus touché en 1981 avec une perte nette de 10 000 emplois ou −6,7%, continue en 1982 de marquer un recul avec une baisse de 5,0% de l'emploi ou −7 000. Il faut noter que le secteur financier avait été fortement touché en 1981 par les effets de la récession nord-américaine et que, devant un marché moins favorable, les institutions financières avaient alors amorcé un mouvement de consolidation de leurs activités. Ce mouvement s'est tout naturellement continué en 1982. C'est ainsi qu'on assiste en 1982 à une baisse de 6 300 emplois (−8,4%) chez les institutions financières et de 1 900 (−5,4%) chez les agences d'assurances et d'affaires immobilières. Par contre, le secteur des assureurs progresse avec une hausse de 1 700 emplois, soit de 5,8%.

Le secteur des *services sociaux, commerciaux, industriels et personnels* est celui en 1982 qui résiste le mieux aux effets négatifs de la récession sur l'emploi. Celui-ci ne diminue que de 1,7%, comparativement à 4,0% pour l'ensemble du tertiaire. D'ailleurs, c'est le seul secteur qui connaisse en 1982 une hausse de l'emploi à temps partiel. Par contre, vu son importance en termes d'emploi dans le tertiaire, 46% du total, cette baisse se traduit par une perte de 14 000 emplois. En 1981, avec une hausse de 3% de l'emploi ce secteur avait contribué à la création nette de 24 000 emplois. En 1982, la perte d'emplois se répartit également entre les services parapublics, −7 000 ou −1,6% et les services privés, −7 000 ou 1,7%.

Enfin, le groupe *administration publique* qui avait connu, avec une création nette de 7 000 emplois en 1981, le plus fort taux de croissance de l'emploi, 3,8%, accuse en 1982 la plus forte baisse, −6,2%, soit une perte de 12 000 emplois. Cette baisse se situe principalement au niveau de l'administration provinciale; viennent ensuite l'administration fédérale et les administrations locales.

Les salaires et traitements hebdomadaires moyens dans le secteur tertiaire maintiennent le même taux de croissance en 1982 qu'en 1981 dans le groupe *transports, communications et autres services d'utilité publique*, mais augmentent moins rapidement dans les trois autres groupes. C'est d'ailleurs le groupe des transports qui connaît la hausse la plus prononcée, soit 12,4%. Il est suivi de ceux des *finances, assurances et affaires immobilières*, 11,6%, des *services*, 9,4% et du *commerce*, 7,5%. La plus haute rémunération hebdomadaire moyenne dans le tertiaire en 1982 s'établit à 579,52 $ dans l'activité *électricité, gaz et eau*, en hausse de 10,0% par rapport à 1982, alors que la plus faible se retrouve dans le « commerce de détail » avec 241,56 $ en hausse de 6,5%.

La masse salariale, c'est-à-dire les salaires et traitements, versée dans le secteur tertiaire augmente de 7,6% en 1982, soit à un rythme supérieur à celui de la masse salariale totale qui ne croît que de 4,1%. Il existe, toutefois, des variations importantes de taux de croissance de la masse salariale entre les différents groupes. Ainsi, le groupe *administration publique et défense* connaît le taux de croissance le plus élevé avec 13,1%. Viennent ensuite, les *finances, assurances et affaires immobilières*, les *transports, communications et autres services d'utilité publique* et les *services* avec des taux respectifs de 10,1%, 8,2% et 8,1%. Par contre, le groupe *commerce* connaît une légère baisse de 0,1% de son taux de croissance de la masse salariale.

Tableau 8,5 Jours-personnes perdus en arrêts de travail[1] secteur tertiaire Québec

Secteur	1978	1979	1980	1981	1982*	1979 / 1978	1980 / 1979	1981 / 1980	1982 / 1981*
	Nombre					variation en pourcentage			
Transports, communications et services publics	276 531	815 448	225 400	349 243	187 184	194,9	−72,4	54,9	−46,4
Transports et entreposage	159 283	295 244	42 668	87 449	120 772	85,4	−85,5	105,0	38,1
Communications	113 294	260 948	173 415	224 223	10 473	130,3	−33,5	29,3	−95,3
Électricité, gaz et eau	3 954	259 256	9 317	37 571	55 939	6 456,8	−96,4	303,3	48,9
Commerce	120 740	61 924	99 154	85 453	148 284	−48,7	60,1	−13,8	73,5
Finances, assurances et immeubles	6 962	16 674	33 172	47 850	44 606	139,5	98,9	44,2	−6,8
Services socio-culturels, commerciaux et personnels	142 542	521 166	1 466 062	90 382	270 395	256,6	181,3	−93,8	199,2
Administrations publiques	90 186	376 811	375 093	21 657	31 908	317,8	−0,5	−94,2	47,3
GRAND TOTAL	636 961	1 792 023	2 198 881	594 585	682 377	181,3	22,7	−73,0	14,8

1. Inclut les conflits sous compétence fédérale et provinciale.
SOURCES: Travail Québec, « Grèves et lock-out au Québec »; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Alors que l'ensemble de l'économie du Québec connaît une baisse de 25,2% du nombre de jours-personnes perdus en arrêts de travail, le secteur tertiaire, lui, accuse une hausse de 14,8%. Malgré cette hausse et bien que l'emploi dans le tertiaire représente 70% du total des emplois au Québec, la part relative des jours-personnes perdus suite à des conflits de travail y est moindre, soit un peu plus de 50% en 1982, à cause principalement d'un taux plus faible de syndicalisation. Les activités les moins syndiquées sont les finances, les services aux entreprises, les services divers, le commerce de gros et les services personnels. À l'opposé, les activités les plus fortement syndiquées sont l'enseignement, les communications, les administrations publiques et les transports.

En 1982, 140 conflits de travail, impliquant 199 372 travailleurs, pour un total de 682 377 jours-personnes perdus, pertubent l'activité économique au Québec dans le secteur tertiaire. En moyenne, le nombre de travailleurs par conflit est de 1 424 et celui du nombre de jours perdus par travailleur de 3,4.

C'est le groupe « *services socio-culturels, commerciaux et personnels* » qui connaît en 1982 la plus forte augmentation tant en nombre de jours-personnes perdus qu'en pourcentage, soit une hausse de 180 013 jours-personnes perdus ou tout près de 200%. Cette hausse est attribuable en grande partie au débrayage des 180 000 employés du Front commun le 10 novembre. Les autres conflits majeurs dans les services ont été dans le domaine de l'hôtellerie. Le deuxième secteur le plus touché en 1982 a été celui du commerce avec une hausse de 73,5%, soit une augmentation de 62 831 jours-personnes perdus. Près de la moitié du temps perdu dans le commerce est attribuable à trois conflits majeurs: un dans l'alimentation dans la région du Saguenay et deux dans l'automobile dans les régions de Québec et des Cantons de l'Est. Les administrations publiques connaissent aussi une hausse importante de 47,3%, soit 10 251 jours-personnes perdus de plus. Par contre, bien que le groupe « *finances, assurances et affaires immobilières* » voit le nombre de jours-personnes perdus diminuer de 6,8% en 1982, il demeure, toutefois, élevé en comparaison des années antérieures. Enfin, dans le groupe « *transport, communications et services publics* », le nombre de jours-personnes perdus diminue de 46,4%, suite à une baisse de 95,3% au niveau des communications. Par contre, les transports et l'électricité, gaz et eau affichent des hausses de 38,1% et 48,9% respectivement.

Importance relative du secteur tertiaire dans l'activité économique (PIB)

Le concept de valeur brute de production, utilisé pour mesurer l'affectation des ressources totales dans les activités économiques des secteurs primaire et secondaire, est inadéquat dans le cas du secteur tertiaire à cause du rôle d'intermédiaires joué par les entreprises de distribution et de services. Il est préférable, alors, de s'en remettre à un autre agrégat plus approprié, soit le produit intérieur brut ou encore la valeur ajoutée au coût des facteurs, qui permet de mieux mesurer la contribution inhérente de chaque activité, de même que l'apport de ses ressources dans l'ensemble de l'économie.

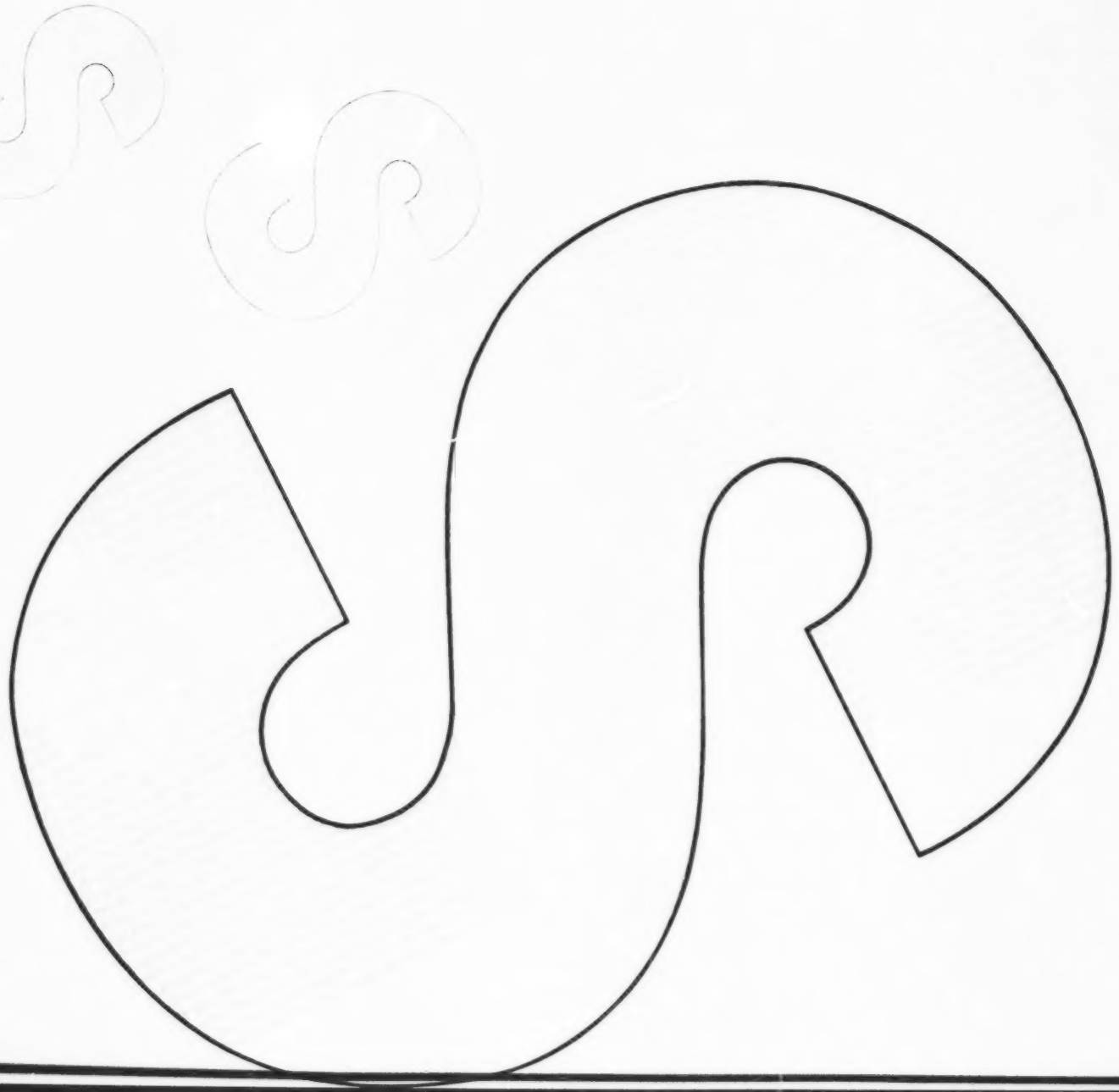
Une courte rétrospective de la situation depuis 1961 permet de constater des changements importants dans la part relative des grands secteurs de l'économie. En 1961, les secteurs primaire et secondaire représentent respectivement 6,4% et 37,0% de la production intérieure totale du Québec, alors que la part du tertiaire est de 56,6%. Par la suite, survient une expansion des dépenses en services et, en 1971, par exemple, la contribution du primaire et du secondaire s'établit à 4,5% et 31,6%, et celle du tertiaire à 63,9%. De 1971 à 1982, la part du primaire demeure pratiquement stationnaire alors que celle du secondaire diminue et se situe à 27,5% en 1982, et que celle du tertiaire augmente et atteint 68,2% du total du PIB. La baisse de la part relative du secondaire et la hausse de celle du tertiaire sont particulièrement visibles en 1982 puisque leurs parts respectives étaient de 30,1% et 65,7% en 1981.

Bien que le secteur tertiaire accroisse de façon sensible son importance dans l'économie, les groupes qui le composent n'évoluent pas toutefois, de façon identique. Ainsi, l'importance des services s'accroît fortement, surtout au cours de la décennie soixante et sa part relative dans le PIB passe de 14,5% en 1961 à 21,0% en 1971 et à 25,1% en 1982. La part relative de l'administration publique augmente également de façon marquée au cours de la période, celle-ci évoluant de 5,2% en 1961 à 9,5% en 1982. Le groupe transports, communications et autres services d'utilité publique voit sa part relative diminuer légèrement entre 1961 et 1971, et se stabiliser par la suite pour atteindre 11,7% en 1982. Par contre, les groupes commerce et finances, assurances et affaires immobilières qui maintiennent leur importance relative durant presque toute la période, voient celle-ci diminuer au cours des dernières années pour se situer en 1982 à 10,6% et 11,3% respectivement. Dans le cas des finances, toutefois, il y a une légère remontée en 1982.

Tableau 8,6 **Importance relative du produit intérieur brut au coût des facteurs, par activité économique, Québec 1961, 1971, 1976-1982**

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE	1961	1971	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
					%				
Agriculture	2,6	1,8	1,7	1,7	2,0	2,2	2,0	2,1	2,2
Forêts	1,1	0,7	0,7	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,6
Pêche et piégeage	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Mines (y compris le broyage), carrières et puits de pétrole	2,6	2,0	1,8	1,8	1,6	1,7	1,9	1,4	1,4
Total, primaire	**6,4**	**4,5**	**4,2**	**4,2**	**4,3**	**4,6**	**4,7**	**4,2**	**4,3**
Fabrication	30,6	25,8	22,9	22,7	22,8	24,2	24,9	24,9	22,7
Construction	6,4	5,8	6,7	6,5	5,7	5,0	4,9	5,2	4,8
Total, secondaire	**37,0**	**31,6**	**29,6**	**29,2**	**28,5**	**29,2**	**29,7**	**30,1**	**27,5**
Transports, entreposage, communications, électricité, gaz et eau	12,9	12,2	11,5	11,9	12,0	12,1	11,9	11,2	11,7
Commerce (gros et détail)	12,2	12,3	12,8	12,0	11,7	12,0	11,6	11,3	10,6
Finances, assurances et affaires immobilières	11,8	11,9	11,5	11,7	12,2	11,2	10,3	10,8	11,3
Administration publique et défense	5,2	6,5	7,7	7,8	8,0	7,9	8,3	8,5	9,5
Services	14,5	21,0	22,7	23,1	23,2	23,0	23,4	23,9	25,1
Total, tertiaire	**56,6**	**63,9**	**66,2**	**66,6**	**67,2**	**66,2**	**65,6**	**65,7**	**68,2**
Total, toutes activités	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

SOURCES: Comptes économiques des revenus et des dépenses, Bureau de la statistique du Québec; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.



CONCLUSION

En 1982, dans le sillage des économies américaine et canadienne, l'économie québécoise est durement frappée par la récession qui a débuté en fin d'année 1981. Le PIB réel chute de 6,1% entraînant une baisse de l'emploi de 5,4%. En fin d'année 1982, la baisse des taux d'intérêt et le ralentissement de la croissance des prix permettent une reprise des dépenses des ménages et un assainissement des finances des entreprises ; on assiste à une reprise de l'économie nord-américaine. La reprise amorcée ne peut cependant pas être interprétée comme un simple retour naturel du pendule. La plupart des observateurs conviennent que la récession économique fut telle que les prochaines années ne pourront que se ressentir des secousses sur les marchés en 1982. Les consommateurs et les investisseurs évolueront dans une conjoncture empreinte d'une incertitude qui persistera au niveau de l'emploi et des marchés financiers.

Le système financier international demeure affecté par les difficultés éprouvées par les pays endettés et par les pressions que le déficit budgétaire américain exerce sur les taux d'intérêt, dans une conjoncture où la banque centrale américaine s'efforce de contenir une expansion trop rapide de la masse monétaire. Les taux d'intérêt américains élevés ont créé en 1982 une appréciation du dollar américain par rapport aux autres monnaies. Quant au dollar canadien, il est tombé à 76,8 cents américains au milieu de l'année mais, à la faveur d'une baisse des taux d'intérêt aux États-Unis, il s'établissait en décembre 1982 à 80,8 cents, soit 4,3% plus bas que son niveau de décembre 1981 ; il se situait toutefois à un niveau apprécié par rapport à la plupart des autres devises. Le maintien d'une parité internationale à un tel niveau désavantage l'industrie canadienne, qui est déjà affectée par une croissance de la productivité inférieure à celle des pays de l'OCDE entre 1976 et 1981. Sur ce plan, tout indique que les résultats du Québec ne sont qu'un peu supérieurs à ceux du Canada dans son ensemble.

La crise financière et la récession mondiale ont été accompagnées d'une diminution de 6,6% de la valeur des exportations mondiales en 1982. Le Canada a accusé néanmoins un excédent record au compte courant de sa balance des paiements en raison essentiellement d'une diminution de ses importations. Le Québec a vu ses exportations internationales[1] baisser de 5,5% en valeur, comparativement à une faible hausse de 0,8% au Canada. Les exportations québécoises vers les États-Unis ont diminué de 8,1%, alors que le Canada a vu la valeur de ses exportations vers ce pays augmenter de 3,6% et a enregistré un excédent au niveau du commerce des produits automobiles. Comme plus de la moitié des livraisons de l'industrie manufacturière est expédiée à l'extérieur du Québec et que près du quart des livraisons vont à l'extérieur du Canada, la vigueur de l'industrie manufacturière québécoise dépendra de sa compétitivité à l'étranger. En 1982, l'industrie manufacturière fut durement affectée par la récession sévissant chez ses partenaires économiques. En l'absence d'une demande intérieure élevée, les consommateurs augmentant leur taux d'épargne et les investisseurs diminuant leurs investissements, les expéditions de l'industrie manufacturière québécoise ont baissé de 3,7% en valeur. Seule l'industrie des aliments et boissons a augmenté son volume de production en 1982.

Le secteur primaire est aussi fortement tributaire de la situation internationale. La valeur brute de sa production a diminué de 6,3% en 1982. Dans les prochaines années l'exploitation forestière subira les contrecoups de la vive concurrence que livrera l'industrie américaine des pâtes et papiers à l'industrie québécoise, et l'industrie du fer sera dépendante d'une industrie nord-américaine de l'acier fortement déprimée, où les prix risquent peu d'augmenter malgré un certain accroissement de la demande qui résultera de la reprise.

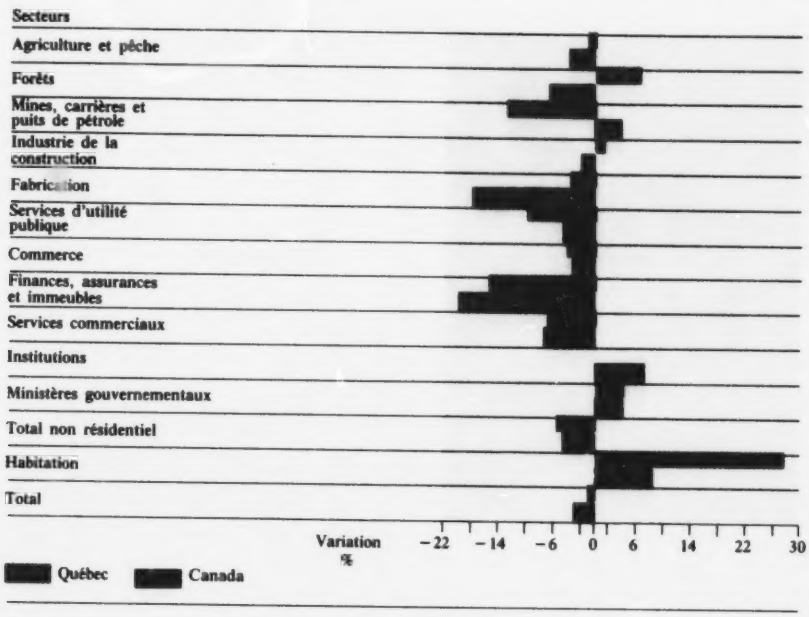
Le secteur tertiaire fut moins touché en 1982. Son PIB en dollars courants a accru son importance dans l'ensemble des secteurs, avec une croissance de 7,5% contre 3,7% pour l'ensemble de l'économie. Puisqu'il semble exclu que les secteurs public et parapublic reviennent aux taux de croissance déjà enregistrés, la vigueur du tertiaire dépendra principalement du dynamisme des secteurs commerciaux, des institutions financières, des transports, communications et autres services.

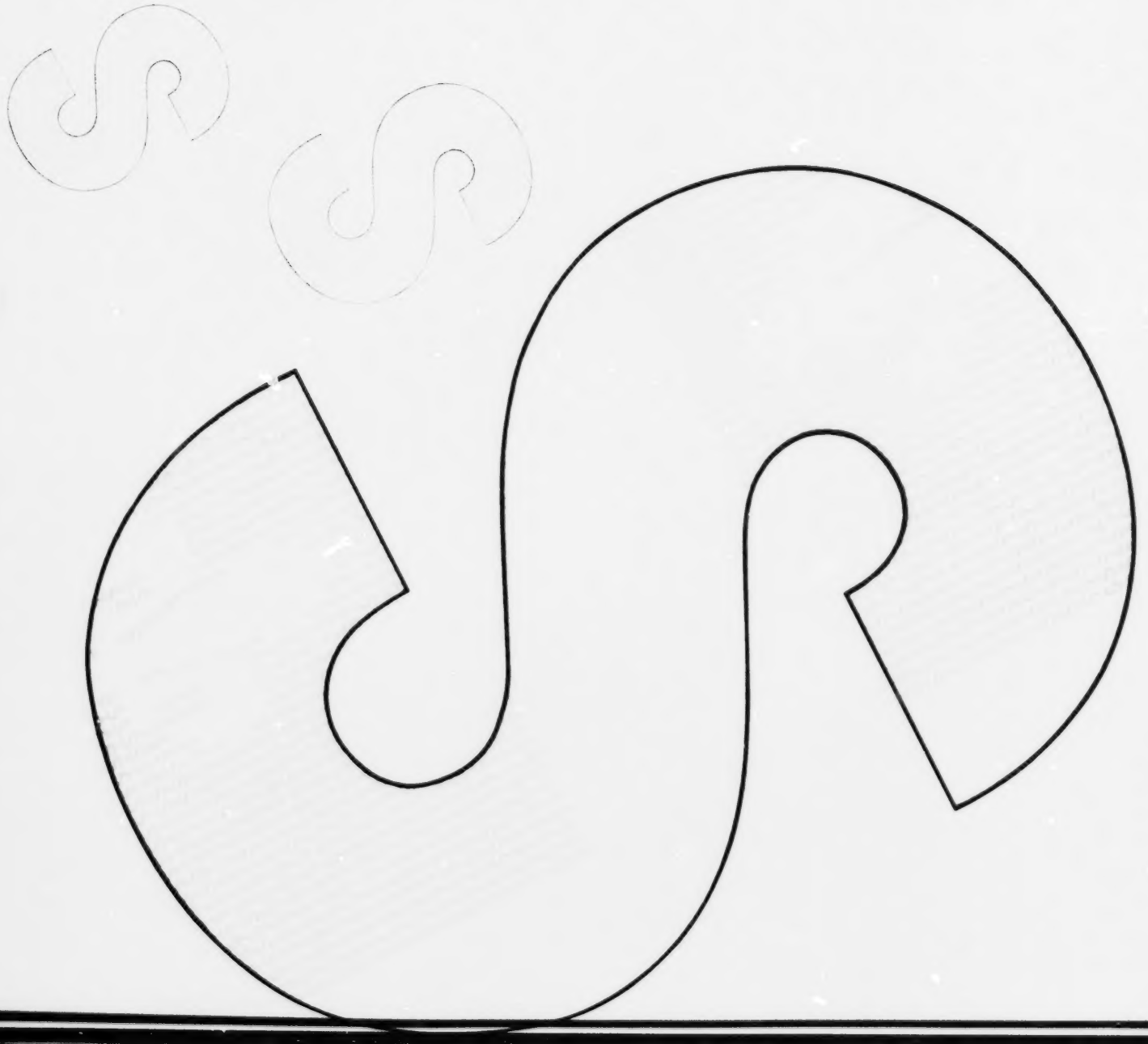
Enfin, l'examen de l'évolution des dépenses d'immobilisation fournit des indications sur les perspectives de l'économie. En 1982, les immobilisations non résidentielles ont baissé de 1,3% au Québec, soit un taux comparable à celui de l'Ontario et du Canada. Les immobilisations résidentielles ont chuté de 25,3% au Québec, de 19,2% en Ontario et 24,2% au Canada. Au Québec, les entreprises commerciales diminuaient leurs immobilisations de 5,0%, les sociétés d'État et les institutions et ministères gouvernementaux augmentaient les leurs de 4,1% et de 1,4% respectivement. À la fin de 1982, l'enquête sur les investissements privés et publics au Canada permettait de dresser le profil des investissements pour 1983 au Québec. Les immobilisations non résidentielles diminueraient encore en 1983, de 3,2%. Une reprise des projets d'investissement ne s'amorcerait donc que tardivement par rapport à la reprise dans les activités productrices. Les secteurs de l'agriculture et pêche, de la construction, du commerce, des institutions et ministères gouvernementaux augmenteraient la valeur de leurs immobilisations en 1983, pendant que les secteurs des forêts, des mines et carrières, et des finances diminueraient fortement les leurs. Le secteur de l'habitation bénéficierait d'un autre côté d'une hausse de 39,9% de la valeur de ses immobilisations.

Donc, il y aurait certes une certaine reprise de l'activité économique en 1983. Les dépenses de consommation et de construction résidentielle bénéficieront de la baisse du taux d'épargne et des taux d'intérêt. La durabilité de cette reprise dépendra cependant de l'efficacité avec laquelle les industries exportatrices pourront se tailler une place sur les marchés internationaux et de la confiance qui se manifestera chez les investisseurs.

1. Selon le concept utilisé au chapitre 5.

9,1 IMMOBILISATIONS PAR SECTEUR, PERSPECTIVES, QUÉBEC — CANADA, 1983/1982





ANNEXE
Tableaux complémentaires

Annexe

Tableau 0,1
Revenu intérieur net et produit intérieur brut
Canada

	1978	1979	1980	1981	1982
	millions de dollars				
Rémunération des salariés	129 846	145 213	163 786	186 628	199 533
Solde et indemnités militaires	1 534	1 548	1 669	1 969	2 203
Bénéfices des sociétés avant impôt	25 423	34 322	36 929	35 366	24 401*
Intérêts et revenus divers et placements	19 274	22 984	26 532	31 907	37 365*
Revenu net des exploitants agricoles au titre de la production agricole	3 616	3 909	4 005	4 473	4 646
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris	9 853	10 685	11 669	13 290	14 031
Ajustement de la valeur des stocks	−4 653	−7 114	−7 096	−7 002	−3 784
Revenu intérieur net au coût des facteurs	184 893	211 547	237 494	266 531	278 395
Impôts indirects moins subventions	25 563	27 815	29 012	37 627	40 588
Provision pour consommation de capital et ajustement divers	25 739	29 557	33 448	37 620	41 862
Erreur résiduelle	244	−15	−127	984	1 721
Produit intérieur brut aux prix du marché	236 439	268 904	299 827	342 762	362 586

SOURCE : Comptes nationaux (13-001), S.C. ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 1,1 **Démographie et marché du travail Ontario**

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982	1979 / 1978	1980 / 1979	1981 / 1980	1982 / 1981
							variation en pourcentage			
DÉMOGRAPHIE										
Population au 1er juin	'000	8 439,6	8 501,3	8 569,7	8 624,7	8 715,8	0.73	0.80	0.64	1.06
Naissance	nombre	120 964	121 655	123 316*	122 183*	123 930*	0.57	1.37	-0.92	1.43
Taux pour 1 000 h.	nombre	14,3	14,3	14,4	14,2	14,2				
Décès	nombre	61 116	61 468	62 745*	62 838*	62 470*	0.58	2.08	0.15	-0.59
Taux pour 1 000 h.	nombre	7,2	7,2	7,3	7,3	7,2	...	...	...	...
Accroissement naturel	nombre	59 848	60 187	60 570*	59 345*	61 460*	0.57	0.64	-2.02	3.56
Taux pour 1 000 h.	nombre	7,1	7,1	7,1	6,9	7,1	...	...	...	...
Accroissement total[1]	nombre	67 500	64 400	59 900	65 000	88 900*	...	...	...	...
Migration nette	nombre	7 652	4 213	-670*	5 655*	27 440*	...	...	...	...
MARCHÉ DU TRAVAIL										
Population de 15 ans et plus	'000	6 333	6 439	6 535	6 616	6 708	1.67	1.49	1.24	1.39
Taux d'activité	%	65.5	66.6	66.8	67.7	67.4				
Population active	'000	4 147	4 289	4 366	4 481	4 519	3.42	1.80	2.63	0.85
Taux pour 1 000 h.	nombre	491	504	509	520	519				
Emploi	'000	3 847	4 008	4 066	4 186	4 078	4.18	1.45	2.95	-2.58
Taux pour 1 000 h.	nombre	456	471	474	485	469	...	...	...	...
Chômage	'000	300	280	300	295	441	...	...	...	...
Taux de chômage	%	7,2	6,5	6,9	6,6	9,8	...	...	...	...

1. Croissance dans la population totale, de janvier à janvier.
SOURCES : Estimations de la population du Canada et des provinces (91-201) ; La Statistique de l'état civil (84-001) ; naissances (84-204), décès (84-206) ; Estimations trimestrielles de la population du Canada et des provinces (91-001) ; Statistiques chronologiques sur la population active (71-201) ; S.C. ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Annexe

Tableau 1,2 Démographie et marché du travail Canada

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
							variation en pourcentage			
DÉMOGRAPHIE										
Population au 1er juin	'000	23 517.0	23 747.3	24 042.5	24 341.7	24 634.2	0.98	1.24	1.24	1.20
Naissances	nombre	360 194	366 064	370 709*	371 346*	371 990*	1.63	1.27	0.17	0.17
Taux pour 1 000 h.	nombre	15.3	15.4	15.4	15.3	15.1	...	...	...	...
Décès	nombre	168 179	168 183	171 473*	171 029*	171 030*	0.002	1.96	-0.26	0.00
Taux pour 1 000 h.	nombre	7.2	7.1	7.1	7.0	6.9	...	...	...	...
Accroissement naturel	nombre	192 015	197 881	199 236*	200 317*	200 960*	3.05	0.68	0.54	0.32
Taux pour 1 000 h.	nombre	8.2	8.3	8.3	8.2	8.2	...	...	...	...
Accroissement total[1]	nombre	227 100	267 400	309 400	277 600	240 500*	...	...	...	...
Migration nette	nombre	35 085	69 519	110 164*	77 288*	39 540*	...	...	...	...
MARCHÉ DU TRAVAIL										
Population de 15 ans et plus	'000	17 381	17 691	18 004	18 295	18 573	1.78	1.77	1.62	1.52
Taux d'activité	%	62.6	63.3	64.0	64.7	64.0	...	...	...	...
Population active	'000	10 882	11 207	11 522	11 830	11 879	2.99	2.81	2.67	0.41
Taux pour 1 000 h.	nombre	462	472	479	486	483	...	...	...	...
Emploi	'000	9 972	10 369	10 655	10 933	10 574	3.98	2.76	2.61	3.28
Taux pour 1 000 h.	nombre	424	436	443	449	430	...	...	...	...
Chômage	'000	911	838	867	898	1 305	...	...	...	...
Taux de chômage	%	8.4	7.5	7.5	7.6	11.0	...	...	...	...

1. Croissance dans la population totale, de janvier à janvier.

SOURCES: Estimations de la population du Canada et des provinces (91-201); La statistique de l'état civil (84-001); naissances (84-204), décès (84-206); Estimations trimestrielles de la population du Canada et des provinces (91-001); Statistiques chronologiques sur la population active (71-201), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 1,3 Jours-personnes perdus en arrêts de travail par activité économique

	Rapport de chaque activité sur le total de l'économie au Québec en %[1]					Rapport des jours-personnes perdus Québec/Canada en %[2]				
	1978	1979	1980	1981	1982*	1978	1979	1980	1981	1982*
Secteur primaire	22.85	5.48	9.34	23.26	0.78	24.68	9.99	42.54	56.11	3.95
Secteur fabrication	42.89	45.54	28.69	43.26	48.24	36.02	53.35	38.91	16.32	38.70
Construction	0.19	0.00	11.01	0.27	0.03	0.49	47.40	42.91	5.84	0.02
Secteur tertiaire	34.07	48.98	50.96	33.21	50.95	39.32	64.03	66.65	17.63	47.58
TOTAL	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	26,95	46,32	49,27	20,32	23,51

1. Incluant les conflits sous compétence fédérale et provinciale.
2. Se rapportant aux conflits sous compétence provinciale. Les conflits sous compétence fédérale pour l'ensemble des activités économiques représentent en pourcentage du total des jours-personnes perdus au Canada: 1978: 10,4%, 1979: 9,8%, 1980: 10,6%, 1981: 18,5%, 1982: 6,0%.

SOURCES: Travail Québec, « Grèves et lock-out au Québec »; Travail Canada, « Grèves et lock-out au Canada »; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Annexe

Tableau 2,1 **Rémunération des salariés, par activité économique Québec**

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982*/1981*
	'000 000 $					variation en %			
Agriculture	153	170	188	209	230	11,1	10,6	11,2	10,0
Forêt	306	359	358	429	393	17,3	−0,3	19,8	−8,4
Pêche et piégeage	8	11	11	15	17	37,5	0,0	36,4	13,3
Mines, carrières et puits de pétrole	560	685	783	846	748	22,3	14,3	8,0	−11,6
Fabrication	8 031	8 949	9 795	11 158	11 036	11,4	9,5	13,9	−1,1
Construction	2 060	1 894	2 007	2 320	2 035	−8,1	6,0	15,6	−12,3
Transports, entreposage, communications électricité, gaz et eau	3 516	3 956	4 721	5 231	5 660	12,5	19,3	10,8	8,2
Commerce, gros et détail	4 183	4 660	5 150	5 636	5 633	11,4	10,5	9,4	−0,1
Finances, assurances, immeubles	2 185	2 498	2 772	3 115	3 430	14,3	11,0	12,4	10,1
Administration publique et défense	3 335	3 642	4 382	5 026	5 685	9,2	20,3	14,7	13,1
Services	8 604	9 587	10 935	12 643	13 662	11,4	14,1	15,6	8,1
TOTAL	32 941	36 411	41 102	48 628	48 529	10,5	12,9	13,4	4,1

SOURCES : Comptes économiques des revenus et dépenses, Bureau de la statistique du Québec ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 2,2 **Indice des prix à la consommation au Canada (1971 = 100)**

	1978	1979	1980	1981	1982	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
						variation en %			
Alimentation	208,0	235,4	260,6	290,4	311,4	13,2	10,7	11,4	7,2
Tabac et alcool	155,5	166,7	185,3	209,2	241,6	7,2	11,2	12,9	15,5
Habillement	146,4	159,9	178,7	191,4	202,0	9,2	11,8	7,1	5,5
Habitation	174,1	186,2	201,4	226,4	254,7	7,0	8,2	12,4	12,5
Transport	162,2	178,0	200,7	237,6	271,1	9,7	12,8	18,4	14,1
Santé et soins personnels	166,2	181,2	199,3	221,0	244,4	9,0	10,0	10,9	10,6
Loisirs, lecture et formation	148,2	158,4	173,5	191,0	207,6	6,9	9,5	10,1	8,7
Global	175,2	191,2	210,6	236,9	262,5	9,1	10,1	12,5	10,8
Global sauf alimentation	163,9	176,9	194,6	219,5	245,4	7,9	10,0	12,8	11,8
Énergie	207,4	227,8	264,2	343,6	411,7	9,8	16,0	30,1	19,8
Global sauf alimentation et énergie	159,8	172,0	188,1	208,6	231,0	7,6	9,4	10,9	10,7

SOURCES : Prix à la consommation et indice des prix (62-010), S.C. ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 3,1 **Loyer de l'argent, taux en cours et rendement de certains titres, 1982 Canada et États-Unis**

	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Taux d'escompte :												
Canada	14,72	14,74	15,11	15,32	15,32	16,58	15,60	14,26	13,18	11,53	10,87	10,26
États-Unis	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	12,00	11,50	10,50	10,00	9,50	9,00	8,50
Rendement moyen des obligations du gouvernement canadien												
1 à 3 ans	15,93	14,99	15,32	15,08	14,66	16,24	15,69	13,44	12,62	11,43	10,53	9,85
3 à 5 ans	15,73	14,58	14,76	14,53	14,54	15,85	15,62	13,39	12,54	11,50	10,67	10,10
5 à 10 ans	15,95	14,87	14,99	14,86	14,71	15,90	15,66	13,80	13,10	12,07	11,46	11,03
10 ans et plus	15,94	15,01	15,06	14,75	14,72	16,03	15,62	13,96	13,48	12,63	12,18	11,69
Papier de premier choix des sociétés (90 jours)	14,90	15,00	16,15	15,50	15,60	17,05	15,65	14,20	13,30	11,45	10,95	10,25
Acceptations bancaires (30 jours)	14,63	14,90	15,90	15,38	15,88	16,53	15,95	14,63	13,30	11,95	11,33	10,20
Taux des dépôts bancaires												
Certificats (90 jours)	14,92	14,75	15,77	15,33	15,16	16,72	15,55	13,70	12,54	11,33	9,91	9,18
Dépôts d'épargne non transférables par chèques	12,75	12,75	12,75	12,75	12,75	13,75	12,75	11,50	10,50	9,25	8,50	8,00
Taux de base des prêts aux entreprises												
Canada	16,50	16,50	17,00	17,00	17,00	18,25	17,25	16,00	15,00	13,75	13,00	12,50
États-Unis	15,75	16,50	16,50	16,50	16,50[1]	16,50	16,00[1]	13,50	13,50[1]	12,00[1]	11,50	11,50[1]
Certificats de placement garantis à 5 ans des sociétés de fiducie	16,14	16,32	16,18	16,18	15,86	15,71	15,25	13,61	12,68	11,54	11,39	12,32
Prêts hypothécaires ordinaires à 5 ans	18,21	18,97	19,41	19,28	19,11	19,10	19,22	18,72	17,49	16,02	14,79	14,34

1. Borne supérieure.
SOURCE : Revue de la Banque du Canada, mars 1983.

Annexe

Tableau 4,1 **Investissements (immobilisations et réparations) par secteur et par catégorie de dépenses Québec**

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981*
	'000 000 $					variation en %			
CONSTRUCTION									
Industries primaires et construction[1]	370,5	468,0	620,4	737,1	685,0	26,3	32,6	18,8	−7,1
Fabrication	471,9	490,4	680,7	751,7	783,9	3,9	38,8	10,4	4,3
Services d'utilité publique	2 444,2	2 748,7	2 587,7	2 807,8	3 304,3	12,5	−5,9	8,5	17,7
Commerce, finance et services commerciaux	472,4	460,9	504,9	646,4	691,2	−2,4	9,5	28,0	6,9
Institutions et ministères gouvernementaux	1 876,2	1 898,5	2 127,3	2 092,1	2 152,6	1,2	12,1	−1,7	2,9
TOTAL non résidentiel	**5 635,2**	**6 066,5**	**6 521,0**	**7 035,1**	**7 617,0**	**7,7**	**7,5**	**7,9**	**8,3**
Habitation	2 892,1	3 058,2	2 833,2	3 273,6	2 731,6	5,7	−7,4	15,5	−16,6
TOTAL	**8 527,3**	**9 124,7**	**9 354,2**	**10 308,7**	**10 348,6**	**7,0**	**2,5**	**10,2**	**0,4**
MACHINERIE ET ÉQUIPEMENT									
Industries primaires et construction[1]	908,8	1 079,3	1 215,3	1 296,3	1 215,4	18,8	12,6	6,7	−6,2
Fabrication	1 596,5	1 820,6	2 536,2	2 625,4	2 306,7	14,0	39,3	3,5	−12,1
Services d'utilité publique	1 863,1	2 046,6	2 327,3	2 656,0	2 455,5	9,8	13,7	14,1	−7,5
Commerce, finance et services commerciaux	893,9	1 198,7	1 315,5	1 236,4	1 179,8	34,1	9,7	−6,0	−4,6
Institutions et ministères gouvernementaux	315,9	255,3	351,3	344,6	390,5	−19,2	37,6	−1,9	13,3
TOTAL non résidentiel	**5 578,2**	**6 400,5**	**7 745,6**	**8 158,7**	**7 547,9**	**14,7**	**21,0**	**5,3**	**−7,5**
Habitation	...	...	...	...	...	...	...	...	...
TOTAL	**5 578,2**	**6 400,5**	**7 745,6**	**8 158,7**	**7 547,9**	**14,7**	**21,0**	**5,3**	**−7,5**
INVESTISSEMENTS TOTAUX									
Industries primaires et construction[1]	1 279,3	1 547,3	1 835,7	2 033,4	1 900,4	20,9	18,6	10,8	−6,5
Fabrication	2 068,4	2 311,0	3 216,9	3 377,1	3 090,6	11,7	39,2	5,0	−8,5
Services d'utilité publique	4 307,3	4 795,3	4 915,0	5 463,8	5 759,8	11,3	2,5	11,2	5,4
Commerce, finance et services commerciaux	1 366,3	1 659,6	1 820,4	1 882,8	1 871,0	21,5	9,7	3,4	−0,6
Institutions et ministères gouvernementaux	2 192,1	2 153,8	2 478,6	2 436,7	2 543,1	−1,7	15,1	−1,7	4,4
TOTAL non résidentiel	**11 213,4**	**12 467,0**	**14 266,6**	**15 193,8**	**15 164,9**	**11,2**	**14,4**	**6,5**	**−0,2**
Habitation	2 892,1	3 058,2	2 833,2	3 273,6	2 731,6	5,7	−7,4	15,5	−16,6
TOTAL	**14 105,5**	**15 525,2**	**17 099,8**	**18 467,4**	**17 896,5**	**10,1**	**10,1**	**8,0**	**−3,1**

1. Construction — dépenses de capital faites par les entrepreneurs en construction.
SOURCES: Investissements privés et publics au Canada, (61-205), S.C.: Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 4,2 **Logements mis en chantier dans les centres urbains[1], Données désaisonnalisées à taux annuels Québec — Canada**

Mois	QUÉBEC			CANADA		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982
	'000					
Janvier	22	18	14	148	132	132
Février	21	29	31	135	147	169
Mars	23	30	26	119	151	141
Avril	21	32	13	121	189	116
Mai	16	31	14	98	173	87
Juin	23	24	12	117	167	97
Juillet	21	26	15	123	149	95
Août	25	21	11	115	141	71
Septembre	28	22	14	129	145	69
Octobre	23	13	24	142	82	90
Novembre	26	15	25	133	98	115
Décembre	28	18	39	127	156	132
Année	23	23	19	125	142	105

1. 10 000 habitants et plus.
SOURCE: Logements mis en chantier et parachevés, (64-002), Statistique Canada.

Annexe

Tableau 4,3 **Valeur des permis de bâtir**
Données mensuelles désaisonnalisées
Québec

	Résidentiel			Non résidentiel			Total		
Mois	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
					'000 000 $				
Janvier	77	229	95	91	120	99	168	349	194
Février	115	155	81	181	102	45	296	257	126
Mars	84	157	73	74	105	106	158	262	179
Avril	94	152	76	69	134	79	163	286	155
Mai	83	133	78	102	99	69	185	232	147
Juin	104	128	74	84	112	61	188	240	135
Juillet	117	120	81	88	79	129	205	199	210
Août	116	97	74	71	91	84	187	188	158
Septembre	128	90	111	120	72	60	248	162	171
Octobre	137	93	124	137	82	56	274	175	180
Novembre	126	68	161	99	124	50	225	192	211
Décembre	109	138	142	112	297	37	221	435	179

SOURCE: Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 4,4 **Valeur des permis de bâtir données mensuelles désaisonnalisées**
Canada

Mois	Résidentiel			Non résidentiel			Total		
	1980	1981	1982	1980	1981	1982	1980	1981	1982
					'000 000 $				
Janvier	586	790	636	816	649	734	1 403	1 439	1 370
Février	578	826	455	644	669	684	1 223	1 496	1 138
Mars	549	917	444	552	595	741	1 101	1 512	1 185
Avril	509	948	450	558	777	589	1 067	1 725	1 039
Mai	447	928	414	576	706	513	1 023	1 634	926
Juin	608	900	379	590	751	505	1 199	1 651	885
Juillet	579	857	422	600	790	642	1 179	1 647	1 064
Août	678	735	427	555	777	427	1 233	1 512	855
Septembre	692	604	457	659	654	478	1 351	1 258	935
Octobre	722	567	562	742	717	508	1 463	1 284	1 070
Novembre	766	662	705	733	958	419	1 499	1 621	1 124
Décembre	753	1 077	781	958	879	416	1 712	1 957	1 197

SOURCE: Permis de bâtir (64-001) Statistique Canada.

Tableau 4,5 **Logements mis en chantier certains centres urbains[1] du Québec**

					1980	1981	1982
	1979	1980	1981	1982	1979	1980	1981
		Unités			variation en %		
Montréal	16 188	12 433	14 643	11 497	-23,2	17,8	-21,5
Québec	5 186	3 545	3 746	3 071	-31,6	5,7	-18,0
Sous-total	21 374	15 978	18 389	14 568	-25,2	15,1	-20,8
Chicoutimi-Jonquière	1 464	680	582	419	-53,6	-14,4	-28,0
Hull	435	372	324	497	-14,5	-12,9	53,4
Shawinigan	590	253	124	96	-57,1	-51,0	-22,6
Sherbrooke	1 459	786	618	359	-46,1	-21,4	-41,9
Saint-Jean	491	350	260	368	-28,7	-25,7	41,5
Trois-Rivières	1 868	618	543	521	-66,9	-12,1	-4,1
Sous-Total	6 307	3 059	2 451	2 260	-51,5	-19,9	-7,8
Granby	490	482	289	230	-1,6	-40,0	-20,4
Joliette	213	229	210	178	7,5	-8,3	-15,2
Rimouski	408	384	182	135	-5,9	-52,6	-25,8
Saint-Hyacinthe	408	308	154	309	-24,5	-50,0	100,6
Saint-Jérôme	297	85	124	156	-71,4	45,9	25,8
Sept-Îles	197	17	5	1	-91,4	-70,6	-80,0
Sorel	399	222	123	68	-44,4	-44,6	-44,7
Valleyfield	153	145	26	73	-5,2	-82,1	180,8
Sous-total	2 565	1 872	1 113	1 150	-27,0	-40,5	3,3
Autres centres urbains	3 781	2 155	1 168	1 058	-43,0	-45,8	-9,4
Total des centres urbains	34 027	23 064	23 121	19 036	-32,2	0,2	-17,7

1. 10 000 habitants et plus.
SOURCES: Logements mis en chantier et parachevés (64-002), S.C.; Statistique du logement, S.C.H.L.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Annexe

Tableau 4,6 Investissements des ministères gouvernementaux — Québec par gouvernement et par catégorie de dépenses

		Investissements	Immobilisations	Construction	Équipement	Investissements	Immobilisations	Construction	Équipement
		'000 000 $				variation en %			
Ministères fédéraux	1976	278,8	229,7	170,0	59,7				
	1977	295,8	245,6	219,3	26,3	6,1	6,9	29,0	−55,9
	1978	282,9	215,1	158,9	56,2	−4,4	−12,4	−27,5	113,7
	1979	186,1	136,9	73,7	63,2	−34,2	−36,4	−53,6	12,5
	1980	185,8	139,4	55,0	84,4	−0,2	1,8	−25,4	33,5
	1981	263,1	180,2	108,8	71,4	41,6	29,3	97,8	−15,4
	1982*	319,5	232,2	146,9	85,3	21,4	28,9	35,0	19,5
Ministères québécois	1976	647,8	499,8	469,3	30,5				
	1977	639,0	472,6	433,7	38,9	−1,4	−5,4	−7,6	27,5
	1978	668,9	506,1	466,8	39,3	4,7	7,1	7,6	1,0
	1979	732,5	543,0	515,9	27,1	9,5	7,3	10,5	−31,0
	1980	741,3	518,4	487,3	31,1	1,2	−4,5	−5,5	14,8
	1981	670,5	514,2	478,2	36,0	−9,6	−0,8	−1,9	15,8
	1982*	652,3	495,0	456,6	38,4	−2,7	−3,7	−4,5	6,7
Municipalités	1976	593,9	557,1	529,3	27,8				
	1977	770,8	727,9	685,7	42,2	29,8	30,7	29,5	51,8
	1978	727,3	680,7	646,7	34,0	−5,6	−6,5	−5,7	−19,4
	1979	776,7	724,0	695,2	28,8	6,8	6,4	7,5	−15,3
	1980	1 021,9	968,2	933,7	34,5	31,6	33,7	34,3	19,8
	1981	863,7	795,0	765,6	29,4	−15,5	−17,9	−18,0	−14,8
	1982*	937,1	809,4	783,4	26,0	8,5	1,8	2,3	−11,6
Total	1976	**1 520,5**	**1 286,6**	**1 168,6**	**118,0**				
	1977	**1 705,6**	**1 446,1**	**1 338,7**	**107,4**	**12,2**	**12,4**	**14,6**	**−9,0**
	1978	**1 679,1**	**1 401,9**	**1 272,4**	**129,5**	**−1,6**	**−3,1**	**−5,0**	**20,6**
	1979	**1 695,3**	**1 403,9**	**1 284,8**	**119,1**	**1,0**	**0,1**	**1,0**	**−8,0**
	1980	**1 949,0**	**1 626,0**	**1 476,0**	**150,0**	**15,0**	**15,8**	**14,9**	**25,9**
	1981	**1 797,3**	**1 489,4**	**1 352,6**	**136,8**	**−7,8**	**−8,4**	**−8,4**	**−8,8**
	1982*	**1 908,9**	**1 536,6**	**1 386,6**	**149,7**	**6,2**	**3,2**	**2,5**	**9,4**

SOURCES: Investissements privés et publics au Canada (61-205 et 61-206) S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 4,7
Heures travaillées dans la construction au Québec selon la région de travail

	1981	1982	1982 1981
	'000		%
Est de Québec	2 365	1 780	−24,7
Saguenay—Lac-St-Jean	5 356	2 710	−49,4
Québec	11 611	9 595	−17,4
Mauricie—Centre du Québec	6 741	4 096	−39,2
Estrie	2 150	1 257	−41,5
Montréal métropolitain	43 661	36 755	−15,8
Sud de Montréal	4 791	3 280	−31,5
Nord de Montréal	4 323	3 329	−23,0
Outaouais	2 165	1 618	−25,3
Nord-Ouest québécois	3 287	1 991	−39,4
Baie James	10 030	3 708	−63,0
Côte-Nord	1 260	1 309	3,9
Total[1]	**101 469**	**73 556**	**−27,5**

1. Inclut les heures travaillées non identifiées à une région donnée.
Source: Office de la construction du Québec.

Annexe

Tableau 5,1
Balance canadienne des paiements internationaux, solde du compte courant

	1978	1979	1980	1981	1982
			'000 000 $		
Commerce de marchandises	4 007	4 118	8 488	7 351	17 746
Opérations au titre des services					
Voyages	−1 706	−1 068	−1 228	−1 116	−1 282
Intérêts et dividendes	−4 696	−5 241	−5 384	−6 474	−9 303
Transports	131	309	536	487	895
Autres opérations au titre des services	−2 139	−2 990	−3 760	−6 045	−5 633
Retenues fiscales	−582	−754	−995	−1 110	−1 178
Solde des opérations au titre des services	−8 992	−9 744	−10 831	−14 258	−16 501
Solde au titre des biens et services	−4 985	−5 626	−2 343	−6 907	1 245
Transferts nets	50	664	1 247	1 561	1 424
Solde total du compte courant	−4 935	4 942	1 096	5 346	2 669

SOURCES: Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux (67-001), S.C.; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 5,2 Principaux pays de destination des exportations canadiennes[1] 1977-1982

Pays de destination[2]	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1977	1978	1979	1980	1981	1982
			'000 $				importance relative en %					
États-Unis	31 111 504	37 371 581	44 534 675	48 062 234	55 462 000	57 173 300	69,8	70,3	67,9	63,3	66,3	67,7
Japon	2 518 610	3 063 151	4 099 624	4 381 443	4 510 000	4 542 375	5,7	5,8	6,2	5,8	5,4	5,4
Royaume-Uni	1 946 720	2 006 548	2 622 692	3 233 532	3 383 000	2 662 474	4,4	3,8	4,0	4,3	4,0	3,2
U.R.S.S.	360 044	557 306	776 231	1 540 415	1 866 805	2 071 868	0,8	1,0	1,2	2,0	2,2	2,5
Allemagne de l'Ouest	778 349	791 960	1 384 700	1 666 874	1 306 968	1 268 105	1,7	1,5	2,1	2,2	1,6	1,5
République populaire de Chine	519 980	616 453	1 091 547	1 441 522	1 157 724	1 233 190	1,2	1,2	1,7	1,9	1,4	1,5
Pays-Bas	369 270	504 012	605 434	872 109	1 005 724	1 073 271	0,8	0,9	0,9	1,1	1,2	1,3
France	370 000	478 107	635 461	1 017 071	1 001 310	754 063	0,8	0,9	1,0	1,3	1,2	0,9
Belgique-Luxembourg	501 893	503 213	737 685	998 444	916 189	728 978	1,1	0,9	1,1	1,3	1,1	0,9
Italie	521 304	485 682	687 545	1 002 502	784 230	702 022	1,2	0,9	1,0	1,3	0,9	0,8
Total (10 principaux pays)	38 997 674	46 378 013	57 175 594	64 216 146	71 393 950	72 209 646	87,5	87,2	87,1	84,5	85,3	85,6
Total C.E.E.	4 718 994	4 986 147	7 299 420	9 562 077	8 958 000	7 450 584	10,6	9,4	11,1	12,6	10,7	8,8
Total tous les pays	44 554 279	53 182 753	65 641 259	75 963 883	83 698 437	84 402 796	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Données du commerce de marchandises calculées sur la base douanière.
2. L'ordre des pays a été établi d'après les pourcentages calculés en 1982.
SOURCES: Statistique Canada « Exportations par pays, 1977-1980 » (cat. no 65-202); Bureau de la statistique du Québec, « Exportations du Canada par pays, 1982 ».

Tableau 6,1 Investissements secteur primaire Québec

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981*
	'000 000 $					variation en %			
Agriculture									
Construction	168,7	207,8	241,5	306,0	338,8	23,2	16,2	26,7	10,7
Machinerie et équipement	329,7	421,2	433,8	472,5	472,3	27,8	3,0	8,9	−0,04
Total	498,4	629,0	675,3	778,5	811,1	26,2	7,4	15,3	4,2
Pêches									
Construction	0,8	0,8	0,8	1,3	2,1	0,0	0,0	62,5	61,5
Machinerie et équipement	10,8	11,3	15,7	8,5	7,6	4,6	38,9	−45,9	−10,6
Total	11,6	12,1	16,5	9,8	9,7	4,3	36,4	−40,6	−1,0
Forêts									
Construction	15,5	31,2	39,1	39,5	27,6	101,3	25,3	1,0	−30,1
Machinerie et équipement	50,9	63,3	67,9	66,7	51,4	24,4	7,3	−1,8	−22,9
Total	66,4	94,5	107,0	106,2	79,0	42,3	13,2	−0,7	−25,6
Mines									
Construction	150,0	190,2	300,1	347,3	273,4	26,8	57,8	15,7	−21,3
Machinerie et équipement	228,0	273,8	380,6	398,3	332,4	20,1	39,0	4,7	−16,5
Total	378,0	464,0	680,7	745,6	605,8	22,8	46,7	9,5	−18,7
Total									
Construction	335,0	430,0	581,5	694,1	641,9	28,4	35,2	19,4	−7,5
Machinerie et équipement	619,4	769,6	898,0	946,0	863,7	24,2	16,7	5,3	−8,7
Total	954,4	1 199,6	1 479,5	1 640,1	1 505,6	25,7	23,3	10,9	−8,2

SOURCE: Statistique Canada.

Annexe

Tableau 6,2 **Recettes monétaires provenant des opérations agricoles Québec**

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979¹	1981/1980	1982/1981*
	milliers de dollars					variation en pourcentage			
Blé	1 128	2 692	13 206	12 092	9 752	138,7	57,0	−8,4	−19,4
Avoine	2 254	2 881	9 909	7 894	8 511	27,8	17,6	−20,3	7,8
Orge	158	237	9 088	13 597	17 249	50,0	79,7	49,6	26,9
Maïs	2 904	4 322	89 960	94 748	92 411	48,8	33,3	5,3	−2,5
Betterave à sucre	1 853	2 854	8 535	2 985	3 303	54,0	197,5	−65,0	10,7
Pommes de terre	21 852	28 845	40 557	40 343	31 260	32,0	7,0	−0,5	−22,5
Fruits	24 335	27 665	31 435	26 667	33 840	13,7	7,6	−15,2	26,9
Légumes	50 111	55 722	68 275	81 770	81 000	11,2	22,5	19,8	−0,9
Horticulture	23 200	26 226	29 893	31 666	35 316	13,0	14,0	5,9	11,5
Tabac	14 941	16 131	17 587	18 579	23 471	8,0	9,0	5,6	26,3
Autres	10 102	11 916	14 033	44 695	32 482	18,0	−4,0	220,8	−27,3
Assurance récolte	1 700	3 161	16 972	6 973	15 000	85,9	436,9	−58,9	115,1
Total cultures	**154 538**	**182 652**	**349 450**	**382 008**	**383 594**	**18,2**	**24,3**	**9,3**	**0,4**
Boeuf et veau	167 254	241 311	242 149	238 594	250 058	44,3	0,8	−1,5	4,8
Porc	372 273	424 289	495 417	581 727	673 973	14,0	16,0	17,4	15,9
Moutons et agneaux	1 403	1 608	1 856	1 859	2 196	14,6	15,4	0,2	18,1
Produits laitiers	621 171	674 999	795 250	926 148	1 026 680	8,7	17,8	16,5	10,9
Volaille	160 308	188 208	198 170	229 326	245 278	17,4	5,3	15,7	7,0
Oeufs	53 577	59 367	68 911	82 475	79 548	10,8	16,1	19,7	−3,5
Autres	17 815	18 276	21 553	25 828	26 897	2,6	17,9	19,8	4,1
Total de la production animale	**1 393 801**	**1 608 058**	**1 823 306**	**2 085 957**	**2 304 630**	**15,4**	**13,3**	**14,4**	**10,5**
Produits de la forêt et de l'érable	39 716	55 709	58 376	65 412	46 300	40,3	4,8	12,1	−29,2
Autres recettes monétaires	128 831	129 491	151 782	191 403	181 710	0,5	12,7	26,1	−5,1
TOTAL, recettes monétaires	**1 716 886**	**1 975 910**	**2 382 914**	**2 724 780**	**2 916 234**	**15,1**	**14,0**	**14,3**	**7,0**

1. Variations calculées à partir des données de Statistique Canada pour 1980.
SOURCES: Pour 1978 et 1979: Statistique Canada; de 1980 à 1982: Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, gouvernement du Québec.

Tableau 6,3 **Dépenses d'exploitation, d'amortissement et de commercialisation du secteur agricole au Québec**

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981*
	'000 $					variation en %			
Impôts fonciers	25 395	25 311	28 651	32 099	34 900	−0,3	13,2	12,0	8,7
Loyer	10 633	12 431	14 438	14 856	15 618	16,9	16,1	2,9	5,1
Salaires	102 791	126 456	131 427	154 298	165 099	23,0	3,9	17,4	7,0
Intérêts sur dette	109 955	157 086	185 275	284 115	299 700	42,8	18,0	53,3	5,5
Entretien de machinerie	106 530	134 243	156 691	190 763	221 209	26,0	16,7	21,7	16,0
Engrais et chaux	90 614	107 735	117 873	131 822	136 831	18,9	9,4	11,8	3,8
Autres dépenses pour les cultures	70 768	75 448	88 561	101 571	106 076	6,6	17,4	14,7	4,4
Alimentation du bétail	405 855	467 091	591 263	680 397	671 400	15,1	26,6	15,1	−1,3
Autres dépenses pour le bétail	35 550	45 613	48 867	55 773	65 058	28,3	7,1	14,1	16,6
Réparation de bâtiments	38 968	45 191	49 504	50 593	58 900	16,0	9,5	2,2	16,4
Électricité et téléphone	41 780	49 685	57 360	60 543	72 607	18,9	15,4	5,5	19,9
Divers	82 886	101 395	124 797	138 319	155 892	22,3	23,1	10,8	12,7
TOTAL, exploitation	**1 121 725**	**1 347 665**	**1 594 707**	**1 895 149**	**2 003 290**	**20,1**	**18,3**	**18,8**	**5,7**
TOTAL, amortissement	**151 431**	**175 308**	**204 140**	**226 126**	**236 900**	**15,8**	**16,4**	**10,8**	**4,8**
TOTAL, exploitation et amortissement	**1 273 156**	**1 522 971**	**1 798 847**	**2 121 275**	**2 240 190**	**19,6**	**18,1**	**17,9**	**5,6**
TOTAL, commercialisation	..	..	**57 200**	**67 245**	**84 041**	..	..	**17,6**	**25,0**
GRAND TOTAL	..	..	**1 856 047**	**2 188 520**	**2 324 231**	..	..	**17,9**	**6,2**

SOURCES: Statistique Canada et ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, gouvernement du Québec.

Tableau 6,4 Pêche maritime et piégeage principales espèces capturées Québec

	1978	1979	1980	1981	1982*	Valeur moyenne	1982/1981 Valeur	1982/1981 Volume
	'000 $				'000 tonnes	la tonnes en $	%	%
PÊCHE MARITIME								
Morues	9 788,2	13 333,9	14 097,3	18 556,6	16 667,8	34,6	482	−10,2	−8,1
Homard	5 386,4	7 382,9	6 108,5	7 128,1	7 806,6	1,7	4 592	9,5	−3,8
Crevettes	3 668,3	5 220,1	5 552,0	5 880,1	6 855,6	5,5	1 246	16,6	13,4
Crabe	1 445,5	3 318,1	3 785,8	4 713,0	10 382,3	11,7	887	120,3	50,2
Sébaste	1 727,5	2 098,6	2 227,1	2 557,9	2 729,8	12,0	227	6,7	12,9
Hareng	1 003,1	1 614,7	1 937,5	1 515,5	962,3	3,9	247	−36,5	−39,5
Turbot	1 387,5	2 103,9	1 982,6	1 134,2	n.d.	n.d.	—	—	—
Pétoncles	363,6	634,7	730,4	1 006,3	313,1	0,04	7 828	−68,9	−62,5
Autres	4 126,2	3 952,8	5 124,6	3 890,1	4 227,1	9,7	—	8,7	—
Total	28 896,3	39 659,7	41 546,2	46 381,8	49 944,6	79,2	—	7,7	0,1
PIÉGEAGE					'000 $	'000 peaux	la peau en $		
Castor	1 765,9	2 591,9	4 178,2	3 173,2	1 677,0	64,5	26	−47,2	−20,7
Rat musqué	1 610,7	1 947,0	2 353,1	2 054,7	971,3	194,3	5	−52,7	−29,1
Renard	1 733,6	2 964,9	1 510,4	2 213,4	1 810,9	24,9	73	−18,2	8,5
Raton laveur	532,1	924,0	757,8	817,7	586,5	18,3	32	−28,3	−10,3
Lynx du Canada	816,8	1 085,0	630,8	1 148,4	1 137,9	3,6	320	−0,9	−8,4
Martre	441,9	648,4	570,9	714,9	868,4	27,1	32	21,5	2,5
Autres	1 118,8	1 756,7	1 568,9	1 635,8	1 105,9	—	—	−32,4	—
Total	8 019,8	11 917,9	11 590,1	11 758,1	8 157,9	—	—	−30,6	—
TOTAL PÊCHE MARITIME ET PIÉGEAGE	36 916,1	51 577,6	53 136,3	58 139,9	58 102,5	—	—	−0,1	—

SOURCES : Bureau de la statistique du Québec ; ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche du Québec.

Tableau 6,5 Forêts (activité de l'abattage) production Québec

	1978	1979	1980	1981*	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980*	1982/1981*
	'000 m³					variation en %			
Bois à pâte et bois d'oeuvre	31 672	33 187	29 166	31 431	25 900	4,8	−12,1	7,8	−17,6
Autres	2 407	2 549	2 520	2 803	2 900	5,9	−1,1	11,2	3,5
Total	34 079	35 736	31 686	34 234	28 800	4,9	−11,3	8,0	−15,9
	valeur en milliers de dollars								
Valeur des livraisons	583 801	703 867	695 183	841 651		20,6	−1,2	21,1	
Variation de stocks	3 388	−13 199	10 857	56 283					
Valeur de la production	587 189	690 668	706 040	897 934	789 600	17,6	2,2	27,2	−12,1

SOURCES : Exploitation forestière (25-201) ; Statistiques de bois à pâte et déchets de bois (25-001)) ; Production, expédition et stocks en main des scieries à l'Est des Rocheuses (35-002), S.C. ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 6,6 Énergie électrique production — quantité et valeur brute selon l'utilisation Québec

	1978	1979	1980	1981*	1982*	1978	1979	1980	1981*	1982*
	'000 000 KWh					'000 $				
1. Industrie et Commerce	71 391	68 543	74 716	75 744	72 144	909 003	1 062 793	1 280 602	1 436 000	1 600 000
Variation annuelle %	7,0	−4,0	9,0	1,4	−4,8	19,7	16,9	20,5	12,1	11,4
2. Ménages et fermes	27 555	28 998	31 021	33 330	33 780	592 970	707 526	852 963	1 017 400	1 197 000
Variation annuelle %	7,2	5,2	7,0	7,4	1,4	21,8	19,3	20,6	19,3	17,6
3. Éclairage de rues	689	701	707	713	720	34 274	39 545	44 060	44 400	51 000
Variation annuelle %	4,9	1,7	0,9	0,8	1,0	30,4	15,4	11,4	0,8	14,9
4. Exportations (autres provinces et États-Unis)	13 625	16 640	17 548	18 522	17 916	124 100	222 087	295 510	350 400	475 000
Variation annuelle %	−9,4	22,1	5,5	5,6	−3,3	21,2	79,0	33,1	18,6	35,6
5. Non répartie et pertes[1]	10 291	9 659	11 810	10 700	11 300	174 369	191 920	264 739	238 800	301 000
Variation annuelle %	17,0	−6,1	22,3	−9,4	5,6	30,0	10,1	37,9	−9,8	26,0
6. Importations (autres provinces et États-Unis)	37 502	35 498	37 885	36 105	35 840	97 131	95 139	117 766	123 500	127 000
Variation annuelle %	11,2	−5,3	6,7	−4,7	−0,7	4,1	−2,1	23,8	4,9	2,8
7. Génération nette (1. à 5. — 6.)	86 049	89 043	97 917	102 904	100 020	1 737 585	2 128 732	2 620 108	2 963 500	3 497 000
Variation annuelle %	3,4	3,5	10,0	5,1	−2,8	22,7	22,5	23,1	13,1	18,0

1. Vu que les pertes ne peuvent être séparées de la quantité non répartie, une estimation globale de leur valeur a été faite en appliquant aux quantités le taux moyen des ventes totales pour chaque année.

SOURCES : Statistique de l'énergie électrique (57-001 et 57-202), S.C. ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Annexe

Tableau 6,7 **Industrie minière valeur brute de la production au niveau de la transformation Québec**

	1978	1979	1980	1981	1982*	Valeur 1979/1978	Valeur 1980/1979	Valeur 1981/1980	Valeur 1982/1981*	Volume 1982/1981*
			'000 $			variation en %				
MINÉRAUX MÉTALLIQUES										
Colombium ou niobium	14 220	15 292	15 302	18 612	20 944	7,5	0,1	21,6	12,5	14,0
Cuivre	148 274	190 227	253 696	198 570	176 660	28,3	33,4	-21,7	-11,0	0,9
Or	107 213	170 054	357 954	307 082	347 278	58,6	110,5	-14,2	13,1	34,1
Minerai de fer	337 521	543 257	531 011	599 546	446 252	61,0	-2,3	12,9	-25,6	-32,1
Fer refondu	85 968	61 067	118 990	113 125	105 872	-29,0	94,9	-4,9	-6,4	..
Molybdène	11 354	10 796	17 859	21 897	6 219	-4,9	65,4	22,6	-71,6	-70,3
Sélénium	2 709	5 530	6 088	5 852	2 520	104,1	10,1	-3,9	-56,9	-23,3
Argent	15 394	30 402	45 881	20 127	16 967	97,5	50,9	-56,1	-15,7	8,1
Zinc	73 191	76 070	63 706	63 616	70 842	3,9	-16,3	-0,1	11,4	22,9
Autres	2 837	3 378	1 000	7 936	9 614	19,1	-70,4	693,6	21,1	..
Total, minéraux métalliques	**798 681**	**1 106 073**	**1 411 487**	**1 356 363**	**1 203 167**	**38,5**	**27,6**	**-3,9**	**-11,3**	..
MINÉRAUX INDUSTRIELS										
Amiante	440 006	505 699	495 526	420 044	324 992	14,9	-2,0	-15,2	-22,6	-23,9
Dolomie magnésitique, brucite	5 990	8 990	10 404	11 472	12 500	50,1	15,7	10,3	9,0	..
Tourbe	11 459	14 602	15 761	15 359	18 334	27,4	7,9	-2,6	19,4	4,7
Quartz ou silice	8 921	8 928	11 022	12 950	13 781	0,1	23,5	17,5	6,4	1,7
Bioxyde de titane	88 156	75 670	117 060	131 669	106 006	-14,2	54,7	12,5	-19,5	..
Soufre (gaz de fonderie)	1 501	1 095	1 995	1 426	1 972	-27,0	82,2	-28,5	38,3	33,9
Autres	1 145	1 775	1 745	6 108	8 069	55,0	-1,7	250,0	32,1	..
Total, minéraux industriels	**557 179**	**616 759**	**653 513**	**599 028**	**485 654**	**10,7**	**6,0**	**-8,3**	**-18,9**	..
MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION										
Sable et gravier	78 138	83 784	77 593	99 471	46 479	7,2	-7,4	28,2	-53,3	-54,2
Pierre	198 504	185 073	161 766	154 302	94 760	-6,8	-12,6	-4,6	-38,6	-46,2
VALEUR BRUTE TOTALE	**1 632 502**	**1 991 689**	**2 304 359**	**2 209 164**	**1 830 060**	**22,0**	**15,7**	**-4,1**	**-17,2**	..

SOURCES: Production minérale au Canada, (cat. no 26-202), S.C.; ministère de l'Énergie et des Ressources, gouvernement du Québec

Tableau 6,8 **Prix de quelques minéraux extraits au Québec**

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981*
				$ Can.			variation en %			
Argent[1]	Kilogramme	198,37	382,00	774,79	405,60	316,30	92,6	102,8	-47,7	-22,0
Or[2]	Gramme	7,09	11,55	23,02	17,72	14,95	62,9	99,3	-23,0	-15,6
Bismuth	Kilogramme	8,49	7,81	6,80	6,96	6,02	-8,0	-12,9	2,4	-13,5
Cadmium	Kilogramme	6,16	7,13	7,33	4,94	3,02	15,7	2,8	-32,6	-38,9
Cuivre[1]	Kilogramme	1,64	2,35	2,60	2,21	1,95	43,3	10,6	-15,0	-11,8
Molybdène	Kilogramme	11,45	19,47	25,18	22,44	21,44	70,0	29,3	-10,9	-4,5
Nickel	Kilogramme	5,26	6,99	8,80	9,06	8,71	32,9	25,9	3,0	-3,9
Plomb[1]	Kilogramme	0,79	1,31	1,09	0,98	0,73	65,8	-16,8	-10,1	-25,5
Sélénium	Kilogramme	37,72	31,72	24,81	23,79	19,09	-15,9	-21,8	-4,1	-19,8
Tellure	Kilogramme	50,29	51,65	50,26	34,96	35,75	2,7	-2,7	-30,4	2,3
Zinc	Kilogramme	0,77	0,96	0,97	1,20	1,08	24,7	1,0	23,7	-10,0
Minerais de fer[3]	Tonne métrique	24,22	26,05	30,43	33,53	36,81	7,6	16,8	10,2	9,8
Amiante[3]	Tonne métrique	348,26	380,80	430,58	437,25	444,59	9,3	13,1	1,5	1,7

1. Basés sur les cours à Montréal.
2. Prix sur le marché de Londres.
3. Prix moyen: valeur totale des livraisons divisée par le volume total.

SOURCE: Ministère de l'Énergie et des Ressources, gouvernement du Québec.

Annexe

Tableau 7,1 **Industries manufacturières**
Indicateurs des activités manufacturières[1] Québec

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981
Nombre d'établissement	Unité	9 701	10 381	10 740	..	..	7.0	3.5	...	...
Coût du combustible et de l'électricité[2]	000 000 $	897	1 043	1 248	1 449	1 563	16.3	19.7	16.1	7.9
Coût des matières et fournitures[2]	000 000 $	18 763	22 558	25 727	28 437	27 759	20.2	14.0	10.5	- 2.4
Valeur ajoutée[2]	000 000 $	13 996	16 365	18 361	19 252	19 086	16.9	12.2	4.9	- 0.9
Valeur brute de la production[2]	000 000 $	33 656	39 965	45 336	48 808	48 408	18.7	13.4	7.7	- 0.8
Livraison[3]	000 000 $	33 441	39 373	44 867	49 764	47 925	17.7	14.0	10.9	- 3.7
Principales exportations internationales[4]	000 000 $	9 435	12 206	14 886	15 939	15 056	29.4	22.0	7.1	- 5.5
Travailleurs à la production[2]	Unité	386 741	395 810	391 374	386 668	355 184	2.3	- 1.1	- 1.2	- 8.1
Heures-personnes payées[2]	'000	800 661	823 759	804 500	796 231	725 085	2.9	- 2.3	- 1.0	- 8.9
Rémunérations horaires[5]	$	6.22	6.80	7.54	8.47	9.46	9.3	10.9	12.3	11.7
Jours-personnes perdus en arrêts de travail[6]	'000	802	1 666	1 238	775	646	107.7	- 25.7	- 37.4	- 16.6
Immobilisations[7]	000 000 $	1 280	1 448	2 190	2 272	2 019	13.1	51.2	3.7	- 11.1
Taux d'utilisation des capacités de production au Canada[8]	%	83.4	86.1	81.0	79.2	67.2	...	...	...	...

1. Activités de fabrication seulement des manufacturiers, non pas leur activité totale, sauf pour les exportations, les arrêts de travail, les immobilisations et le taux d'utilisation des capacités de production.

SOURCES: Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

2. Bureau de la statistique du Québec, « Statistiques principales des manufacturiers québécois », données réelles 1979-1980, estimations révisées 1981, estimations préliminaires en 1982.
3. Statistique Canada, « Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières », (cat. no 31-001).
4. Statistique Canada, Bureau de la statistique du Québec, « Exportations du Canada chargées au Québec », estimations préliminaires en 1982.
5. Statistique Canada, « Emploi, gains et durée du travail » (ouvriers dont les heures sont déclarées dans les entreprises de 20 employés et plus, cat. no 72-002), données provisoires en 1982.
6. Travail Québec, « Grèves et lock-out au Québec »; données provisoires en 1982.
7. Statistique Canada, « Investissements privés et publics au Canada », (cat. nos 61-205 et 61-206), données provisoires en 1982.
8. Statistique Canada, « Taux d'utilisation de la capacité dans les industries manufacturières au Canada », (cat. no 31-003), données provisoires en 1982.

Tableau 7,2 **Immobilisations industries manufacturières**
Canada

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979/1978	1980/1979	1981/1980	1982/1981*
	'000 000 $					variation en %			
Aliments et boissons	543.2	687.1	875.9	743.8	870.6	26.5	27.5	- 15.1	17.0
Tabac	25.9	28.4	38.8	31.5	46.2	9.7	36.6	- 18.8	46.7
Caoutchouc et produits en matière plastique	117.5	184.7	196.8	285.6	264.0	57.2	6.6	45.1	- 7.6
Cuir	12.2	16.0	18.7	17.1	9.2	31.1	16.9	- 8.6	- 46.2
Textile	95.0	109.3	164.0	163.8	161.5	15.1	50.0	- 0.1	- 1.4
Vêtement et bonneterie	37.4	41.8	60.0	54.2	36.1	11.8	43.5	- 9.7	- 33.4
Bois	318.8	413.2	469.0	447.8	277.6	29.6	13.5	- 4.5	- 38.0
Meubles et articles d'ameublement	19.2	29.0	31.5	52.5	42.1	51.0	8.6	66.7	- 19.8
Papier et produits connexes	677.3	837.8	1 332.9	2 182.7	1 833.2	23.7	59.1	63.8	- 16.0
Imprimerie, édition et industries connexes	122.1	159.6	195.2	205.1	170.0	30.7	22.3	5.1	- 17.1
Industrie métallique primaire	606.1	774.5	1 289.1	1 619.7	1 218.9	27.8	66.4	25.6	- 24.7
Industrie des produits métalliques	216.4	299.6	400.4	350.6	249.1	38.4	33.6	- 12.4	- 29.0
Industrie de la machinerie	144.0	205.7	284.4	327.6	295.0	42.8	38.3	15.2	- 10.0
Industrie du matériel de transport	405.1	656.6	1 257.6	1 210.1	657.1	62.1	91.5	- 3.8	- 45.7
Appareils et matériel électriques	132.8	175.5	282.3	344.8	354.5	32.2	60.9	22.1	2.8
Produits minéraux non métalliques	279.9	395.5	319.7	347.4	180.4	41.3	- 19.2	8.7	- 48.1
Industrie du pétrole et du charbon	315.1	274.0	324.7	844.9	1 113.5	- 13.0	18.5	160.2	31.8
Industrie chimique et produits connexes	1 346.6	1 236.3	1 054.3	2 149.9	2 119.3	- 8.2	- 14.7	103.9	- 1.4
Industries manufacturières diverses	66.1	74.3	110.6	108.3	104.9	12.4	48.9	- 2.1	- 3.1
Biens capitaux imputés sur les dépenses d'exploitation	697.5	844.7	1 040.9	1 251.9	1 119.5	...	...	...	...
TOTAL	**6 178,2**	**7 443,6**	**9 746,8**	**12 739,3**	**11 122,7**	**20,5**	**30,9**	**30,7**	**- 12,7**
Industries des biens durables[1]	2 122.3	2 949.6	4 334.0	4 700.5	3 274.7	39.0	46.9	8.5	- 30.3
Industries des biens non durables[1]	3 358.4	3 649.3	4 371.9	6 786.9	6 728.5	8.7	19.8	55.2	- 0.9

1. N'inclut pas les biens capitaux imputés sur les dépenses d'exploitation.

SOURCES: Statistique Canada, « Investissements privés et publics au Canada (cat. nos 61-205 et 61-206); Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Annexe

Tableau 7,3 **Employés salariés[1] dans les industries manufacturières, rapport de l'emploi sectoriel à l'emploi total Québec**

Industries	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981*	1982**
Aliments et boissons	11,0	10,5	10,7	11,0	11,6	11,5	11,2	11,6	11,7	12,4
Tabac	1,1	1,1	1,1	1,0	1,1	0,9	0,9	0,9	0,9	1,0
Caoutchouc et produits en matière plastique	2,5	2,6	2,5	2,6	2,6	2,7	2,6	2,6	2,6	2,8
Cuir	2,5	2,3	2,4	2,3	2,1	2,0	2,0	1,9	1,9	1,8
Textile	7,5	7,2	6,8	6,5	6,4	6,3	6,2	6,2	6,2	5,5
Bonneterie	3,0	3,0	2,9	2,7	2,4	2,1	2,2	2,3	2,1	1,9
Habillement	12,8	12,4	12,4	12,6	12,2	12,1	11,7	11,0	11,2	10,5
Bois	4,8	4,6	4,5	4,8	5,1	5,6	5,6	5,5	5,3	4,8
Meubles et articles d'ameublement	3,7	3,7	3,6	3,5	3,2	3,3	3,5	3,3	3,2	3,0
Papier et produits connexes	7,8	8,4	8,4	8,8	8,7	8,4	8,3	8,2	8,5	9,0
Imprimerie, édition et industries connexes	4,7	4,7	4,7	4,9	4,8	4,9	4,8	5,0	5,0	5,3
Métaux primaires	5,1	5,6	5,5	5,1	5,6	5,7	5,7	5,7	5,8	5,8
Métaux métalliques	6,8	7,2	7,3	7,3	7,1	7,1	7,3	7,4	7,4	7,3
Machinerie	3,0	3,2	3,5	3,5	3,5	3,5	3,9	4,1	3,9	4,0
Matériel de transport	5,9	5,5	5,9	5,9	5,9	6,3	7,2	7,4	7,3	7,5
Matériel et appareils électriques	6,1	6,2	6,0	5,7	5,5	5,5	5,4	5,5	5,5	5,4
Produits minéraux non métalliques	2,8	2,9	2,8	2,7	2,8	2,7	2,6	2,5	2,5	2,5
Dérivés du pétrole et du charbon	0,6	0,6	0,6	0,6	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7
Produits chimiques	4,9	4,9	5,0	5,1	5,3	5,3	4,9	5,0	5,1	5,5
Industries manufacturières diverses	3,4	3,4	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3	3,2	3,2	3,3
Biens durables	38,4	39,0	39,0	38,5	38,7	39,8	41,2	41,5	40,8	40,3
Biens non durables	61,6	61,0	61,0	61,5	61,3	60,2	58,8	58,5	59,2	59,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

1. Salariés de l'activité manufacturière totale.

SOURCES: Statistique Canada, « Industries manufacturières du Canada », (cat. no 31-203); Bureau de la statistique du Québec, « Statistiques principales des manufacturiers québécois »; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 7,4 **Jours-personnes perdus en arrêts de travail industries manufacturières**

	Groupes majeurs/industries manufacturières Québec[1]					Industries manufacturières Québec/Canada[2]				
Industries	1978	1979	1980	1981	1982*	1978	1979	1980	1981	1982*
Aliments et boissons	8,71	6,17	6,58	15,52	14,27	13,16	50,01	14,78	44,32	53,02
Tabac	—	—	—	1,46	—	—	—	—	29,59	—
Caoutchouc et produits en matière plastique	3,67	0,80	1,39	5,02	1,72	67,88	42,48	59,04	89,22	74,98
Cuir	0,63	0,47	0,10	0,84	0,43	45,67	75,17	3,89	60,22	100,00
Textile	1,92	1,27	0,89	4,09	4,19	83,82	79,38	19,45	94,58	73,88
Bonneterie	—	—	—	0,02	0,08	—	—	—	14,08	41,22
Vêtement	1,32	0,56	0,26	2,58	3,75	100,00	92,87	92,70	70,24	100,00
Bois	9,33	6,74	8,69	14,98	4,85	75,54	45,53	66,68	9,52	91,83
Meubles et articles d'ameublement	5,04	2,78	1,07	1,81	1,70	86,71	82,24	36,91	59,75	29,14
Papier et produits connexes	6,43	7,17	29,80	9,45	13,23	65,06	38,70	64,50	9,25	27,19
Imprimerie, édition et industries connexes	15,33	2,23	0,86	2,10	4,42	71,53	8,93	57,50	99,21	86,95
Industries des métaux primaires	5,35	44,03	16,16	25,39	24,54	17,35	35,98	70,93	12,68	81,70
Industrie des produits métalliques	4,77	0,94	10,85	2,01	8,26	19,94	12,93	55,06	6,91	29,62
Industrie de la machinerie	9,92	0,61	5,76	1,32	0,20	39,83	21,41	63,11	14,01	7,58
Industrie du matériel de transport	7,64	11,16	1,60	8,48	7,53	29,58	47,80	3,75	32,34	13,46
Appareils et matériel électriques	6,40	3,29	3,84	0,86	5,51	21,76	37,34	50,20	7,13	31,44
Produits minéraux non métalliques	10,87	4,45	3,26	2,80	5,10	77,44	39,84	32,75	22,51	36,29
Dérivés du pétrole et du charbon	0,27	0,89	7,44	—	—	—	95,02	97,92	—	—
Produits chimiques et produits connexes	1,33	6,00	0,70	0,78	0,15	37,32	70,51	21,85	28,72	5,60
Industries manufacturières diverses	1,07	0,44	0,75	0,48	0,06	21,15	14,95	38,63	7,99	2,40
Biens durables	59,32	74,00	51,23	57,65	57,70	34,10	61,38	36,27	12,79	36,36
Biens non durables	40,68	26,00	48,77	42,35	42,30	38,75	38,18	41,95	26,87	42,44
Fabrication totale	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	36,02	53,35	38,91	16,32	38,70

1. Inclut les conflits sous compétence fédérale et provinciale.
2. Se rapportant aux conflits sous compétence provinciale. Les conflits sous compétence fédérale dans le secteur manufacturier représentent en pourcentage du total des jours-personnes perdus au Canada: 1978: 0,6%, 1979: 0,01%, 1980: 0,1% et 1981: 0,0%, 1982: 1,1%.

SOURCES: Travail Québec, « Grèves et lock-out au Québec »; Travail Canada, « Grèves et lock-out au Canada »; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Annexe

Tableau 7,5 **Salaires et traitements hebdomadaires moyens industries manufacturières Canada**

Industries	1978	1979	1980	1981	1982	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981
			$			variation en %			
Aliments et boissons	258,93	284,87	312,08	349,42	387,13	10,0	9,6	12,0	10,8
Tabac	311,54	341,93	388,56	452,38	503,98	9,8	13,6	16,4	11,4
Caoutchouc et produits en matière plastique	279,90	313,66	340,71	383,67	422,45	12,1	8,6	12,6	10,1
Cuir	182,18	197,89	215,33	237,92	253,81	8,6	8,8	10,5	6,7
Textile	235,47	256,02	282,54	311,55	343,92	8,7	10,4	10,3	10,4
Bonneterie	181,59	195,66	212,51	234,27	251,61	7,7	8,6	10,2	7,4
Habillement	175,80	191,13	207,23	225,92	240,76	8,7	8,4	9,0	6,6
Bois	289,77	313,50	351,34	379,94	425,98	8,2	12,1	8,1	12,1
Meubles et articles d'ameublement	226,73	246,71	268,13	296,58	314,69	8,8	8,7	10,6	6,1
Papier et produits connexes	340,77	373,82	408,39	465,11	508,00	9,7	9,2	13,9	9,2
Imprimerie, édition et industries connexes	272,17	297,06	326,02	361,06	399,68	9,1	9,7	10,7	10,7
Métaux primaires	341,32	372,95	405,69	463,84	520,10	9,3	8,8	14,3	12,1
Produits métalliques	292,67	316,92	350,91	394,21	429,25	9,0	10,0	12,3	8,9
Machinerie	300,53	333,46	368,99	409,66	447,32	11,0	10,1	11,6	9,2
Matériel de transport	334,64	357,55	390,56	438,42	476,21	6,8	9,2	12,3	8,6
Appareils et matériel électriques	279,99	299,90	335,50	376,51	418,89	7,1	11,9	12,2	11,3
Produits minéraux non métalliques	311,99	341,37	370,04	418,81	457,07	9,4	8,4	13,2	9,1
Pétrole et charbon	404,81	445,38	500,06	562,89	632,46	10,0	12,3	12,6	12,4
Produits chimiques	312,09	344,13	377,93	425,88	475,14	10,3	9,8	12,7	11,6
Industries manufacturières diverses	236,67	256,74	282,11	318,52	355,78	8,5	9,9	12,9	11,7
Biens durables	305,97	331,44	364,70	408,79	450,41	8,3	10,0	12,1	10,2
Biens non durables	266,12	291,33	320,65	360,23	401,75	9,5	10,1	12,3	11,5
Total	285,67	310,36	342,19	383,75	424,65	8,6	10,3	12,1	10,7

SOURCES: Statistique Canada, « Emploi, gains et durée du travail », (cat. no 72-002), enquête auprès des entreprises de 20 employés et plus; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 7,6 **Bénéfices de base[1], industries manufacturières Canada**

	1978	1979	1980	1981	1982	1979 1978	1980 1979	1981 1980	1982 1981
			'000 000 $			variation en %			
Aliments et boissons	1 476	1 627	1 750	1 906	1 867	10,2	7,6	8,9	−2,0
Aliments	1 049	1 093	1 208	1 286	1 241	4,2	10,5	6,5	−3,5
Boissons gazeuses	80	82	95	101	105	2,5	15,9	6,3	4,0
Brasseries	164	208	192	304	332	26,8	−7,7	58,3	9,2
Distilleries	183	244	255	215	189	33,3	4,5	−15,7	−12,1
Tabac	136	172	188	243	276	26,5	9,3	29,3	13,6
Caoutchouc et produits en matière plastique	137	223	236	304	213	62,8	5,8	28,8	−29,9
Cuir	52	72	77	106	80	38,5	6,9	37,7	−24,5
Textile et bonneterie	386	533	498	466	206	38,1	−6,6	−6,4	−55,8
Habillement	161	230	217	219	96	42,9	−5,7	0,9	−56,2
Bois	812	1 031	604	319	−133	27,0	−41,4	−47,2	—
Meubles	93	125	141	140	37	34,4	12,8	−0,7	−73,6
Papier et exploitation forestière	1 583	2 688	2 860	2 130	801	69,8	6,4	−25,5	−62,4
Imprimerie	493	582	559	811	562	14,0	−0,5	45,1	−30,7
Métaux primaires	1 223	1 456	1 762	1 698	417	19,1	21,0	−3,6	−75,4
Produits métalliques	858	1 155	1 162	1 338	649	34,6	0,6	15,1	−51,5
Machinerie	415	622	584	469	255	49,9	−6,1	−19,7	−45,6
Matériel de transport	1 093	1 241	514	724	555	13,5	−58,6	40,9	−23,3
Appareils et matériel électriques	469	684	785	1 052	804	45,8	14,8	34,0	−23,6
Produits minéraux non métalliques	512	614	569	516	233	19,9	−7,3	−9,3	−54,8
Pétrole et charbon	2 193	4 084	5 696	5 286	4 160	86,2	39,5	−7,2	−21,3
Produits chimiques	858	1 283	1 576	1 767	1 201	49,5	22,8	12,1	−32,0
Industries manufacturières diverses	358	484	498	539	543	35,2	2,9	8,2	0,7
Biens durables	5 475	6 928	6 121	6 256	2 817	26,5	−11,6	2,2	−55,0
Biens non durables	7 833	11 958	14 155	13 777	10 005	52,7	18,4	−2,7	−27,4
Total manufacturier	13 308	18 886	20 276	20 033	12 822	41,9	7,4	−1,2	−36,0

1. Les bénéfices de base sont utilisés par Statistique Canada pour assurer une plus grande uniformité entre les entreprises dans la présentation de leurs bénéfices comparables. On les rend ainsi compatibles avec les concepts et définitions des comptes nationaux.

SOURCES: Statistique Canada, « Sociétés industrielles, statistiques financières », (cat. no 61-003); Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Annexe

Tableau 7,7 **Principales exportations internationales du Québec[1] répartition sectorielle selon le pays de destination**

SECTEURS	1981*	1982*	1982 / 1981	États-Unis 1981	États-Unis 1982	Royaume-Uni 1981	Royaume-Uni 1982	Autres C.E.E. 1981	Autres C.E.E. 1982	Japon 1981	Japon 1982	Autres pays 1981	Autres pays 1982
Mines	1 903,9	1 399,1	−26,5	50,1	34,8	11,0	12,8	20,1	31,0	5,9	7,4	12,9	14,0
TOTAL DU PRIMAIRE	**1 903,9**	**1 399,1**	**−26,5**	**50,1**	**34,8**	**11,0**	**12,8**	**20,1**	**31,0**	**5,9**	**7,4**	**12,9**	**14,0**
Aliments	460,7	607,0	31,8	40,8	42,8	4,4	4,1	4,5	2,8	22,2	19,0	28,1	31,3
Bois	449,0	495,2	10,3	61,7	63,4	5,9	4,5	14,4	8,8	—	0,2	18,0	23,1
Papiers	2 686,0	2 575,5	−4,1	79,1	81,0	7,9	9,4	3,0	2,9	0,1	0,4	9,9	6,3
Métaux primaires	1 741,7	1 592,5	−8,6	70,4	54,9	7,1	7,6	9,4	10,8	—	4,5	13,1	22,2
Machinerie	329,1	402,7	22,4	50,9	63,8	6,3	2,7	17,9	18,7	0,3	0,2	24,6	14,6
Matériel de transport	2 476,8	2 281,0	−7,9	84,1	77,0	1,4	1,3	2,2	4,8	0,3	0,2	12,0	16,7
Appareils et matériel électriques	442,6	356,6	−19,4	73,5	66,9	1,6	3,9	2,7	5,5	0,3	1,0	21,9	22,7
Dérivés du pétrole	88,3	203,0	129,9	100,0	69,4	—	16,9	—	—	—	—	—	13,7
Produits chimiques	255,1	212,4	−16,7	36,2	43,3	1,0	4,0	48,0	43,2	0,2	0,1	14,6	9,4
TOTAL DU SECONDAIRE	**8 929,3**	**8 725,9**	**−2,3**	**73,6**	**69,0**	**5,0**	**5,8**	**6,5**	**6,9**	**1,3**	**2,4**	**13,6**	**15,9**
Utilité publique	191,9	295,9	54,2	100,0	100,0	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL DU TERTIAIRE	**191,9**	**295,9**	**54,2**	**100,0**	**100,0**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
TOTAL DES 25 PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS	11 025,1	10 420,8	−5,5	70,0	65,3	6,0	6,6	8,7	9,9	2,0	3,0	13,3	15,2

1. Estimation obtenue à partir de la compilation des 25 principaux produits exportés en 1982 au Canada via le Québec. La valeur des 25 principaux produits exportés par le Québec représente 69,2% de la valeur totale des exportations du Québec en 1982.

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec « Exportations du Canada chargées au Québec, par marchandises et pays » ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 7,8 **Variations des principales exportations internationales du Québec[1] selon les pays de destination**

SECTEURS	États-Unis 1981 / 1980*	États-Unis 1982 / 1981*	C.C.E. 1981 / 1980*	C.C.E. 1982 / 1981*	Royaume-Uni 1981 / 1980*	Royaume-Uni 1982 / 1981*	Autres C.E.E. 1981 / 1980*	Autres C.E.E. 1982 / 1981*	Japon 1981 / 1980*	Japon 1982 / 1981*	Autres pays 1981 / 1980*	Autres pays 1982 / 1981*
Mines	33,3	−48,9	−8,1	3,5	39,1	−14,7	−22,5	13,5	−8,5	−8,3	8,3	−20,2
TOTAL DU PRIMAIRE	**33,3**	**−48,9**	**−8,1**	**3,5**	**39,1**	**−14,7**	**−22,5**	**13,5**	**−8,5**	**−8,3**	**8,3**	**−20,2**
Aliments	22,5	38,1	13,2	2,2	79,5	21,6	−17,1	−17,2	45,9	12,8	42,4	46,8
Bois	26,2	13,3	−7,2	−27,7	−35,0	−15,5	12,2	−32,7	—	—	30,8	41,4
Papiers	16,7	−1,7	8,0	7,7	11,4	13,9	0,1	−8,4	−82,5	337,4	40,7	−38,9
Métaux primaires	7,8	−28,7	−42,4	1,8	−31,7	−2,3	−48,5	4,9	−99,2		−27,5	55,0
Machinerie	0,6	53,6	670,6	7 ,9	309,0	−48,6	...	27,9	95,7	−10,8	−8,1	−27,6
Matériel de transport	27,7	−15,6	−33,3	54,4	3,7	−16,0	−45,6	99,1	13,1	−46,2	−9,1	28,3
Dérivés du pétrole	779,2	59,6	—	—	—	—	—	—	—	—	−97,6	...
Appareils et matériel électriques	72,0	−26,7	−26,5	75,9	1,4	101,4	−36,4	61,5	−31,4	163,9	10,5	−16,3
Produits chimiques	11,7	−0,6	34,3	−19,8	...	242,6	31,6	−25,2	−52,0	−46,4	143,1	−46,3
TOTAL DU SECONDAIRE	**21,7**	**−8,4**	**−12,2**	**8,1**	**−4,6**	**13,0**	**−17,3**	**4,2**	**−10,3**	**79,6**	**3,6**	**14,2**
Utilité publique	24,3	54,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL DU TERTIAIRE	**24,3**	**54,2**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**	**—**
TOTAL DES 25 PRINCIPAUX PRODUITS EXPORTÉS	**23,1**	**−11,8**	**−10,7**	**6,4**	**6,0**	**4,2**	**−19,5**	**7,9**	**−9,4**	**36,1**	**4,4**	**8,4**

1. Estimations obtenue à partir de la compilation des 25 principaux produits présumés exportés du Canada par le Québec. La valeur des 25 principaux produits exportés du Canada par le Québec représentent 69,2% de la valeur totale des exportations en 1982.

SOURCES: Bureau de la statistique du Québec, « Exportations du Canada chargées au Québec par marchandises et pays. » ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

Tableau 8,1 **Investissements secteur tertiaire Québec**

	1978	1979	1980	1981	1982*	1979 / 1978	1980 / 1979	1981 / 1980	1982 / 1981*
	'000 000 $					variation en %			
Transports[1]	801,0	969,1	1 141,4	1 476,1	1 573,5	21,0	17,8	29,3	6,6
Communications[2]	755,0	804,7	936,9	1 020,1	1 070,8	6,6	16,4	8,9	5,0
Autres services d'utilité publique[3]	2 751,3	3 021,5	2 836,7	2 967,6	3 115,5	9,8	−6,1	4,6	5,0
Total services d'utilité publique	**4 307,3**	**4 795,3**	**4 915,0**	**5 463,8**	**5 759,8**	**11,3**	**2,5**	**11,2**	**5,4**
Commerce	330,0	346,3	347,8	350,8	347,8	4,9	0,4	0,7	−0,7
Finances, assurances et immeubles	371,5	329,2	362,2	536,6	590,0	−11,4	10,0	48,2	10,0
Services commerciaux	664,8	984,1	1 110,4	995,8	933,2	48,0	12,8	−10,3	−6,3
Total commerce, finances et services commerciaux	**1 366,3**	**1 659,6**	**1 820,4**	**1 882,8**	**1 871,0**	**21,5**	**9,7**	**3,4**	**−0,6**
Institutions et ministères gouvernementaux	2 192,1	2 153,8	2 478,6	2 436,7	2 543,1	−1,7	15,1	−1,7	4,4
GRAND TOTAL	**7 865,7**	**8 608,7**	**9 214,0**	**9 783,3**	**10 713,9**	**9,4**	**7,0**	**6,2**	**9,5**

1. Comprend chemins de fer, transports urbain, maritime, aérien et routier, entreposage, oléoducs et gazoducs, routes et ponts à péages et biens capitaux imputés aux dépenses d'exploitation.
2. Comprend téléphone, réseaux de télégraphe et de câbles et radiodiffusion.
3. Comprend énergie électrique, distribution du gaz, silos à céréales et services de distribution d'eau.

SOURCES: Investissements privés et publics au Canada, (61-205), S.C. ; Direction de l'analyse et de la prévision économiques, MICT.

SITUATION ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC, 1982

En 1982, dans le sillage des économies américaines et canadiennes, l'économie québécoise est durement frappée par la récession qui a débuté en fin d'année 1981. Le PIB réel chute de 6,1% entraînant une baisse de l'emploi de 5,4%. En fin d'année 1982, la baisse des taux d'intérêt et le ralentissement de la croissance des prix permettent une reprise des dépenses des ménages et un assainissement des finances des entreprises; on assiste à une reprise de l'économie nord-américaine. La reprise amorcée ne peut cependant être interprétée comme un simple retour naturel du pendule. La plupart des observateurs conviennent que la récession économique fut telle que les prochaines années ne pourront que se ressentir des secousses sur les marchés en 1982.

Imprimé au Québec, Canada

Bureau de la statistique du Québec

POOR

QUALITY

ORIGINAL